

Marc-André Cyr

La presse anarchiste au Québec  
(1976-2001)

Les Éditions Rouge et Noir

*à ma mère*

Le règne de la peur multiforme est terminé.

Dans le fol espoir d'en effacer le souvenir je les énumère :

Peur des préjugés - peur de l'opinion publique - des persécutions  
- de la réprobation générale  
peur d'être seul sans Dieu et la société qui isole très infailliblement  
peur de soi - de son frère - de la pauvreté  
peur de l'ordre établi - de la ridicule justice  
peur des relations neuves  
peur du surrationnel  
peur des nécessités  
peur des écluses grandes ouvertes sur la foi en l'homme - en la société future  
peur de toutes les formes susceptibles de déclencher un  
amour transformant  
peur bleue - peur rouge - peur blanche : maillons de notre chaîne.

*Refus Global, 1948*



# Table des matières

Préface par Michel Nestor .....	p.9.
Introduction .....	p.13.
Chapitre I	
Présentation des journaux .....	p.17.
<i>La Nuit-Le Q-Lotté-Rebelles-Hors d'Ordre-Hé...Basta!- Démanarchie</i>	
Chapitre II	
Un monde bipolaire (1976-1989) .....	p.39.
<i>Un ordre militaire- À l'ouest: droite conservatrice et gauche parlementaire- À l'est: les régimes socialistes- Lutte des classes en Europe capitaliste- Lutte de libération des femmes- Révolte en Pologne- Protestas au Chili- Répression en Palestine- Au Québec</i>	
Chapitre III	
De la chute de l'URSS au Nouvel Ordre mondial (1989-2001) .....	p.69.
<i>Chute de l'URSS- Les origines de la mondialisation de l'économie- Néo-libéralisme et désengagement de l'État- Les conséquences- Guerre du Golfe- Guerre civile en ex-yougoslavie- Génocide au Timor oriental- Le mouve- ment ouvrier- La lutte de libération des femmes- Le mou- vement écologiste- La lutte antifasciste- Le mouvement anarchiste - Révoltes zapatistes au Mexique- Lutte de libération nationale en Palestine- Au Québec</i>	
Conclusion .....	p.167.
Postface par François Dupuis-Déri .....	p.173.
Bibliographie .....	p.219.



# La presse libertaire au Québec: quelques repères historiques

*Michel Nestor*

Les anarchistes ont toujours accordé beaucoup d'importance à la diffusion de leurs idées. Inlassablement, nos camarades d'hier ont cherché à étendre la portée de la perspective libertaire par divers moyens<sup>1</sup>. Le mouvement anarchiste peut compter sur une riche tradition orale, élaborée petit à petit dans les assemblées générales que les libertaires ont érigées en institution. Cette culture de la parole a eu des répercussions sur les écrits du mouvement. Ainsi en témoigne la prépondérance des brochures, qui sont souvent la retranscription de conférences prononcées par l'une ou l'autre des figures marquantes du courant anarchiste. Par ailleurs, les libertaires ont également consacré beaucoup de temps et d'énergie pour développer une presse qui leur soit propre, afin de pouvoir rejoindre, sur une base régulière, plus de personnes que n'importe quelle assemblée publique.

En 1897, l'historien libertaire Max Nettlau publie une recension des journaux anarchistes publiés à travers le monde. Cette bibliographie l'amène à identifier des revues sur les cinq continents, mais aucune au Québec, ni même au Canada. Il ne faut pas s'en étonner outre mesure, puisque le courant anarchiste y reste peu développé. Néanmoins, on sait de source sûre que des journaux anarcho-communistes, («*La Torpille*» et «*Le réveil des masses*») publiés aux États-Unis par des réfugiés de la Commune de Paris, circulent au Québec à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. À cette époque, des cercles de libre-penseurs font également des pieds et des mains pour faire entendre leur voix dans un contexte social peu réceptif à leurs idées. En 1868, Arthur Buies débute la parution de «*La Lanterne*», une revue de 16 pages diffusée à 1200 exemplaires qui soulève rapidement la colère des bien-pensants. Après quelques numéros, la censure cléricale s'abat sur elle et «*La Lanterne*» doit cesser ses activités.

---

1 Pour en savoir plus sur l'histoire de l'anarchisme au Québec : [www.nefac.net](http://www.nefac.net)

Il faudra attendre le début du 20<sup>e</sup> siècle pour retrouver la trace de journaux anarchistes au Québec. Une vague d'immigration en provenance d'Europe de l'Est amène à Montréal des dizaines de militants libertaires d'origine juive. Dès 1905, on voit apparaître les premiers groupes anarchistes de langue yiddish dans la métropole. Ces derniers diffusent à une grande échelle la presse libertaire publiée à New-York et à Londres, tout particulièrement le «*Fraye Arbeiter Shtime*» et l'«*Arbeiter Frait*». Très actifs et actives au sein du mouvement syndical, ces anarchistes montréalais participent en 1912 à la création d'un journal d'agitation ouvrière, le «*Folkszeitung*». Grâce à lui, les travailleurs et les travailleuses en grève arrivent à faire connaître leurs revendications auprès de la population, sans intermédiaire.

Un autre journal ouvrier révolutionnaire voit le jour à Montréal en 1920. Rédigé en français et en anglais, «*Le Travailleur/The Worker*» est publié par la One Big Union, une organisation syndicale pan-canadienne faisant la promotion de l'action directe et de la grève générale dans une optique de lutte de classe. Destiné principalement aux travailleurs forestiers du Québec et de l'Ontario, le contenu de ce bulletin bimensuel nous permet de voir l'étendue du travail d'éducation syndicale et politique réalisé par l'OBU. Des rapports sur l'insalubrité des camps de travail côtoient les nouvelles venant de Russie et les appels à la révolution sociale ou à l'unité ouvrière.

Plusieurs années passent avant qu'on puisse faire état d'une autre publication d'inspiration libertaire au Québec. C'est à une figure connue du mouvement socialiste, le montréalais Albert Saint-Martin, qu'on doit l'apparition en 1932 du journal «*Spartakus*». «Paraissant quand les fonds le permettent», «*Spartakus*» sert de porte-étendard au mouvement des sans-emploi pendant la crise économique des années '30. Mêlant l'ironie au discours révolutionnaire, Saint-Martin cherche à mobiliser les chômeurs contre la misère et l'exploitation, n'hésitant pas à écorcher au passage l'Église catholique et les autorités publiques.

À cette époque, différentes publications anarchistes de langue française sont également disponibles au Québec grâce aux efforts d'un militant infatigable, Paul Faure. Ce dernier diffuse pendant près de 40 ans toute une panoplie de



livres, brochures et journaux libertaires qu'il fait venir à ses frais directement de France. Faure correspond notamment avec Émile Armand, rédacteur du bulletin anarchiste-individualiste «*l'En Dehors*». Il est rejoint par un jeune chauffeur de taxi épris de liberté, Alex Primeau. Proche du milieu automatiste, Primeau distribue au cours des années 1940 plusieurs revues anarchistes et anti-cléricales françaises, dont «*Le Libertaire*» et «*La Calotte*». Malheureusement, le milieu anarchiste francophone ne parvient pas à s'organiser suffisamment pour rédiger ses propres publications. Il faut dire que le régime Duplessis impose une chape de plomb idéologique sur la société québécoise, ce qui laisse peu de marge de manoeuvre aux dissidentes et dissidents. Pendant les années 1950, il y a tout de même un ou deux bulletins libertaires rédigés à Montréal. Ils sont l'oeuvre de réfugiés espagnols, membres de la CNT en exil. Malheureusement, leur influence sur la société québécoise reste très marginale.

En fait, ce n'est qu'à la fin des années 1960 qu'on assistera à l'éclosion de nouvelles publications libertaires. Il faut dire que ce qu'on appelle alors la «*Nouvelle gauche*» a depuis quelques années sa propre revue de langue anglaise au Québec, «*Our Generation*». Une poignée de libertaires proches de cette publication lance en 1968 une revue en français: «*Noir et Rouge*». Son contenu s'inspire largement des luttes étudiantes, mais fait aussi la promotion de l'action directe non-violente. Trois numéros vont paraître avant que «*Noir et Rouge*» cesse ses activités en 1970. Pour sa part, «*Our Generation*» continue sur sa lancée et devient au cours des années 1970 l'une des principales publications libertaires nord-américaine grâce à la contribution d'auteurs comme Noam Chomsky ou Murray Bookchin<sup>1</sup>. Rapidement, d'autres journaux s'ajoutent à la liste. Une publication anarchiste-individualiste, «*La Feuille*», commence ses activités en 1974. Puis viennent coup sur coup «*La Nuit*» et «*Le Q-lotté*» en 1976. Dès lors, on peut affirmer que le mouvement anarchiste prend définitivement forme chez les francophones et constitue un pôle politique à part entière dont il faut maintenant tenir compte.

---

1 Avant que son principal rédacteur, Dimitri Roussopoulos, ne soulève la controverse dans le milieu anarchiste à cause de ses positions politiques et pratiques commerciales pendant les années 1980.

Voilà le point de départ de ce livre. C'est aussi son point d'arrivée. Jusqu'à présent, aucun ouvrage n'était parvenu à rendre compte de la diversité et de la profondeur de la presse libertaire québécoise contemporaine, tout particulièrement celle de langue française. En donnant un second souffle à certaines des publications les plus marquantes des trente dernières années, cet oubli est maintenant corrigé. Nous sommes à même de constater à quel point la perspective anarchiste (et la presse qui porte ce message) est essentielle si nous voulons un jour en finir avec la domination tout azimut et construire une société de liberté, d'égalité, de solidarité.

# Une histoire occultée

L'anarchisme est un vaste mouvement en lutte contre le pouvoir et l'oppression qui vise à émanciper l'humain jusqu'à son absolue liberté. Comme il n'est pas une idéologie aux contours bien définis, on ne peut le réduire à ses manifestations explicites, aux actions et pensées se réclamant ouvertement du drapeau noir. Par conséquent, écrire l'histoire de l'anarchisme, c'est, dans une large mesure, écrire celle de la révolte.

Au Québec, écrire cette histoire, c'est réfléchir à propos de sujets pratiquement effacés de la mémoire collective et sciemment occultés par l'histoire officielle. Cette histoire, elle est faite des émeutes, du sabotage et des attentats entourant la crise de la conscription de 1917; c'est l'épopée des Conseils ouvriers de Sept-Îles et de Rouyn-Noranda qui, en 1972, prennent possession de ces villes après en avoir chassé les autorités municipale et policière; c'est celle de la guérilla urbaine des camionneurs de Lapalme, en 1972, qui lancent plus de 800 attaques au cocktail molotov pour protester contre leur licenciement; c'est l'histoire du féminisme libertaire de Micheline de Sève et du Front de libération de la femme (FLF) qui occupe des tavernes et une salle de cours au printemps 1971; c'est celle du manifeste automatiste Refus Global de 1948 et des deux mois d'occupation autogestionnaire de l'École des Beaux-Arts en 1968. C'est l'histoire de la lutte des classes, du féminisme révolutionnaire et de l'art contestataire: autant de sujets qui brisent le mythe voulant que le peuple québécois ait toujours vécu passivement l'injustice et l'oppression; comme si la révolte au Québec ne s'était animée que lors de la Révolution tranquille.

Elle est également façonnée par les organisations ouvertement libertaires, comme l'Arbeiter Frend, qui invite la célèbre anarchiste Emma Goldman à Montréal en 1908<sup>1</sup>; ou le Front de la libération populaire (1960-1970) et Socialisme et Liberté (1980-1990) qui désiraient construire un «socialisme autogestionnaire» dans un Québec indépendant. Mais aussi, et peut être encore plus pour un historien, l'histoire

1 Michel Nestor, «Sur les traces de l'anarchisme au Québec. L'essor d'un mouvement ? (1900-1910)», *Ruptures*, no. 2, printemps 2001, p.24.

de l'anarchisme, c'est l'histoire de sa presse, outil indispensable à quiconque veut propager ses idées et changer les mentalités.

Selon toute vraisemblance, les journaux anarchistes francophones arrivent tardivement dans la société québécoise. Sans prétendre qu'aucune publication n'ait existé auparavant, c'est à partir de 1976 que la production de journaux devient considérable et, surtout, constante. Cette année-là, presque simultanément, deux journaux font leur apparition dans le but de dénoncer, d'une part, l'illusion représentée par le Parti québécois et, de l'autre, l'autoritarisme des organisations marxistes-léninistes: *La Nuit* et *Le Q-Lotté*. À partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, il ne se passe pas une année sans que les anarchistes québécois ne publient de journaux: *La Nuit*, qui meurt en 1983, et *Le Q-Lotté*, en 1988, céderont la place à *Rebelles* (1989-2001), *Hors d'Ordre* (1992-1996), *Hé...Basta !* (1994-1998) et *Démanarchie* (1994-1997).

C'est de ces journaux dont il est question dans ce livre. Jusqu'ici, aucun historien n'avait abordé ce sujet. En fait, mis à part quelques heureuses exceptions<sup>1</sup>, aucun ouvrage ne traite de l'anarchisme québécois; pas une ligne, ni même une note de bas de page ne retrace l'histoire de sa presse. D'une certaine façon, il n'y a pas à ce surprendre de ce fait: il n'est qu'une des manifestations d'un vide historiographique considérablement plus profond. C'est que la vaste majorité des historiens, sous couvert d'objectivité scientifique, écrivent en fait l'histoire du pouvoir: ils traitent de l'idéologie qui lui est propre, et de celle des groupes qui l'influencent. Cette façon de faire, au Québec, évacue bien sûr l'anarchisme. Quelques autres, toutefois peu nombreux, s'intéressent à l'histoire de la gauche radicale. Ces derniers ne considèrent cependant que les organisations marxistes-léninistes dans leurs recherches et ne se préoccupent pas du mouvement libertaire.

L'objectif poursuivi par ce livre est donc simple. Comme rien n'a été écrit sur le sujet, il s'agit de dresser un portrait de ces publications. On s'attardera particulièrement à l'analyse de ces anarchistes concernant l'actualité mondiale

---

1 C'est le cas des articles de Michel Nestor publiés dans la revue *Ruptures* et du livre *La pensée en liberté: les meilleurs textes du Q-Lotté*, publié par les Éditions Écosociété.

et québécoise. En accord avec les positions idéologiques des journaux — qui sont quelques fois très éloignées les unes des autres — comment ces derniers analysent-ils l'actualité? Comment voient-ils les grands conflits comme la Guerre froide, la Guerre du Golfe ou des phénomènes tels que la mondialisation des marchés? Quels sont leurs visions des différents mouvements de résistance qui s'animent de par le monde: palestinien, sud-américain, ouvrier, féministe, autochtone, etc? Concernant le Québec, que pensent-ils de la question nationale, de l'affaire Chantal Daigle ou de la Crise d'Oka? En fait, ce que l'on présente ici, c'est l'opinion des anarchistes du Québec concernant le monde qui les entoure. Ce portrait de la presse, conséquemment, sera aussi un portrait anarchiste de l'actualité mondiale et québécoise.

Sans toutefois croire en l'objectivité absolue, ce portrait tentera de s'éloigner des préjugés (favorables comme défavorables) qui pourraient tromper la lectrice ou le lecteur. Ainsi, les sujets retenus sont ceux auxquels les journaux attachent eux-mêmes de l'importance et, sauf en conclusion, notre intervention se limite à ajouter quelques données objectives (dates et faits historiques) afin de situer la lectrice et le lecteur dans le contexte. De cette façon, la pensée des journaux restera la plus intacte possible<sup>1</sup>.

Ce livre permet de dévoiler une minuscule partie de l'histoire de l'anarchisme au Québec. Sans avoir la prétention de nous ramener aux racines de l'anarchisme en sol Québécois, il pourra certainement être utile à quiconque tente de comprendre les fondements de l'actuel mouvement libertaire. Il est une brique dans la muraille, le fragment d'une histoire qui reste à écrire.

---

1 Dans le même ordre d'idées, les citations tirées des journaux n'ont aucunement été modifiées. Les fautes d'orthographe ont donc été reproduites.

# La nuit

Le 1er mai, 1980

où il n'y aura plus de maître du tout

Tempête à l'horizon

vol.5, no.1

0 cents



## le bouc de la nuit



- Dispersez-vous!

J'entends déjà les commentaires, accompagnés de sourires narquois: "Ça prend des années pour...copier un editorial au Front Communiste...pièce comme se réitérerait-il?" "Toujours à contre-temps", etc... Car bien entendu, tout le monde — ou presque — s'entend pour dire que LE spectacle, par son débat, du jour d'est la campagne référendaire. Ou bien le pseudo-front commun qui de déclaration fracassante en "stratégie autotomiale" en passant par un échafaudier continu central-gouvernement à une fois de plus censuré y ancre, dans la tête du monde l'idée de leur impuissance, du fait que de quelque bord qu'ils se tournent, ils font face à des bandits plus malins, plus forts qu'eux.

Et une fois de plus le Front commun s'est effrité, image des intérêts de ses deux composants. Une fois de plus on a fait la grève, et pancartes, manifestations et conférences de presse ont été de la partie. Une fois de plus, les délégués de nos confères "sérieux et responsables" nous ont annoncé que la population était prise en otage... Une fois de plus le docteur s'est insinué, amenant la division, la non-participation pour déboucher dans le respect des traditions à une convention collective qui tout le monde dénonce, avec raison.

Bon, c'est bien beau tout ça, mais pourquoi en parler maintenant, alors que se déroule le débat? Eh bien, avouons-le, pour nous il ne s'agit que d'un spectacle de plus, les lumières s'éteignent sur celui-là pour s'allumer sur d'autres, essayant de faire oublier aux spectateurs qu'ils pourraient avoir un rôle plus actif à jouer, qu'ils sont VIVANTS!

Rien n'est pourtant plus vrai que l'augmentation au cours de la vie, les horaires infernaux, les conditions de travail qui se dégradent etc., le Capital nous reprend les milliards qu'il nous a jetés derrière soi! Et s'il n'est pas de la production tout ça? Si au lieu de se passionner pour la game en cours nous pensions à préparer une véritable lutte, sur les véritables enjeux qui nous concernent?

Si, comme en Italie, les travailleurs hospitaliers envisageaient de travailler pendant un conflit, mais sans accomplir les tâches administratives, obtenant ainsi un plus grand soutien de la population, tout en asphyxiant les hôpitaux — pas de cartousses, pas d'argent... — Si les chauffeurs d'autobus de la CTCUM décidaient un peu plus nombreux que le dernier fois (17 pour cent) de laisser passer les usagers sans payer. Si les calculateurs des chaînes

La Nuit, vol5, no.1, mai 1980.

## Présentation des journaux

Il semble incontournable et logique de débiter par une présentation générale des publications. On précisera dans ce chapitre les positions idéologiques des journaux — leur plate-forme lorsqu'elle existe — les sujets qu'ils privilégient et comment ils se situent à l'intérieur du mouvement anarchiste. Ce petit portrait débute avec *La Nuit*.

### *La Nuit*

En 1976, en réplique à la publication souverainiste *Le Jour* (où nous serons maîtres chez nous), des anarchistes de Montréal fondent *La Nuit* (où il n'y aura plus de maître du tout):

Refusant de remplacer le totalitarisme capitaliste basé sur le profit par un totalitarisme bureaucratique basé sur la légitimité d'une quelconque élite révolutionnaire, disant NON aussi bien à la dictature des entrepreneurs capitalistes qu'à la dictature du prolétariat, et qu'à tout autre idéologie autoritaire, des militants libertaires, anarcho-syndicalistes et communistes libertaires, se sont regroupés sur une plate-forme anti-autoritaire et autogestionnaire, afin de rédiger et publier LA NUIT<sup>1</sup>.

Si la plate-forme dont il est question existe, elle n'a toutefois jamais été publiée, du moins à l'intérieur des numéros repérés (soit 10 sur 12). Il est donc impossible de s'appuyer sur cette dernière afin de caractériser ce journal. De plus, seuls les éditoriaux sont le résultat de consensus, les autres articles sont anonymes et nous disposons de très peu d'information concernant les militantes et militants de ce journal. On sait seulement qu'il est «l'œuvre de syndicalistes, de féministes et de personnes actives dans les regroupements de quartiers»<sup>2</sup>.

Malgré cela, le journal se façonne une personnalité tout au long de ses sept années d'existence.

1 Anonyme, «Le bout de la nuit», *La Nuit*, vol.1, no 1, mai 1976, p.1.

2 Anonyme, «Les alcooliques sont au pouvoir, buvons de l'eau !», *La Nuit*, vol.4, no1, mai 1979, p.1.

Selon lui, seule une véritable révolution sociale peut amener une société sans classe, sans sexisme et sans domination. C'est pour cette raison qu'il faut «tourner le dos tant au Capital qu'à l'État»<sup>1</sup>. D'après *La Nuit*, l'émancipation du peuple passe par la lutte des classes; c'est pourquoi il réserve une grande place aux combats syndicaux d'ici et d'ailleurs. Ce parti-pris favorable au prolétariat s'accompagne néanmoins d'un rejet farouche du socialisme autoritaire et des organisations marxistes-léninistes très actives dans la gauche québécoise à l'époque. Dans le numéro de mai 1977, un docteur présente son diagnostic afin de soigner un militant affecté par une «dose de trotskisme»:

[...] Contrairement au stalinisme, où l'on ne s'attend d'ailleurs à aucune guérison, le trotskysme est particulièrement dangereux en ceci que les symptômes initiaux (illusions messianiques, dévotion servile à de vieilles théories, etc.) disparaissent spontanément... La séparation (généralement par ennui ou dégoût) d'avec l'organisation trotskyste marque le point culminant de la maladie<sup>2</sup>.

Les thèmes abordés par *La Nuit* sont parmi les plus classiques du mouvement libertaire: syndicalisme, autogestion, Révolution espagnole, etc. Sa position féministe est également clairement affirmée. Grand nombre d'articles traitent de l'anarcha-féminisme et certaines analyses débattent de la famille, des enfants, de la prostitution, etc. Probablement parce qu'il n'est pas publié à intervalles réguliers, le journal présente beaucoup plus de textes théoriques que de nouvelles concernant l'actualité. Fait intéressant, *La Nuit* entretient des liens avec «Le groupe de la pensée sauvage», un collectif libertaire qui organise plusieurs conférences concernant l'anarchisme et les mouvements de contestation. Plusieurs articles s'inspirent d'ailleurs de ces conférences.

Malgré le nombre restreint de parutions, ce petit journal d'une douzaine de pages est publié tous les 1<sup>er</sup> mai pendant sept ans. Et même si la tendance lutte de classiste y est prédominante, *La Nuit* publie quand même des textes de toutes les tendances anarchistes (individualiste comme commu-

---

1 Anonyme, «Le bout de la nuit», *La Nuit*, mai 1981, vol.6, no1, p.2.

2 Anonyme, «Cher docteur», *La Nuit*, vol.2, no 1, mai 1977, p.5.



# le Q·lotté

NUMERO 1 10 JUIN 1976

Encore un bulletin de plus à lire ! C'est peut-être la réaction que vous aurez en recevant "LE Q-LOTTE". (prononcez: "LE CULOtte").

Cependant, l'arrivée du Q-LOTTE se veut l'expression d'une volonté de préciser un projet socialiste au Québec qui puisse constituer le plus tôt possible une alternative sérieuse pour les classes populaires et les groupes exploités au Québec.

Pour LE Q-LOTTE ce projet socialiste ne peut qu'apporter la construction d'une authentique démocratie populaire caractérisée par la disparition de tous les mécanismes sociaux, politiques, économiques et culturels d'oppression. Dans cette perspective, le socialisme auquel se réfère LE Q-LOTTE suppose une pratique de société autogestionnaire et libertaire sur tous les plans.

Conscient de la nécessité de clarifier et de préciser son idéologie, LE Q-LOTTE s'engage à s'acquitter de cette tâche avec tous les socialistes, prolétaires et exploités qui en ont soupé d'entendre le Parti Québécois se proclamer le parti "le plus proche des intérêts des travailleurs" ou de lire les torrents d'injures proférées par les groupuscules marxistes-léninistes-partisans-du-parti-prolétarien à l'endroit de tous ceux qui refusent de se laisser entraîner dans une aventure déjà connue au pays des soviets. (LE Q-LOTTE précisera sa pensée sur cette question comme sur les autres).



Le Q-Lotté, vol.1, no.1, juin 1976.

niste)<sup>1</sup>. Ce journal rassemble donc des anarchistes qui s'éloignent idéologiquement les uns des autres, mais qui se rejoignent par leur volonté de bâtir un monde libertaire. Avant tout, c'est donc l'idéal anarchiste qui anime *La Nuit* jusqu'en 1983, date à laquelle le dernier exemplaire est publié. Mais pendant toutes ces années, *La Nuit* n'est pas la seule publication à propager des idées anarchistes dans la province; un autre collectif, cette fois-ci socialiste libertaire, milite dans le même sens.

### *Le Q-Lotté*

Alors que *La Nuit* lance son premier numéro en mai 1976, un mois après un collectif de Québec fait de même:

ENCORE UN BULLETIN DE PLUS À LIRE ! C'est peut-être la réaction que vous aurez en recevant *Le Q-Lotté* (prononcez : «LE CULOTTÉ»). Cependant, l'arrivée du *Q-Lotté* se veut l'expression d'une volonté de préciser un projet socialiste au Québec qui puisse constituer le plus tôt possible une alternative sérieuse pour les classes populaires et les groupes exploités du Québec<sup>2</sup>.

Ce sont des militantes et des militants du mouvement syndical qui vont rédiger et publier les 64 numéros de ce journal pendant ses 12 années d'existence<sup>3</sup>. Comme *La Nuit*, *Le Q-Lotté* ne fonctionne pas de façon unanimiste. Certains textes sont néanmoins signés par le collectif et c'est évidemment ce dernier qui choisit les textes à publier, façonnant ainsi la personnalité du journal.

Dès son premier éditorial, *Le Q-Lotté* se positionne en s'opposant à la fois au Parti québécois et au marxisme-léninisme. D'une part, il dénonce ce nouveau «gouvernement bourgeois»<sup>4</sup> et les illusions qu'il cultive auprès des classes

---

1 Cette diversité de points de vue et ce refus du consensus s'apparentent à la tendance organisationnelle du mouvement anarchiste que l'on nomme synthésisme. Celle-ci désire regrouper toutes les tendances anarchistes au sein d'une même organisation sans pour autant imposer d'unité tactique et idéologique aux individus membres.

2 L'équipe du *Q-Lotté*, «Le Q-Lotté», *Le Q-Lotté*, no 1, 10 juin 1976, p. 1.

3 Collectif sous la direction de Serge Roy, *La pensée en liberté: les meilleurs textes du Q-Lotté*, Montréal, Écosociété, p.12.

4 Serge Roy, «Après l'élection du PQ», *Le Q-Lotté*, no 4, 30 novembre 1976, p.1.

populaires; d'autre part, il dit en avoir assez de «lire les torrents d'injures proférés par les groupuscules marxistes-léninistes-partisans-du-parti-prolétarien»<sup>1</sup>. Le socialisme que désire *Le Q-Lotté* suppose plutôt «une pratique de société autogestionnaire et libertaire sur tous les plans»<sup>2</sup>:

Il ne faut pas être un génie pour comprendre qu'en constituant un parti sur une base sélective et élitiste comme le proposent les m.-l., cela conduit les membres du parti à rejeter toute initiative populaire qui ne respecterait pas les principes du m.-l. et, de ce fait, à se constituer en autorité qui décide, qui exerce le pouvoir à la place du prolétariat<sup>3</sup>.

Le journal se dit indépendantiste, car il souhaite l'évolution des libertés nationales, et féministe, afin d'en finir avec «l'exploitation la plus incrustée dans nos sociétés»<sup>4</sup>. Ainsi, *Le Q-Lotté* désire abattre tous les pouvoirs, ce qui veut dire «liberté réelle et totale» pour les femmes et les hommes:

Une liberté qui permet aux femmes de participer à une vie collective en se défaisant de 5000 ans de servitude. Qui ne les confine plus aux tâches de «mammifères utiles» ou de «torcheuses» de famille. Une liberté qui s'interdit de prendre le pouvoir car tous les pouvoirs oppriment. Une liberté qui détruit un État omnipotent et omniprésent<sup>5</sup>.

Pour faire avancer les intérêts du prolétariat, *Le Q-Lotté*, comme *La Nuit*, compte énormément sur l'action syndicale. Plusieurs pages sont d'ailleurs réservées à la présentation des théories anarcho-syndicalistes et aux luttes ouvrières. Comme *La Nuit* également, *Le Q-Lotté* utilise grandement l'humour et la dérision. Une chronique humoristique intitulée La logorrhée à Tullius Detritus, s'en prenant principalement au pape, celui qui «fait des bulles et des conciles»<sup>6</sup>,

1 L'équipe du Q-Lotté, «Le Q-Lotté», *Le Q-Lotté*, no 1, 10 juin 1976, p. 1.

2 *Ibid.*

3 Serge Roy, «Luttes politiques, sociales, économiques, et luttes révolutionnaires...», *Le Q-Lotté*, no 5, 15 décembre, 1976, p. 3.

4 L'équipe du Q-Lotté, «Le Q-Lotté», *Le Q-Lotté*, no 1, 10 juin 1976, p. 2.

5 Jacques Doré, «La liberté», *Le Q-Lotté*, no 9, 15 juillet, 1977, p.3.

6 Tullius Detritus, «La logorrhée à TD», *Le Q-Lotté*, no 16, juillet 1978, p. 10.

est d'ailleurs régulièrement publiée. Voici ce qu'on pouvait y lire en septembre 1978, suite à la mort successive de deux papes (Paul VI et Jean Paul I):

Le pape est encore mort ! Ça a pas de bon sens... On n'a pas le temps de sortir un *Q-Lotté* sur la mort du pape que l'autre meurt. Parlez d'une engeance. À ce rythme-là, bon Dieu, on sera toujours en retard d'un pape, comme les Français d'une guerre. Ils pensent qu'on va y arriver comment à faire notre métier s'ils meurent aussi vite ? (...) D'ailleurs y'a pas que nous. Y'a les cardinaux (...) Ils vont finir par avoir peur d'être élus. Mourir comme ça, tout de suite. C'est pas rassurant. D'autant plus que pour ceux d'ailleurs que Rome, ça fait deux voyages en deux mois. Ils vont se ruiner. Surtout qu'à l'âge qu'ils ont, ça sera même pas nécessaire de les élire pour qu'ils meurent...<sup>1</sup>

*Le Q-Lotté* est le premier journal étudié qui se dit socialiste libertaire. Il s'identifie à la fois au mouvement anarchiste et au mouvement socialiste. Comme *La Nuit*, il publie plus de textes théoriques que de nouvelles concernant l'actualité. Fait intéressant, selon un des membres fondateurs, Serge Roy, ce journal serait lu à travers le monde: France, Japon, Australie, États-Unis, etc<sup>2</sup>. En mars 1988, sans raison particulière, le collectif cesse de publier le journal. La suite ne se fera néanmoins pas attendre, car l'année suivante, des militantes et des militants de Montréal en fondent un autre «à la confluence de l'anarchisme, de l'écologie politique, du féminisme et du marxisme»<sup>3</sup>: *Rebelles*.

### *Rebelles*

Ce journal est publié de 1989 à 2001. Il est fondé par «Socialisme et Liberté», un collectif fondé en 1987 qui fait de l'action et de la diffusion sur une base socialiste libertaire. Pendant ses 12 années d'existence, *Rebelles* produit 53

1 Tullius Detritus, «Le pape est mort ... Le pape est encore mort !», *Le Q-Lotté*, no 17, octobre 1978, p. 10.

2 Collectif sous la direction de Serge Roy, *La pensée en liberté: les meilleurs textes du Q-Lotté*, Montréal, Écosociété, p.12.

3 L'équipe de *Rebelles*, «Notre approximation politique», *Rebelles*, vol.1, no 4, septembre-octobre 1989, p.2.



Vol. 1 - No. 1

Mars - avril 1989

# Le débat linguistique Qui est menacé?

Depuis quelque temps, pas une seule journée ne passe sans que les médias nous martèlent d'un message culpabilisant: les droits démocratiques des anglophones du Québec seraient menacés! Pour Royal Côté, Clifford Lincoln, Lyliane Gagnon et même certains groupes de gauche, toutes les occasions sont bonnes pour éléver l'opinion publique; la majorité québécoise francophone opprime horizontalement la minorité anglophone. Les séparatistes évoquent l'Allemagne hitlérienne des années 30... Les droits fondamentaux seraient en danger!

## Quelle minorité?

S'il y a une seule minorité menacée en Amérique du Nord, ce qui n'est-7? La nation québécoise, tout comme les nations scandinaves, les autochtones, est littéralement noyée au sein de la concentration impériale la plus importante, la province de l'Ontario. L'Amérique du Nord, lang-système et blanche, fait sentir son poids politique, économique et culturel partout sur le globe. De Mexico à Pékin, sur les Champs Élysées de Paris en passant par les bureaux de plusieurs pays d'Amérique Latine, la voye et la vague sont à l'American Way of Life.

Mais depuis le jugement de la Cour Suprême concernant les dispositions régissant la politique de l'affichage commercial au Québec, on assiste à une mobilisation sans précédent de forces voyées à la lutte contre la discrimination et l'oppression à l'endroit... des Anglophones!

## Action-positive

La Cour Suprême est un outil de l'État fédéral qui applique les principes d'une constitution rédigée unilatéralement par Ottawa, au mépris du désir et des intérêts de la nation québécoise. D'ailleurs, pour l'affaire principal de ce rapatriement, Pierre Elliott Trudeau, la nation québécoise

En quoi des mesures restrictives sur l'affichage visant à défendre les droits d'une nation menacée (le Québec) sont-elles plus anti-démocratiques que les mesures d'action positive gagnées de haute lutte par d'autres groupes opprimés: les femmes, les autochtones, les personnes handicapées?

Lorsque l'on subit une oppression, n'est-ce pas juste d'y répondre et de s'or-

sort de qualité et de quantité inférieures à ce qu'on retrouve dans les institutions anglophones. Étudier dans une école francophone, ce veut très souvent dire apprendre à lire la langue anglaise... Le résultat pour les étudiants anglophones, c'est que 12,1 par mille étudiant-e-s québécois-e-s francophones y ont accès tandis que chez les anglophones le chiffre est de 19,3 par mille.

lignée par la gauche, plus les réponses fournies par les forces charnières et bourgeoises prendront racine dans les couches populaires (facisme, néo-fascisme, nationalisme)...

Faut-il que de crainte de s'attacher aux forces nationalistes étreintes dans la défense du français au Québec, il faut passer à l'offensive et relâcher une joute avec le mouvement national sur notre propre terrain.

Le mouvement social doit intervenir dans cette lutte sous ses propres bannières, en y apportant la perspective d'une lutte contre l'oppression nationale et de ses causes plutôt qu'une simple lutte au niveau linguistique. Voilà pourquoi les auteurs-es de ce texte croient que se reporter la responsabilité de lutter de façon claire en vue de l'objectif incontournable de l'indépendance du Québec. Le Québec peut passer par une révolution sociale progressive, mais ce n'est pas le contenu progressif de votre mouvement qui compte!

## Une perspective libertaire

En encourageant les composantes étudiantes, féministes, populistes et ouvrières à prendre leur place sur la base de leurs vœux et leurs espoirs dans la lutte de libération nationale, nous vivons plus que le simple slogan associé aux forces nationalistes bourgeois. Ce que nous voulons c'est aussi préserver l'autonomie et contribuer la force des structures et des mouvements de contre-pouvoir. Pour réaliser notre objectif, la révolution sociale, il faut qu'un possible état québécois sanctionne et rende souverainisme soit le plus faible possible face à un peuple québécois le plus fort possible.

Ainsi la lutte pour la liquidation de la domination étrangère aura aussi été un pas dans la lutte contre la domination tout-court!



## un débat qui s'affiche

gagner pour y mettre fin?

## Un oppression bien réelle

Il y a bel et bien une nation québécoise et cette nation subit une oppression spécifique. Au niveau économique, le salaire industriel moyen demeure inférieur d'environ 3,000% à celui de l'Ontario et de beaucoup inférieur à la moyenne canadienne.

Au niveau de la santé et des services sociaux, on peut aussi constater la persistance de l'inégalité. Malgré les gains des services d'Albanie Québec, les usagers-es de ces services peuvent témoigner jusqu'à quel point les hôpitaux anglophones sont plus riches et mieux équipés. Les Québécois-es sont mieux traités-es et ils et elles acceptent de se faire traiter en anglais dans des hôpitaux anglophones.

**«...La conscience nationale, qui n'est pas le nationalisme, est la seule à vous donner une dimension internationale».**

Frantz Fanon

n'existe même pas: «Il n'y a pas davantage un problème du Québec qu'il n'y a un problème du Manitoba ou un problème de la Colombie-Britannique».

Il est aberrant qu'une institution basée sur le négoce de la nation québécoise soit maintenant perçue comme favorisant les intérêts de la nation québécoise. Cette Cour Suprême n'est pas neutre, c'est un outil de l'État fédéral contre le Québec, tout comme il peut être un levier des capitalistes contre les travailleurs russes. En effet, c'est le même tribunal qui se porte à la défense de l'affichage commercial en tant que droit fondamental, qui vient de décider que le droit de grève, en tant que forme du droit d'association, n'est pas

Au Québec, sur une trentaine de groupes d'origines diverses recensés par Statistiques Canada, les francophones sont toujours dans les derniers rangs pour ce qui est du revenu per capita. Les autochtones détiennent le dernier rang. La famille québécoise francophone dispose d'un revenu moyen de 16,7% inférieur à la famille québécoise anglophone. C'est aussi au Québec que l'on retrouve le plus grand nombre de personnes condamnées à «vivre» du bien-être social.

Dans le domaine de l'éducation, le retard est évident. Les institutions scolaires francophones sont largement désavantagées. De nombreux programmes d'études n'existent que dans les universités anglophones. Le matériel informatique, les bibliothèques, les laboratoires

Le domaine culturel voit la puissance de la «minorité» anglophone s'exprimer à travers les quotidiens, les hebdomadaires, 11 stations de radio, trois stations de télévision. Bref, le droit d'expression de la communauté anglophone ne fait pas de doute. C'est toutes ces réalités que comprennent facilement les immigrés-es et qui les poussent très majoritairement à s'intégrer à la communauté anglophone. Qui pourrait leur en faire le reproche?

## Prendre notre place

Les composantes-libertaires, tout comme les autres composantes du mouvement social, doivent prendre position dans la présente débat. Plus la dimension nationale de la lutte sociale sera vive et

Christian Brouillard  
Marc-André Houle  
Jean-Claude Laporte  
Lynda Martin  
Pierre Sabourin  
Richard St-Pierre  
Marie-Andrée Trudeau

## Dans ce numéro :

- Opportunité**  
Le bilan d'une lutte remarquable contre les spéculateurs et d'un leur bilan les plus précieuses, le RCM
- Mouvement national**  
Un retour sur la prise de l'autonomie et une évaluation du rôle joué par certains des principaux groupes cibles.
- Les pays de l'Est**  
Une première réflexion sur la signification réelle de la Pologne et du mouvement soviétique
- Le Canada et l'Amérique Centrale**  
Aigre ses propos capitalistes, la seule politique du gouvernement canadien dans la région, c'est le soutien à la diffusion.

Rebelle, vol.1, no.1, mars-avril 1989.

numéros variant entre 12 et 24 pages et tirés le plus souvent à 2500 exemplaires. Dès sa première parution, il dit rejeter à la fois le socialisme «autoritaire» et l'anarchisme «fossilisé», et tente de créer un journal rassembleur:

Notre projet est basé sur le respect des différences, l'égalité absolue des hommes et des femmes ainsi que le droit tout à fait absolu d'agir selon sa conscience, anti-militariste et internationaliste, nous visons la construction d'un socialisme libertaire, c'est-à-dire un monde libéré de l'oppression où nous pourrions non plus seulement exister mais vivre, solidaires de tous les peuples de la Terre pour la constitution d'une communauté libre, égale et solidaire<sup>1</sup>.

Il faudra attendre quelques années avant que le journal se définisse de façon plus précise. En 1993, il énonce ce qu'il affirme être son approximation politique<sup>2</sup>. *Rebelles* soutient alors qu'il veut contribuer «à la construction d'une société basée sur la démocratie directe, la solidarité et l'autogestion généralisée». Il définit le capitalisme comme un système politique, économique et moral qui condamne l'humanité à l'aliénation et à l'exploitation. Il considère que ce système impossible à réformer «se nourrit du racisme, de l'homophobie, des oppressions nationales, culturelles et de la destruction de l'environnement» et que toutes ces questions constituent des fronts de luttes, et non des questions secondaires. Ainsi, il se prononce pour la fin du patriarcat:

Il serait naïf de croire qu'il suffit de mettre fin au capitalisme pour mettre fin à l'oppression des femmes. Le patriarcat est profondément ancré dans notre société et ne peut être extirpé sans une réelle et profonde volonté de changer nos valeurs, nos conditionnements, notre quotidien<sup>3</sup>.

Outre la question des femmes, qui prend d'ailleurs l'espace d'une section particulière à l'intérieur du journal, un

1 L'équipe de *Rebelles*, «À gauche, rien de nouveau?», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.2

2 L'équipe de *Rebelles*, «Pourquoi *Rebelles*», *Rebelles*, vol.4, no 5., été 1993, p.2.

3 *Ibid.*

thème important pour *Rebelles* est la question nationale québécoise. Le journal réclame une indépendance progressiste et populaire du Québec et refuse de réduire l'indépendantisme au projet de souveraineté-association:

Nous croyons qu'il n'y a pas de place dans la fédération canadienne pour l'égalité des langues et des nations. Nous ne croyons pas non plus que les projets de souveraineté des capitalistes «made in Québec» puissent aussi apporter une solution à l'oppression nationale des Québécoises et des Québécois, encore moins pour les Premières nations habitant sur le territoire du Québec<sup>1</sup>.

La question nationale, surtout après le référendum québécois de 1995, perd progressivement de l'importance pour le journal, qui, en 2001, n'en parle plus du tout.

L'influence marxiste du journal est bien présente. L'espace réservé à la lutte des classes et l'analyse matérialiste reprise dans plusieurs articles en témoignent. Le journal rejette néanmoins les modèles de socialisme autoritaire russe, chinois et cubain. Sa vision du prolétariat n'est pas non plus très orthodoxe: «La classe ouvrière est devenue LES classes ouvrières de même que LE peuple nous ramène aux couches populaires»<sup>2</sup>.

De nombreux autres sujets animent *Rebelles*: le racisme et l'extrême droite, l'écologisme, les conflits sévissant partout dans le monde, la culture, etc. Plusieurs entrevues sont aussi publiées dans ses pages. Parmi les plus marquantes, on note une série d'entrevues avec Francis Simard (ancien membre du Front de Libération du Québec), Richard Desjardins (qui signera d'ailleurs un article concernant les luttes autochtones du Québec) et le penseur libertaire Noam Chomsky. Nombre d'éditoriaux et de dossiers traitent également d'écologie, d'éducation, de relations internationales, etc.

Comme *La Nuit* et *Le Q-Lotté*, *Rebelles* refuse de se restreindre à une définition idéologique hermétique. Il est socialiste, car il préconise la construction d'un État garant des libertés collectives et rejette l'individualisme de certains

1 L'équipe de *Rebelles*, «Pourquoi *Rebelles*», *Rebelles*, vol.4, no 5., été 1993, p.2.

2 L'équipe de *Rebelles*, «L'autre 1er mai», *Rebelles*, vol.4, no 4, avril-mai 1993, p.4.

anarchistes. Il est libertaire, car il est en faveur d'une révolution partant de la base et menant à l'autogestion généralisée. En fait, sans trop bafouer la personnalité de *Rebelles*, on peut l'étiqueter comme étant de tendance marxiste libertaire. Les militantes et les militants du journal affirment néanmoins qu'il existe une diversité de points de vue dans l'équipe. Ainsi, au fil des années, les articles s'appuient tantôt sur Marx, tantôt sur Bakounine, tantôt sur Franz Fanon... À l'occasion, *Rebelles* insère même d'autres journaux de gauche dans ses pages. C'est le cas d'un certain bulletin de réflexion libertaire: *Hors d'Ordre*.

### *Hors d'Ordre*

C'est en mars 1992 que le journal *Hors d'Ordre* fait son apparition :

Bonjour ! C'est avec une très grande joie que le Collectif *Hors d'Ordre* vous fait parvenir son premier numéro. L'idée de mettre sur pied un bulletin anarchiste nous trottait dans la tête depuis quelque temps ; il fallut qu'un membre de notre groupe – qui n'était pas encore formé – ponde un texte riche en contenu pour que le tour fût joué. Vous le verrez bien par vous-même; d'ailleurs il est entre vos mains !<sup>1</sup>

Le collectif qui anime ce journal de 8 pages s'active de 1992 à 1996, le temps de produire 11 numéros tirés à quelques centaines de copies. En général, chaque numéro correspond à un thème particulier. Fait intéressant, Serge Roy, anciennement du *Q-Lotté*, participe sporadiquement au journal.

Dès son premier numéro, *Hors d'Ordre* s'identifie à l'anarchisme, «une idéologie ouverte, créatrice, spirituelle et libératrice»<sup>2</sup>. Cet anarchisme se manifeste par la lutte qu'entend mener le journal contre le patriarcat, le capitalisme, l'État et la technologie<sup>3</sup> et par son l'attachement à la révolution. Celle-ci, toutefois, devrait s'effectuer sur de toutes nouvelles

---

1 Jean-François Fillion, «Hors d'Ordre», *Hors d'Ordre*, no 1, mars 1992, p.1.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*



# Hors d'Ordre 3

JUIN 1993

25

BULLETIN DE RÉFLEXIONS LIBERTAIRES

## Le crépuscule de la modernité



Nikolai Kogout, 1921

Couple en harmonie avec la technique. Cette image réaliste-socialiste typique donnait déjà, en 1921, un avant-goût de la fusion entre technologie et société que l'on vit par les temps qui courent. « Le crépuscule de la modernité » représente la dissolution de la liberté en efficacité, de la démocratie en technologisme. Cette image rappelle aussi le culte du travail, qu'il faut désormais repenser. Plus de détails dans ces pages...

Hors d'Ordre, no.3, juin 1993.

bases, jusqu'ici inconnues dans l'histoire humaine:

Aujourd'hui, on se doit de la réinventer – la Révolution –, et cela en tenant compte le plus possible de la réalité. L'ère des problèmes écologiques et urbains, du virage technologique, des syndicats embourgeoisés, de la tertiairisation du travail et de la faillite de l'État-providence est différente du temps déjà centenaire où les paysans étaient arrachés de leurs terres pour être prolétarisés dans des usines<sup>1</sup>.

Le journal croit plutôt que la période actuelle en est une de postmodernité:

Le rapport entre l'innovation technique, l'évolution du capitalisme, la transformation des structures sociales, et de la sphère politique n'a pas favorisé l'avènement inéluctable du socialisme. Cette constellation de facteurs a plutôt précipité la société de pouvoir moderne vers la logique de contrôle postmoderne<sup>2</sup>.

Le temps de l'opposition entre le libéralisme – idéal humain centré sur l'individu – et le socialisme – centré sur la communauté – est désormais révolu. D'un côté, l'autoritaire marxisme politique est mort; de l'autre, la recherche rationnelle de la vérité et les principes de citoyenneté, de justice et de liberté bourgeoise<sup>3</sup> ont été abandonnés au profit du pragmatisme et de l'efficacité à outrance. En société postmoderne, le bien et le mal ont été remplacés par l'efficacité et l'inefficacité:

Résultat: du citoyen en quête de liberté, de solidarité et d'égalité, il ne reste plus qu'un contribuable servile et malléable à souhait par les sbires du marketing et les bureaucrates. Nous vivons dans un monde qui gère le moment présent sans pers-

---

1 Jean-François Filion, «Hors d'Ordre», *Hors d'Ordre*, no 1, mars 1992, p.1.

2 Eric Pineault, «L'émergence de la postmodernité», *Hors d'Ordre*, no 7, juin 1995, p.3.

3 Nicolas Calvé, Mark Fortier, Éric Pineault, «Le crépuscule de la modernité», *Hors d'Ordre*, no 3, juin 1993, p.4.

pective d'avenir, et totalement coupé du passé, de l'histoire<sup>1</sup>.

Désormais, le prolétariat n'est plus un sujet révolutionnaire. La révolution, la seule possible, devrait libérer toute «l'humanité et son merveilleux potentiel»<sup>2</sup>. À n'en pas douter, ce constat est loin d'être partagé par l'ensemble de la gauche québécoise. C'est pourquoi *Hors d'Ordre* publie beaucoup d'articles critiques envers cette gauche «marginale et fragmentée»<sup>3</sup>. Plusieurs dossiers discutent de ces sujets: écologisme, mouvement étudiant, nouvelle gauche... Certains soulèvements, comme celui des zapatistes au Chiapas, ont néanmoins l'appui du journal puisqu'il s'agit d'une révolte humaine contre l'inhumanité du système<sup>4</sup>.

Le débat théorique occupe une grande place dans les pages de *Hors d'Ordre*. Plusieurs textes critiquent le marxisme et l'hédonisme<sup>5</sup> et exposent divers aspects du postmodernisme. Une série de quatre articles traitant de la connaissance explore d'ailleurs de façon approfondie l'histoire de la pensée critique de gauche. D'autres textes traitent toutefois de sujets plus concrets comme la question nationale québécoise ou les problèmes des régions au Québec et certains dossiers se penchent même sur des sujets peu communs pour les anarchistes, comme le Carnaval de Québec ou les Jeux olympiques.

Le postmodernisme de *Hors d'Ordre* l'éloigne des autres anarchistes québécois. Pour ce journal, il ne s'agit plus de dresser une classe sociale contre une autre, mais d'élever l'humanité entière contre le système. Sa méfiance envers les idéologies ne l'empêche toutefois pas de s'identifier à certaines luttes passées. C'est pourquoi il se dit à gauche et anarchiste. Pour finir, soulignons que *Hors d'Ordre* est sans doute le journal de notre corpus qui adopte le ton le plus intellectuel. Ce qui n'est pas du tout le cas du collectif «pacifiste anarchiste» de Québec qui anime *Hé ... Basta !*.

---

1 Nicolas Calvé, Mark Fortier, Éric Pineault, «Le crépuscule de la modernité», *Hors d'Ordre*, no 3, juin 1993, p.4.

2 Nicolas Calvé, «Le rémora de la presse parallèle», *Hors d'Ordre*, no 9, février 1996, p.1.

3 Ibid.

4 Nicolas Calvé, «Managers anonymes», *Hors d'Ordre*, no 6, avril 1995, p.1.

5 L'hédonisme est une morale qui veut que le plaisir soit le seul et unique but de la vie.



Hé...Basta! , no.4.

## Hé...Basta !

Ce journal est publié entre 1994 et 1998, le temps de 10 numéros (qui atteignent parfois 60 pages !) tous plus chaotiques les uns que les autres. Le style très artisanal de *Hé...Basta !* semble complètement assumé par le collectif. Les pages de ce journal sont effectivement animées par des collages de dessins et de photographies où l'orthographe ne plairait guère aux membres de l'Académie française. En fait, *Hé...Basta !* est le bulletin d'information d'un collectif «qui a comme ligne d'action de distribuer de la bouffe où l'on aurait envie de poser des bombes»<sup>1</sup>: *De la bouffe, pas des bombes* (*Food not bombs*):

*De la bouffe, pas des bombes* se donne comme premier objectif de reconnaître et de démontrer que les besoins alimentaires d'une bonne partie de la population peuvent être comblé par la récolte et la redistribution de nourritures dites «périmées» ou non-présentable sur les tablettes que plusieurs marchés, épiceries ou entrepôts jettent tout simplement, sans compter les tonnes de nourritures brûlées par le gouvernement ou par les corporatives agro-alimentaires, ou les tonnes gaspillées dans les industries du bétail<sup>2</sup>.

Le collectif *De la bouffe pas des bombes* est présent tant à Montréal qu'à Québec et à Trois-Rivières<sup>3</sup>. Par l'action directe et autonome, il veut développer ce qu'il appelle un esprit communautaire d'expropriation. *Hé...Basta !* s'affiche en faveur de la non-violence même s'il considère ce principe difficilement applicable à cause de la répression exercée par les autorités. L'appareil répressif de l'État est d'ailleurs fortement combattu par le journal:

Poursuivant sur le chemin de la non-violence, nous nous objectons à toute progression du militarisme et de son arsenal de guerre et nous luttons également contre la peste nucléaire. Donc, bien sûr, nous protestons contre les essais nucléaires dans le

---

1 L'équipe de Hé...Basta!, «Éditorial», *Hé...Basta !*, vol.2, no 2, «sd», p.2.

2 Anonyme, «De la bouffe pas des bombes», *Hé...Basta !*, no 6, «sd», p.12.

3 *Ibid.*

pacifique, mais nous protestons aussi contre les vols à basse altitude dans le Labrador et dans le Nord du Québec et contre l'éventualité d'un corps militaire au Québec<sup>1</sup>.

En 1995, lors des émeutes de la Saint-Jean qui se soldent par 87 arrestations, des centaines de milliers de dollars de dommages et le saccage du parlement de Québec<sup>2</sup>, la police jette le blâme sur les anarchistes. Comme des exemplaires de *Démanarchie* avaient été distribués lors des incidents, la répression policière fut facile à justifier. *Hé...Basta !*, qui à ce moment partage la même boîte postale que *Démanarchie*, subit durement cette répression. Plusieurs perquisitions sont faites chez les membres de *Hé...Basta !* et la police y trouve de quoi légitimer sa suspicion, soit quelques exemplaires de *Démanarchie* et des plants de marijuana. Résultat: deux militants sont condamnés à faire respectivement un et trois mois de prison<sup>3</sup>. Quelques rencontres à Montréal et à Québec sont organisées conjointement par les deux collectifs pour protester contre cette répression.

Le végétarisme, la médecine naturelle et le développement d'une conscience écologiste sont aussi des éléments centraux du combat mené par *Hé...Basta !*. Une section du journal est d'ailleurs systématiquement réservée aux recettes végétariennes et aux aliments et médicaments naturels. C'est cet accent mis sur l'écologisme qui forge la personnalité de ce journal et le distingue des autres publications. Également, pour *Hé...Basta !* plus que pour les autres, l'anarchisme représente un mode de vie. L'accent mis sur la pratique de cette pensée au quotidien en témoigne. C'est d'ailleurs celle-ci qui l'amène à prôner la non-violence. Cette position n'est cependant pas partagée par tous les anarchistes. Il suffit de jeter un coup d'œil (même très rapide) sur *Démanarchie* pour s'en convaincre.

---

1 Anonyme, «D'la bouffe pas des bombes», *Hé... Basta !*, vol.2.no 2, «sd», p40.

2 Denis Lessard, «La réputation de Québec est ternie sur la scène internationale», *La Presse*, 25 juin 1996, A1.

3 Anonyme, «Les anarchistes sortent de l'ombre», *Hé...Basta !*, vol.2, no 2,«sd» p.5.



De gauche à droite: Lorraine pagé (FTQ),  
Lucien Bouchard(PQ), Gérald Larose (CSN)  
et Clément Godbout (CEQ).

Démanarchie, vol.3, no.3, avril-mai 1997

## Démanarchie

Le mot *Démanarchie*, inventé par le collectif, veut dire «le peuple sans dirigeant»<sup>1</sup>. Ce journal publié entre 1994 et 1997 est sans aucun doute celui qui adopte le ton le plus agressif et populiste. Un coup d'œil rapide aux différentes pages couvertures nous convainc de ce fait. On y voit des images qui parlent d'elles-mêmes: cocktails molotov, vitrines cassées, voitures de police renversées, explosions, etc.

La page couverture d'avril-mai 1997 évoque le Sommet socio-économique du Québec pendant lequel les dirigeants de différents secteurs économiques se sont entendus pour l'atteinte du déficit zéro. On peut y voir Lucien Bouchard (PQ), Gérald Larose (CSN), Lorraine Pagé (CEQ) et Clément Godbout (FTQ) la tête coupée, le sang coulant à flot, sous un titre aussi éloquent que l'image: «Les coupures: tout le monde doit faire sa part». D'autres titres sont aussi évocateurs: «Ils ont le pouvoir, nous avons la nuit!», (vol.1.no2.), «Se révolter, c'est se respecter» (vol.2.no2) «Après la paix sociale, on comptera les cadavres» (vol.2.no3).

*Démanarchie* utilise grandement l'humour noir pour faire passer son message. Le premier résumé de sa plate-forme se trouve d'ailleurs sous le titre «Quossé-ça Démanarchie?»<sup>2</sup>. Il faudra toutefois attendre décembre 1995 avant qu'il nous présente une plate-forme qui va au-delà de l'énumération de principes. Dans ce texte aux allures de manifeste, le journal se positionne alors contre l'État:

L'état se maintient et ne s'est maintenu historiquement que par le vol, le meurtre et la corruption. L'état répression : police, tribunaux, armée et prisons. L'état directeur de conscience : école, médias et hôpitaux psychiatriques. L'état abrutisseur de masses: travail et économie<sup>3</sup>.

1 L'équipe de *Démanarchie*, «La platte forme de *Démanarchie*», *Démanarchie*, vol.no1, avril-mai 1994, p.2.

2 L'équipe de *Démanarchie*, «Quossé-ça démanarchie?», *Démanarchie*, no 0, février 1994, p.15.

3 L'équipe de *Démanarchie*, «Plate-forme du collectif de *Démanarchie*», *Démanarchie*, vol.2.no1, décembre-janvier, 1995-1996, p.18.



Il se dit toujours féministe et «dэфèque sur la domination patriarcale» qu'il considère comme une pollution de l'esprit:

Nous croyons qu'un changement au niveau de notre comportement quotidien de même que la destruction active des institutions patriarcales sont nécessaires et même primordiaux afin de jeter les bases d'un rapport réellement égalitaire et anti-hiérarchique entre les sexes<sup>1</sup>.

*Démanarchie* prend aussi position contre le capitalisme, système responsable de la destruction de notre planète, qui réduit notre existence à celle de vulgaire marchandise. Par la même occasion, il s'identifie à la tendance lutte de classiste de l'anarchisme, car «l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes». Il soutient également qu'il «urine sur la hiérarchie», car celle-ci est responsable de notre manque d'autonomie et de notre aliénation. Pour terminer, *Démanarchie* se dit militant :

La tâche du collectif, en plus d'offrir une alternative aux médias de propagande de l'état bourgeois, est de s'impliquer activement dans des luttes qui ne sombrent pas dans le concertationisme, en continuant un travail d'éducation tout en radicalisant les orientations des luttes<sup>2</sup>.

Comme pour *Hé...Basta !* les émeutes de la Saint-Jean de 1995 provoquent des remous pour *Démanarchie*. Le journal dénonce bien sûr cette répression qui s'abat sur les anarchistes et trouve plutôt démesurée la réaction des autorités et des «effectifs bovins»<sup>3</sup>. Certains membres du collectif sont arrêtés alors qu'ils vendent le journal et emprisonnés pour incitation à l'émeute. Comme pour *Hé...Basta !*, plusieurs perquisitions ont également lieu chez les membres de *Démanarchie*. Cet épisode donne une tribune colossale au journal: tous les journaux et bulletins de nouvelles en parleront pendant plusieurs semaines. Bien sûr, chaque fois les

---

1 L'équipe de *Démanarchie*, «Plate-forme du collectif de *Démanarchie*», *Démanarchie*, vol.2.no1, décembre-janvier, 1995-1996, p.18.

2 *Ibid.*

3 *Démanarchie* publie d'ailleurs un dossier spécial sur le sujet en août 1996 où il affirme alors s'être retrouvé au cœur d'une vaste campagne de répression.

médias soulignent l'appui à la révolte que manifeste *Démanarchie*.

Outre les émeutes, le journal traite de divers sujets. Il réserve une section importante à la «Kontre-culture», au mouvement étudiant et aux ramifications de l'extrême droite au Québec. Un espace considérable est consacré aux luttes sociales qui ponctuent l'actualité internationale et à la répression qui les accompagne. De plus, le militantisme dont se réclame *Démanarchie* se confirme par l'espace réservé aux actions locales auxquelles participent les militantes et les militants du journal. Régulièrement, il publie une section anglophone (qui comprend des traductions de plusieurs textes français) et, à l'occasion, quelques pages en espagnol. Plusieurs dossiers spéciaux permettent aussi au journal d'approfondir divers thèmes: question nationale, répression, émeutes de Québec, Noël, situation des femmes, autogestion...

Au niveau idéologique, on peut situer le journal dans le courant «plate-formiste» de l'anarchisme<sup>1</sup>. *Démanarchie* représente aussi la frange la plus révoltée de l'anarchisme québécois. Sa haine de la bourgeoisie et de la société marchande ne semble pas avoir de fin:

On envoie chier les oppresseurs parce que c'est ça qu'ils méritent et on crache notre colère parce que c'est ça qu'on vit. C'est clair, sans détour, radical et violent parce que l'oppression est claire, sans détour radicale et violente<sup>2</sup>.

Cette révolte nous amène à souligner que *Démanarchie* s'identifie, du moins en partie, au mouvement punk. L'importance qu'accorde le journal à cette contre-culture en témoigne. C'est d'ailleurs son style «scandaleusement haineux, anarchiquement correct»<sup>3</sup> qui lui donnera un auditoire fidèle auprès des jeunes de la rue de Québec et de Montréal. C'est aussi cette originalité qui fera augmenter le

---

1 En opposition au synthésisme, le plate-formisme désire créer une unité idéologique et tactique au sein du groupe, ce qui explique la présence d'une plate-forme à laquelle se rallie le collectif.

2 L'équipe de *Démanarchie*, «Idiotrial: Contre le brainwash des médias: information libre», *Démanarchie*, vol.3.no 5, juillet 1997, p.2.

3 Sous-titre qui réapparaît à plusieurs reprises sur la première page du jour-

tirage du journal de 500 à 3000 copies pendant ses trois années d'existence<sup>1</sup>.

### Conclusion

Ainsi, on remarque que les journaux se donnent des définitions idéologiques différentes. Deux d'entre eux se disent socialistes libertaires: *Rebelles* et *Le Q-Lotté*. Deux éléments distinguent les socialistes libertaires des autres anarchistes québécois. D'abord, *Le Q-Lotté* et *Rebelles* se reconnaissent de façon plus prononcée dans le mouvement socialiste. Plusieurs textes de ces journaux traitent de Marx, de Luxembourg, de Guevara, etc. Ensuite, les socialistes libertaires se disent indépendantistes : *Rebelles* développe un discours théorique concernant le sujet; *Le Q-Lotté*, quoique très flou au niveau conceptuel, émettra des opinions conséquentes avec cette position tout au long de ses publications.

Également, la position socialiste de *Rebelles* le porte à ne pas s'opposer radicalement à l'État. Certes, il veut détruire l'État bourgeois, centralisé, bureaucratisé, son appareil répressif (police et armée) et son gouvernement; mais, contrairement aux autres journaux, il ne s'oppose pas à son concept même. Il veut plutôt que celui-ci prenne le moins de place possible et donne au peuple une grande autonomie, en permettant, entre autres, l'autogestion généralisée. Cette opinion n'est cependant pas partagée par *Le Q-Lotté*, lui aussi socialiste libertaire, ni par les autres journaux, qui s'y opposent sans compromis.

À cette tendance socialiste, il est possible d'en ajouter une deuxième, que l'on peut qualifier d'«anarcho-punk». Celle-ci est formée par *Hé...Basta!* et *Démanarchie*. *Démanarchie* étant extrêmement plus violent et beaucoup moins écologiste que *Hé...Basta!*, ces journaux sont différents à plusieurs niveaux. Toutefois, plusieurs éléments les lient entre eux: ils apparaissent la même année (1994), s'échangent des articles et, fait dont se serviront les policiers pour les réprimer suite aux émeutes de la Saint-Jean Bastiste, partagent la même boîte postale. Au niveau du style, on remarque leur propension au populisme qui se manifeste par leur utilisation du joul. Ils sont aussi

---

1 L'équipe de *Démanarchie*, «Idiotorial: Contre le brainwash des médias: information libre», *Démanarchie*, vol.3.no 5, juillet 1997, p.2.

farouchement antinationalistes et expriment la même passion pour le mouvement punk (squat, musique, jeunes marginaux...). Ils sont donc «anarcho-punk», par leur style, mais aussi par leur caractère révolté et leur passion pour ce mouvement de contre-culture.

*Hors d'Ordre*, en tant que représentant de ce qu'on pourrait appeler le «postmodernisme libertaire», est très difficile à catégoriser. Cela est tout à fait normal puisque ce dernier manifeste à plusieurs reprises son antipathie face aux idéologies. *La Nuit*, pour sa part, reste très flou au niveau théorique. Avant tout anarchiste, on note toutefois qu'elle est animée par une forte tendance lutte de classiste.

Notre corpus comprend donc 6 journaux distincts sous plusieurs aspects. Tous se disent anarchistes ou libertaires, mais tous ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour faire avancer leurs idéaux révolutionnaires. La majorité mise sur la lutte des classes, mais d'autres considèrent que d'autres fronts de lutte sont plus importants.

Maintenant que l'on connaît mieux ces journaux et leurs positions théoriques et idéologiques respectives, voyons comment chacun d'eux, selon sa personnalité propre, analyse concrètement la société dans laquelle il évolue.

# Un monde bipolaire (1976-1989)

«L'histoire des deux décennies qui commence en 1973 est celle d'un monde qui a perdu ses repères pour sombrer dans l'instabilité et la crise»<sup>1</sup>. C'est en ces mots que l'historien Eric J. Hobsbawm parle du dernier quart du 20<sup>ème</sup> siècle. Contrastant avec les années précédentes, dite de l'Âge d'or, cette période de crises débute alors que la production industrielle mondiale diminue de 10% en un an<sup>2</sup>. La récession des années 1980 (la plus grave depuis cinquante ans), la crise boursière américaine (1987) et la grande crise internationale des changes (1992) viennent compléter le tableau de ces décennies de crises économiques.

À partir de 1973, dans les pays capitalistes, on note une recrudescence de la pauvreté et du chômage, de même qu'un retour en force des idées ultra-libérales qui balayaient le modèle économique keynésien jugé de plus en plus incapable de résoudre ces problèmes. Du côté des pays socialistes, depuis les années 1960, il est de plus en plus clair que les économies planifiées, vivant désormais au rythme du marché mondial, sont en véritable régression<sup>3</sup>. Conséquemment, entre 1967 et 1990, on note une hausse des inégalités sociales à la fois à l'intérieur des pays occidentaux et entre les différents pays du monde.

Ce chapitre est construit à partir des textes de *La Nuit* et du *Q-Lotté*<sup>4</sup>. Il se divise en trois sections: les deux premières, «Un ordre militaire» et «Les résistances», traitent de l'actualité internationale et la troisième traite de l'actualité québécoise.

## *Un ordre militaire*

Le portrait du monde dessiné par les journaux est immensément sombre. C'en est un d'injustice, d'exploita-

---

1 Eric J. Hobsbawm, «Le court vingtième siècle: 1914-1991», Bruxelles, Éditions Complexe, 1994, p.528.

2 *Ibid.* p.529.

3 *Ibid.* p.545.

4 Concernant l'actualité mondiale, nous avons dénombré: 25 articles pour *La Nuit*, 70 pour *Le Q-Lotté*; pour ce qui est du Québec, nous avons dénombré environ 120 articles pour *Le Q-Lotté*, une vingtaine pour *La Nuit*.

tion et d'autoritarisme. Au plan économique, *La Nuit* soutient que le capitalisme vit une véritable crise qui «bouleverse l'ordre productif mondial»<sup>1</sup>. *Le Q-Lotté* abonde dans le même sens:

Le Monde est en crise économique... C'est connu. Seuls les économistes se refusent à utiliser le terme prétextant que la situation présente ne correspond pas à l'apocalypse contenue dans la définition qu'ils donnent d'une crise... Il faudra sans doute aller chercher son pain avec une brouette de fric comme en Allemagne dans les années vingt, ou faire la file pour la soupe populaire, ou voir renaître des refuges Merling, comme dans les années trente...«La» crise... Bon... Laissons-les à leurs rêves et constatons que nous patageons dans une mélasse assez critique...<sup>2</sup>

Au niveau politique, le portrait n'est pas plus rose. *Le Q-Lotté* souligne qu'il y a sur terre 91 dictatures (34 militaires, 33 politiques, 2 religieuses, 1 raciale, 13 monarchies et 8 colonies) pour seulement 34 démocraties<sup>3</sup>. *La Nuit*, quant à elle, qualifie l'ordre planétaire d'«équilibre de la terreur»<sup>4</sup> où règnent guerre et destruction. C'est en ces mots qu'elle parle de la situation mondiale:

Quel est cet ennemi invisible que l'on cherche tant à pourfendre à toutes les occasions données ? S'agit-il du gros capitaliste qui, dans ses visées impérialistes, piétine à qui mieux mieux de sa démarche nucléaire les susceptibilités de populations innocentes ? Ou encore du surnois communiste dont la poursuite de son expansion terroriste, sous couvert de combattre la tentation hégé-

---

1 Anonyme, «Les unions internationales: nouveaux enjeux», *La Nuit*, vol.7, no 2, mai juin 1983, p.7.

2 Tullius Détritius, «La logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 43, septembre 1982, p.14.

3 Serge Roy et Claude Bouchard, «La guerre vous connaissez ?», *Le Q-Lotté*, no 40, 1982, p.4.

4 Le collectif *La Nuit*, «Éditorial: Le bout de *La Nuit*», *La Nuit*, janvier 1981, vol. 5, no 3, p.1.

Exprimée en kilogrammes, la capacité des explosifs existant dans le monde est supérieure à la quantité de nourriture produite.

Les nations en développement, avec 660 millions de personnes qui ne peuvent obtenir le minimum essentiel à la vie, dépensent plus de 90 milliards de dollars par an pour leur puissance militaire.

Les gouvernements dépensent plus pour la recherche spatiale que pour les recherches de santé, quatre fois plus pour la recherche sur les armes que pour la recherche sur les énergies.

La plus grande puissance militaire mondiale a plus de 25 millions de personnes souffrant de malnutrition et 10 millions d'enfants qui n'ont jamais vu un docteur.



La Nuit, vol.5, no.3, janvier 1981, p.5.

monique de l'autre, vise à y substituer son emprise totalitaire ?<sup>1</sup>

Pour eux, les États-Unis et l'URSS sont motivés par une soif impérialiste qui n'a absolument rien à offrir aux peuples du monde. Entre «l'individualisme de jungle» de l'Ouest et le «totalitarisme de termitière» de l'Est, aucun choix n'est possible<sup>2</sup>. Il faut plutôt décrier cette Guerre froide et la militarisation qu'elle entraîne. Les chiffres que publient les journaux à ce sujet sont souvent éloquentes: *La Nuit* affirme que la quantité d'explosifs existant dans le monde est supérieure à la quantité de nourriture produite<sup>3</sup>; en 1982, *Le Q-Lotté* dénonce l'existence de 4 tonnes de bombes pour chaque habitant<sup>4</sup>.

*La Nuit* croit qu'il n'existe pas de solution facile à ce fléau, car au-delà des discours politiques sur le désarmement mondial, la logique étatique demeure<sup>5</sup>. Celle-ci oblige les États à rester compétitifs militairement sous peine de voir leur puissance politique décliner. Pour expliquer son point de vue, le journal compare les relations internationales à un combat de boxe où il n'y a pas d'arbitre. Ce combat ne permet en aucun cas de «tendre gentiment la joue» ni de «baiser la garde» sans se faire sévèrement «taper sur la gueule» par l'ennemi<sup>6</sup>. La seule voie possible pour arriver à la paix est donc d'en finir avec cette logique guerrière.

Également témoins de la catastrophe de Tchernobyl (1986), les journaux dénoncent l'armement nucléaire et les dangers qu'il représente:

Le cercle des États nucléocrates s'agrandit tous les jours. Au plan civil on se demande: où se produira un autre accident? Au plan militaire: quel pays sera le détonateur? Les USA, l'URSS, le Zaïre ou les cannibales blancs d'Afrique du SUD ?<sup>7</sup>

1 Anonyme, «Dis-moi qui tu hais!», *La Nuit*, vol.7, no 4, septembre-octobre 1983, p.2.

2 Michel Giroux, «Bâtir la paix», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.7.

3 Le collectif *La Nuit*, «Affiche», *La Nuit*, vol.5, no 1, janvier 1981, p.5.

4 Serge Roy et Claude Bouchard, «La guerre vous connaissez?», *Le Q-Lotté*, no 40, 1982, p.4.

5 Anonyme, «Dis-moi qui tu hais!», *La Nuit*, septembre-octobre 1983, p.2

6 *Ibid.*

7 Michel Giroux, «Bâtir la paix», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.6.



Le Q-Lotté considère que l'idéologie du progrès occidental – idéologie de maîtrise, d'exploitation et de domination<sup>1</sup> – est responsable de l'utilisation de l'énergie nucléaire. C'est ce modèle de croissance visant la domination mondiale qui est la cause de la pollution et de la destruction de notre environnement. Désormais, ce modèle menace jusqu'à l'existence humaine<sup>2</sup>.

Ces anarchistes lient donc la lutte contre l'armement nucléaire à la sauvegarde de l'environnement. Ils distinguent toutefois l'écologisme, auquel ils s'identifient, de l'environnementalisme<sup>3</sup>. Le Q-Lotté soutient que les environnementalistes, généralement soutenus par l'État, veulent limiter les dégâts engendrés par notre société de consommation sans remettre en cause les règles du partage. Ils sont donc trop bien intégrés au capitalisme. Les militantes et militants du Q-Lotté se disent plutôt écologistes, car ils font une critique radicale de nos sociétés productivistes et rejettent globalement la «civilisation dominatrice». *La Nuit* abonde dans le même sens puisqu'elle croit aux alternatives radicales et tourne le dos à la société de consommation<sup>4</sup>.

### À l'Ouest : droite conservatrice et gauche parlementaire

Le monde capitaliste, entre 1976 et 1989, est gouverné par deux types de régimes: ils sont de droite (conservateurs et libéraux) ou de centre gauche (sociaux-démocrates). Tous deux sont dénoncés par les anarchistes québécois.

Dès le début des années 1980, les journaux remarquent la montée de la nouvelle droite, personnalisée par Ronald Reagan<sup>5</sup>, le cowboy de l'Amérique et Margaret Thatcher<sup>6</sup>. Ces deux figures politiques sont représentatives du retour en force des idées ultra-libérales. Les journaux les traitent donc avec une absence complète de sympathie. Tullius Détritrus décrit ainsi Thatcher lors de sa réélection en 1983:

---

1 Michel Giroux, «Bâtir la paix», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.6.

2 *Ibid.*

3 Bernard Esteves, «Du nucléaire en fusion», *Le Q-Lotté*, no 37, décembre 1981, p.6.

4 Anonyme, «Explosion de la société nucléaire», *La Nuit*, vol.4, no 3, mai 1979, p.3.

5 Président des États-Unis de 1981 à 1989.

6 Première ministre de l'Angleterre de 1979 à 1990

La créatrice d'un chômage sans précédent, la dislocatrice de l'industrie britannique, la provocatrice des explosions sociales dont on se souvient, celle qui a laissé mourir les grévistes de la faim de l'IRA, la victorieuse des Malouines, celle-là plaît toujours aux britanniques<sup>1</sup>.

Pour ce qui est de Reagan, *Le Q-Lotté* rapporte les paroles du réalisateur Otto Preminger qui soutient qu'on aurait dû donner davantage de travail à ce mauvais acteur afin qu'il ne s'éloigne pas du cinéma. Dans ce domaine, il aurait sans doute fait moins de dégâts. Le journal dit du président américain qu'il a une vision totalitaire du monde et qu'il a été élu grâce aux «Born Again Christian» et à leurs «curés du Show-Bizz»<sup>2</sup>. Détritius se réjouit quand même que Reagan ait été élu en 1980, car :

Tous les présidents américains élus une année divisible par 20 et ce depuis 1840 sont morts durant leur mandat. Mieux; tous les présidents morts durant leur mandat, à une seule exception près, avaient été élus une année divisible par 20...<sup>3</sup>

Deux numéros plus tard, alors que le président est victime d'une tentative d'attentat, Détritius revient sur sa prédiction :

On savait, nous... On l'avait annoncé qu'il mourrait... Mais voilà, à cause d'un de ces maladroits, la prédiction ne s'est pas réalisée... On a l'air de quoi... Bien sûr, me direz-vous, le mandat n'est pas fini; il en a encore pour trois ans et trois quart... Je comprends qu'il ne faut pas forcer la main du destin, mais si on avait été moins maladroit...<sup>4</sup>

Les journaux dénoncent à souhait les politiques réactionnaires des différents représentants de la droite ultralibérale. Mais il n'y a pas que la droite qui est condamnée par les anarchistes; la gauche parlementaire, celle qui s'ap-

1 Le collectif La Nuit, «Éditorial: Le bout de la Nuit», *La Nuit*, vol.5, no 3, janvier 1981, p.1.

2 Tullius Détritius, «Reagan est né...», *Le Q-Lotté*, no 30, janvier 1981, p.4.

3 Tullius Détritius, «La Logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 32, avril 1982, p.8.

4 *Ibid.*

puie sur l'État et ses institutions pour prendre et exercer le pouvoir, l'est tout autant.

L'analyse qu'ils font des élections françaises de 1981 témoigne de ce fait. En mai 1981, une coalition des partis socialiste et communiste prend le pouvoir. Cette élection suscite un enthousiasme considérable dans les classes populaires françaises. Est-ce que cette victoire représente un avancement pour les travailleuses et les travailleurs ? Au lendemain de l'élection, il n'est pas facile de répondre à cette question. Dès le départ, *Le Q-Lotté* reste néanmoins très sceptique face à cette nouvelle administration :

Après les législatives, pensez-vous que ce sera comme en 1936, un feu d'artifice de revendications sociales puis des changements importants aux plans social et économique ? ... Ou bien ce sera le calme plat, la quiétude des rentiers qui réclameront de l'État et de ses nouveaux mandarins les changements qui amélioreront peut-être leur sommeil ? ... Allez savoir ? ...<sup>1</sup>

Quelques mois plus tard, *La Nuit* répond à la question. Elle reproche aux partis en question de faire une gestion sociale-démocrate de la crise capitaliste en finançant le capital et en restreignant les libertés<sup>2</sup>. Depuis son accession au pouvoir, ce gouvernement a adopté successivement trois plans d'austérité au détriment des travailleuses et des travailleurs. De plus, le mouvement syndical français s'est enlisé dans un véritable compromis historique qui a permis aux partis au pouvoir de gouverner sans réelle opposition<sup>3</sup>.

Pour ces anarchistes, cet épisode confirme que la gauche parlementaire est une fausse solution. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les partis qui prennent le pouvoir appliquent différents modèles de gestion capitaliste. Peu importe leur discours, ce qu'ils gouvernent, c'est l'exploitation et la misère. Il n'est donc pas question d'appuyer ces gouvernements. Mais, entre 1976 et 1988, d'autres types d'États existent: les socialistes.

---

1 Tullius Détritus, «La logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 33, juin 1981, p.2.

2 Anonyme, «France socialiste: la fausse alternative», *La Nuit*, vol.7, no3, juillet-août 1983, p.8.

3 *Ibid.*

## À l'Est : les régimes socialistes

Les régimes socialistes sont encore très présents dans le monde entre 1976 et 1989. Bien sûr, pour les journaux, il n'est pas question de défendre ces systèmes autoritaires. *La Nuit* condamne d'ailleurs très sévèrement le marxisme. Elle présente Marx comme le prophète de la religion des prolétaires et soutient que le socialisme est en fait un «appareil d'extorsion de plus-value»<sup>1</sup> :

[...] le Parti a forcément comme tâche de toujours réajuster la réalité de moins en moins emballante à la théorie qui promet toujours la terre promise. D'où vient l'importance de la ligne, qui peut seule expliquer, comme des encycliques lancées par les papes, pourquoi la Chine doit envahir le Vietnam, pourquoi Cuba doit incarcérer des poètes et des homosexuels, pourquoi le mouvement d'Ayatollah en Iran devrait être soutenu même s'il limite une révolution sociale à une révolution politique<sup>2</sup>.

Quant à lui, *Le Q-Lotté* attire l'attention du lectorat sur les violations systématiques des droits de la personne en ces pays. Il dénonce chaudement la mise sur pied de la détention préventive et d'un système de carnet à Cuba<sup>3</sup>, ainsi que la présence de près d'un million de prisonniers politiques en Chine<sup>4</sup>. Il accorde cependant son appui critique à certains communistes. C'est cas de Che Guevara qui fait l'objet d'un numéro spécial lors du 10<sup>e</sup> anniversaire de sa mort en 1977<sup>5</sup> et celui de Jean-Paul Sartre, le compagnon de route du communisme, cette «bouffée de liberté» qui disparaît en 1980<sup>6</sup>. Cette sympathie est toutefois relative, car le collectif reste toujours critique face à ces personnalités. Elle vient toutefois rappeler l'idéal socialiste qui anime *Le Q-Lotté*.

Entre 1976 et 1989, les journaux notent la descente lente, mais néanmoins réelle, du modèle socialiste. À ce sujet, *La*

---

1 Anonyme, «Cent ans après Marx», *La Nuit*, vol.7, no 4, septembre-octobre 1983, p.6.

2 Anonyme, «Après Marx, Avril... Après Mao, Juin !», *La Nuit*, vol.4, no 1, mai 1979, p.4.

3 Serge Roy, «La Chine : c'est bien fini», *Le Q-Lotté*, no 19, mars 1979, p.4.

4 *Ibid.*

5 Anonyme, «Qui était Guevara ?», *Le Q-Lotté*, no 12, novembre 1977.

6 Jacques Doré, «Sartre», *Le Q-Lotté*, no 27, juin 1980, p.4.

*Nuit* considère que la seule lueur d'espoir réside dans le fait que les héros sont tombés et qu'il ne reste plus de ces révolutions «ni prophète ni caudillo»<sup>1</sup>. Désormais, une nouvelle perspective révolutionnaire fait surface.

Comme on pouvait s'y attendre, les journaux n'admirent pas les pays socialistes. Au contraire, ils dénoncent vigoureusement les abus de ces derniers concernant les droits humains et rejettent complètement ce modèle politique et économique fondé sur l'État, donc la hiérarchie. Ces régimes, comme ceux de l'Ouest, doivent donc être combattus sans ménagement par les classes populaires du monde entier.

Tel est le sinistre portrait que brossent *La Nuit* et *Le Q-Lotté* des régimes dominant le monde pendant cette période. Celui-ci est divisé par deux impérialismes qui n'ont absolument rien à offrir aux classes populaires qui peuplent la terre. À l'Ouest, c'est le règne du capitalisme encadré par des régimes conservateurs ou sociaux-démocrates; à l'Est, c'est le socialisme d'État dirigé par une armée de bureaucrates. D'un côté comme de l'autre règnent des États ultramilitarisés, autoritaires, voire totalitaires, se fondant sur la hiérarchie et la spoliation.

Heureusement, ces régimes sont combattus par les mouvements révolutionnaires qui s'activent de par le monde. Les journaux accordent une grande importance à cette contestation de l'ordre bourgeois. À leurs yeux, elle est le seul avenir possible.

### *Lutte des classes en Europe capitaliste*

L'Europe capitaliste intéresse au plus haut point les journaux anarchistes québécois. En ces pays, la contestation prend plusieurs formes (luttés de libération nationale, lutte pour le logement, etc). Toutefois, c'est le mouvement ouvrier qui attire le plus leur attention.

À partir de mars 1984, *Le Q-Lotté* publie une série d'articles sur un conflit de travail opposant les mineurs anglais à l'État. Celui-ci débute au moment où le gouvernement annonce la suppression de 20 000 emplois et l'objectif d'en

---

1 Anonyme, «Après Marx, Avril... Après Mao, Juin !», *La Nuit*, vol.4, no 1, mai 1979, p.4

supprimer jusqu'à 70 000 d'ici la fin des années 1980. Le but de ces mesures est de briser les syndicats et de dénationaliser les charbonnages<sup>1</sup>. D'après le journal, l'issue du conflit adviendra soit par un renversement du gouvernement Thatcher, soit par le démantèlement des charbonnages. La vague de grèves devient rapidement une véritable révolte: manifestations, émeutes et barricades se multiplient. Bien sûr, une telle résistance provoque de vives réactions de la part des autorités. Le gouvernement anglais adopte des lois antisyndicales et fait appel à la police et à l'armée. Au total, il effectue plus de 10 000 arrestations<sup>2</sup>. Plus d'un an après son commencement, le conflit se termine par une victoire du gouvernement. Le mouvement de grève s'effondre et l'État anglais procède rapidement aux milliers de licenciements prévus. Selon les journaux, l'expression de cette solidarité a cependant réussi à ébranler l'administration Thatcher et laissera des traces profondes dans la vie politique anglaise<sup>3</sup>.

En France, les grèves éveillent aussi l'attention du *Q-Lotté*. Suite à une vague de grèves étudiantes et ouvrières en 1987<sup>4</sup>, le journal publie une analyse du *Monde Libertaire* (journal de la Fédération anarchiste française) qui résume les événements. Dans un premier temps, le mouvement étudiant a joué le rôle de détonateur et obligé le gouvernement à renoncer à ses objectifs libéraux en éducation. Par la suite, le mouvement s'est étendu au monde ouvrier, avec une grève d'employés des chemins de fer. Malgré le retour au calme, l'échec quant à l'élargissement du mouvement et son aspect souvent corporatiste, ces grèves ouvrières constituent quand même une montée de la combativité des travailleurs dans le secteur public et laissent entrevoir des développements positifs:

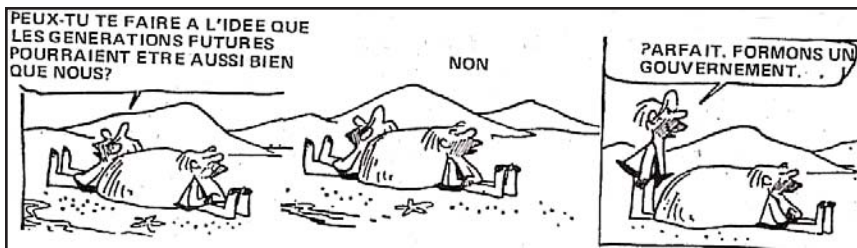
«Que ceux qui se laissaient aller à l'abattement devant l'apathie générale de la classe ouvrière

1 Alain, «GB: pas d'avenir pour les mineurs?», *Le Q-Lotté*, no 54, mars 1985, p.12.

2 Alain, «Grande-Bretagne: Au plus noir de la mine», *Le Q-Lotté*, no 55, juin 1985, p.14.

3 *Ibid.*

4 Legrand, «France: le retour en force de la grève reconductible», *Le Monde Libertaire*, 22 janvier 1987 in *Le Q-Lotté*, no 61, mars 1987, p.6.



La Nuit, vol.2, no.1, p.10.

reprennent courage et redoublent d'efforts: on ne va sûrement pas en rester là»<sup>1</sup>.

Les luttes syndicales sont donc une source d'inspiration pour les journaux. Ces derniers sont cependant critiques face au corporatisme de certains syndicats qui limitent leurs revendications à l'amélioration immédiate des conditions de vie de leurs membres au lieu de les étendre solidairement à toute la société. C'est donc seulement lorsque les syndicats inscrivent véritablement leur combat dans la lutte des classes qu'ils intéressent les anarchistes.

### *Lutte de libération des femmes*

Mais les publications ne parlent pas uniquement des luttes ouvrières, la lutte de libération des femmes, quoique moins présente, n'est pas oubliée. En 1978, alors que l'Italie se dote d'une loi décriminalisant en partie l'avortement, Tullius Détritius en profite pour dénoncer la position antiféministe de la Démocratie chrétienne, des néo-fascistes et, bien sûr, du pape:

Le pape dit que c'est immoral. Parce qu'entouré comme il l'est de bonnes sœurs et de bons prêtres, de bons évêques et de bons cardinaux, personne ne lui a jamais dit que parfois il était préférable de se débarrasser d'une mâchée de gomme poisseuse plutôt que de vivre une vie de merde et par le fait même en faire vivre une à la mâchée de gomme devenue grande [...] Leur ventre, il appartient au pape, à la patrie, au patron, au seigneur ou à Dieu; de toute façon, il leur appartient pas. Je ne sais pas ce qu'il dirait de se faire engrosser, Paulot ? Il s'autoriserait peut-être la pilule, tiens ?<sup>2</sup>

*La Nuit* publie elle aussi quelques nouvelles sur le sujet. Par exemple, à Edmonton, en août 1983, des militantes font une action plutôt singulière. Pour protester contre la violence faite aux femmes, elles tapissent les poteaux de la ville

1 Legrand, «France: le retour en force de la grève reconductible», *Le Monde Libertaire*, 22 janvier 1987 in *Le Q-Lotté*, no 61, mars 1987, p.6.

2 Tullius Détritius, «La Logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 16, juillet 1978, p.10.



avec de faux avis publics annonçant que les hommes sont désormais assujettis à un couvre-feu:

[...] le règlement 00000100 interdit les mâles de plus de 12 ans, sauf si accompagné par une femelle de plus de 18 ans, dans les rues de la ville entre 18 hres et 6 hres. Parce que la plupart des crimes sont perpétrés par des hommes durant cette période. Les insoumis seraient passibles de \$ 635 d'amende et de 13 jours de prison<sup>1</sup>.

Sans être complètement négligée, la question féministe passe néanmoins en deuxième place. Les journaux en traitent par des textes théoriques, mais les nouvelles d'actualité concernant le sujet sont assez rares.

### *Révolte en Pologne*

Les articles sur la résistance au socialisme d'État sont beaucoup moins nombreux que ceux concernant les États capitalistes. Néanmoins, lorsqu'éclate en juillet 1980 une véritable crise politique en Pologne, les deux journaux suivent de près les événements; *Le Q-Lotté* publie même un numéro spécial sur le sujet.

Toute l'année, plusieurs vagues de grèves secouent le pays. Cette situation rend le régime très instable: démissions de ministres, arrestations, émeutes et escarmouches caractérisent l'actualité polonaise du moment. Au départ, les grévistes réclament des syndicats libres (indépendants de l'État) et une amélioration immédiate de leurs conditions de vie. Sur ce plan, ils feront certains gains. Entre autres, et cela plaît grandement aux anarchistes québécois, la Pologne permet au prolétariat de s'organiser en fédération ouvrière autonome. La nouvelle fédération prend le nom de Solidarité (Solidarnosc). Rapidement, elle va beaucoup plus loin que prévu: elle réclame des élections libres et l'autogestion des entreprises. En quelques mois, le mouvement de grève se généralise et regroupe plus de 300 000 travailleuses et travailleurs. *La Nuit* souligne que le mode d'organisation des grévistes est libertaire:

---

1 Anonyme, «Pour hommes seulement», *La Nuit*, no 3, juillet-août 1983, p.2.

Des conseils de travailleurs ont immédiatement été établis sur la base de deux grands principes libertaires: 1) toutes les décisions et les négociations devaient passer par les assemblées générales de travailleurs, leurs délégués auprès des bureaucrates de l'État devant revenir faire ratifier chacune des étapes de la négociation par lesdites assemblées; 2) les différents conseils ouvriers étaient liés par une structure fédérative de coordination<sup>1</sup>.

Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski déclare l'état de guerre. Des milliers de militantes et de militants syndicaux sont arrêtés et la grève prend fin. Le régime reste longtemps sous le choc de ces affrontements et Solidarité continue d'exister, ce qui, selon les journaux, représente une victoire considérable. De ce conflit, *La Nuit* tire des conclusions qui transcendent largement la Pologne:

Il est intéressant de constater qu'à l'instar de l'Union soviétique, les pays du Marché commun et les États-Unis ont accordé leur appui à l'État polonais, car l'agitation populaire engendre la même peur chez tous les États qui, plus que tout, craignent la naissance d'un mouvement autonome des travailleurs, désireux de restructurer la société sur de nouvelles bases<sup>2</sup>.

*La Nuit* et le *Q-Lotté* se réjouissent donc de la résistance ouvrière qui existe en territoire socialiste. Cela est normal puisqu'en réclamant plus d'autonomie face à l'État et en luttant pour de meilleures conditions de vie, les ouvrières et ouvriers sont effectivement en accord avec les grands principes libertaires dont parlait précédemment *La Nuit*.

Jusqu'ici, seule la résistance en occident fut abordée. Celle-ci préoccupe les anarchistes québécois puisqu'elle est la plus proche de ce qu'ils connaissent au Québec. Voyons maintenant ce qu'ils disent à propos de deux autres régions du monde bien connues pour leur agitation politique: l'Amérique du Sud et la Palestine.

---

1 Le collectif *La Nuit*, «Éditorial: Le bout de la Nuit», *La Nuit*, octobre 1980, vol.5, no2, p.2.

2 *Ibid.*

## Protestas au Chili

L'Amérique du Sud est certainement une partie du monde qui influence *Le Q-Lotté*. Dès 1977, le Chili attire l'attention du journal. Quatre ans après le coup d'État militaire du général Pinochet qui renversa le gouvernement socialiste de l'Unité populaire, le journal rappelle que l'oppression subie par le peuple chilien est toujours bien réelle:

Quatre années plus tard, il faut encore observer à quel point le peuple chilien souffre. Les disparitions se produisent régulièrement, la torture est toujours présente, les emprisonnements politiques constituent encore la caractéristique de la vie politique et sociale du pays [...] Quatre années plus tard, on peut lire dans les journaux que le Canada est le principal soutien économique de la junte, notamment grâce à la très «généreuse» Noranda Mines<sup>1</sup>.

En 1983, le journal se réjouit de l'avènement d'une nouvelle vague de contestations qui emballent les Chiliennes et les Chiliens<sup>2</sup>. Une série de protestas anime alors le pays et, pour éviter la répression, les organisations fonctionnent de façon décentralisée, ce qui n'est pas sans déplaire au journal. Les objectifs du mouvement social chilien sont bien concrets: régler le manque de vivres et offrir du travail. Les revendications sont tout aussi concrètes: baisse du coût de l'électricité, de l'eau, etc. Mais le mouvement ne se borne pas aux revendications immédiates; le MSR (Mouvement de rénovation sociale) désire socialiser l'ensemble des moyens de production, de pouvoir et de la connaissance, ainsi que les mécanismes de finance et de développement<sup>3</sup>. *Le Q-Lotté* soutient que, sans pour le moment menacer le régime en place, le mouvement social constitue une nouvelle solution de rechange pour le peuple chilien qui lutte avec courage contre la dictature.

En dehors du Chili, *Le Q-Lotté* s'intéresse aux multiples facettes de la résistance sud-américaine, très vigoureuse

---

1 Serge Roy, «Chili», *Le Q-Lotté*, no 11, septembre 1977, p.1-2.

2 Serge Roy, «Mouvement social contre dictature», *Le Q-Lotté*, no55, juin 1985, p.6

3 *Ibid.*

dans le combat anticapitaliste. Il dénonce constamment l'hégémonie américaine qui étouffe violemment cette partie du monde et accuse les États-Unis d'adopter une politique réactionnaire envers ces peuples qui combattent avec acharnement la dictature et la misère. En 1983, Détritius dénonce l'envoi au Nicaragua d'une flotte américaine qui a pour objectif d'apeurer le pays et les guérillas révolutionnaires<sup>1</sup>. Trois ans plus tard, le journal soutient que les États-Unis, dans une nouvelle poussée d'impérialisme et de «démence», veulent renverser le gouvernement socialiste des sandinistes:

Pourquoi ? Parce que ce régime serait une dictature abominable soutenue par le communisme international. Il a donc décidé d'étouffer cette révolution qui a débarrassé le peuple nicaraguayen de la dictature de la famille Somoza dont les exactions sont connues et reconnues dans le monde entier<sup>2</sup>.

Pour le journal, ce combat est un exemple à suivre.

### *Répression en Palestine*

La lutte menée par le peuple palestinien est également une source d'inspiration pour les anarchistes québécois. En fait, cet intérêt prend le plus souvent la forme d'une dénonciation des attaques de l'État d'Israël, celui que *Le Q-Lotté* considère comme un écraseur de vaincus<sup>3</sup> et que *La Nuit* appelle le gendarme de l'impérialisme<sup>4</sup>. Dans ce conflit, il est clair que l'agression provient d'Israël qui refuse de reconnaître le droit à l'autodétermination à la Palestine.

En 1981, une série d'événements fait dire à Tullius Détritius qu'il en a «plein le cul» d'Israël<sup>5</sup>. Il soutient que les bombardements perpétrés contre une centrale nucléaire irakienne en construction sont un «acte sauvage» dicté par

---

1 Tullius Détritius, «La Logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 48, novembre 1983, p.12.

2 Anonyme, «Outils de paix: un navire pour le nicaragua», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.12.

3 Tullius Détritius, «La logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 37, décembre 1981, p.8.

4 Anonyme, «Palestine : vivra, vivra pas ?», *La Nuit*, vol.7, no 3, juillet-août 1983, p.7.

5 Tullius Détritius, «La logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 37, décembre 1981, p.8.

la conjoncture électorale d'Israël<sup>1</sup>. Selon lui, cette action a d'ailleurs fait monter la popularité de la droite et des religieux israéliens qui vont reprendre le pouvoir au Parlement dans les jours qui suivent. Après les attaques perpétrées contre l'Irak, les bombardements sur Beyrouth rendent Détritus quelque peu cynique:

Non content d'avoir attaqué l'Irak, Begin s'est lancé à l'assaut du Liban. Durant plusieurs jours Beyrouth a subi des bombardements de civils... Femmes, enfants, vieillards, combattants, les Israéliens n'ont pas fait de détail. [...] Des centaines de morts... Pourquoi ? ... Pour faire un cessez-le-feu par lequel Israël et l'OLP [Organisation de libération de la Palestine] se reconnaissent pratiquement sans le dire... «Si j'arrête de te tuer, vas-tu m'aimer ?». Shakespeare n'eût jamais osé imaginé situation plus dantesque...<sup>2</sup>

*La Nuit* est elle aussi sceptique face aux espoirs de paix en Palestine. Elle dit de la paix sioniste qu'elle est la «paix des cimetières»:

Liquider l'OLP, tel est le projet des États occidentaux en lui faisant miroiter un «mini-État palestinien» non viable économiquement et dont l'indépendance serait toute théorique coincer entre Israël et la Jordanie réactionnaire. Sharon lui, s'en tient à la solution finale du peuple palestinien<sup>3</sup>.

Les journaux s'entendent donc pour dénoncer toutes les agressions perpétrées contre ce pays. Ils réclament pour lui l'autodétermination et le soutiennent dans sa lutte contre l'oppression, mais restent sceptiques quant aux espoirs de paix en ce coin du monde.

### *Au Québec*

Maintenant que nous connaissons mieux l'analyse que *La Nuit* et *Le Q-Lotté* font de la situation internationale, voyons

1 Tullius Détritus, «La logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 37, décembre 1981, p.8.

2 *Ibid.*

3 Anonyme, «Palestine : vivra, vivra pas ?», *La Nuit*, vol.7, no 3, juillet-août 1983, p.7.

comment ils analysent ce qui se passe plus près de chez eux, au niveau local et national.

### *L'ordre*

En analysant le pouvoir québécois, les journaux traitent des sujets les plus divers: la «trudeumanie», la violence policière, le droit à l'avortement, la question du logement, l'armement nucléaire, etc. Mais entre 1976 et 1989, c'est plus particulièrement le régime du Parti québécois (1976-1984) qui attire l'attention des journaux.

Les deux journaux ne fondent aucun espoir sur ce parti. Juste avant les élections de 1976, dans son premier numéro, *La Nuit* s'exprime ainsi au sujet du PQ:

Les lois, écrites à Québec plutôt qu'à Ottawa, est-ce que ce ne sont pas encore des lois faites pour nous réprimer ? Qu'est-ce que ça change fondamentalement de se faire exploiter en français plutôt qu'en anglais ? Tu n'auras pas plus de contrôle sur un Lévesque que sur un Bourassa ; tu vas encore déléguer tes pouvoirs à une poignée d'hommes prêts à n'importe quelle concession pour garder leur place et leur fonction<sup>1</sup>.

Dès l'élection du PQ, *Le Q-Lotté* considère que le mouvement révolutionnaire doit se donner comme objectif d'éviter que les classes populaires entretiennent trop d'illusions à l'égard de ce nouveau gouvernement bourgeois<sup>2</sup>. En 1980, lorsque le gouvernement du Québec invite la population à se prononcer par voie de référendum sur la souveraineté-association, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* prennent position.

*La Nuit* opte pour un boycottage. Elle reconnaît que le Québec subit une oppression culturelle, mais refuse d'enfermer cette culture riche et hétérogène, ce mélange paradoxal, dans un carcan national<sup>3</sup>. Elle dénonce donc les souverainistes qui font croire aux gens que la seule solution est la création d'un État souverain qui opprimerait inévitablement à

---

1 Le collectif *La Nuit*, «Faut que ça change !», *La Nuit*, vol.1, no 1, 1er mai 1976, p2.

2 Serge Roy, «Après l'élection du PQ», *Le Q-Lotté*, 30 novembre 1976, no 4, p.1-2.

3 Le collectif *La Nuit*, «Faut que ça change !», *La Nuit*, vol.1, no 1, 1er mai 1976, p2.

Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu. Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, roisé, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale!

Pierre-Joseph Proudhon  
(1809-1865)



La Nuit, vol.4, no.1, mai 1979, pp.4-5.

son tour la population. *La Nuit* ajoute que cette volonté de construire un État est une réaction profondément colonisée:

Ayant intériorisé la répression des autres sur nous, on veut à notre tour montrer combien on est fort et on applique le même modèle: un autre État à nous, une autre police de chez nous, un autre enfermement plus petit celui-là et bien de chez nous<sup>1</sup>.

Le journal soutient que la seule véritable libération est celle qui mettra fin à la tyrannie de l'État:

Pour nous, anarchistes, il y a une autre option, une option qui ne nie pas l'oppression culturelle que nous avons subie mais qui refuse de l'ériger en culture nationale, pour ensuite la libérer par la mise sur pied d'un État [...] notre libération culturelle fait partie à part entière du seul processus de libération sociale que nous connaissons: le bouleversement de l'ordre établi et la construction d'une société libre, sans dieu, sans argent et sans État<sup>2</sup>.

Avant le référendum, *Le Q-Lotté* rejette également le projet mis de l'avant par le PQ. La construction d'un nouvel État est pour lui sans intérêt. Détritius est d'ailleurs très cynique face aux espoirs que certains socialistes mettent dans la souveraineté: «Croire que l'État québécois peut libérer les travailleurs, c'est croire que le loup vomira la grand-mère du petit chaperon rouge saine et sauve... sans l'aide du bûcheron»<sup>3</sup>.

Lors du référendum, la réponse du *Q-Lotté* est toutefois plus floue. En fait, le collectif est incapable de prendre une décision unitaire sur le sujet. Tous ne voteront pas OUI, mais aucun ne votera NON. Dans un article au titre évocateur, «Le OUI ... merde l'emporte au *Q-Lotté*»<sup>4</sup>, les militantes et les militants présentent en vrac leurs différentes analyses du projet de souveraineté-association. Sur les quelques

---

1 Anonyme, «Pour un boycottage du référendum», *La Nuit*, vol.5, no1, 1er mai 1980, p.3.

2 Anonyme, «Ni lieux, ni enjeux», *La Nuit*, 1er mai 1980, vol.5, no1, p.7.

3 Tullius Détritius, «La Logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 22, septembre-octobre 1979, p.7.

4 Le collectif *Le Q-Lotté*, «Le OUI ... merde l'emporte au *Q-Lotté*», *Le Q-Lotté*, no 26, avril-mai, 1980, p.3.



points d'entente, notons que le collectif n'accorde aucune crédibilité au Parti québécois, cet «enfant bâtard et peu ragoûtant»<sup>1</sup>. Tous soutiennent également que la souveraineté-association n'est pas l'indépendance et que l'attitude du PQ face aux Amérindiens est «dégueulasse». Le collectif affirme aussi qu'il «vomit le fédéralisme» parce que celui-ci favorise les anglophones au détriment des francophones<sup>2</sup>. Pour finir, la majorité des militants du journal soutient que le projet du PQ est «exactement le statu quo développé autrement»<sup>3</sup>.

Les points de mésentente sont tout aussi nombreux. Certains membres du *Q-Lotté* se disent fiers d'être Québécois alors que d'autres s'en moquent; certains croient que la souveraineté clarifiera les enjeux politiques et permettra un renforcement de la gauche, d'autres n'y croient pas; certains croient que la souveraineté est un «moment essentiel dans la marche vers la liberté», d'autres croient tout le contraire, etc. *Le Q-Lotté* n'a donc aucun mot d'ordre à lancer pour la campagne. Les militantes et les militants, au lieu de dicter une position, ont plutôt choisi de soulever quelques questions qu'ils jugeaient importantes de considérer avant de faire un choix.

Après le référendum, malgré l'appui au projet manifesté par certains militants du journal, *Le Q-Lotté* montre qu'il ne fondait pas beaucoup d'espoir sur la souveraineté: «Après la victoire du OUI MERDE au *Q-Lotté*, c'est maintenant le MERDE AU P.Q. qui prend le dessus»<sup>4</sup>.

Les griefs adressés au P.Q. par ce journal sont effectivement très nombreux. En 1981, le ministre des Finances, Jacques Parizeau, annonce une série de coupures visant à «sauver le gouvernement de la faillite» et fait appel à la «solidarité nationale» des Québécoises et des Québécois. Tullius Détritrus lui réplique qu'il n'en a «rien à foutre» d'une solidarité qui l'exclut:

Lorsqu'il s'est agi de réformer la fonction publique, ils n'ont ni respecté ni consulté les fonc-

---

1 Le collectif *Le Q-Lotté*, «Le OUI ... merde l'emporte au *Q-Lotté*», *Le Q-Lotté*, no 26, avril-mai, 1980, p.3.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Tullius Détritrus, «La Logorrhée à T.D.», *Le Q-Lotté*, no 22, septembre-octobre 1979, p.7.

tionnaires. Lorsqu'il s'est agi de conclure une convention collective en 1980, le Parizeau, le même qu'aujourd'hui, s'est vanté d'avoir fourré les syndiqués... Alors ? ... La solidarité, quand elle ne sert qu'à leur sauver la tête, je n'en veux pas...<sup>1</sup>

Lorsque Yves Duhaime, nouveau ministre des Finances, présente son «Livre blanc sur la fiscalité» en janvier 1985, la réaction est sensiblement la même. Le gouvernement coupe alors dans l'aide sociale, dans les allocations familiales, dans les garderies, etc. Cette réforme, en fait, vise à «diminuer les obligations de l'État et des mieux nantis face aux plus démunis»<sup>2</sup>.

Le journal reproche également au P.Q. son attitude colonialiste envers les autochtones. En 1984, lorsque le chef du PQ, René Lévesque, le «grand chef des blancs», déclare que les Québécois ne sont pas responsables du carnage des troupeaux de caribous en territoire inuit, *Le Q-Lotté* qualifie cette attitude de méprisante<sup>3</sup>. C'est dans les années 1970 que les blancs se sont appropriés les terres de la baie James en menant des négociations «style blanc»:

Nous avons choisi des chefs autochtones que nous avons pris soin de faire élire à la façon démocratique blanche. Puis nous avons amené «nos» chefs autochtones négocier chez nous, à notre manière, selon nos règles du jeu [...] Les blancs ont du juger qu'il était inutile de traduire cette entente en langue autochtone. Après tout cette entente ne concernait pas les autochtones, il ne concernait qu'une embûche juridique à l'appropriation totale des terres autochtones par les blancs<sup>4</sup>.

---

1 Tullius Détritus, «La loggorhée T.D.», *Le Q-Lotté*, no 42, juillet 1982, p.10.

2 Isabelle Vallée, «Le livre blanc sur la fiscalité...», *Le Q-Lotté*, no 54, mars 1985, p.8.

3 Hélène Guay, «Le drame des caribous», *Le Q-Lotté*, no 53, novembre 1984, p.13.

4 *Ibid.*

Le journal publie un passage de cet accord qui stipule que les Cris et les Inuits du Québec «cèdent, renoncent, abandonnent [...] leurs revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient»<sup>1</sup>. Suite à cet accord, le gouvernement du Québec s'est empressé de transformer radicalement le territoire sans se soucier de l'écosystème et des gens qui l'habitent; ce qui explique, quelques années plus tard, que l'on retrouve les carcasses de milliers de caribous morts pour le progrès hydroélectrique.

En 1982, lorsque les négociations syndicales avec les employés du secteur public s'enlisent, les journaux critiquent à la fois les syndicats et le gouvernement. Le PQ réclame alors des réductions de salaires et brandit des lois spéciales et ses pouvoirs extraordinaires<sup>2</sup>. *Le Q-Lotté* reproche au gouvernement de gérer la crise économique en s'en prenant encore une fois à la population et en appliquant des politiques néolibérales pour faire plaisir aux lobbies capitalistes et de droite (chambres de commerce, industriels, économistes...).

Pour organiser leur riposte, les trois grandes centrales syndicales du Québec (CSN, FTQ, CEQ<sup>3</sup>) s'organisent en Front commun. Dans les semaines qui suivent, plusieurs syndicats déclenchent la grève et une manifestation rassemble plus de 50 000 personnes dans les rues de Montréal<sup>4</sup>. *Le Q-Lotté* croit alors qu'un affrontement entre le Front commun et le gouvernement est possible. D'autant plus que le PQ y est allé d'une série de mesures fascisantes qui ont de quoi éveiller les plus endormis: congédiements, suspensions, amendes, décertifications de syndicats, abolition du prélèvement des cotisations syndicales, etc<sup>5</sup>. Les syndicats n'ont alors plus le choix: ou bien ils s'isolent et s'écrasent, ou bien ils passent à la confrontation.

---

1 Hélène Guay, «Le drame des caribous», *Le Q-Lotté*, no 53, novembre 1984, p.13.

2 Jacques Doré, «L'étonnante négociation dans le secteur public», *Le Q-Lotté*, no 54, décembre 1982, p.4.

3 Dans l'ordre: Confédération des Syndicaux Nationaux, Fédération des Travailleurs du Québec et Centrale des Enseignants du Québec.

4 Jacques Doré, «L'étonnante négociation dans le secteur public», *Le Q-Lotté*, no 54, décembre 1982, p.4.

5 Marie-André Comtois et Serge Roy, «Front commun: on a cru», *Le Q-Lotté*, no 45, février 1983, p.12-13.

Or, dans les jours qui suivent, les syndicats abandonnent progressivement le Front commun, les grèves cessent et les employés rentrent au travail. C'est une grande victoire pour le gouvernement du Parti québécois. *La Nuit* dénonce cet abandon de la lutte par les syndicats. En fait, selon *Le Q-Lotté*, le problème est que les grandes centrales se sont «engoncées dans leurs alliances électorales avec le gouvernement»<sup>1</sup>. La faiblesse des syndicats québécois provient de cette collaboration qu'ils entretiennent avec le PQ depuis son élection:

En novembre 1976, les trois centrales CSN, FTQ, CEQ accèdent au pouvoir. Le programme du Parti québécois rejoint leurs revendications; leurs anciens permanents sont ministres, leurs anciens membres députés<sup>2</sup>.

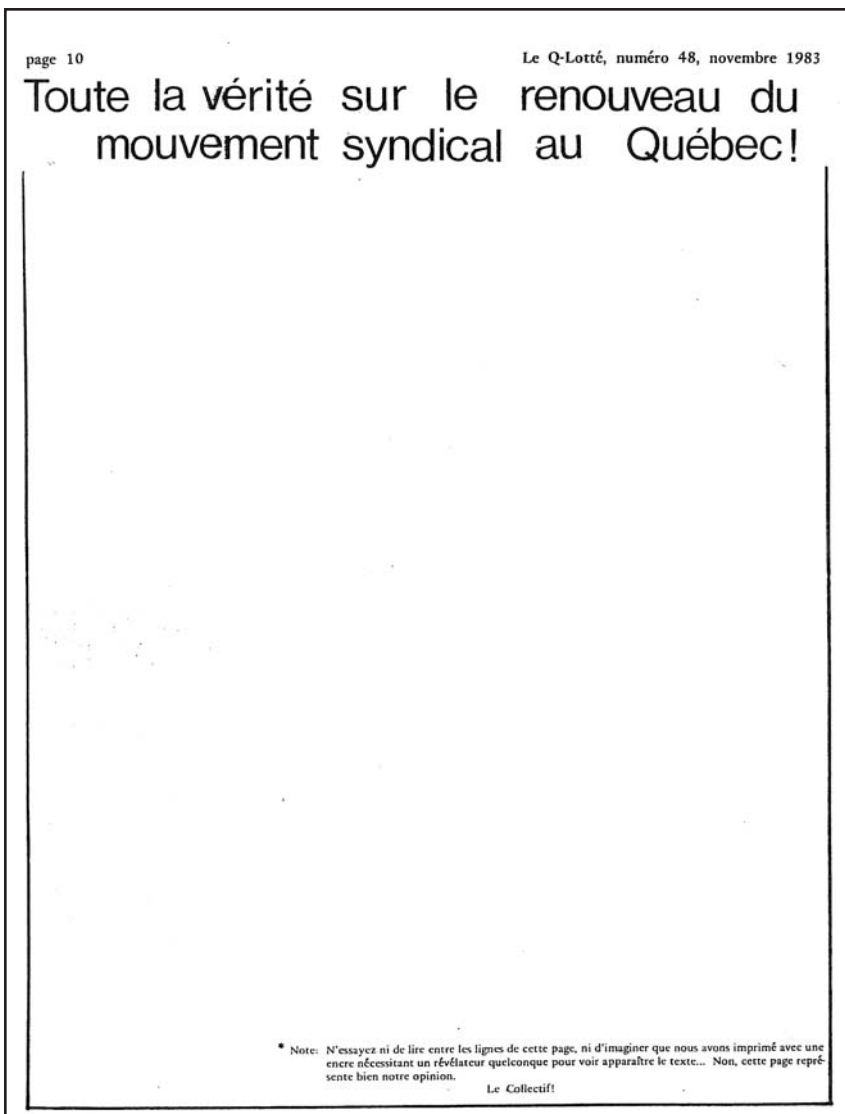
Depuis 1976, les syndicats ne constituent donc pas de réelles forces d'opposition au gouvernement. Le syndicalisme auquel croient les anarchistes en est un de combat, celui qui s'oppose sans compromis à l'État et au capitalisme. Ils rejettent donc la collaboration des syndicats avec les gouvernements, car ces derniers se servent de cet appui pour s'en prendre aux intérêts des travailleuses et des travailleurs. Mais ce n'est qu'un aspect de la critique de ces anarchistes envers les syndicats. Les journaux leur reprochent également leur manque de transparence et de démocratie, leur hiérarchie, leur élitisme et leur volonté d'enfermer le mouvement ouvrier dans un cadre légaliste.

Ainsi, en exerçant le pouvoir de 1976 à 1984, le PQ démontre ce qu'il est réellement: bourgeois, antiouvrier et chauvin; bref, un parti comme les autres. Bien sûr, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* ne fondent pas plus d'espoir dans le Parti libéral. Lorsque ce dernier prend le pouvoir en 1985, *Le Q-Lotté* analyse ainsi le changement de gouvernement:

Le parti québécois avait commencé la job ! Les libéraux se font un plaisir d'aller encore plus loin. L'État ne sert plus bien les intérêts du capital, il

1 Marie-André Comtois et Serge Roy, «Front commun: on a cru», *Le Q-Lotté*, no 45, février 1983, p.12-13.

2 Jacques Doré, «Le syndicalisme ? connais pas !», *Le Q-Lotté*, no 50, mars 1984, p.3.



Le Q-Lotté, no.48, novembre 1983, p.10.

faut donc le mettre au pas, le dégraisser (pour mieux en engraisser d'autres)<sup>1</sup>.

Face à cette vague de droite, qui est dénoncée surtout après 1982, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* remarquent que les grandes centrales syndicales n'ont pas la volonté de combattre. En fait, à leurs yeux, elles ne sont pas vraiment des lieux d'opposition au capitalisme. Étant trop bien intégrées à l'ordre politique et économique, elles préconisent la collaboration plutôt que l'affrontement. C'est donc ailleurs que se trouve la contestation.

### *Les résistances*

Les journaux parlent de plusieurs formes de résistance au Québec: groupes populaires et communautaires, organisations anarchistes et féministes, syndicats combatifs, etc. Certains éléments reviennent cependant plus souvent. Voyons lesquels.

D'abord, revenons au syndicalisme. Comme on l'a dit précédemment, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* sont extrêmement critiques envers les grandes centrales syndicales. Néanmoins, ils ne sont pas contre le syndicalisme. Au contraire, plusieurs articles traitent de l'anarcho-syndicalisme et prônent un syndicalisme de combat. D'ailleurs, les collectifs accordent une attention particulière aux syndicats qui mènent des actions directes contre leurs employeurs.

Par exemple, en 1983, *La Nuit* nous renseigne à propos d'un conflit de travail à l'Université Laval<sup>2</sup>. Les employés ont mis un peu de bleu de méthylène dans la piscine du pavillon des sports, un peu d'acide butyrique dans les bouches d'aération (ce qui provoque une forte odeur de vomissure), ils ont dérégulé le système de chauffage, envoyé des lettres aux fournisseurs de l'Université les avisant qu'elle n'avait plus d'argent pour les payer, planifié des pannes d'électricité, mis de la colle et des clous dans les serrures, etc<sup>3</sup>. *La Nuit* considère que ces actions furent aussi efficaces qu'une véritable grève et démontrent qu'il est

---

1 Serge Roy, «L'automne est là !», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.3.

2 Anonyme, «Que sont nos grèves devenues ?», *La Nuit*, Vol.7.no 2, mai-juin, 1983. p.4.

3 *Ibid.*

encore possible de faire du syndicalisme d'une autre façon que celle prônée par les grandes centrales.

D'autre part, *Le Q-Lotté* s'intéresse grandement à la question du logement. En 1978, il signale que 21% des ménages sont mal logés dans la ville de Québec et que plus de 14 000 logements ont besoin de réparations<sup>1</sup>. Le journal dénonce cette situation; mais ce qui l'intéresse encore plus, ce sont les solutions à ces problèmes: les coopératives d'habitation. D'ailleurs, il se réjouit que celles-ci connaissent une grande expansion depuis quelques années: en 1972, elles étaient moins d'une dizaine alors qu'elles sont plus de 500 en 1982<sup>2</sup>.

Entre autres, *Le Q-Lotté* produit une série d'articles concernant les projets de coopératives de la Place Bon Pasteur à Québec. Après plusieurs années de négociations, et même d'affrontements avec la municipalité, en 1982, le projet est enfin à terme: 6 des 7 coops sont désormais habitées<sup>3</sup>. La Place Bon Pasteur est maintenant un petit village où vivent 500 personnes qui n'ont pas à subir les caprices du marché du logement.

L'intérêt que porte *Le Q-Lotté* au problème du logement amène certains militants à admettre qu'il faut investir le pouvoir municipal afin de faire avancer des projets autogestionnaires. C'est pourquoi il s'intéresse beaucoup au Rassemblement populaire, un parti politique municipal de Québec qui désire créer des comités de quartier et met de l'avant un vaste projet de décentralisation. Certains membres du journal appuient ce parti, mais restent sceptiques quant aux possibilités de mettre en œuvre ses projets à l'intérieur du cadre juridique municipal<sup>4</sup>. D'autres, toutefois, n'y croient pas du tout:

Dans un tel contexte, promouvoir l'instauration de l'autogestion des affaires de la ville par les voies de la «démocratie municipale», semble dérisoire. La connaissance de la complexité que présente notre

---

1 Serge Roy, «Si on s'emparait de nos quartiers», *Le Q-Lotté*, no 16, juillet 1978, p1-2.

2 Yves Hurtubise, «Coop d'habitation: les enjeux», *Le Q-Lotté*, no 46, avril 1983, p.5.

3 Isabelle Vallée, «Place Bon pasteur... mission accomplie», *Le Q-Lotté*, no 42, juillet 1982, p.7.

4 Serge Roy, «Le programme du RP», *Le Q-Lotté*, déc. 1977, no 13, janvier 1978, p.7.

système de gestion municipale, la conscience de la faiblesse du niveau local de gouvernement allié à la non-participation du citoyen moyen aux affaires de la ville a de quoi décourager les plus audacieux. C'est une situation qui en soi constitue un excellent alibi d'inaction pour un parti municipal, quel qu'il soit<sup>1</sup>.

*Le Q-Lotté* est donc divisé sur cette question, ce n'est toutefois pas le cas de *La Nuit*, qui refuse complètement de s'engager au niveau municipal:

[...] le parti libertaire que l'on a vu surgir lors des dernières élections ne représente rien de plus qu'un remous de boue importée des Etats-Unis, car il est clair qu'il est impossible d'affaiblir ou d'abolir le Capital sans affaiblir ou abolir l'État. Et l'inverse n'est ailleurs pas vrai<sup>2</sup>.

Les journaux sont donc quelque peu divisés sur cette question. Cela n'est toutefois pas le cas concernant l'appui au mouvement féministe. Un nombre important d'articles traite de la Journée internationale de la femme (le 8 mars), des soirées de discussion organisées par des groupes féministes et des actions qu'elles entreprennent, etc. Pour *Le Q-Lotté*, la question du droit à l'avortement est parmi les plus importantes. En 1983, le journal souligne le travail effectué par le Centre de santé pour les femmes qui défend ce droit au Canada<sup>3</sup>. Le Centre travaille afin que l'avortement devienne réellement accessible. La loi canadienne ne permet que les avortements thérapeutiques et les femmes doivent encore soumettre leur demande aux «comités thérapeutiques» des hôpitaux (formés de médecins, donc d'hommes) qui peuvent refuser d'y donner suite<sup>4</sup>. De plus, les femmes n'ont pas accès à des moyens de contraception efficaces et, même si le Québec semble plus ouvert que les autres provinces sur la question, le gouvernement québécois ne reconnaît toujours pas le droit à l'avortement libre et

1 Solanges Hudon, «Les municipales, un enjeu?», *Le Q-Lotté*, octobre 1981, no 36, p.1.-2.

2 L'équipe de *La Nuit*, «Le bout de la Nuit», 1er ami 1981, vol.6, no 1, p.2.

3 Anonyme, «L'avortement, un droit qui n'est pas encore acquis», *Le Q-Lotté*, novembre 1983, no 48, p.11.

4 *Ibid.*



gratuit<sup>1</sup>. En 1986, *Le Q-Lotté* se réjouit qu'une coalition pour le droit à l'avortement voit le jour. Celle-ci réclame l'abrogation de la loi fédérale qui criminalise certains avortements et désire plus de services pour les femmes désirant interrompre leur grossesse<sup>2</sup>.

Pour terminer ce portrait des résistances québécoises, mentionnons que les journaux s'intéressent évidemment au développement du mouvement anarchiste québécois. Ils parlent des différentes conférences organisées par le *Groupe de la Pensée sauvage* sur l'écrivain Claude Gauvreau, l'action directe, l'anarcho-syndicalisme, etc. Ils parlent aussi de diverses revues au contenu parfois libertaire comme *Le Temps fou* ou *Possibles*, qui organisent des conférences sur l'autogestion. *Le Q-Lotté* parle également de l'«Institut Anarchos» qui désire «assurer un réseau de communication entre écrivains/chercheurs/professeurs intéressés par l'anarchisme» et qui a déjà organisé des conférences avec Noam Chomsky et d'autres intellectuels dans diverses universités montréalaises<sup>3</sup>. *Le Q-Lotté* parle également des «Amis de la terre» qui lancent un manifeste anti-productiviste et libertaire en mars 1984, etc.

C'est ainsi que ces journaux anarchistes voient le Québec entre 1976 et 1989. D'une part, ils considèrent que le projet de souveraineté-association n'a rien (ou si peu) à offrir aux Québécoises et aux Québécois et, d'autre part, ils notent une montée de la droite et des coupures dans les services publics. Concernant la contestation, ils démontrent un intérêt particulier pour les organisations qui tentent de créer des contre-pouvoirs face à l'État et au capitalisme. À leurs yeux, l'opposition la plus intéressante est celle qui s'organise sur des bases autonomes et autogestionnaires. Cette forme de résistance étant plutôt marginale au Québec, c'est pourquoi les anarchistes passent beaucoup plus de temps à critiquer qu'à féliciter les organisations et les partis qui prétendent défendre les travailleuses et les travailleurs.

---

1 Anonyme, «L'avortement, un droit qui n'est pas encore acquis», *Le Q-Lotté*, novembre 1983, no 48, p.11.

2 Serge Roy, «L'automne est là !», *Le Q-Lotté*, no 60, octobre 1986, p.3.

3 Jean-Pierre Deslauriers, «Congrès de fondation de l'institut ANARCHOS», *Le Q-Lotté*, no 43, septembre 1982, p.8.

## Conclusion

*La Nuit* et *Le Q-Lotté* considèrent donc qu'au Québec comme partout sur terre la situation ne s'améliore guère. Au contraire, la qualité de vie et les conditions de travail vont en se dégradant. Face à cela, en définitive, une seule voie est possible: la révolution sociale, un grand dérangement qui mettra fin au contrôle de l'État, à l'exploitation capitaliste et à la domination patriarcale.

Somme toute, dans le monde en général comme au Québec en particulier, les journaux notent peu de changements majeurs. Au niveau international, même si plusieurs régimes sont chancelants, rien ne semble menacer de façon sérieuse l'équilibre politique international connu depuis la Seconde Guerre mondiale. L'ordre international reste plutôt stable. Même l'affrontement Est-Ouest semble se résorber progressivement au profit d'une intégration des régimes socialistes au marché mondial. Évidemment, à ce moment, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* n'étaient pas en mesure de prévoir la suite...

# De la chute de l'URSS au Nouvel Ordre mondial (1989-2001)

En 1989, le monde vit des moments qui changeront à jamais l'équilibre international: l'Empire soviétique, tout aussi craint qu'admiré, s'effondre. Cet épisode marque non seulement la fin d'un régime, mais également celle d'un modèle économique et politique. C'est à partir de ce moment que les pays (soi-disant) communistes, comme la Chine, relèguent aux oubliettes le principe d'économie planifiée par l'État, fondé sur une économie entièrement centralisée, pour laisser place à la libre entreprise. Ainsi, la fin du régime soviétique annonce le début d'une nouvelle ère, celle du Nouvel Ordre mondial. Les États-Unis sont désormais la seule puissance véritablement internationale et la voie est maintenant libre pour que le libéralisme s'étende sur toute la surface du globe. C'est donc une période de changements et d'instabilité qui est analysée par les anarchistes québécois de cette période.

Ce chapitre s'appuie à la fois sur *Rebelles*, *Hors d'Ordre*, *Hé...Basta !* et *Démanarchie*<sup>1</sup>. On procédera sensiblement de la même façon que pour le chapitre précédent, à la différence que ce chapitre se divise en cinq sections: les quatre premières, «La chute de l'URSS», «Une nouvelle phase du capitalisme», «Un ordre en guerre» et «Les résistances» traitent de l'actualité internationale et la dernière traite de l'actualité québécoise.

## *La chute de l'URSS*

Le seul journal qui existe au moment de la chute de l'URSS est *Rebelles*; il va néanmoins suivre de près le déroulement de ces événements qui attirent l'attention de la terre entière. *Rebelles* publie une série d'articles présentant les différents aspects de l'effondrement de l'empire sovié-

---

<sup>1</sup> Concernant l'actualité mondiale, nous avons dénombré une centaine d'articles pour *Rebelles*, 15 pour *Hors d'Ordre*, 7 pour *Hé...Basta !* et une trentaine pour *Démanarchie*. Concernant le Québec, nous avons dénombré 325 articles pour *Rebelles*, une quinzaine pour *Hors d'Ordre* et *Hé...Basta !* et 140 pour *Démanarchie*.

tique; voyons comment ces militantes et ces militants socialistes libertaires analysent ces événements qui se déroulent au moment même où le journal fait ses débuts.

À son avis, les problèmes vécus actuellement par le régime soviétique ont des racines historiques profondes. C'est sur les ruines de la révolution sociale de 1917 que se bâtit le système politique et économique russe tel qu'on le connaît en 1989, soit un «capitalisme bureaucratique d'État»:

Capitalisme, parce que les relations entre les travailleurs et travailleuses et leurs moyens de travail sont essentiellement salariées et que la production est dirigée et profite à une classe, la bureaucratie. Cette classe gère les moyens de production et de distribution, non au profit de la société tout entière, mais en vue d'accroître son pouvoir. Le salariat en URSS n'a pas été aboli, mais a pris des formes tout aussi oppressantes qu'à l'ouest<sup>1</sup>.

*Rebelles* explique que c'est à partir des années 1920 que Staline entraîne l'URSS dans un processus d'industrialisation accéléré et qu'il centralise tous les pouvoirs entre les mains du Parti communiste. Le contrôle sur la population devient alors immense et l'autonomie des ouvrières et des ouvriers est limitée par de nombreuses restrictions: interdiction de changer d'emploi, absence de passeport, limitation des déplacements entre les villes, interdiction des syndicats autonomes, etc<sup>2</sup>. Toutes ces mesures ont entraîné de graves problèmes sociaux:

[...] le système de production fondé exclusivement sur des méthodes administratives, favorise une apathie et étouffe toutes activités créatrices. D'où des «comportements négatifs» comme l'absentéisme au travail, la corruption, l'alcoolisme, si souvent dénoncé par la presse soviétique et qu'aucune campagne répressive ne pourra vraiment déraciner<sup>3</sup>.

---

1 Christian Brouillard, «L'URSS à l'heure de la Perestroïka: À l'est: rien de nouveau?», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.6.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*



Rebelles, vol.1, no.1, mars-avril 1989, p.6.

Au fil des années, plusieurs projets de réformes sont mis en œuvre, mais la force d'inertie des cadres bureaucrates, puissants et conservateurs, vient toujours à bout de la volonté de changement. Ces problèmes, loin de se régler, s'enveniment. Dès 1966, et ce jusqu'en 1989, la productivité russe est en chute libre; à un point tel qu'en 1985, elle ne représente que 40 % de celle des États-Unis<sup>1</sup>. Cette situation rend les réformes nécessaires, voire indispensables à la survie du système, et ce, aux yeux même d'une partie de la bureaucratie qui constate désormais l'état de crise dans lequel se trouve la société. C'est pourquoi Mikhaïl Gorbatchev, jeune réformiste, est élu secrétaire général du Parti communiste en 1985.

*Rebelles* présente la majorité des changements mis de l'avant par l'administration Gorbatchev. Une première série de réformes vise la reconstruction économique, c'est la Perestroïka. Celle-ci vise à rendre les entreprises autonomes du point de vue financier<sup>2</sup>. Par ces changements, c'est donc une authentique ouverture à l'entreprise privée qui s'effectue. L'autre volet des réformes est celui de la libéralisation politique, la Glasnost. Celle-ci entraîne l'URSS dans un processus de démocratisation et de transparence permettant, entre autres, une plus grande liberté de presse<sup>3</sup>.

Mais la Perestroïka et la Glasnost n'arrivent pas seules. L'administration Gorbatchev entame également plusieurs réformes visant l'accroissement de la présence sociopolitique des femmes. Remarquant que «l'implication générale des femmes soviétiques aux grandes questions féminines de l'heure s'est considérablement accrue»<sup>4</sup>, le journal se réjouit de l'avènement de ces réformes, mais reste néanmoins sceptique face à leurs résultats. La société russe étant foncièrement patriarcale, ce n'est qu'avec des changements très profonds que la situation des femmes se transformera de façon qualitative. C'est une lutte contre les mentalités sexistes qui devrait être la priorité, car elle seule

---

1 Christian Brouillard, «L'URSS à l'heure de la Perestroïka: À l'est: rien de nouveau ?», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.6.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Maryse Darsigny, «Au pays des soviets», *Rebelles*, Vol.1., no 4, septembre-octobre 1989, p.14.

pourrait libérer les femmes des tâches domestiques et du maternage qui les tient en laisse.

Ces changements entraînent avec eux de nouveaux problèmes. Parmi les plus importants, le chômage et la pauvreté, qui prennent une ampleur jamais connue en régime socialiste. Face à cette dégradation de leurs conditions de vie, les classes populaires de Russie manifestent très vite leur mécontentement. D'ailleurs, la Glasnost leur offre désormais un nouvel espace de liberté leur permettant de prendre la parole. Au départ, la grève est un des moyens privilégiés:

Si, jusqu'à ce jour, les syndicats sont encore des «appendices» de l'État, la classe ouvrière, par contre, semble reprendre une certaine combativité, en faisant grève d'une manière beaucoup plus importante. Cette remobilisation ouvrière ne s'est pas encore donné une structure (comme en Pologne avec Solidarnosc) lui permettant d'avancer des revendications politiques d'une manière autonome<sup>1</sup>.

Entre août 1989 et la fin de cette même année, le pouvoir socialiste cesse d'exister en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et en République démocratique allemande. La fin de l'empire soviétique approche. Aux yeux de *Rebelles*, ce sont les réformes de Gorbatchev qui ont permis l'éclatement d'un ensemble de contradictions auparavant enterré par la bureaucratie. Parmi les plus importantes, la question nationale qui rappelle que l'État russe est toujours une prison des peuples<sup>2</sup>. Gorbatchev désirait donner une autonomie élargie aux trois États baltes (Lettonie, Estonie et Lituanie), mais l'administration a vite été dépassée par les événements. Le 11 mars 1990, le parlement lituanien proclame son indépendance; l'État russe considère alors qu'il est allé trop loin:

La réaction ne s'est pas fait attendre. On a pu voir que la Perestroïka, derrière le velour de la libérali-

---

1 Maryse Darsigny, «Au pays des soviets», *Rebelles*, Vol.1., no 4, septembre-octobre 1989, p.14.

2 Christian Brouillard, «L'URSS survivra-t-elle à l'an 2000», *Rebelles*, vol.2, no 2, juin-juillet 1990, p.11.

sation, cachait la main de fer de la répression. Certes, les choses se font doucement et on n'a pas assisté aux démonstrations de force qui avaient lieu dans le Caucase. Il n'en reste pas moins que tous les moyens ont été utilisés pour mettre la Lituanie au pas (blocus économique, présence militaire, climat d'intimidation)<sup>1</sup>.

Toutefois, il ne faut pas s'y méprendre, *Rebelles* n'appuie pas ces nationalismes souvent étroits et nourris par la haine nationale; ceux-ci témoignent néanmoins des heures précieuses que vit alors l'URSS.

En 1991, l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, l'Arménie et le Turkménistan déclarent leur indépendance. Gorbatchev perd le pouvoir pour le laisser à Boris Eltsine, et, à la fin de cette même année, la mort de l'URSS est officiellement consacrée. Le nouveau président dit vouloir sortir la Russie de la crise en s'accordant une multitude de pouvoirs spéciaux. Il se donne le droit de promulguer des lois, d'émettre des décrets et d'utiliser des mesures extraordinaires sans passer par le système législatif<sup>2</sup>. Alors, lorsque les médias parlent d'une victoire de la démocratie, *Rebelles* a plutôt tendance à rester sceptique. En fait, le journal soutient qu'Eltsine désire instaurer la dictature du marché et qu'il appartient à un courant politique à «droite de la droite occidentale». Cette citation de l'influent idéologue Gavril Popov, qui est du même courant politique qu'Eltsine, témoigne du chemin désormais emprunté par les autorités russes:

Il est évident que nous n'aurions pu renverser le puissant régime totalitaire sans la participation active de millions de gens. Mais maintenant nous devons créer une société où diverses formes de propriété existent, ce sera donc une société où il y aura des inégalités économiques. Il y aura des contradictions entre les politiques menant à la dénationalisation, à la privatisation et donc aux inégali-

1 Christian Brouillard, «L'URSS survivra-t-elle à l'an 2000», *Rebelles*, vol.2, no 2, juin-juillet 1990, p.11.

2 Jean-François Beaudet, «URSS: Victoire de la démocraquoi?», *Rebelles*, septembre-octobre 1991, p.1.



tés [...] Les masses veulent la justice et l'égalité économique. Et plus le processus de transformation économique va de l'avant, plus le fossé va s'élargir entre ces aspirations et la réalité économique<sup>1</sup>.

*Rebelles* constate que la voie choisie pour remplacer le capitalisme bureaucratique d'État a été, fort malheureusement, celle du libéralisme. L'URSS s'est donc débarrassée de la dictature de l'État pour la remplacer par celle du capital. Le journal croit que les classes opprimées auraient mieux fait de dépasser les réformes gouvernementales et de s'organiser de façon indépendante de l'État. Ainsi, la classe ouvrière et l'ensemble des peuples vivant en URSS auraient pu «poser les bases d'une destruction du totalitarisme»<sup>2</sup>. Tel que proposé par les progressistes d'Europe de l'Est et de Russie, la solution résidait plutôt dans l'avènement d'un socialisme démocratique : un système qui conjugue à la fois liberté et égalité.

Le démantèlement de l'URSS a changé à jamais le cours des relations internationales. L'épouvantail que représentait l'URSS n'existe plus et le monde, de ce fait, n'est plus bipolaire. L'impérialisme américain, pour la première fois de son histoire, se retrouve face à lui-même.

### *Une nouvelle phase du capitalisme: la mondialisation de l'économie*

De l'avis des anarchistes, l'effondrement de l'URSS n'a pas du tout amélioré la situation internationale. Au contraire. *Démanarchie* voit en cette nouvelle phase une série d'«attaques d'une toute-puissante classe dominante: la bourgeoisie»<sup>3</sup>; *Hé...Basta !* la considère comme la «mondialisation de l'esclavage»<sup>4</sup>, et, peu après la chute de l'empire

---

1 Jean-François Beudet, «URSS: Victoire de la démocraquoi?», *Rebelles*, septembre-octobre 1991, p.1.

2 *Ibid.*

3 Mammouth, «La financiarisation de l'économie capitaliste», *Démanarchie*, vol.3, no.5, juillet 1997, p.8.

4 Nada, «La pauvreté», *Hé...Basta !*, no.9, p.15.

soviétique, c'est en ces mots que *Rebelles* parle du Nouvel Ordre mondial:

L'effondrement du bloc de l'Est, il y a un an à peine, n'a pas cessé de faire les délices des grands défenseurs de la démocratie et du libéralisme économique. À défaut d'être parfait, le système capitaliste aurait l'incomparable avantage d'être le meilleur, et cela suffit pour reconforter les politicien-ne-s de l'Occident qui ne demandent pas à y voir de plus près<sup>1</sup>.

D'après *Hors d'Ordre*, la situation n'est pas plus rose:

Le Nouvel ordre mondial, c'est l'être humain ravalé au statut d'objet par les puissances financières, utilisé ou jeté selon leurs besoins, soumis à un contrôle sans cesse croissant, dépossédé de ses souvenirs et de sa créativité... C'est l'univers du sens commun, le «nous», qui ne révèle plus que par la froideur des statistiques, les téléromans et les génocides en direct. C'est la branche sur laquelle nous sommes assis, le monde vivant, que l'on s'entête à scier. C'est une époque dont l'état d'esprit peut se résumer à un mélange d'indifférence et de désarroi<sup>2</sup>.

### *Les origines*

Les journaux s'entendent donc pour dire que le monde vit un nouveau chapitre de l'ordre économique international. Voyons comment ils analysent ce phénomène. D'abord, d'où vient cette mondialisation de l'économie ? *Rebelles* l'explique ainsi. Pendant la décennie 1970, la capacité de production des entreprises multinationales augmente tellement qu'elle dépasse la demande des marchés nationaux<sup>3</sup>. Ces entreprises se lancent donc à la conquête de nouveaux marchés, ce qui, inévitablement, entraîne une augmentation des expor-

---

1 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Le nouvel ordre mondial contre le satan oriental ? », *Rebelles*, vol.2, no 5, février-mars 1991, p.4.

2 Nicolas Calvé, « Mot d'ouverture: Managers anonymes », *Hors d'Ordre*, no 6, avril 1995, p.1.

3 Sylvain Lafrenière, « Petite histoire d'une grande crise », *Rebelles*, vol.4, no.4, avril-mai 1993, p.6.



Hors d'Ordre, no.5, février, 1995, p.3.

tations et des investissements internationaux. Ainsi, en 1993, les pays capitalistes avancés exportent entre le quart et la moitié de leur produit intérieur brut<sup>1</sup>. Pour ces entreprises, les obstacles sont alors de deux types: les barrières tarifaires et les différentes réglementations nationales entravant leurs nouvelles expansions; et l'inflation, combattue par une baisse des coûts de production et une détérioration de la condition économique de la classe ouvrière internationale. C'est donc de ces obstacles au développement capitaliste que sont nés le néolibéralisme et les dogmes qui le caractérisent (désengagement de l'État, déréglementation, libre-échange...)<sup>2</sup>.

*Hé...Basta !* souligne pour sa part le rôle important de la financiarisation de l'économie dans ce processus de globalisation:

Rien n'échappe au désir de profit, c'est pourquoi le capitalisme est devenu global, mais un autre phénomène explique la mondialisation de la pauvreté. C'est le développement d'une économie virtuelle non-productive basée sur des hauts moyens de télécommunication moderne, provoquant un flot irrégulier et incontrôlable de capitaux dans un univers de spéculation. Les échanges commerciaux dans le milieu financier ont plus que triplé dans les dernières années. Ce phénomène à pour effet d'accélérer le processus d'exclusion et d'appauvrissement en concentrant la masse monétaire dans les hautes sphères des échanges commerciaux<sup>3</sup>.

*Démanarchie* partage cette analyse concernant le rôle de la financiarisation de l'économie. Dans un article traitant du sujet, le journaliste Mammouth souligne que le phénomène a eu pour effet d'augmenter la concentration du capital et de créer une forte poussée inflationniste, car «on ne crée pas de l'argent hors de toute activité productive sans nécessaire-

---

1 Sylvain Lafrenière, « Petite histoire d'une grande crise », *Rebelles*, vol.4, no.4, avril-mai 1993, p.6.

2 *Ibid*

3 Jean Rage, «La pauvreté: au-delà de la crise économique», *Hé Basta !*, no 9, p.8.

ment en diminuer la valeur»<sup>1</sup>. Cette financiarisation serait en fait la base de la mondialisation économique, car pour stopper l'inflation qu'elle crée, le capitalisme se devait de conquérir de nouveaux marchés. *Démanarchie* affirme que cette logique a des conséquences directes sur les conditions de travail:

Pour économiser le plus possible et ainsi dégager une marge de profit nécessaire à la survie du capitalisme, on coupe dans les salaires. Pour diminuer les salaires, on crée un bassin de chômeurs en faisant des mises à pieds, ce qui permet de les mettre en concurrence les uns contre les autres tout en économisant directement. On les force ensuite à accepter des emplois précaires et sous-payés en diminuant la protection sociale et les services publics<sup>2</sup>.

Comme les autres journaux, *Démanarchie* considère qu'aujourd'hui la bourgeoisie ne se regroupe plus autour de la famille, comme c'était le cas au 19<sup>e</sup> siècle, ou de la nation, comme pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, mais plutôt autour de «holding internationaux qui possèdent et gèrent la très grande majorité des capitaux sur terre»<sup>3</sup>. Nous vivons donc la fin d'un processus de concentration qui permet aux cent personnes les plus riches du monde de posséder l'équivalent du salaire annuel du milliard de plus pauvres<sup>4</sup>. Le pouvoir, de plus en plus, se concentre entre les mains d'une minorité, celle-là même qui dirige le FMI (Fond monétaire international), la Banque mondiale et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce)<sup>5</sup>.

---

1 Mammouth, « La financiarisation de l'économie capitaliste », *Démanarchie*, vol.3, no 5, juillet 1997, p.8.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

5 Selon l'économiste Michel Chossudovsky, ces institutions forment «une puissante bureaucratie internationale dont le mandat consiste à contrôler et superviser les économies nationales. Le pouvoir ne repose pas néanmoins entre les mains de ces institutions. Il s'agit d'organismes répondant aux besoins et aux exigences des intérêts économiques et financiers dominants». Michel Chossudovsky, *La mondialisation de la pauvreté*, Mtl, Écosociété, 1998, p.20.

## Néo-libéralisme et désengagement de l'État

Cette nouvelle phase d'expansion n'est pas sans provoquer des changements au niveau des structures sociales et politiques, qui doivent, pour assurer au capitalisme son fonctionnement, s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Entre 1989 et 2001, la valorisation de ces changements se fait par la voix des néolibéraux, ceux que *Hors d'Ordre* appelle la «faction intégriste des adorateurs du marché»<sup>1</sup>.

Le néolibéralisme est une idéologie qui, selon les journaux, prône le désengagement de l'État à deux niveaux. D'un côté, par le libre-échange, le néolibéralisme désire que l'État laisse libre cours aux échanges transnationaux. Entre 1989 et 2001, les journaux dénoncent vivement plusieurs accords favorisant ce désengagement: l'ALÉNA (Accord de libre échange nord-américain, adopté en 1989), l'AMI (Accord multilatéral d'investissement, qui ne sera jamais adopté à cause des pressions populaires) et la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques, qui est à ce jour toujours en cours de négociation).

L'autre aspect de la doctrine néolibérale dénoncé par les anarchistes est qu'elle pousse les États à se désengager du champ économique national. Non seulement le capitalisme est désormais d'envergure mondiale, il poursuit également son expansion par l'intérieur en soutirant à l'État des parts du marché qui lui étaient auparavant réservées. Cela, il le fait en privatisant, de façon rapide ou progressive, les entreprises d'État.

Sous prétexte de rationalisation et de lutte au déficit, les gouvernements du monde entament une série de coupures dans les budgets alloués aux services sociaux. Pour *Hors d'Ordre*, ce discours se situe clairement dans le domaine de la «realpolitik» et confirme la situation post-moderne de la société actuelle. L'élite n'agit plus au nom d'un idéal quelconque, mais bien par souci, à outrance, d'efficacité:

[...] notre société n'a plus à justifier moralement ses faits et gestes, elle les pose. Il en va de même avec le désengagement de l'État, la mondialisation des marchés, la réforme du système de santé, etc.

---

1 Nicolas Calvé, « Même contrôlé, à bas le Marché ! », *Hors d'Ordre*, no10, avril 1996, p.1.

On coupe parce qu'«on a pas le choix», parce que nos voisins le font [...]; ce n'est qu'à l'étude des résultats qu'on jugera des décisions. À l'heure de la compétition, le bien et le mal ont été remplacés par le succès et l'échec<sup>1</sup>.

Aux yeux de *Rebelles*, ces coupures sont synonymes de «guerre contre les salarié-e-s et les pauvres de la planète»<sup>2</sup> et ramènent le monde à une situation similaire à celle du siècle dernier. *Démanarchie* partage cette analyse en soutenant que le néolibéralisme est inspiré du capitalisme sauvage du 19<sup>e</sup> siècle. Tout comme *Hé...Basta !*, il ajoute que cette idéologie, même s'il elle réduit l'interventionnisme de l'État dans l'économie, entraîne néanmoins un plus grand contrôle des populations par les forces policières. *Démanarchie* effectue d'ailleurs des liens entre la situation économique actuelle et l'apparition en Amérique du Nord des postes de police de quartier:

Le néolibéralisme et la tonne de coupure sauvages qu'il entraîne a un effet dévastateur sur le tissu social. Les communautés sont détruites, la violence augmente et les problèmes reliés à la consommation de drogues et d'alcool deviennent bien réels. Pour pouvoir s'en sortir, de plus en plus de gens sont poussés à commettre des actes extralégaux tels le trafic de drogue, le vol et la prostitution. Pour se protéger de cette éventualité, l'état va boster la répression policière. Ainsi, le gouvernement va investir plusieurs millions dans l'instauration de nouveaux postes de quartier et leur fonctionnement. Il faut engraisser les cochons n'est-ce pas ?<sup>3</sup>.

Comme on le sait, les anarchistes ne sont pas des admirateurs de l'interventionnisme de l'État. *Démanarchie* compare d'ailleurs les programmes sociaux, un «analgésique dans les conflits de classes», à de la «vaseline». Les anarchistes se

---

1 Hugo Plourde, «Autopsie de ce qui dépasse l'entendement», *Hors d'Ordre*, avril 1996, no 10, p.3.

2 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Planète à vendre», *Rebelles*, vol.7, no 1, été 1996, p.4.

3 Michat et Mammouth, «Pour mieux vous matraquer», *Démanarchie*, vol.3, no 2, février-mars 1997, p.3.

portent toutefois à la défense des programmes sociaux et dénoncent avec force le néolibéralisme. S'ils le font, c'est que les conséquences du désengagement de l'État, et de la mondialisation de l'économie en général, sont à leurs yeux désastreuses.

### *Les conséquences*

S'appuyant sur les chiffres de la Banque mondiale et du Bureau international du travail, *Rebelles* soutient qu'il existe environ 820 millions de chômeuses et de chômeurs à travers le monde et que plus d'un milliard d'humains vivent dans la pauvreté<sup>1</sup>. En Amérique du Nord, le secteur manufacturier serait le plus touché par les fermetures d'usine et les relocalisations entraînées par la mondialisation. Celui-ci aurait perdu 465 000 emplois, soit 21 % de la main d'œuvre<sup>2</sup>. L'ALÉNA, sans l'ombre d'un doute, est responsable de cette hausse du chômage. Et contrairement à ce que soutiennent en général les médias, *Rebelles* considère que ce phénomène n'est pas dû à de simples récessions, mais plutôt à la mondialisation de l'économie elle-même. Récession et reprise ne seraient que des «jeux de mots creux» pour masquer l'appauvrissement systématique des populations. Pour preuve, le journal indique que, de 1977 à 1987, l'augmentation du revenu hebdomadaire moyen a été 7 fois sur 10 inférieure à l'inflation, que le salaire minimum a régressé de 28 % entre 1977 et 1990, et que le taux de chômage n'est guère descendu en dessous des 10 %<sup>3</sup>.

Parallèlement, les journaux remarquent que l'antisyndicalisme fait un retour en force. Au nom de la compétition avec les entreprises du tiers monde, désormais parfaitement intégrées à l'ordre mondial, les syndicats sont vus comme des obstacles au bon fonctionnement économique. *Démanarchie* explique:

[...] grâce à l'internationalisation des échanges commerciaux, les capitalistes disposent maintenant d'une main d'œuvre surexploitée

1 Christian Brouillard, «Libre-échange: Bilan d'un désastre», *Rebelles*, vol.3, no 5, avril-mai 1992, p.7.

2 *Ibid.*

3 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Pas de sortie de crise», *Rebelles*, vol.4, no 3, février-mars 1993, p.4.





Rebelles, vol.6, no.5, mars-avril 1995, p.4.

provenant des pays du tiers monde et apte à concurrencer avantageusement les salaires d'ici. «Acceptez nos conditions où nous déménageons», réplique très souvent le patronat<sup>1</sup>.

Ainsi, les conséquences du néo-libéralisme sont graves pour les pays d'Occident, mais elles le sont tout autant, sinon plus, pour les pays du tiers monde. Lorsque les journaux s'intéressent aux effets de la mondialisation dans cette partie du monde, c'est le plus souvent en Amérique latine que se pose leur regard. Par exemple, *Rebelles* nous informe que le gouvernement mexicain a déréglementé une zone complète de son territoire à la frontière des États-Unis, la Maquiladora<sup>2</sup>. Environ 1600 usines sont actives dans cette région. On y trouve une main-d'œuvre y travaillant au salaire minimum, soit 60 cents l'heure, 48 heures par semaine. De plus, près de 60 % des employés sont des femmes, principalement âgées entre 14 et 25 ans. Les cas de harcèlement sexuel sont très nombreux et aucun syndicat n'est présent pour défendre ces travailleuses.

Le cas du Salvador n'est pas plus reluisant. Les politiques néolibérales mises de l'avant par les États-Unis et le FMI auraient eu pour effet désastreux d'augmenter de 30 à 40 % le coût de la vie tout en créant un chômage qui atteint désormais les 40 %<sup>3</sup>. La Bolivie, pour sa part, représente un des pays qui s'est le plus plié aux plans d'ajustement structurel du FMI<sup>4</sup>: les services publics ont été liquidés, les barrières aux investissements étrangers ont été éliminées, les lois protégeant l'environnement et les cultures autochtones ont été mises en pièces<sup>5</sup>. Même le contrôle communautaire de l'eau a été déréglementé. Résultat, en 2000: le pays est en état

1 Le collectif de Démanarchie, «Idiotorial: Le néolibéralisme frappe le Québec», *Démanarchie*, février-mars 1997, vol.3, no 2, p.2.

2 Christian Brouillard, «Le libre-échange contre les libertés», *Rebelles*, vol.2, no 5, février-mars 1991, , p.5.

3 Christian Brouillard, «El Salvador: à la croisée des chemins», *Rebelles*, vol.3, no 3, février-mars 1993, p.12.

4 Selon Chossudovsky, les plans d'ajustement structurel mis en oeuvre par le tandem Banque mondial-FMI visent, entre autres, la privatisation de plusieurs secteurs économiques, une restriction de la masse monétaire, une désindexation des salaires, etc. Source: Michel Chossudovsky, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 1998, p.50.

5 Sarita Ahoja, «La révolte de l'eau en Bolivie», *Rebelles*, vol.11, no 3, automne 2000, p.25.

d'insurrection. La population ne peut tout simplement pas vivre sous ce «colonialisme du FMI»; c'est la répression policière et militaire qui la ramène à l'ordre.

Sans entrave, le capitalisme dévoile donc de façon de plus en plus claire son visage brutal. Mais il n'y a pas que la mondialisation capitaliste pour opprimer les peuples de la terre; le Nouvel Ordre mondial, encore fragile, est également frappé d'une autre calamité, celle de la guerre. À n'en pas douter, les changements économiques et politiques que vit le monde dès 1989 provoquent de nombreux conflits. De nouvelles contradictions font surface, ainsi que de nouvelles façons de les régler. Les anarchistes s'intéressent grandement à ces antagonismes, qui, selon eux, découlent le plus souvent des injustices sévissant dans le monde.

### *La guerre du Golfe*

En août 1990, suite à un litige concernant la production pétrolière, l'Irak envahit le Koweït. Cette invasion est rapidement dénoncée par le Conseil de sécurité de l'ONU qui décrète un embargo total sur l'Irak. Au mois de janvier suivant, une coalition de 28 pays, États-Unis en tête, déclare la guerre à l'Irak. La guerre du Golfe débute. Deux des journaux développent une analyse de cette guerre: *Rebelles*, qui existe au moment où elle éclate, et *Hors d'Ordre*, qui publie un dossier sur le sujet cinq ans plus tard. De façon générale, les anarchistes s'entendent lorsqu'ils analysent ces événements. Voyons ce qui en est.

Pour eux, la cause principale de cette guerre se résume en un mot: pétrole. Les forces occidentales désirent défendre les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) face à l'Irak, puissance montante et menaçante de la région. Pour les journaux, cela est simple et clair. Mais pour comprendre toutes les facettes de cette guerre, il faut aller plus loin, car le pétrole n'est pas le seul objectif des États-Unis et de leurs alliés occidentaux. Les vraies motivations sont plus complexes. D'après *Rebelles*, les États-Unis utilisent ce prétexte pour faire oublier les politiques étrangères du gouvernement de George Bush:

En effet, rien n'arrête le géant américain dans sa mission de pacification du monde. Le gouverne-

ment américain continue d'envoyer près de 3 milliards de dollars par année au gouvernement israélien [...] malgré les violations répétées des droits des Palestiniens [...] l'administration américaine finance massivement les gouvernements d'Amérique centrale et leurs forces paramilitaires d'extrême droite qui s'adonnent aux enlèvements, disparitions, tortures et exécutions de dizaines de milliers d'individus soupçonnés d'appartenir à des mouvements d'inspiration communiste<sup>1</sup>.

À cela, *Rebelles* ajoute trois autres objectifs<sup>2</sup>. D'abord, la guerre du Golfe sert à neutraliser le tiers monde. Comme le gouvernement Bush désire rétablir un contrôle colonial direct sur le Proche-Orient, l'anéantissement de l'Irak comme puissance militaire pourrait lui servir en permettant un redécoupage de la région. Ensuite, l'objectif est de rétablir la suprématie des États-Unis sur l'Europe et le Japon, puissances menaçant l'hégémonie américaine. Par cette guerre, les États-Unis se donnent définitivement le rôle de gendarme international, ce qui consolide leur suprématie sur leurs partenaires occidentaux. Pour terminer, cette guerre servirait à mettre fin à la contestation des classes populaires. Autant en Amérique du Sud, en Afrique du Sud qu'en Palestine, des peuples luttent de façon acharnée pour la libération nationale et la révolution sociale. Ces mouvements développent de plus en plus de liens avec les groupes populaires du Nord et menacent l'hégémonie américaine. Cette guerre permet de les neutraliser.

*Hors d'Ordre* est certainement d'accord avec cette analyse, du moins en partie, car il dit de cette guerre qu'elle n'avait qu'«une seule finalité: rassurer l'Amérique quant à sa puissance tout en préservant certains intérêts économiques, en l'occurrence ceux d'une poignée de multinationales pétrolières»<sup>3</sup>.

---

1 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Le nouvel ordre mondial contre le satan oriental?», *Rebelles*, vol.2, no 5, février-mars 1991, p.4.

2 S.Victor, «La guerre du golfe: tempête de sang», *Rebelles*, vol.2, no 5, février-mars 1991, p.8.

3 Mark Fortier, «Une guerre qui n'en était pas une», *Hors d'Ordre*, no 10, avril 1996, p.3.



Hé...Basta!, no.6, p.13.

Le journal refuse cependant de dire que le conflit du Golfe persique est une guerre. En fait, il s'agirait plutôt d'une intervention militaro-policière, car contrairement à une situation de vraie guerre, l'«ennemi n'était pas au rendez-vous et n'avait ni la volonté ni les capacités de se battre». L'opération Tempête du désert en témoigne:

Les morts à eux seuls en disent long. Environ 50 000 soldats tués et 150 000 blessés du côté irakien, ce à quoi il faut ajouter 15 000 victimes parmi la population civile, contre 192 morts et entre 328 et 458 blessés au sein des troupes de la coalition internationale. Précisons que près de 25 % des décès des soldats alliés furent causés par des tirs de leurs propres troupes !<sup>1</sup>

Le rapport de force était donc tellement favorable aux pays occidentaux qu'il n'y a pas vraiment eu de combat. Sur les 500 000 soldats de Saddam Hussein, 20 000 ont déserté leurs positions la veille de l'offensive, et 60 000 se sont rendus sur-le-champ. De plus, l'armée irakienne a subi un nombre considérable de pertes humaines lorsqu'elle battait en retraite, ce qui veut dire que «les coalisés leur ont littéralement tiré dans le dos». *Hors d'Ordre* ajoute que près de 3000 soldats irakiens, paralysés par la force de frappe de leurs adversaires, furent enterrés vivant dans leurs tranchées<sup>2</sup>.

Une fois la guerre terminée, c'est l'embargo économique de l'ONU contre l'Irak qui est chaudement dénoncé. En 1993, *Rebelles* soutient que 5000 enfants meurent chaque mois à cause de cet embargo qui empêche l'entrée de vivres et de médicaments essentiels<sup>3</sup>. De plus, le pays n'a plus de liquidités pour acheter de la nourriture puisque ses avoirs sont entre les mains des banques occidentales et que l'inflation a désormais atteint 2000 %<sup>4</sup>. Face à ce massacre sans bombardement, les mots ne sont pas doux envers l'ONU,

---

1 Mark Fortier, «Une guerre qui n'en était pas une», *Hors d'Ordre*, no 10, avril 1996, p.3.

2 *Ibid.*

3 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Le nouvel ordre mondial contre le satan oriental ?», *Rebelles*, vol. 2, no 5, février-mars 1991, p.4

4 Mario Tardif, «Le massacre sans bombardement», *Rebelles*, vol. 4, no 6, septembre-octobre 1993, p.1.

ces «crapules» qui n'ont de leçon de démocratie à donner à personne et qui «accumulent les cadavres» de la Palestine au Timor oriental<sup>1</sup>. En 1996, *Hors d'Ordre* en vient sensiblement aux mêmes conclusions:

[...] cinq ans plus tard, la population irakienne fait toujours les frais d'un embargo économique international, Saddam Hussein est encore au pouvoir et l'ensemble du monde occidental a oublié depuis belle lurette qu'il a transformé le sable chaud de la Mésopotamie en charnier. Car l'horreur de cette intervention n'est pas que derrière nous: on estime que l'embargo économique a causé près de 90 000 morts au sein de la population irakienne au cours des cinq dernières années. Une question s'impose alors: au nom de quoi peut-on anéantir un peuple ?<sup>2</sup>

Cet épisode confirme que le monde bipolaire n'est plus et que c'est désormais le Nouvel Ordre mondial qui sévit. Pour preuve, *Rebelles* souligne que c'est la première fois depuis la guerre de Corée qu'aucun pays n'utilise son veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour s'opposer à une résolution autorisant le recours à la force. Le journal en vient donc à la conclusion que non seulement la chute de l'empire russe n'a pas amélioré la situation mondiale, mais qu'au contraire, elle l'a détérioré:

Le nouvel ordre mondial auquel nous assistons est plutôt la consolidation d'un ordre économique, fondé sur la domination du Sud par le Nord. Il y a un an à peine, les États du Sud avaient la possibilité de se tourner vers l'autre superpuissance pour tenter de faire échec aux États-Unis. On peut maintenant se demander comment les aspirations des forces populaires du Tiers-Monde pourront se réaliser malgré les milliards de dollars d'aide

---

1 Mario Tardif, «Le massacre sans bombardement», *Rebelles*, vol. 4, no 6, septembre-octobre 1993, p.1.

2 Mark Fortier, «Une guerre qui n'en était pas une», *Hors d'Ordre*, no 10, avril 1996, p.3.

bilatérale américaine octroyés à des gouvernements répressifs<sup>1</sup>.

Les journaux ne voient donc aucune ambiguïté dans ce conflit: il s'agit d'une agression pure et simple ayant pour but de stabiliser la région, de s'assurer le contrôle du pétrole et de positionner les États-Unis comme seul et unique gendarme du monde. Au nom de quoi peut-on anéantir un peuple ? Cette question, ce n'est pas la dernière fois que ces anarchistes se la posent. Suivant de près la guerre du Golfe, la guerre civile bosniaque la ramène à l'ordre du jour.

### *Guerre civile en ex-Yougoslavie*

Dès 1991, l'ex-Yougoslavie vit une terrible guerre civile. L'armée fédérale yougoslave s'en prend d'abord à la Slovénie et à la Croatie puis à la Bosnie (principalement aux musulmans et aux Croates). Il a été largement question de cette guerre dans les grands médias, qui, chaque jour, en présentèrent des images dramatiques à travers le monde. Voyons l'opinion des journaux anarchistes, plus précisément *Démanarchie* et *Rebelles*, sur le sujet.

D'abord, pourquoi cette guerre a-t-elle éclaté ? *Rebelles* croit que les causes en sont multiples<sup>2</sup>. Sous l'autorité de Tito (1944-1980), la Yougoslavie était un État socialiste et fédéral, composé de six républiques: la Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Macédoine. Sous sa gouverne, le pays développe une voie autonome au socialisme. Celle-ci tient principalement en deux points: non-alignement sur l'URSS en politique étrangère et autogestion. À ce moment, quoique certaines disparités régionales créent des tensions, les peuples de Yougoslavie vivent côte à côte sans trop de problèmes. C'est lorsque Tito meurt, en 1980, que les tensions surgissent.

Les différents nationalismes reviennent alors en force et l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosevic (1990-2002) ne fait qu'accentuer les conflits ethniques, car le nouveau chef d'État est un partisan ouvert d'une «Serbie forte qui devrait

---

1 Mario Tardif, «Le massacre sans bombardement», *Rebelles*, vol. 4, no 6, septembre-octobre 1993, p.1.

2 Christian Brouillard, «Le Puzzle yougoslave», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1991, p.8.



dominer l'ensemble de la fédération yougoslave»<sup>1</sup>. De plus, le marasme économique dans lequel le pays s'enfoncé entraîne la fin de l'autogestion, ce qui renforce le mécontentement de la population à qui on présente le capitalisme comme étant la solution inévitable. D'après *Rebelles* c'est la transition vers le capitalisme qui envenime la crise:

L'économie de marché devient, comme partout en Europe Orientale, LA solution pour soigner l'économie. La Slovénie et la Croatie sont d'accord avec cette solution mais seulement dans le cadre de leur frontière. Leur projet est de remodeler la fédération sur une base confédérative, laissant de larges pouvoirs aux républiques et abolissant les mécanismes de péréquation. La Serbie, soutenue par le Montenegro, met plutôt de l'avant un renforcement de la fédération, ce qui consacrerait, à terme, son hégémonie [...] On était dans une impasse<sup>2</sup>.

Tour à tour, les républiques déclarent leur indépendance. En juin 1991, les républiques de Slovénie et de Croatie la proclament conjointement. L'année suivante, la Bosnie-Herzégovine fait de même. L'État yougoslave se trouve donc en état de crise avancée. La guerre civile éclate:

Pour Milosevic, il n'est pas question de permettre la création d'États indépendants parmi les six républiques et les deux provinces autonomes qui composaient l'ex-Yougoslavie. En tant que puissant groupe ethnique de l'ex-Yougoslavie, les Serbes de Belgrade ont la prétention de dicter la suite des choses pour tous les peuples qui occupaient le territoire de l'ex-fédération [...] <sup>3</sup>.

Ce que désirent les nationalistes serbes, c'est de revenir à un État centralisé où tous les Serbes de l'ex-Yougoslavie vivaient sous la coupe de Belgrade<sup>4</sup>. Entre autres, ils revendiquent la partition de la Bosnie-Herzégovine sur une base

---

1 Christian Brouillard, «Le Puzzle yougoslave», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1991, p.8.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Jean-Guy Aubé, «Le conflit Bosniaque: voyage en eaux troubles», *Rebelles*, vol.5, no3, été 1994, p.12.

ethnique afin d'enlever aux musulmans le plus de territoire possible. Dès 1991, les milices serbes mettent ce plan à exécution. Armées jusqu'aux dents et avec une grande facilité, elles massacrent, violent et expulsent les populations bosniaques. Pour *Rebelles*, la politique mise de l'avant par Milosevic et les nationalistes serbes possède un précédent historique: l'Allemagne nazie. *Démanarchie*, à l'automne 1995, vient en quelque sorte corroborer ce fait en soulignant que le conflit a déjà fait 150 000 morts<sup>1</sup>.

L'incapacité de l'ONU de mettre fin au massacre est dénoncée par les deux journaux. *Démanarchie* souligne que les 24 000 casques bleus ont un mandat qui se limite à escorter les convois humanitaires, mandat qu'ils sont incapables de remplir, car les milices serbes contrôlent la majorité des routes<sup>2</sup>. De plus, l'embargo décrété par l'ONU ne fait que faciliter les massacres: il prive les Bosniaques d'armement alors que les milices serbes continuent d'être soutenues par Belgrade. Ces armes, bien sûr, auraient pu être utilisées par les Bosniaques pour se défendre de l'agression qu'ils subissent. Selon *Démanarchie*, après les 77 accords de cessez-le-feu parrainés par l'ONU, si le désir de mettre fin à la guerre est bien réel, il faut aller plus loin et attaquer de front les milices serbes, qui contrôlent alors 70 % de la Bosnie:

Les accords sont en papier mais les baïonnettes sont en acier: les milices serbes, comme n'importe quel vainqueur dans un conflit, n'appliqueront aucun accord de pacification sans être soumis à une contrainte quelconque. Ni les menaces sans lendemain des bouffons de l'ONU et de l'OTAN, ni le triple embargo (économique, pétrolier, aérien) qui frappe la Serbie depuis le 30 mai 1991, mesure qui n'a réussi qu'à hausser le chiffre d'affaire de la pègre<sup>3</sup>.

*Démanarchie* croit en effet que plusieurs problèmes entravent une paix possible en Bosnie. D'abord, les différentes hiérarchies religieuses empêchent la communauté interna-

1 Bozovic, «État en décomposition avancé pour charognards impérialistes», *Démanarchie*, vol.1, no 5, automne 1995, p.14.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

tionale de faire cause commune pour régler le conflit. Chacune d'elle appuie un groupe différent: l'Église orthodoxe appuie les Serbes, l'Église catholique, les Croates, et la hiérarchie islamique, bien sûr, est pro-musulmans. Ensuite, *Démanarchie* souligne que certains membres de l'élite politique et économique internationale n'ont pas intérêt à ce que le conflit se résorbe. Par-dessus tout, ces «charognards impérialistes» considèrent leurs intérêts économiques et sont prêts à toutes les bassesses pour faire plus de profits. Ainsi, plusieurs États s'en mettent «plein les poches» avec le trafic d'armes: la Russie, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche, l'Arabie saoudite. *Démanarchie* dénonce plus particulièrement le gouvernement français qui envoya au printemps 1994 des représentants d'entreprises - lesquels se sont d'ailleurs déguisés en militaires pour passer incognito - pour négocier les premiers contrats de reconstruction<sup>1</sup>.

Les Bosniaques ne peuvent donc pas compter sur l'ONU, qui n'a que démontré son incompetence dans ce conflit, ni sur les pays occidentaux, qui ne défendent que des intérêts mercantiles. *Rebelles* invite donc les gens à se solidariser avec ce peuple en dénonçant les politiques canadiennes qui n'aident pas du tout l'avancement de la paix<sup>2</sup>. Le Canada refuse d'ouvrir une ambassade à Sarajevo, n'accueille pas les réfugiés demandant asile et participe grandement à la vente d'armement à la Serbie. Selon le journal, le gouvernement canadien ne prend pas position dans ce conflit afin de garder le beau rôle en attendant de voir qui sera le vainqueur. Il refuse aussi d'appuyer l'indépendantisme bosniaque en raison des revendications nationales québécoises et autochtones. De son côté, *Démanarchie* dit que le peuple bosniaque ne peut désormais compter que sur sa propre volonté pour arriver à la paix, et que celle-ci, pour être juste, devrait amener des changements beaucoup plus profonds. C'est pourquoi il refuse de se rallier pas à cette partie de la gauche qui a décidée d'appuyer le gouvernement bosniaque<sup>3</sup>.

---

1 Bozovic, «État en décomposition avancé pour charognards impérialistes», *Démanarchie*, vol.1, no 5, automne 1995, p.14.

2 Jean-Guy Aubé, «Le conflit Bosniaque: voyage en eaux troubles», *Rebelles*, vol.5, no 3, été 1994, p.12.

3 Bozovic, «État en décomposition avancé pour charognards impérialistes», *Démanarchie*, vol.1, no 5, automne 1995, p.14.

Refusant de considérer qu'il s'agit d'un conflit entre «bons» et «méchants», les militantes et les militants préfèrent analyser les causes réelles de ces nationalismes haineux et revanchards. Ils dénoncent sans nuance les attaques perpétrées contre le peuple bosniaque et la purification ethnique dont il est victime. Les Bosniaques, pendant cette guerre, ont tout simplement fait face à l'extermination; mais la Bosnie n'est pas le seul pays vivant à l'ombre d'un génocide. C'est le cas d'un autre peuple dont les médias ont cependant beaucoup moins parlé, les Timorais.

### *Génocide au Timor oriental*

Les deux journaux qui s'intéressent au Timor oriental, *Hé...Basta !* et *Rebelles*, s'entendent pour dénoncer l'oppression subie par ce peuple.

D'abord, ils rappellent les origines du conflit, car celui-ci, au moins au départ, est très mal connu de la population. *Rebelles* explique qu'entre 1520 et 1975, le Timor oriental est une colonie du Portugal dont l'économie repose sur un ensemble de communautés et de villages autosuffisants<sup>1</sup>. En 1965, suite à un sanglant coup d'État militaire «visant à prévenir une menace de subversion communiste»<sup>2</sup>, le général Suharto prend le pouvoir en Indonésie, et ce, dans l'indifférence totale des pays occidentaux et avec le soutien des États-Unis.

En 1975, le Fronte Revolucionara do Timor Leste Independente (FRETILIN), organisation indépendantiste et révolutionnaire jouissant d'un appui populaire considérable, prend le contrôle de la vaste majorité du Timor oriental. La déclaration d'indépendance ne vient alors que confirmer un état de fait. Mais les événements ne se déroulent pas comme le souhaitaient les indépendantistes; la même année, l'Indonésie de Suharto envahit le pays, ce qui marque le début d'un conflit qui va durer presque 20 ans. Pourquoi donc ? *Rebelles* l'explique ainsi:

L'Indonésie est un vaste territoire qui comprend des milliers d'îles et où l'on parle plus de 200

---

1 Christian Brouillard, «Timor oriental: Un génocide oublié», *Rebelles*, vol.5, no. 1, avril-mai 1992, p.9.

2 *Ibid.*

langues. Dès le début de l'existence du nouvel État indonésien, des mouvements séparatistes sont apparus, menaçant de le faire éclater. Une des raisons déterminantes de l'invasion du Timor oriental fut la peur que ressentaient les militaires de voir émerger à leur frontière un État indépendant et progressiste avec tout les impacts que cela aurait pu avoir sur les autres mouvements indépendantistes. Il s'agissait, brutalement, de briser la volonté d'indépendance du peuple du Timor<sup>1</sup>.

La stratégie des militaires indonésiens serait la suivante: «[...] puisque la guérilla est parmi la population comme un poisson dans l'eau, asséchons la guérilla en tuant et en relocalisant les civils»<sup>2</sup>. Seulement trois mois après l'invasion, *Hé...Basta !* soutient que 60 000 civils ont été tués par l'armée indonésienne et plusieurs milliers d'entre eux sont relocalisés dans des camps de concentration, le plus souvent pour y mourir<sup>3</sup>. Malgré cela, et avec un acharnement qui n'est pas sans déplaire aux anarchistes, les Timorais continuent de lutter. Échaudée, l'armée utilise alors du napalm et des bombes au phosphore pour mater la résistance. *Hé...Basta !* soutient qu'en 1980, 70 % de ceux qui savent lire sont exterminés. Il ajoute qu'en vingt ans le pays a perdu 40 % de sa population, soit 300 000 personnes<sup>4</sup>.

D'autres éléments d'actualité viennent confirmer que l'oppression subie par le peuple timorais se perpétue pendant plusieurs années. Le 12 novembre 1991, *Hé...Basta !* souligne que des soldats ouvrent le feu sur une manifestation indépendantiste; bilan: 271 morts<sup>5</sup>. Les blessés, pour leur part, seront tous stérilisés par les soldats. En 1995, toujours d'après *Hé...Basta !*, une campagne de stérilisation des Timoraises est en cours. Cette campagne mise en branle par l'armée est effectuée en collaboration avec le personnel indonésien de l'hôpital de Wira en Australie<sup>6</sup>.

---

1 Christian Brouillard, «Timor oriental: Un génocide oublié», *Rebelles*, vol.5, no. 1, avril-mai 1992, p.9.

2 *Ibid.*

3 Jean Rage, «Timor oriental: 20 ans de génocide», *Hé...Basta !*, no 4, p.32.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*

En novembre 1993, les militaires procèdent à une nouvelle vague d'arrestations. Ils incarcèrent alors Xanana Gusmao, dirigeant du Conseil national de la résistance du Timor oriental. *Rebelles* analyse ainsi les événements:

L'arrestation de Xanana Gusmao s'inscrit dans une nouvelle vague de répression menée par le gouvernement d'Indonésie. D'après plusieurs rapports d'Amnistie Internationale et de la Croix rouge, il est clair que Gusmao et les autres incarcérés au même moment ont été torturés et les femmes violées par les militaires<sup>1</sup>.

Ces événements, comme le déplorent les journaux, sont tous ignorés, voire censurés par les grands médias. Plus encore, ils se déroulent avec la collaboration tacite et silencieuse de l'Occident. Les exemples confirmant ce fait sont nombreux. *Hé...Basta !* dénonce le don de 4,94 milliards de dollars offert à l'Indonésie par la Banque mondiale, le Japon, les États-Unis et la France<sup>2</sup> et l'aide économique de 40 millions de dollars par année offerte par le Canada à ce pays génocidaire<sup>3</sup>.

*Rebelles* parle lui aussi de cette complicité du gouvernement canadien. Il souligne que le général Suharto, deux mois après l'invasion, recevait 200 millions du gouvernement de Pierre Elliott Trudeau<sup>4</sup>. Il ajoute également que le Canada s'est toujours opposé aux résolutions de l'ONU condamnant l'invasion du pays et que 300 entreprises canadiennes oeuvrent en Indonésie. En plus, l'ACDI (Agence canadienne de développement international) a fourni près de 450 millions de dollars pour financer la construction de routes utilisées par les militaires indonésiens<sup>5</sup>. Le gouvernement canadien est donc un complice évident de ce génocide. Normal, dit *Rebelles*, il est un des cinq plus importants investisseurs en Indonésie.

1 Christian Brouillard, «Liberté pour le Timor», *Rebelles*, vol.4, no.4, avril-mai 1993, p.12.

2 Jean Rage, «Timor oriental: 20 ans de génocide», *Hé...Basta !* no 4, p.32.

3 *Ibid.*

4 Christian Brouillard, «Timor oriental: Un génocide oublié», *Rebelles*, vol.5, no 1, avril-mai 1992, p.9.

5 *Ibid.*

Les États-Unis sont aussi pointés du doigt. D'après *Rebelles*, la complicité du gouvernement américain était évidente dès le début du génocide:

De fait, l'invasion indonésienne s'est produite une journée après la visite du président américain de l'époque, Gerald Ford, et de son «sympatique» conseiller Henry Kissinger. Les plans de l'Indonésie étaient certainement connus et approuvés par les dirigeants américains. Les États-Unis ont d'ailleurs toujours torpillé les tentatives à l'ONU des discussions sérieuses sur le problème du Timor<sup>1</sup>.

Au fil des années, l'isolement dans lequel se trouvait le peuple timorais s'amenuise. Le film *Manufacturing Consent* de Noam Chomsky permet de faire connaître le génocide; tout comme l'attribution du prix Nobel de la paix en 1996 à deux représentants de la résistance timoraise, Carlos Belo et José Ramos-Horta. Cette diffusion donne au Timor oriental certains appuis à travers le monde et différents groupes de solidarité font dès lors leur apparition, mais la situation reste toujours difficile pour ce peuple.

En janvier 1999, lorsque le nouveau dirigeant indonésien, B.J. Habibie, annonce une offre d'autonomie au Timor oriental, *Rebelles* reste très sceptique face aux avantages réels qui en ressortiront pour le peuple timorais. En fait, bien que le gouvernement indonésien ne massacre plus ouvertement les Timorais, des groupes paramilitaires continuent le travail de déstabilisation. Bref, rien, ou presque, n'est encore gagné pour ce peuple:

La solution «néocolonialiste» prônée par l'Indonésie lui assure une réduction des dépenses qu'occasionne l'occupation, tout en donnant une image démocratique du régime d'Habibie, permet à son gouvernement d'accéder à l'aide étrangère pour pallier les effets de la crise économique que traverse le pays [...] il est encore trop tôt pour voir la lumière au bout du tunnel, la vigilance est donc toujours de mise pour le mouvement indépendant-

---

1 Christian Brouillard, «Timor oriental: Un génocide oublié», *Rebelles*, vol.5, no 1, avril-mai 1992, p.9.

tiste et les réseaux de solidarité qui l'accompagnent<sup>1</sup>.

En 1999, le peuple timorais est invité prendre position lors d'un référendum organisé par l'ONU: 80 % des électeurs se prononcent pour l'indépendance, ce qui entraîne une nouvelle flambée de violence de la part des paramilitaires indonésiens. La même année, le territoire est placé sous l'autorité des Nations unies.

Dès 1992, les journaux anarchistes du Québec ont dénoncé la violence systématique de l'Indonésie envers le Timor oriental. Selon eux, il n'y a pas à s'y méprendre: c'est bien de génocide dont il s'agit. Et ce qui semble les choquer le plus, c'est le silence qui entoure ces événements, celui des médias comme de la classe politique. On remarque aussi que ces anarchistes semblent grandement admirer la persévérance du peuple timorais qui, malgré toutes les horreurs qu'on lui fait subir, continue à résister.

Triomphe du capitalisme, pauvreté, guerres, génocides... comme pour la période précédente, c'est un bien triste portrait de l'ordre international que brossent les anarchistes québécois. Le Nouvel Ordre mondial n'est pas une période positive pour les classes populaires du monde. Au contraire, depuis la chute de l'URSS, le capitalisme semble plus fort que jamais. Sous la main de fer des États-Unis, nouveau gendarme du monde, rien ne semble avoir la force de stopper le néolibéralisme et la force brutale de la guerre. Mais malgré la fin du socialisme d'État et la domination totale des États-Unis, le Nouvel Ordre mondial est, pour le grand bonheur des anarchistes, remis en question, contesté et combattu. Partout sur terre, des syndicats, des groupes de femmes, des écologistes, des socialistes et des anarchistes militent pour la liberté et l'égalité. Cette résistance prend plusieurs formes, voyons celles qu'appuient les journaux.

### *Le mouvement ouvrier*

Le mouvement ouvrier occupe une place non négligeable dans le portrait de la contestation internationale. Tous n'ont cependant pas la même opinion sur le sujet: *Démanarchie* et

---

<sup>1</sup> Christian Brouillard, «Timor oriental: Le bout du tunnel...enfin ?», *Rebelles*, vol.10, no2, printemps 1999, p.13.



*Rebelles* croient en la lutte des classes et au syndicalisme, *Hé...Basta !* n'a uniquement foi qu'en l'anarcho-syndicalisme et *Hors d'Ordre* ne croit pas du tout au potentiel révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Ce dernier croit en effet que la lutte des classes est terminée. La «vieille idée de classe ouvrière» n'est plus adéquate pour analyser la société qui vit une transformation radicale des classes:

Certains groupes, ne voulant pas dépasser l'«ancien socialisme», voient dans l'accumulation de crises le signe tant attendu depuis deux siècles de l'effondrement imminent du système capitaliste. Il ne manquerait que le prolétariat en arme pour lui donner le coup de grâce ! Mais faute d'une classe ouvrière mobilisable en Occident, on invente une panoplie de «sujets révolutionnaires» jouant le même rôle, tels la paysannerie et les ouvriers du Tiers monde, les étudiants-jeunes-marginaux du nord ou les classes dites populaires<sup>1</sup>.

*Hors d'Ordre* ajoute qu'en trente ans la durée annuelle du travail a diminué d'un tiers alors que la production a doublé<sup>2</sup>. Cela veut dire que la part du travail ouvrier ne cesse de diminuer et que la production échappe de plus en plus à la population. En conséquence, le journal considère qu'il est absurde de se baser sur une «catégorie sociale minoritaire» pour fonder un mouvement révolutionnaire<sup>3</sup>.

Pour sa part, *Hé...Basta !*, sans rejeter la lutte des classes, ne croit pas du tout au syndicalisme tel qu'il est aujourd'hui pratiqué. Il considère plutôt qu'il faut remplacer le «syndicalisme de classe et de privilège» qui domine la scène ouvrière actuellement pour le remplacer par un syndicalisme anarchiste, un «syndicalisme d'égalité et de liberté»<sup>4</sup>. *Démanarchie* et *Rebelles* ne partagent pas cette analyse. Quoique très critiques envers les organisations syndicales qui, par leur collaboration avec les gouvernements, démon-

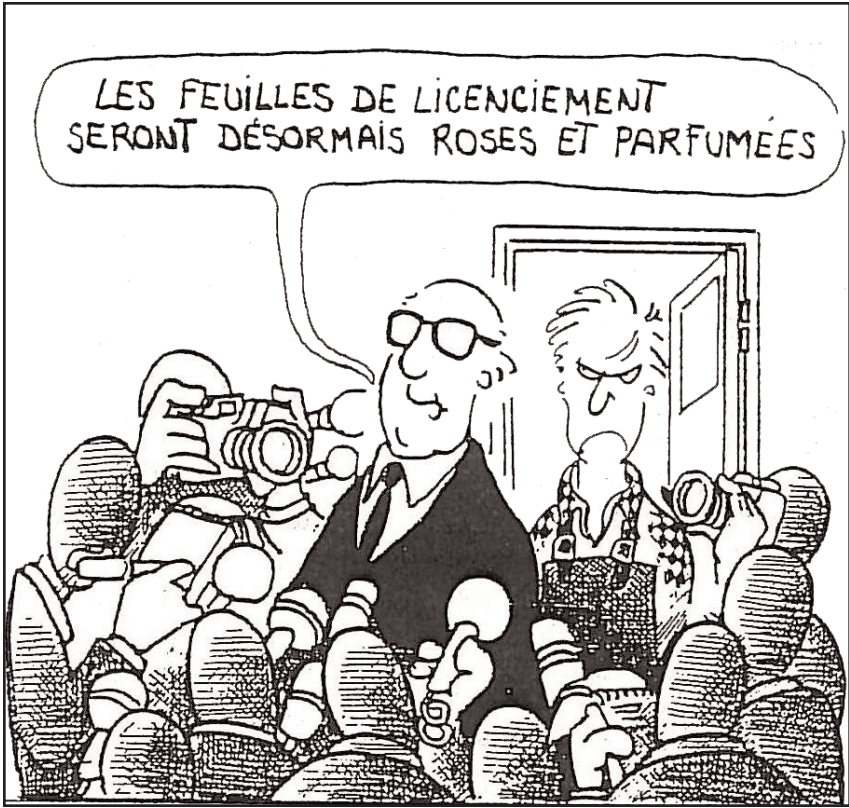
---

1 Nicolas Calvé, Mark Fortier, Éric Pineault, «Le crépuscule de la modernité», *Hors d'Ordre*, no 3, juin 1993, p.4.

2 Carol Levasseur, « Repenser le travail », *Hors d'Ordre*, no 3, juin 1993, p.10.

3 *Ibid.*

4 Jean Rage, «S.T.C.U.Q. et Autogestion: la détoute d'une grève !», *Hé...Basta !*, no 4, p.5.



Hors d'Ordre, no.5, février 1995.

trent qu'elles s'accommodent bien du capitalisme, ces deux journaux considèrent que la lutte des classes est toujours à l'ordre du jour. Les combats syndicaux sont donc d'un grand intérêt pour eux.

En septembre 1997, *Démanarchie* rend compte d'une grève majeure, la plus importante depuis des décennies, chez UPS (United Parcel Services) aux États-Unis. Cette compagnie de messagerie rapide contrôle 80 % du marché<sup>1</sup>. La grève est déclenchée pour protester contre l'annonce de la suppression de 15 000 emplois. En seulement deux semaines, la solidarité des 302 000 travailleurs fait perdre 600 000 dollars à la compagnie. Celle-ci cède finalement en offrant 10 000 nouveaux emplois sur 5 ans<sup>2</sup>. Cette victoire fait dire à *Démanarchie* que le syndicalisme, même lorsqu'il n'est pas révolutionnaire, a toujours son utilité:

Demander que le syndicalisme soit révolutionnaire, c'est rêver en couleur et oublier que quand un certain syndicalisme était révolutionnaire, il s'agissait d'une contre-institution, ce qu'il n'est plus depuis longtemps. Le mieux qui puisse nous arriver, c'est que nous puissions réellement contrôler nos luttes, c'est à dire rendre les syndicats démocratiques. La lutte contre UPS montre la voie, elle prouve que lutter c'est possible, gagner aussi. Et ça c'est la première étape pour convaincre les gens que changer la société est possible – voir nécessaire<sup>3</sup>.

En 1996, *Démanarchie* s'intéresse au mouvement de grève générale qui secoue l'Ontario. Contre les politiques ultra-réactionnaires du premier ministre Mike Harris, qui réduit l'aide sociale de 22 %, privatise les HLM et effectue des coupures de plusieurs millions dans le domaine de la santé et de l'éducation, la Fédération ontarienne du travail (FOT) mène une campagne visant à «fermer les villes» les unes après les autres<sup>4</sup>. Après London (décembre) et Hamilton

---

1 Phébus, «Flambée de la lutte des classes aux USA», *Démanarchie*, vol.3, no 6, septembre-octobre 1997, p.6-7.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Phébus, «La vague de grève générale se poursuit en Ontario !», *Démanarchie*, vol. 2, no4, juin-juillet 1996, p.6.

(février), une autre grève paralyse les villes de Kitchener, Waterloo et Cambridge en avril. Entre 20 et 40 000 personnes manifestent également à Kitchener pour protester contre les politiques antisociales du gouvernement conservateur ontarien. Le 25 octobre, Toronto est la 6e ville touchée par la grève: ni métro ni autobus ne fonctionnent et même les autoroutes sont presque vides<sup>1</sup>. Le lendemain, pour clore cette campagne, 300 000 personnes manifestent devant le parlement ontarien. *Démanarchie* soutient que ces grèves démontrent bien la force que peut prendre le mouvement ouvrier lorsqu'il se montre combatif.

*Rebelles* croit également que le syndicalisme peut être un instrument de changement très puissant. Le journal fait, entre autres, un exposé du combat mené par les «blouses blanches» en France<sup>2</sup>. À l'automne 1988, tous les hôpitaux généraux et psychiatriques, les cliniques privées et les maisons de retraite sont secoués par un mouvement de grève sans précédent:

Elles ont dit «ça suffit !», le temps des nonnes, des bonnes, des connes n'est-il pas enfin révolu ? Et elles ont exigé d'être reconnues comme des salariées à part entière et par conséquent d'avoir un salaire décent – pas un salaire d'appoint – une formation continue et plus complète ainsi que des effectifs en nombre suffisant<sup>3</sup>.

Selon *Rebelles*, les conditions de travail de ces infirmières ne sont pas raisonnables: elles travaillent jour et nuit, le dimanche et les jours fériés, et gagnent seulement entre 5000 et 6000 F (925 \$ à 1110 \$) par mois<sup>4</sup>. Pour des travailleuses qui supportent au quotidien la maladie, la souffrance et la mort, c'est inacceptable. Ce qui plaît au journal, c'est que les femmes ont vite dépassé le corporatisme pour s'unir entre syndiquées, non-syndiquées, travailleuses des secteurs

---

1 Eul Dernier Granulien, «Super grève à Toronto», *Démanarchie*, vol.3, no 1, décembre 1996, p.7.

2 Hélène, «Les blouses blanches en grève», *Rebelles*, vol 1, no 1, mars-avril 1989, p.13.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

publics et privés. De plus, elles se sont assurées une coordination autonome et démocratique:

La coordination leur a donné l'outil collectif et unitaire qu'il leur fallait, à côté des organisations syndicales trop institutionnalisées ou trop récupératrices. En se coordonnant, elles ont pu maîtriser leur mouvement, décider elles-mêmes, contrôler de la base jusqu'au niveau national, porter leur revendication sans distorsion<sup>1</sup>.

De l'avis de *Rebelles*, la lutte de ces femmes en colère fut victorieuse sur certains points, mais la victoire tient surtout dans le fait qu'elles ont fait voler en éclat l'image des femmes passives et discrètes pour démontrer qu'elles pouvaient massivement se réveiller et renouer avec des pratiques de démocratie ouvrière et de gestion directe<sup>2</sup>.

Les journaux ne s'entendent pas concernant la lutte du mouvement ouvrier. Et même ceux qui appuient les luttes ouvrières restent très critiques face aux grandes organisations syndicales. *Démanarchie* accuse d'ailleurs leurs leaders de faire de «l'inceste avec les boss» et de tout mettre en œuvre pour «étouffer la contestation qui gronde chez leurs membres»<sup>3</sup>. *Rebelles* va dans le même sens en soutenant que c'est un syndicalisme de combat qui devrait être mis de l'avant. Ainsi, c'est seulement lorsque le mouvement syndical est combatif qu'il intéresse les journaux. C'est lorsqu'il met de l'avant des pratiques démocratiques et s'oppose aux gouvernements et à la bourgeoisie qu'il est réellement considéré comme un outil des ouvrières et des ouvriers.

### *La lutte de libération des femmes*

Mis à part *Hors d'Ordre*, tous les journaux traitent spécifiquement de la condition féminine. *Hé...Basta !*, pour sa part, publie quelques textes théoriques sur le sujet, mais jamais rien sur l'actualité féministe. Cette partie de chapitre s'appuie donc sur *Démanarchie* et *Rebelles*, qui publient sur le sujet dans presque tous leurs numéros. Nous avons divisé

1 Hélène, «Les blouses blanches en grève», *Rebelles*, vol 1, no 1, mars-avril 1989, p.13

2 *Ibid.*

3 Ravachol, «De l'importance de la syndicalisation à l'heure des Mcjobs», *Démanarchie*, vol.3, no 4, juin 1997, p.10.



Rebelles, vol.3, no.2,  
septembre-octobre 1991, p.8.

cette partie en deux: l'une traite de la résistance des femmes, l'autre de la répression qu'elles subissent. C'est avec celle-ci que nous débutons.

Plusieurs données confirment l'existence d'une oppression spécifique aux femmes. *Rebelles* note que la montée du néolibéralisme est en lien direct avec cette oppression. Bien sûr, les femmes subissent, comme les hommes, une détérioration des conditions de vie engendrée par la mondialisation de l'économie; mais, en plus, puisqu'elles sont très souvent responsables de la famille, ce sont elles qui écopent lorsque les gouvernements coupent dans les programmes sociaux:

Mises à pied, baisses de salaire, horaires de travail fluctuants, surtemps, déménagements, surcharges, travail sur appel, travail à mi-temps... les conditions de travail se détériorent. Par dessus le marché, avec les coupures dans les services publics, les responsabilités familiales sont plus lourdes que jamais: enfants plus souvent en congés pédagogique, nouveaux frais pour les activités et loisirs, services de garderies limités et pas toujours adaptés aux besoins, conjoint en convalescence renvoyé de l'hôpital, grands-parents vivant à la maison<sup>1</sup>.

Comme *Rebelles* ne considère pas le patriarcat comme une contradiction secondaire, il estime que certains comportements sexistes sont indépendants du capitalisme et antérieur à celui-ci. Parmi eux, cette mutilation sexuelle qui touche 130 millions d'Africaines, l'excision<sup>2</sup>. Pour ce journal, il n'y a pas de doute: la fonction sociale de l'excision est l'asservissement des femmes, la répression radicale et définitive de leur sexualité<sup>3</sup>. Et en réponse aux relativistes qui soutiennent que la société devrait tolérer cette pratique parce qu'elle est culturelle, le journal réplique que l'intégrité physique d'une personne ne peut être à «géométrie variable

---

1 Isabelle Garneau «Les femmes écopent de plus en plus», *Rebelles*, vol.10, no 2, printemps 1999, p.3.

2 M.Argery, «À propos de l'excision», *Rebelles*, vol.10, no 2, printemps 1999, p.9.

3 *Ibid.*

suivant la culture à laquelle on appartient»<sup>1</sup>. Il reconnaît que la répression n'est pas vraiment la solution, mais reste tout de même ferme dans sa condamnation de cette pratique.

*Démanarchie*, de son côté, dénonce la répression qui s'abat sur les femmes zapatistes du Chiapas. Une organisation de femmes de San Cristobal a répertorié 50 cas de femmes violées et battues par des para-militaires<sup>2</sup>. D'après *Démanarchie*, les cas sont sans doute plus nombreux puisque les victimes, par peur de représailles, désirent généralement conserver l'anonymat. Le journal résume ainsi la stratégie du gouvernement mexicain:

À la manière des milices serbes, le gouvernement mexicain et ses militaires s'attaquent aux femmes pour imposer la peur et le silence. Ils espèrent ainsi terroriser la population comme provocation afin d'obliger les zapatistes à faire la guerre et ainsi mieux les anéantir<sup>3</sup>.

De même, pour mettre en évidence le caractère patriarcal du système judiciaire, *Démanarchie* présente quelques cas d'agression contre les femmes. Parmi celles-ci, Véronique Akobe, une employée de maison d'origine africaine travaillant à Nice (France). En juillet 1987, la femme de 23 ans est violée trois fois par son employeur, Georges Scharr, riche industriel de 63 ans, et Thierry, son fils de 22 ans. Lors du procès, elle décrit le déroulement de ces viols:

Ils me tenaient par le cou et l'un d'entre eux mettait sa main sur ma bouche pour m'empêcher de crier. Ça durait très très longtemps. Ils sont revenus trois fois, à chaque fois que Thierry était en visite. L'un me maintenait à terre, l'autre me violait et me sodomisait<sup>4</sup>.

Le 4 août 1987, ne sachant plus quoi faire pour mettre fin aux agressions, elle tue le fils et blesse le père. Pourquoi n'a-t-elle pas averti la police? Elle avait honte, était sans-

1 M.Argery, «À propos de l'excision», *Rebelles*, vol.10, no 2, printemps 1999, p.9.

2 Anonyme, «Les femmes du Chiapas, une nouvelle cible pour le gouvernement mexicain?», *Démanarchie*, vol. 2, no 2, février-mars 1996, p.12.

3 *Ibid.*

4 Anonyme, «Sarah Balabagan, Véronique Akobe...», *Démanarchie*, vol.2, no 2, février-mars 1996, p.12.



papier, sans permis de travail, sans salaire et n'avait nulle part où aller. Le 1<sup>er</sup> février 1990, elle est condamnée à 20 ans de prison. Alors que les rapports médicaux révèlent les lésions et les séquelles d'un viol, la cour soutient pourtant qu'elle a tué pour voler son patron. Son avocat, désigné sommairement, a déclaré: «Elle se comportait exactement comme ces gens qui déambule la nuit sans savoir du tout où ils se dirigent. Nous entrons dans la troisième dimension. Nous sommes dans le domaine inconnu de l'esprit»<sup>1</sup>. Pour *Démanarchie*, cette déclaration, tout comme le déroulement général du procès, démontrent l'injustice subie par cette femme. Le journal soutient qu'elle a été condamnée à cause de la couleur de sa peau, de son sexe et de sa classe sociale. Elle est une victime qui, en 1996, au moment où l'article est publié, a déjà fait 8 ans de prison. Le journal invite les lectrices et les lecteurs à entrer en contact avec l'organisation qui travaille pour sa libération.

Ainsi, selon *Rebelles* et *Démanarchie*, les femmes sont opprimées dans toutes les sphères de leur vie. Fort heureusement, plusieurs d'entre elles s'organisent et tentent d'en finir avec cette domination. Les différentes formes que prend la résistance féministe varient selon la partie du monde où elle s'exerce. Concernant l'Europe, *Démanarchie* s'intéresse au mouvement historique des Mujeres Libres, les «Femmes libres» de la CNT (Confédération nationale du travail). Il reproduit une entrevue réalisée lors du VIII<sup>e</sup> congrès de la CNT espagnole publiée dans *Le Monde libertaire* où la militante interrogée explique la raison d'être de l'organisation:

Nous sommes une organisation de femmes qui possèdent une idéologie anarchiste, des féministes libertaires ou anarcho-syndicalistes. Nous luttons contre toutes forme de pouvoir. Nous pensons que celui-ci domine toutes les personnes en général et les femmes en particulier. Parfois, il est nécessaire de déclarer les «guerres de sexes», c'est-à-dire la guerre contre le sexe qui opprime les femmes. Mais entendons nous bien: nous ne voulons pas nous mesurer aux hommes par principe, car notre

---

1 Anonyme, «Sarah Balabagan, Véronique Akobe...», *Démanarchie*, vol.2, no 2, février-mars 1996, p.12.

idéal en tant qu'anarchistes est l'égalité réelle entre les hommes et les femmes<sup>1</sup>.

Les Mujeres Libres travaillent avec le mouvement féministe sur des thèmes ponctuels: la journée de la femme, la lutte contre la guerre, le soutien aux femmes violées, la journée gays et lesbiennes, etc<sup>2</sup>. Le rôle de cette organisation lors de la Révolution espagnole lui a donné une notoriété qui semble toujours bien vivante pour les militantes et militants de *Démanarchie*.

Toujours concernant l'Europe, *Rebelles* souligne l'action de femmes suisses qui ont effectué une grève de 24 heures<sup>3</sup>. À l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'inclusion du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la Constitution, des femmes du syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie ont lancé un appel à la grève nationale. L'appel a effectivement été suivi par plusieurs femmes qui se sont organisées en comités régionaux et locaux. L'objectif était de rappeler que depuis dix ans presque rien n'a changé concernant la situation des femmes en Suisse: les écarts salariaux sont toujours présents, le système de sécurité sociale en matière de divorce favorise encore les hommes, les travaux ménagers sont toujours effectués par les femmes, etc.

En s'éloignant de l'Europe, *Rebelles* tourne son regard vers les femmes palestiniennes qui luttent dans l'Intifada<sup>4</sup>. Dans ses notes de voyage, Nancy Gendron du journal soutient que cette participation aide à l'émancipation des femmes et leur donne plus de poids politique:

Les Palestiniennes sont partie prenante de la lutte contre l'opresseur israélien depuis le début de l'occupation. Toutefois, avec l'Intifada, elles sont de plus en plus conscientes des enjeux politiques et de l'importance de leur participation à ce combat pour la liberté. Au sein des comités de voisinage, toutes les décisions sont discutées, que ce soit pour

1 Anonyme, «Le mouvement libertaire espagnol, mujerer libres», *Démanarchie*, vol. 2, no 2, février-mars 1996, p.12.

2 *Ibid.*

3 Sylvain Lafrenière, «Suisse : grève générale des femmes !», *Rebelles*, septembre-octobre 1991, vol.3, no 2, p.8.

4 Intifada signifie «révolte populaire» en langue arabe.

le contenu d'un tract ou une action. On tient maintenant compte du point de vue des femmes. On assiste à plus que la simple prise en charge collective par les Palestiniennes des sphères de travail qui leur sont traditionnellement réservées. Au sein des comités de voisinage et dans les projets productifs où elles organisent des ateliers de travail, les Palestiniennes exercent un réel pouvoir de décision sur tous les aspects de la vie quotidienne<sup>1</sup>.

Les femmes ont fondé les comités de voisinage (comités de quartier) qui sont la base de la résistance populaire dans les territoires occupés depuis le début du soulèvement en 1987. Elles s'organisent donc pour lutter efficacement contre les forces d'occupation, mais restent conscientes de la spécificité de leur oppression. *Rebelles* se réjouit d'ailleurs qu'elles ne considèrent pas que la libération des femmes soit subordonnée à la libération nationale, comme ce fut trop souvent le cas dans l'histoire des mouvements indépendantistes.

Un autre cas où les femmes profitent d'une situation révolutionnaire est le Nicaragua<sup>2</sup>. En 1979, après une terrible guerre civile, le mouvement sandiniste, anti-impérialiste et socialiste, prend le pouvoir. *Rebelles* prétend que la participation des femmes à cette lutte a contribué à leur émancipation. Elles siègent désormais à l'Assemblée nationale et sont majoritaires dans les comités de défense nationale sandinistes et les comités de quartier. De plus, elles peuvent désormais travailler à l'extérieur, ce qui a diminué leur dépendance économique, et ont fait certains gains au niveau juridique: elles peuvent exiger une pension, la pornographie a été déclarée illégale, etc. Comparativement à la période antérieure, celle de la dictature, c'est une révolution, même si beaucoup de travail reste à faire.

Ainsi, même si les révolutionnaires se préoccupent en général très peu de l'oppression spécifique des femmes, celles-ci réussissent souvent à faire avancer leurs revendications en participant aux divers mouvements de résistance.

---

1 Nancy Gendron, «Les Palestiniennes dans l'Intifada: Notes de voyage pour stimuler la réflexion...», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.12.

2 Patricia Lau, «Nicaragua: les femmes et la révolution», *Rebelles*, vol.2, no 6, avril-mai 1991, p.4.

Sans amener de solutions définitives à leur oppression, cette participation semble néanmoins faire avancer leur cause.

En Europe et en Amérique du Sud comme au Moyen-Orient, des femmes s'organisent afin de s'émanciper de l'oppression qui les tient en laisse. En rappelant que les responsabilités familiales, les écarts salariaux, l'injustice et les pratiques culturelles patriarcales sont toujours bien présents, *Démanarchie* et *Rebelles* démontrent leur appui à ce vaste mouvement de libération des femmes.

### *Le mouvement écologiste*

La lutte pour la sauvegarde de l'environnement est une priorité pour tous les journaux, sauf *Démanarchie* qui en parle très rarement de façon spécifique. *Hé...Basta !* en fait une des raisons d'être du journal; *Rebelles* publie une section complète sur le sujet dans plusieurs numéros, et *Hors d'Ordre*, en plus des nombreux articles, présente un numéro spécial sur le capitalisme vert. Voyons quels éléments du mouvement écologiste retiennent leur attention.

D'abord, tous les journaux considèrent que les lois environnementales ont tendance à disparaître sous l'influence du néolibéralisme. *Hé...Basta !*, par exemple, nous informe qu'en vertu de l'ALÉNA, la compagnie Éthyl Corporation peut poursuivre le gouvernement canadien qui prétend que le MMT, un additif à essence, est dangereux et toxique pour la santé et l'environnement<sup>1</sup>. D'après la compagnie, la loi interdisant le MMT enfreint certaines dispositions de l'accord de libre-échange; Éthyl Corporation réclame donc la somme de 251 millions de dollars pour couvrir ses pertes et pour réparer son image ternie par l'interdiction. Tout cela est permis en vertu du chapitre 11 de l'ALÉNA: «Cette clause, l'arbitrage investisseur-état, accorde aux investisseurs le droit de poursuivre directement les gouvernements pour indemnisation monétaire afin de compenser leurs pertes futures ou actuelles...»<sup>2</sup>.

*Rebelles* revient sur ces événements au printemps 2001 pour souligner que le gouvernement fédéral, par peur de

1 Un ennemi de l'AMI, «Un AMI pour les corporations multinationales», *Hé...Basta !*, no10, p.5.

2 *Ibid.*

perdre la cause, a finalement donné 13 millions de dollars américains à la compagnie et mis fin à l'interdiction du produit polluant au Canada<sup>1</sup>. De plus, Ottawa a remis une lettre à Ethyl Corporation confirmant l'absence de risque du MMT sur la santé. Cela démontre, selon le journal, que l'ALÉNA existe pour «garantir la prédominance» du droit aux profits avant tout autre droit<sup>2</sup>.

Les journaux ne font évidemment pas que dénoncer les politiques gouvernementales, ils soutiennent aussi les luttes menées pour la défense de l'environnement. *Hé...Basta !* appuie entre autres les combats des six nations autochtones du sud de l'Ontario qui combattent un «monstre» qui gère les déchets toxiques industriels et nucléaires, la multinationale Philip Environmental's<sup>3</sup>. Ces «terroristes environnementaux» se spécialisent dans la gestion des huiles, de distillation des solvants et dans le traitement de déchets nucléaires. D'après *Hé...Basta !*, les 42 sites d'enfouissement gérés par la compagnie contaminent depuis 10 ans la région des Grands Lacs. Ces déchets, en plus de polluer les terres agricoles et l'air, provoquent des cancers, des malformations congénitales et parfois même la mort<sup>4</sup>. Des opposants, réunis dans le comité SCRAP (Stoney Creek Residents Against Pollution), réclament depuis plusieurs années une étude environnementale. Tout a été mis en oeuvre afin de les stopper: propagande, harcèlement, arrestations. Le SCRAP a reçu une injonction lui interdisant de faire de la «propagande diffamatoire» et dû payer une amende de 25 millions de dollars<sup>5</sup>. De l'avis de *Hé...Basta !*, cette répression s'explique par la puissance de la compagnie, mais aussi par les liens qu'elle entretient avec le gouvernement. Sheila Coppins, ministre de l'Environnement de 1993 à 1996 et vice première ministre, est une ancienne employée de Philip. Elle a d'ailleurs attribué plusieurs contrats à Philip, dont celui du monopole du traitement des eaux usées et des égouts en Ontario. Le journal ne se surprend donc pas lorsque la

---

1 Mario Tardif, «Tribunal Inc.», *Rebelles*, no 52, printemps 2001, p.10.

2 *Ibid.*

3 Anonyme, «Philip Environmental's... Quand on ne porte pas bien son nom...», *Hé...Basta !*, no 10, p.5.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*

ministre prend le parti de la compagnie plutôt que celui de l'écologie.

*Hé...Basta !* prend aussi position en faveur de la sauvegarde de la forêt amazonienne, qu'il décrit comme un véritable trésor de l'humanité. Cette forêt couvre 7 millions de km carrés, s'étend du Brésil au Pérou en passant par la Colombie et l'Équateur, et abrite l'écosystème le plus diversifié de la planète<sup>1</sup>. Le journal se désole que chaque année, 17 millions d'hectares - l'équivalent du territoire de la Belgique - soient brûlés au profit de l'industrie du fast food, principalement américain<sup>2</sup>. Le plus grave, c'est que la forêt ne se régénère pas. À cause de l'abattage des arbres, la forêt est ainsi privée de son parasol feuillu et se retrouve sans défense contre les rayons du soleil<sup>3</sup>. De plus, *Hé...Basta !* indique que si la forêt était bien gérée, elle pourrait enrayer la pauvreté des pays qui l'abritent, comme le Brésil, où 60 millions d'individus ne mangent pas à leur faim. En fait, le Brésil serait un des pays les plus riches de la terre s'il n'était pas pillé par les puissances occidentales<sup>4</sup>. Or, ce sont huit pays occidentaux qui possèdent 85 % de la forêt et les 42 milliards de profits par année réalisés grâce aux ressources de celle-ci vont directement dans les poches de ces «pays destructeurs» sans qu'un sou revienne aux localités.

*Rebelles* s'intéresse quant à lui au mouvement écologiste américain, plus particulièrement à une nouvelle tendance qui vise à résoudre les contradictions entre le féminisme libéral et radical, l'écoféminisme. Cette tendance féministe prend en considération toutes les formes historiques d'oppression pour analyser les relations entre le patriarcat et la domination de la nature:

[...] plus qu'un mouvement, l'écoféminisme est une façon de penser, de considérer l'histoire et les questions de l'oppression de manière globale, c'est une praxis qui dénonce autant la domination des hommes sur les femmes que sur la nature. L'analyse éco-féministe voit les problèmes du patriarcat,

1 Eapan Xovoxy, « L'amazonie en péril », *Hé...Basta !*, no 10, «sd», p.5.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

du capitalisme, de l'impérialisme, du militaire, de la guerre et de la pollution comme des conséquences de cette domination<sup>1</sup>.

L'écoféminisme met l'accent sur le principe de l'unité dans la diversité selon lequel la force et l'équilibre d'un écosystème s'appuient sur la diversité de ses composantes. Appliqué à l'analyse féministe, ce principe écologique reconnaît que nous sommes des êtres humains ayant un «potentiel rationnel, émotionnel et intellectuel», ainsi que des «différences biologiques, culturelles et socio-historiques»<sup>2</sup>. Le journal se réjouit de la naissance de cette nouvelle tendance qui vient alimenter à la fois le mouvement féministe et le mouvement écologiste.

Mais les anarchistes n'ont pas que des félicitations à faire au mouvement écologiste; les environmentalistes, Greenpeace en tête, sont pour plusieurs raisons critiqués par les journaux. *Hors d'Ordre* publie un dossier sur ce «géant vert» de l'écologisme où il prétend que cette organisation refuse d'aborder l'aspect social de la crise écologique<sup>3</sup>:

On pourrait s'attendre de la part d'une organisation environmentaliste qu'elle définisse son objet, qu'elle ait une vision du monde et, surtout, qu'elle réfléchisse sur les causes de la dégradation de la nature qu'elle décrit. Et pourtant il n'en est rien. Organisation presque exclusivement tournée vers l'action, Greenpeace prend prétexte de cette lutte au caractère urgent et inéluctable pour justifier l'absence de toute réflexion globale<sup>4</sup>.

Les succès ponctuels de Greenpeace sont indéniables. Cette organisation fait reculer plusieurs gouvernements et compagnies qui désirent mettre en oeuvre des projets polluants et ses interventions spectaculaires et médiatiques donnent des résultats parfois impressionnants. Toutefois, elles s'inscrivent trop souvent dans une logique d'auto-reproduction, c'est-à-dire qu'elles visent avant tout à émou-

---

1 Valérie Dubreuil et Carole Ladeux, «C'est quoi l'écho-féminisme?», *Rebelles*, vol.1, no 2, mai-juin 1989, p.6.

2 *Ibid.*

3 Alex Guindon, «Au pays du Géant vert: où s'en va Green Peace?», *Hors d'Ordre*, no 10, avril 1996, p.4-5.

4 *Ibid.*

voir le citoyen afin qu'il devienne membre de l'organisation, donc bailleur de fonds. *Hors d'Ordre* souligne aussi que la stratégie médiatique a comme effet de restreindre Greenpeace à des actions spectaculaires au détriment de problèmes jugés trop complexes et trop peu médiatiques, comme les pluies acides ou les manipulations génétiques. Le journal dénonce donc la courte vue de Greenpeace qui réduit la lutte écologiste à l'application de solutions pragmatiques (à caractère souvent technologique) et à une utilisation «plus saine» des ressources. *Hors d'Ordre* soutient que ces objectifs sont louables, voire indispensables, mais qu'ils sont nettement insuffisants pour arriver à un changement réel:

Il faut certes continuer de lutter de façon immédiate, mais soyons honnête: ce n'est pas en recyclant nos canettes de Coca-Cola, en élisant des maires granos et en versant une larme pour les blanchons que nous allons changer les choses, ou si peu<sup>1</sup>.

Le journal admet que Greenpeace détient le titre de chien de garde de la cause verte; mais, comme tout bon chien, il se laisse «mener par la corde qu'il a au cou et ne voit guère plus loin que le bout de son museau». L'organisation devrait plutôt se pencher sur les causes des problèmes environnementaux et ainsi réfléchir au devenir de la société humaine.

*Rebelles* a aussi des griefs à adresser à Greenpeace. En août 1989, l'organisation met en lock-out tous les employés de son importante centrale téléphonique de Seattle et déplace l'ensemble de ses opérations à son bureau de Boston<sup>2</sup>. Ces mises à pied visent à briser les reins à un mouvement de syndicalisation qui a débuté après une série de mesures administratives douteuses (surveillance électronique des employées, technique de sollicitation sous pression, etc)<sup>3</sup>. Dans le passé, plusieurs employés de la centrale ont du faire face à des mesures disciplinaires et à des congédiements. C'est une campagne d'information dirigée par le syndicat vers les autres employés et les sympathisants de

1 Alex Guindon, «Au pays du Géant vert: où s'en va Green Peace?», *Hors d'Ordre*, no 10, avril 1996, p.4-5.

2 Richard Saint-Pierre, «Lock-out chez greenpeace», *Rebelles*, vol.1, no 3, mai-juin 1989, p.7.

3 *Ibid.*



Greenpeace qui a servi de prétexte au lock-out. *Rebelles* invite donc les militantes et les militants à entrer en contact avec l'organisation pour lui faire comprendre que l'injustice sociale n'est pas dans leur «nature»<sup>1</sup>.

*Hors d'Ordre* critique également l'arrivée d'un phénomène écologiste nouveau, le capitalisme vert. Le journal considère que ce phénomène est le résultat de la crise écologiste qui conscientise de plus en plus la population. Les industriels sentent désormais que leurs compagnies énergivores et polluantes sont menacées par les revendications écologistes<sup>2</sup>. Plusieurs mettent donc de l'avant des réformes afin de rendre le capitalisme compatible avec le développement durable:

Réaménager le capitalisme dans le but de le rendre compatible avec l'environnement écologique semble être la seule voie offerte aux sociétés occidentales par les temps qui courent. Au nom de l'urgence, les «bonzes» du mouvement écologiste renoncent aux idéaux révolutionnaires qui, il n'y a pas si longtemps, ont donné naissance à leurs groupes politiques. La logique qui articule ces choix stratégiques en est une de contrainte. Pour les tenants de cette stratégie, dépasser le capitalisme est devenue une entreprise de trop longue haleine pour qu'elle puisse se réaliser avant que la crise écologique n'ait atteint un point de non-retour<sup>3</sup>.

Le problème avec le capitalisme vert est qu'il considère que la seule solution possible à la crise écologique réside à l'intérieur du système capitaliste; il continue donc de se nourrir de l'exploitation d'individus et alimente le système de domination:

De nos jours les Verts, en mettant de l'avant un projet de société axé sur une réconciliation avec le capitalisme, jouent aussi le jeu de l'autoritarisme.

---

1 Richard Saint-Pierre, « Lock-out chez greenpeace », *Rebelles*, vol.1, no 3, mai-juin 1989, p.7.

2 Alex Guindon, « Au pays du Géant vert : où s'en va Green Peace ? », *Hors d'Ordre*, no10, avril 1996, p.4-5.

3 Mark Fortier et le collectif *Hors d'Ordre*, «Le capitalisme vert: réponse viable à la crise écologique ou leurre ?», no 10, avril 1996.

Le monde de contrôle et d'artificialisation qu'ils nous proposent n'est en rien compatible avec un idéal fondé sur l'émancipation de tous les individus et groupes formant nos sociétés.<sup>1</sup>

*Rebelles* considère aussi que c'est par un dépassement du capitalisme que l'on pourra véritablement enrayer le problème écologique. Son analyse est toutefois beaucoup plus marxiste que celle de *Hors d'Ordre*:

Dans leur globalité, les organisations environnementalistes restent réservées dans leur travail, se contentant de mettre l'emphasis sur la consommation de produit «verts». L'espace est parfaitement ouvert pour mettre de l'avant la nécessité de démocratiser la production afin de soumettre celle-ci aux intérêts des populations qui doivent vivre avec la pollution, plutôt qu'au service de ceux et de celles qui détiennent les moyens de production<sup>2</sup>.

Comme nous l'avons vu, *Hé...Basta!*, *Rebelles* et *Hors d'Ordre* considèrent la question écologiste comme primordiale. Les journaux appuient ainsi plusieurs combats écologistes menés à travers le monde. Selon eux, toutefois, il n'est pas question de considérer que le problème écologique est isolé du capitalisme. Au contraire, ce système en est la source. Il est donc impossible de régler le problème écologiste sans remettre en cause le système économique tout entier.

### *La lutte anti-fasciste*

Les anarchistes sont généralement très actifs dans la lutte antifasciste et les journaux québécois ne font pas exception à cette règle: *Rebelles* en traite dans plusieurs articles et *Démanarchie*, qui présente une section sur le sujet pendant plusieurs années, fait de cette question une priorité. Regardons cela de plus près.

Partout dans le monde, des organisations racistes et fascistes sont actives. Depuis la chute de l'URSS, plusieurs

1 Alex Guindon, «Au pays du Géant vert: où s'en va Green Peace?», *Hors d'Ordre*, no10, avril 1996, p.4-5.

2 Mario Tardif, «Des déchets à l'anticapitalisme», *Rebelles*, vol.3, no 6, été 1992, p.5.



Rebelles, vol.4, no.1,  
septembre-octobre 1992, p.10.

groupes ultra-nationalistes prennent une ampleur sans précédent en Russie. En 1996, *Démanarchie* affirme que des «fascistes patriotiques» possèdent leurs propres syndicats, entretiennent des liens avec les «flics» et distribuent au moins 150 journaux qui, au total, ont un tirage d'un million d'exemplaires<sup>1</sup>. Plusieurs partis politiques d'extrême droite sont également très puissants. L'un des plus importants, le Parti national républicain de Russie, a même des unités armées ayant participé à des combats en République de Dniestr et en Géorgie. Pour sa part, l'Unité nationale russe, qui désire l'extermination des juifs et des gitans, compte environ 10 000 hommes dans diverses unités armées et plus d'un demi-million d'adeptes<sup>2</sup>.

*Démanarchie* présente aussi d'autres partis d'extrême droite qui obtiennent un appui considérable de la population. C'est le cas du FPOE (Parti de la liberté) de Jorg Haide en Autriche qui va chercher 27 % des voix en 1996, un record historique pour le parti<sup>3</sup>. Par la même occasion, le journal dénonce la réaction de la gauche qui ne fait rien «sinon s'engueuler et sombrer dans une vaste mer de merde» alors qu'il faudrait réagir face à cette dangereuse montée de la «peste brune»<sup>4</sup>.

En France aussi, toujours selon *Démanarchie*, c'est le «gros merdier»<sup>5</sup>. En 1997, les élections de Vitrolle donnent la victoire au Front National, parti d'extrême droite. Cette ville est désormais gouvernée par deux piliers du FN: «Mégret-Porc et sa femme Mégret-Truie». L'administration municipale désire maintenant retirer toutes les subventions aux organisations d'origine étrangère ou de gauche et remplacer les travailleurs sociaux par des policiers. Pendant la même période, le Front National tente aussi de soigner son image ouvriériste en créant ses propres syndicats. Le premier est implanté «là où il était sûr que ça allait marcher ... dans la

---

1 Kradok, «L'alliance rouge-brun», *Démanarchie*, août-septembre 1996, vol 2, no 5, p.14. D'après un article de Markus Mathyl dans le journal anarcho-syndicaliste «Direkte Aktion».

2 *Ibid.*

3 Fachophage, «La peste brune en Autriche», *Démanarchie*, vol.3, no 1, décembre 1996, p.17.

4 *Ibid.*

5 Kradok, «Le gros merdier: le FN a maintenant ses syndicats», *Démanarchie*, vol.3, no3, avril-mai 1997, p.6.

police»<sup>1</sup>. Désormais, des syndicats semblables sont présents dans plusieurs industries.

Aux États-Unis également, plusieurs groupes d'extrême droite se présentent comme des organisations de défense des travailleurs; parmi les plus importants, le White Aryan Resistance, ainsi décrit par *Rebelles*:

Le White Aryan Resistance (WAR) [...] est une organisation basée sur la côte ouest américaine. Son leader [...] est un ancien grand dragon du KKK qui a rompu avec cette organisation pour construire un groupe paramilitaire néo-nazi. [...] Les groupes d'extrême-droite aux États-Unis sont souvent les remparts des compagnies: par exemple dans le sud des États-Unis, le KKK était appelé pour faire la sale job de briser les grèves. WAR se proclame comme un «groupe de défense du prolétariat blanc américain contre l'exploitation raciste». À ce titre, cette organisation a maintenant des bases un peu partout dans les grandes villes canadiennes [...].<sup>2</sup>

Le 19 avril 1995, l'attentat le plus meurtrier survenu jusqu'alors dans l'histoire des États-Unis a lieu à Oklahoma City. L'explosion du Alfred Murrah building fait 168 morts. Les responsables sont deux membres de l'extrême droite américaine: Terry Nichols et Timoty McVeigh, un ancien soldat décoré suite à la guerre du Golfe<sup>3</sup>. Selon Patatovic de *Démanarchie*, cette «psychose terroriste» serait en lien avec le discours haineux des milices civiles armées de l'extrême droite américaine:

Répondues dans trente états et comptant environ 10 000 membres, les milices civiles sont étroitement associées aux composantes les plus violentes de l'extrême-droite nord américaine, soit les suprémacistes de la «race blanche» et les fanatiques du

---

1 Kradok, «Le gros merdier : le FN a maintenant ses syndicats», *Démanarchie*, vol.3, no3, avril-mai 1997, p.6.

2 Propos recueillis par Mario Tardif, «Fiers-à-bras à la solde du fascisme», vol.1, no 2, *Rebelles*, juin-juillet 1990, p.3.

3 Patatovic, «Psychose terroriste et fièvre de répression», *Démanarchie*, vol.2, no1, décembre 1995, janvier 1996, p.5-6.

Christ qui s'autoproclament «pro-vie» tout en étant responsable d'au moins 149 incendies criminels ou attaques à la bombe contre des cliniques d'avortement au cours des dix dernières années<sup>1</sup>.

Mais les anarchistes ne font pas que dénoncer des organisations fascistes; ils soutiennent aussi les groupes anti-fascistes qui tentent de les combattre. Plusieurs actions intéressent les journaux. En février 1994, *Démanarchie* donne le compte rendu d'une action directe «drôle», «radicale» et «intelligente» organisée par une organisation homosexuelle américaine<sup>2</sup>. Les Lesbians Avengers ont décidé de répliquer à une organisation Californienne qui soutient que l'on peut guérir les gais et les lesbiennes en les poussant au suicide:

Un groupe de celles-ci a fait irruption dans le bureau des homophobes en criant: «Si y a quelqu'un qui mérite une plaie de proportion biblique ces temps-citte, c'est la droite radicale!». Au même moment, elle lâchait 1000 criquets dans le bureau [...] C'est un fan du gars de Nazareth complètement hystérique (y a de quoi) qui a crié à une téléphoniste du 911 incrédule: «Y a des lesbiennes icitte avec des mouches!»<sup>3</sup>.

*Démanarchie* n'a certainement aucune pitié pour les fascistes. Par exemple, il rapporte que le 31 décembre 1994, après un spectacle hommage au défunt chanteur des Skrewdrivers, un groupe raciste britannique, une quarantaine de «nazillos» sont allés insulter des noirs dans un magasin<sup>4</sup>. En réplique, l'un des «boneheads», lui-même chanteur d'un groupe néo-nazi, s'est fait tirer une balle dans la tête. L'année précédente, un autre membre de groupe néo-nazi était tué par un militant anti-raciste. *Démanarchie* affirme que même si c'est une méthode «un peu radicale» pour faire taire les groupes de musique fasciste, celle-ci a au moins le mérite d'être «crissement efficace»<sup>5</sup>.

1 Patatovic, «Psychose terroriste et fièvre de répression», *Démanarchie*, vol.2, no1, décembre 1995, janvier 1996, p.5-6.

2 Anonyme, «Action directe inspirée de Dieu!», *Démanarchie*, vol.1, no 4, printemps-été 1994, p.6-7.

3 *Ibid.*

4 Anonyme, «White Power», *Démanarchie*, vol.1, no 4, printemps-été 1994, p.6

5 *Ibid.*

L'organisation qui attire le plus l'attention des anarchistes québécois est l'Anti-racist Action (ARA) de Toronto. D'après *Rebelles*, ce groupe est influencé par l'anarchisme, les autonomistes allemands, le marxisme et les organisations autochtones<sup>1</sup>. Il fait de l'éducation, de l'information et, ce qui n'est pas sans leur déplaire, de l'action directe.

Le 11 juin et le 24 novembre 1993, *Démanarchie* nous apprend que l'ARA s'attaque à Gary Schipper et Ernst Zundel, tous deux membres du Heritage Front, la plus grande organisation néo-nazi du Canada<sup>2</sup>. Deux manifestations ont lieu en face de leur maison et les deux événements se déroulent sensiblement de la même façon: «lançage d'œufs et de peinture sur la bâtisse» et «pétage de vitres en règle». Lors de la première action, les policiers ont chargé avec des chevaux et procédé à l'arrestation de 7 militants. Les accusations contre ces derniers sont toutefois tombées lors d'un procès où les «beux» ont montré les liens qu'ils entretiennent avec les néo-nazis en les appelant à témoigner<sup>3</sup>.

Au printemps 1994, l'ARA lance une campagne contre deux boutiques qui distribuent de la propagande, des vêtements et de la musique fascistes<sup>4</sup>. L'ARA mène plusieurs actions contre ces boutiques du centre-ville de Toronto. Elle lance un appel au boycottage et dresse à quelques reprises des lignes de piquetage surprise pour bloquer l'entrée du magasin. Après plusieurs manifestations de ce genre et quelques affrontements avec les «boneheads», les propriétaires n'ont plus le choix et ferment boutique.

En mai 1995, *Démanarchie* rapporte d'autres actions, anonymes cette fois, contre Zundel. Au début du mois, sa maison est incendiée. De l'avis du journal, elle était un centre d'activités internationale pour les fascistes<sup>5</sup>. Tout, ou presque, aurait brûlé, y compris l'impressionnante bibliothèque «pleine de merde d'extrême droite de tout les pays».

---

1 Martin Tremblay, «La petite histoire de ARA», *Rebelles*, vol.5, no 4, novembre-décembre 1994, p.12.

2 Phébus, «Anti-racist action de Toronto», *Démanarchie*, vol.1, no 2, automne 1994, p.5.

3 *Ibid.*

4 Phébus, «Le front antiraciste de Toronto: mise à jour sur les activités de anti-racist action (ARA)», *Démanarchie*, vol.1, no 4, printemps-été, 1994, p.6-7.

5 Phébus, «La guerre est déclarée !», *Démanarchie*, vol.1, no4, printemps-été, 1994, p.6-7.

*Démanarchie* soutient que cette action est «un bon coup» et se réjouit que des gens s'en prennent encore à Zundel quelques jours plus tard:

Pas longtemps après, Zundel (encore lui !) recevait un cadeau dans sa boîte à malle. Vermine échaudée craint l'eau froide, on tchèque et c'est une bombe artisanale dans un sac de clous. De quoi tuer tout le monde à 100 mètres aux alentours d'après l'escouade bovine. Faudra un sniper la prochaine fois !<sup>1</sup>.

Ces extraits témoignent à la fois de la haine du journal envers les fascistes et de son humour très noir. Pour *Démanarchie*, les groupes d'extrême droite doivent être combattus sans trêve et sans pitié. Sans adopter le même ton, *Rebelles* juge également que l'extrême droite ne doit pas être négligée puisque le phénomène semble prendre de l'ampleur tout au long des années 1990, et ce partout à travers le monde.

### *Le mouvement anarchiste*

*Hé...Basta !* présente plusieurs textes théoriques traitant d'anarchisme, mais les actualités internationales sur le mouvement sont introuvables dans notre corpus. *Hors d'Ordre*, pour sa part, traite parfois d'anarcho-syndicalisme, mais c'est chaque fois pour démontrer que cette tendance ouvriériste n'a plus sa raison d'être. C'est donc *Rebelles*, qui s'y intéresse à quelques reprises, et *Démanarchie*, qui en traite dans presque tous les numéros, qui se penchent sur l'actualité anarchiste internationale.

*Rebelles* s'intéresse à quelques reprises à la Fédération anarchiste française. Il publie des textes tirés du *Monde Libertaire*, le journal de l'organisation, et nous renseigne sur les tribulations de la fédération. Entre autres, *Rebelles* nous apprend que, le 16 février 1997, un attentat a totalement détruit la librairie «La Plume noire» de la FA. Cet attentat, complètement ignoré par les médias, ne fut pas officielle-

---

1 Phébus, « La guerre est déclarée ! », *Démanarchie*, vol.1, no4, printemps-été, 1994, p.6-7.



ment revendiqué, mais, indice intéressant, des autocollants du Front National furent trouvés en face de la librairie<sup>1</sup>.

En 1992, suite aux élections en Angleterre qui portent au pouvoir le Parti conservateur de John Major, *Rebelles* soutient que le déplacement centriste du Parti travailliste anglais a laissé la place à des organisations plus radicales. L'une d'elles impressionne *Rebelles* par la force considérable qu'elle a prise:

Le groupe Class War, de tendance anarchiste et prônant ouvertement la révolution s'est particulièrement distingué à cet égard. Se développant lentement mais continuellement pendant les années 1980, ce groupe est maintenant une organisation solide, capable de mobiliser plusieurs milliers de personnes. Sa représentativité est à ce point reconnue que les grands médias de la presse britannique ont décidé de couvrir leur conférence de septembre dernier. La force de cette présence et d'autres groupes radicaux montre que la vraie bataille pourrait bien se jouer ailleurs que sur la scène électorale<sup>2</sup>.

En 1997, *Démanarchie* nous parle également de Class War, mais pour nous en annoncer la mort. Le journal considère que cette organisation communiste libertaire est celle qui l'a le plus grandement influencé, principalement à cause de son journal qui misait sur trois éléments chers à *Démanarchie*: l'humour, le populisme et la violence<sup>3</sup>.

Dans chaque numéro, *Démanarchie* publie aussi une page consacrée à la Croix noire anarchiste, une organisation de défense des prisonniers politiques anarchistes créée en 1971 à Londres<sup>1</sup>. Celle-ci est active en Espagne, en Grèce, en Italie, au Danemark, etc. Le journal explique pourquoi il réserve cet espace aux prisonnières et aux prisonniers:

Cette page existe pour que s'établisse une solidarité entre celles et ceux qui ne sont pas

---

1 Anonyme, «Attentat», *Rebelles*, vol.7, no 5, mai-juin 1997, p.31

2 Sylvain Lafrenière, «Après le cirque électoral», *Rebelles*, vol.3, no 6, été 1992, p.11.

3 Phébus, «Class War n'est plus», *Démanarchie*, vol.3, no 5, juillet 1997, p.4.

encore pris-e-s dans le rouleau compresseur de la «justice», ceux et celles qui ont fait de la lutte des classes une réalité, un projet d'existence, et qui maintenant subissent la torture psychologique et la bastonnade quotidienne dans de nombreuses prisons<sup>1</sup>.

*Démanarchie* s'intéresse énormément aux émeutes. Le 1<sup>er</sup> mai, fête annuelle des travailleuses et des travailleurs et moment de rassemblement incontournable pour les anarchistes du monde entier, donne souvent lieu à des affrontements entre militants et policiers. Entre autres, le 1<sup>er</sup> mai 1997, à Zurich en Suisse, après une manifestation organisée par la gauche radicale et rassemblant 3000 personnes, 300 anarchistes bombardent les policiers avec des roches et des pétards; ces derniers répliquent en utilisant des gaz lacrymogènes et des canons à eau<sup>2</sup>. Mais les émeutes les plus spectaculaires sont sans doute celles qui ont lieu autour des festivités des Chaos days à Hannover en Allemagne. Chaque année, ce festival de musique punk tourne à l'émeute; 1995 ne fait pas exception à la règle<sup>3</sup>. Les policiers attendaient l'événement de pied ferme et avaient mobilisé 4800 des leurs pour l'événement. *Démanarchie* rapporte que dès la première journée du festival, les policiers (les «chiens sales») ont procédé à des arrestations en expulsant hors de la ville plusieurs punks<sup>4</sup>. La réplique ne s'est pas fait attendre. Les punks ont dressé des barricades (de feu) et attaqué les policiers à coup de pierres et de bouteilles. Les policiers, inefficaces, ont dû battre en retraite, au grand plaisir de *Démanarchie*:

Victoire ! Leur égo en a pris un coup, ils ont dû négocier et le seul prix à payer a été d'éteindre les barricades. Qu'est ce que j'aurais pas donné pour voir ça, non mais vous imaginez un peu les flics être obligés d'admettre qu'ils ne sont pas capables de faire régner l'ordre...<sup>5</sup>

1 Enrico, «La croix noire anarchiste», *Démanarchie*, no 0, février-mars 1994, p.7.

2 Anonyme, «Partout à travers le monde: DES ÉMEUTES !», *Démanarchie*, vol.3, no 4, juin 1997, p.13.

3 Anonyme, «Chaos days 1995: émeutes à Hannover !», *Démanarchie*, vol.2, no 1, décembre 1995, p.7.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*

Le lendemain, les barricades et les policiers s'étaient multipliés et les combats ont duré toute la journée. Vers 4 heures du matin, les policiers quittent la ville avec 200 blessés dans leur rang: «Les beux n'avaient tout simplement aucune chance contre 1500 punx en furie qui trainaient dans les rues et attaquaient systématiquement tous les cochons qu'ils croisaient...Ha ! Ha !»<sup>1</sup>. Le lendemain, dernière journée du festival, les émeutes se poursuivent dans 35 endroits différents et 3500 «cochons» sont présents pour tenter de les contenir. Des affrontements ont évidemment lieu tout au long de cette dernière journée de festivités. *Démanarchie* considère que les Chaos days de 1995 représentent une défaite pour les forces de l'ordre, mais qu'il ne faut pas oublier que la répression fut aussi au rendez-vous, et qu'elle n'est pas terminée:

Pour la scène punk c'est un succès énorme, non sans quelques ombres au tableau: pas mal de blessés et 1100 punx arrêtés pour prévenir la ville du danger [...] Plus grave encore, 250 autres sont accusés d'émeute – nous on dit résistance. Et c'est sans compter les personnes non-masqués qui ont été filmées à tour de bras par les flics-médias et qui risquent gros<sup>2</sup>.

Étrangement, un seul journal s'intéresse de façon systématique au mouvement anarchiste: *Démanarchie*. Bien sûr, il le fait à sa façon, soit avec une préférence pour l'action directe et les émeutes, mais il affectionne tout ce qui touche l'anarchisme: musique, squats, organisations, journaux, etc. Pour la suite de ce portrait des résistances internationales, voyons un sujet auquel ils accordent tous une grande importance: le mouvement zapatiste.

### *Révoltes zapatistes au Mexique*

Le mouvement zapatiste est un des mouvements qui inspirent le plus les anarchistes québécois; *Démanarchie* et *Hors d'Ordre* présentent même des dossiers sur le sujet. Voyons donc comment ils décrivent les différentes phases

---

1 Anonyme, «Chaos days 1995: émeutes à Hannover !», *Démanarchie*, vol.2, no 1, décembre 1995, p.7.

2 *Ibid.*

de la révolte zapatiste, les causes de celle-ci et les critiques qu'ils en font.

L'image du sous-commandant Marcos cagoulé a fait le tour du monde pour devenir une icône des militantes et des militants anti-mondialisations, mais, au-delà de l'image, qui sont réellement les zapatistes ? *Hé...Basta !* offre la réponse suivante à cette question :

Les membres de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) sont d'abord des autochtones de la forêt Lacandona, située dans l'État du Chiapas bien que leurs demandes et leur influence soient nationales. On estime actuellement les effectifs de l'EZLN à 12000 hommes et femmes dont 2000 à 3000 seraient adéquatement armés. Ils ont adopté le nom d'un des héros de la Révolution mexicaine les plus admirés: Emiliano Zapata<sup>1</sup>

D'après *Hors d'Ordre*, les revendications de l'EZLN sont de trois types. Premièrement, ils veulent limiter le pouvoir du libre marché<sup>2</sup>. Ceci se manifeste par plusieurs revendications agraires, dont celle d'annuler l'article 27 de la Constitution mexicaine. Cet article, qui protégeait les terres communes des Américains de la privatisation et de leur vente à des sociétés multinationales, fut aboli en 1992<sup>3</sup>. Deuxièmement, les zapatistes réclament le droit de préserver leur mode de vie à l'intérieur de la société mexicaine. Troisièmement, ils veulent des élections démocratiques. À ce moment, le Mexique vit toujours sous la gouverne d'un parti-état très répressif et corrompu, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir depuis 68 ans.

Les journaux soulignent également que l'ALÉNA est une des cibles prioritaires de l'EZLN. Le premier soulèvement a d'ailleurs lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'accord. Le journaliste Osseux de *Démanarchie* explique :

Le choix judicieux de la date du premier janvier pour le soulèvement [...] dévoile en effet au grand

1 Anonyme, «Pourquoi tout ce tapage au sujet du Mexique», *Hé...Basta !*, vol.2, no 2, p.31.

2 Erik «Le Rouge» Breton, «Un soulèvement qui dure depuis 25 ans», *Hors d'Ordre*, no 6, avril 1995, pp.6-8.

3 *Ibid.*

jour la contradiction entre le Mexique «modernisé», dont les investisseurs et les institutions capitalistes internationales (FMI, Banque Mondiale) célèbrent l'«émergence vers un monde développé», et l'autre Mexique, pas très touristique, celui où pendant ces dix dernières années plus de 150 000 frères Indiens sont morts de maladies curables<sup>1</sup>.

*Rebelles* souligne pour sa part que les zapatistes ne sont pas uniquement le fruit du développement économique des dernières années, mais plutôt de 500 ans de lutte, et qu'ils combattent pour des revendications universelles comme le travail, la terre, la santé, l'éducation, la démocratie, la justice et la paix<sup>2</sup>. Telles sont donc les revendications des zapatistes: ils réclament à la fois des réformes immédiates et des changements sociaux profonds.

Voyons maintenant quelles furent les actions menées par ce groupe de révoltés. *Démanarchie* dresse un portrait très complet des événements provoqués par ce mouvement. Il les divise en quatre actes<sup>3</sup>. Le premier acte est le «soulèvement contre le libre-échange». Le 31 décembre 1993, l'EZLN s'empare de cinq villes importantes du Chiapas. Le journal dresse la liste des différentes actions et de la répression qu'elles entraînent:

Les combattant-e-s zapatistes détruisent le palais municipal de San Cristobal, ouvrent les portes des prisons et libèrent les détenu-e-s, attaquent et pillent le quartier militaire de Rancho Nuevo, etc. L'armée fédérale mexicaine envoie immédiatement 8000 soldats qui sèment la mort et la terreur, appuyés par des bombardement sur les populations civiles<sup>4</sup>.

---

1 Osseux, «Risques de guerre civile au Mexique», *Démanarchie*, vol.5, no 1, juil. 1997, p.9.

2 Christian Brouillard, «Chiapas: le grain de sable dans l'engrenage de l'ALÉNA.», *Rebelles*, vol.4, no 5, avril-mai 1995, p.6.

3 Osseux, «Risques de guerre civile au Mexique», *Démanarchie*, vol.5, no 1, juil. 1997, p.9.

4 *Ibid.*

Dans les semaines suivantes, la population démontre son appui au soulèvement zapatiste. Des manifestations de soutien attirent plus de 130 000 personnes et plusieurs grèves ouvrières sont déclenchées. L'appui populaire est tel qu'il oblige le PRI, début janvier, à entamer des pourparlers de paix avec les zapatistes.

Le deuxième acte est appelé «le soulèvement électoral». Les négociations de paix bloquent le 10 juin 1994. Au mois d'août suivant, le PRI, suite à plusieurs manœuvres frauduleuses, remporte encore une fois les élections. En signe de protestation, les zapatistes occupent 38 municipalités, qui sont reprises quelques jours plus tard par l'armée. L'appui populaire aux zapatistes ne perd pas de sa vigueur puisque 200 000 personnes manifestent à Mexico dans les jours qui suivent.

Le troisième acte s'appelle le «virage vers la société civile». En 1995, suite à la volonté du EZLN, a lieu une vaste consultation populaire. C'est la Consulta. 1,2 million de personnes vont alors aux urnes, votant à 53,2 % pour que l'EZLN se mute en force politique<sup>1</sup>. C'est la naissance du FZLN (Front zapatiste de libération nationale), une organisation politique ne désirant pas prendre le pouvoir, mais plutôt organiser les gens en dehors des partis<sup>2</sup>. Le 16 février 1996, le gouvernement et l'EZLN réalisent l'impossible et signent une série d'ententes sur les droits des indigènes, les accords de San Andreas. Ceux-ci restent cependant lettre morte. D'après *Démanarchie*, cet échec fait encore une fois renaître l'esprit combatif du peuple puisque 59 installations pétrolières sont occupées dans les semaines suivantes.

Le quatrième acte s'appelle «L'EZLN débordée par sa gauche ?». En août 1996, témoignant du ras-le-bol populaire concernant les négociations avec le gouvernement, plusieurs guérillas éclatent un peu partout au Mexique. L'EZLN, qui a toujours fait preuve de beaucoup de modération, semble être sur le point de se faire dépasser par la gauche. Le journal termine son survol de l'histoire zapatiste par l'analyse suivante:

---

1 Osseux, «Risques de guerre civile au Mexique», *Démanarchie*, vol.5, no 1, juil. 1997,

2 *Ibid.*

Les possibilités d'une guerre civile ne sont en rien exagérations, l'apparition de d'autres guérillas (plus modeste mais prêtes à passer à l'action) et le dialogue au point mort depuis un an, sont des indices que le Mexique s'éloigne de façon irréversible de la «stabilité» qui a fait son succès auprès des investisseurs. La question est donc de savoir si le peuple opprimé aura assez d'armes et de munitions pour abattre le maximum de salauds de capitalistes, de machistes, de tortionnaires et de toutes les ordures contre-révolutionnaires qui se mettront sur le long et pénible chemin vers une «libération» authentique<sup>1</sup>.

En juillet 2000, après 70 ans de pouvoir, le PRI perd les élections. Le Mexique sera désormais gouverné par le PAN (Parti d'Action Nationale) avec, à sa tête, l'ancien P.D.G. de Coca-Cola, Vincente Fox. Selon *Rebelles*, le PAN est aussi, sinon plus, néolibéral que le PRI; il a d'ailleurs été son associé dans l'application des politiques économiques qui ont «saigné le Mexique» depuis 20 ans et il ne se montre pas plus ouvert que son prédécesseur aux droits des Autochtones<sup>2</sup>. Ainsi, tout indique que les zapatistes devront continuer leur lutte pour encore quelques années.

L'appui des anarchistes québécois aux zapatistes est donc incontestable. Ils ont toutefois quelques critiques à formuler. *Rebelles* souligne entre autres la faiblesse théorique de l'EZLN, faiblesse qui se fait ressentir au niveau stratégique:

Malgré une grande souplesse tactique basée sur la constatation que l'EZLN n'ait (jamais) cru que l'Armée insurgée pourrait défaire militairement l'armée légale, et qu'il fallait porter le combat sur le plan politique et élargir les appuis, il n'en reste pas moins que les zapatistes sont isolés. La stratégie électorale n'a pas porté fruit et la négociation avec le PRI [...] est des plus incertaines. Il reste à espérer que les bases du mouvement, les communautés

---

1 Osseux, «Risques de guerre civile au Mexique», *Démanarchie*, vol.5, no 1, juil. 1997,

2 Claude Rioux, «L'alternance sans alternative», *Rebelles*, vol.11, no 3, automne 2000, p.27

paysannes autogérées, pourront se maintenir et s'élargir vers le reste du pays. C'est le défi des zapatistes, c'est aussi une tâche pour les libertaires du monde entier: briser l'isolement et l'atomisation des luttes<sup>1</sup>.

*Démanarchie* est plus sévère. Le journal n'apprécie guère l'autorité du sous-commandant Marcos et l'idolâtrie dont il est l'objet à travers le monde. Il critique d'ailleurs le «jeu des médias» auquel se plie l'EZLN, son électoralisme et son obstination à vouloir intégrer le soulèvement dans un cadre légal. De l'avis de *Démanarchie*, il ne faut rien attendre du pouvoir; il faut plutôt s'y opposer de façon permanente:

En présentant très tôt une liste de treize revendications à caractère social, l'EZLN confirme qu'elle a emprunté la voie des armes dans le cadre d'un agenda réformiste, c'est-à-dire pour obtenir des gains de la part de l'ordre établi, au lieu de tenter de l'abattre et de l'enterrer très creux<sup>2</sup>.

Le journal critique donc l'aspect modéré du mouvement qu'il voudrait, bien entendu, plus radical et vindicatif. Malgré ces critiques, pour *Démanarchie* comme pour les autres journaux, les zapatistes sont une source d'inspiration certaine. Un mouvement armé qui lutte contre le capitalisme et qui porte des revendications d'égalité et de liberté est pour eux d'un grand intérêt. Mais il n'y a pas que les zapatistes qui prennent les armes pour la liberté, c'est également le cas du mouvement de libération nationale palestinien.

### *Lutte de libération nationale en Palestine*

Curieusement, la résistance palestinienne - à laquelle *La Nuit* et *Le Q-Lotté* s'intéressaient entre 1976 et 1989 - ne retient plus maintenant que l'attention de *Rebelles*. C'est du moins ce que révèle notre corpus.

Pour ce journal, il n'y a pas de doute: la Palestine est un territoire occupé par l'État colonialiste israélien. *Rebelles*

1 Christian Brouillard, «Chiapas: le grain de sable dans l'engrenage de l'A.L.É.N.A.», *Rebelles*, vol.4, no 5, Avril-mai 1995, p.6.

2 Osseux, «Risques de guerre civile au Mexique», *Démanarchie*, vol.5, no 1, juillet 1997, p.9.



dénonce le racisme et la politique belliqueuse, expansionniste et arrogante de l'État sioniste<sup>1</sup>. Face à cette situation évidente d'oppression et d'occupation, les gouvernants d'Israël, soient-ils les plus modérés, sont considérés sans aucune sympathie. Itzhaq Rabin, premier ministre de 1974 à 1977, qui, aux yeux des médias occidentaux, était l'image même de la modération, est vivement dénoncé. Le journal rappelle que c'est lui, alors qu'il était ministre de la Défense lors de la première Intifada, qui ordonnait à ses troupes de «casser les membres des enfants palestiniens plutôt que de les tuer»<sup>2</sup>. À ce moment, il avait dit: «Si vous les tuez, ils en font d'autres alors que si vous les handicapez, ils sont obligés de s'en occuper au lieu de participer aux troubles»<sup>3</sup>. Pour sa part, le premier ministre Ariel Sharon, élu à très forte majorité en février 2001, n'attire pas plus de sympathie. Le journal rappelle qu'il est un criminel de guerre et un raciste notoire qui a déjà comparé les Arabes à des «bêtes à deux pattes». De plus:

Le nouveau premier ministre Sharon a dirigé pendant les années cinquante l'unité de l'armée chargée des contre-attaques punitives contre les Palestiniens, assassinant des centaines de villageois, hommes, femmes et enfants. Quelque trente ans plus tard, le même homme, alors ministre de la défense, a donné l'ordre de massacrer des réfugiés de Sabra et Shatila où plus de deux cents femmes, enfants et vieillards ont trouvé la mort<sup>4</sup>.

Le journal n'est donc pas très optimiste quant à la possibilité d'une paix juste dans cette région. Les nombreux accords restés lettre morte en témoignent. En 1991, pourtant, *Rebelles* affirme que rien ne s'oppose à la paix. Le «Plan de Fès», qui réclame un retrait des territoires occupés depuis 1967, la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et l'acceptation de la solution «deux peuples-deux États» de l'OLP, aurait pu être porteur d'une paix véri-

---

1 Jawad Squalli, «Palestine: la farce des plans de paix», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1991, p.16.

2 Jawad Squalli, «Intifada: exit, le soi-disant processus de paix...», *Rebelles*, vol.12, no 1, printemps 2001, p.22.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

table<sup>1</sup>. Il en fut néanmoins tout autrement. D'après *Rebelles*, cela s'explique par le quadruple refus d'Israël: «Non à un retrait des territoires occupés», «Non à la reconnaissance de l'OLP comme partie prenante du processus de paix», «Non à la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien», «Non à l'arrêt de la colonisation des territoires occupés»<sup>2</sup>. Face à cette arrogance, le journal compare l'attitude d'Israël à celle d'un voleur:

Imaginez l'auteur d'un vol de banque qui accepterait de se rendre aux seules conditions qu'on lui reconnaisse la propriété légitime du produit de son vol, que, pour éviter toute représaille à l'avenir, on le nomme chef de la police, commandant en chef de l'armée et président de la Cour suprême !<sup>3</sup>

En 2001, les grands médias présentent un nouveau plan de paix parrainé par Bill Clinton<sup>4</sup> comme une concession extraordinaire faite aux Palestiniens. Selon ce qu'ils en disent, Israël accepterait de se retirer de 95 % de la Cisjordanie et de 100 % de la Bande de Gaza; en échange, les Palestiniens devraient accepter le maintien de 80 % des colonies de peuplement et renoncer au droit de retour des réfugiés<sup>5</sup>. Ces affirmations, selon *Rebelles*, sont tout simplement «n'importe quoi»<sup>6</sup>. En fait, l'offre ne donne qu'une souveraineté très limitée à la Palestine. Israël garde le contrôle de l'eau, des ressources naturelles et des meilleures terres agricoles. De plus, les colons ne relèveraient pas de l'Autorité palestinienne et l'État, afin de relier les colonies entre elles, construirait des routes bordées de larges zones de sécurité dont l'usage serait exclusivement réservé aux Israéliens. Avec ce nouveau plan de paix – et le journal souligne qu'il ne s'agit pas d'une faute de frappe – c'est 8 % du territoire de la Palestine historique qui serait offert au

1 Jawad Squalli, «Palestine: la farce des plans de paix», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1991, p.16.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 Président des États-Unis de 1993 à 2001

5 Jawad Squalli, «Intifada: exit, le soi-disant processus de paix...», *Rebelles*, vol.12, no 1, printemps 2001, p.23.

6 *Ibid.*

peuple palestinien<sup>1</sup>. Alors, lorsque les médias condamnent la reprise de l'Intifada, ils démontrent qu'ils ont choisi leur camp, celui du colonialisme israélien.

*Rebelles* dénonce également le rôle du Canada dans le conflit. Il l'accuse d'appliquer une politique de «deux poids deux mesures» en condamnant l'apartheid en Afrique du Sud tout en soutenant Israël et ses politiques colonialistes:

Au gouvernement canadien, champion des sanctions anti-apartheid, il faut demander: l'appropriation de 70 % des ressources hydrauliques de Cisjordanie pour les besoins d'Israël et de ses colonies, quand plus de 90 % de la population est palestinienne, n'est-ce pas un peu l'apartheid ? Ces vingt mille Palestiniennes qui travaillent chaque jour en Israël et qui doivent se taper de longs trajets d'autobus soir et matin parce qu'elles n'ont pas le droit de passer la nuit en Israël, n'est-ce pas un peu l'apartheid ? La politique d'appropriation des terres par le «National Jewish Fund» qui interdit par la suite l'accès et l'usage par les non-juifs, n'est-ce pas un peu l'apartheid ?<sup>2</sup>

*Rebelles* rappelle toutefois qu'il ne faut pas tomber dans le piège et croire que ce sont les lobbies juifs qui contrôlent la situation, ce qui ferait bien l'affaire des antisémites encore trop présents dans le monde. En fait, ce sont les États-Unis qui détiennent le réel pouvoir dans ce conflit puisqu'ils sont les mécènes d'Israël, à qui ils versent une aide de plus de 4 milliards de dollars par année<sup>3</sup>. De plus, même si le journal appuie sans réserve la lutte pour l'autodétermination des Palestiniennes et des Palestiniens, il reste toutefois très critique envers les dirigeants du mouvement, dont Yasser Arafat, le chef de l'OLP:

Cette désillusion est aussi ressentie face à Arafat qui ne désire, disait-on, que devenir chef d'un État palestinien. Le chef du Fatah a bien montré ses

---

1 Jawad Skalli, «Intifada: exit le soi-disant processus de paix», *Rebelles*, vol.12, no1, printemps 2001, p.23.

2 Raymond Legault, «Le Canada complice d'Israël», *Rebelles*, vol.2, no2, avril-mai 1990, p.10.

3 Jawad Squalli, «Palestine: la farce des plans de paix», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1991, p.16.

courtes vues en négociant les limites de la ville de Jéricho ainsi que le nombre de soldats palestiniens contrôlant ses entrées en sachant que la Cisjordanie passera sous autorité palestinienne dans maintenant quatre ans. Arafat ne devrait-il pas se pencher sur des questions plus importantes comme le statut de Jérusalem, des prisonniers politiques, des réfugiés de 1948 ? Tout cela inquiète les gens, tout comme les groupes travaillant à la base. La démocratisation de l'OLP aura-t-elle lieu ? Pourquoi Yasser Arafat a-t-il un conseiller en droits humains si ce n'est que pour les outrepasser ?<sup>1</sup>

*Rebelles* appuie donc le mouvement en général, la lutte du peuple plus précisément, mais les chefs ne restent pas à l'abri des critiques. Ce qui intéresse *Rebelles*, c'est avant tout la cause des Palestiniennes et des Palestiniens, un peuple au futur incertain:

[...] l'avenir paraît sombre. Mais les Palestiniens et les Palestiniennes en ont vu d'autres : tenir, résister, s'accrocher à deux mains à cette terre de Palestine et espérer qu'un peu de justice internationale existe à l'ombre du «nouvel ordre mondial» clamé partout dans le monde<sup>2</sup>.

Au-delà de la justice internationale, *Rebelles* affirme qu'il faut être plus que solidaire de la Palestine et travailler à partir d'ici afin de la soutenir. Il faudrait donner un contenu plus concret à notre solidarité en organisant des boycotts et en faisant pression sur le gouvernement canadien afin qu'il cesse de supporter l'État sioniste<sup>3</sup>.

Aux yeux du journal, donc, la Palestine vit sous l'emprise d'un régime colonialiste. La présence de quatre millions de réfugiés dont des centaines de milliers se trouvent dans des camps confirme ce fait<sup>4</sup>. Il n'est donc pas question de soutenir une paix qui ne mettrait pas fin à l'occupation et au régime de terreur l'accompagnant. Ce que veulent légitime-

1 Eric Girard, «Palestine !», *Rebelles*, vol.5, no 4, novembre-décembre 1994, p.7.

2 Anne Latendresse, «Le peuple palestinien sur la brèche», *Rebelles*, vol.2, no 6, avril-mai 1991, pp.1-2.

3 *Ibid.*

4 Sami Hachicha, «4 millions de réfugiés, des centaines de milliers parqués dans des camps», *Rebelles*, vol.12, no 1, printemps 2001, p.25.

ment les Palestiniens, c'est exercer leur droit à l'autodétermination. Afin d'y arriver, ils ne doivent pas compter sur les chefs de l'État d'Israël, ni même sur la direction de l'OLP. Seule la résistance populaire, tout comme l'appui solidaire qu'elle recevra de la gauche internationale, peut provoquer les changements nécessaires à l'avènement d'une paix juste.

Ainsi, ce qui retient l'intérêt des journaux, ce sont les mouvements de résistance qui refusent la concertation et qui militent indépendamment de l'État pour mieux s'y opposer. Leur intérêt pour les féministes radicales et pour la frange combative du mouvement ouvrier, tout comme les critiques faites à l'endroit des environmentalistes, vont en ce sens. Fidèles à l'anarchisme, ces journaux portent aussi une grande attention aux mouvements démocratiques et décentralisés. C'est pourquoi, par exemple, ils parlent des comités de quartier créés par les Palestiniennes et des communautés autogérées du Chiapas. C'est aussi pour cela qu'ils expriment une grande méfiance envers les «chefs» de tout acabit.

L'ordre mondial étant brutal et sauvage, il mérite donc une résistance qui soit à sa hauteur, sans compromis et avec un objectif clair: la révolution sociale. C'est l'analyse de ces anarchistes lorsqu'ils regardent le monde et, comme on le verra ci-bas, le Québec.

### *Au Québec*

Des événements historiques aux faits divers, les journaux traitent de presque tout lorsqu'ils parlent du Québec. On retiendra ici ce qu'ils disent du pouvoir québécois en parlant des principaux partis politiques fédéraux et provinciaux. Le PQ est, comme lors de la période précédente, un sujet important, car les journaux en traitent lorsqu'ils abordent la question nationale et le syndicalisme. Toujours concernant le pouvoir, nous aborderons également la question du contrôle social et de la répression, sujet auquel les journaux attachent beaucoup d'importance. Cette section est complétée par un portrait de la résistance au Québec (mouvements féministe, étudiant, autochtone, antifasciste et anti-mondialisation).

## L'ordre

Entre 1989 et 2001, les journaux constatent la montée du néolibéralisme, qui devient littéralement la norme pour la classe dirigeante politique et économique. Selon eux, le temps du keynésianisme et de l'interventionnisme de l'État est bel et bien terminé. Le Parti conservateur, au pouvoir à Ottawa entre 1984 et 1993, en fait la preuve. Lorsqu'il parle du PC, *Rebelles* adopte un ton qui n'est pas sans rappeler celui de *Démanarchie*. Par exemple, il dit de ce parti qu'il est une «pourriture»<sup>1</sup> et de ses dirigeants qu'ils sont de «petits esprits crottés comme le derrière d'un cheval en train de déféquer»<sup>2</sup>.

*Rebelles* soutient que nombre de réformes effectuées par ce parti sont hautement réactionnaires: accroissement des abris fiscaux, baisse du taux d'imposition sur le revenu des mieux nantis (de 28 % à 24 %), diminution de la charge fiscale des entreprises et augmentation des taxes régressives avec l'introduction de la TPS<sup>3</sup>. De plus, tout au long de son mandat, alors que le nombre de sans-emploi va toujours croissant, le PC réduit l'admissibilité à l'assurance-chômage et coupe dans les prestations. En 1990, par exemple, c'est 25 % du budget qui est coupé<sup>4</sup>.

Les mots ne sont guère plus doux envers le Parti libéral du Canada (au pouvoir de 1994 à 2006). De nombreux articles traitent de la réforme Axworthy, vaste projet de réforme mis de l'avant dès 1994 et qui sabre, d'après *Rebelles*, dans plusieurs programmes:

Affectant au premier chef les programmes d'assurance-chômage et d'aide sociale, mais également les divers programmes de prêts et bourses, les programmes de «création d'emploi» [...] les services de garde, ainsi que, plus indirectement, le régime de pensions, voire même le système de services sociaux et de santé, les plans que fomentent

---

1 J-C Laporte, «Le bilan de quoi ?», *Rebelles*, vol.4, no 4, avril-mai 1993, p.8.

2 A.Cochais, «À bas le travail !», *Rebelles*, vol.4, no 4, avril-mai 1993, p.8.

3 TPS: Taxe sur les produits et service. Pierre Gaudreau, «Vive les riches !», *Rebelles*, vol.4, no 4, avril-mai 1993, p.8.

4 Denyse Lacelle, «Qu'en est-il de la riposte ?», *Rebelles*, vol.5, no 3, été 1994, p.3.

pour nous Axworthy devraient susciter une vive opposition<sup>1</sup>.

*Démanarchie* dénonce bien sûr cette réforme, mais aussi la campagne de relations publiques du gouvernement libéral qui «doit cuisiner l'opinion publique» pour que se développe un courant favorable à ses coupures budgétaires. Le journal rapporte que, le 20 avril 1994, Jean Chrétien, alors premier ministre, intervient lors de la convention annuelle de la Presse Canadienne pour «supplier» les 200 dirigeants des grands journaux de soutenir la réforme Axworthy dans leurs pages<sup>2</sup>.

L'année suivante, le gouvernement fédéral annonce des coupures de plus de 8,5 milliards dans les programmes sociaux<sup>3</sup>. *Rebelles* soutient que le gouvernement aurait pu, s'il l'avait réellement désiré, prendre l'argent là où il se trouve sans nuire aux services publics:

Nulle part le ministre des Finances n'a indiqué comment il allait imposer les 4,28 milliards \$ de profits nets réalisés par les six principales banques canadiennes en 1994, comment il allait récupérer la totalité des 40 milliards \$ des impôts non payés par les entreprises les plus rentables comme Bell et Esso, comment expliquer que 1 200 compagnies ayant enregistré des profits de 1 million \$ et plus en 1992 n'ont pas payé d'impôts comme ce fut le cas de la Banque Royale<sup>4</sup>.

Toujours à propos de la scène politique fédérale, le Bloc québécois ne s'attire guère plus de sympathie que le PC ou le PLC. Fondé par d'anciens députés conservateurs et détenant le statut d'opposition officielle au Parlement fédéral de 1994 à 1998, le BQ, «cet amas de défenseurs du Québec», se fait reprocher par *Rebelles* de ne pas dénoncer ces politiques néolibérales et de pencher franchement sur la droite<sup>5</sup>. Le journal l'accuse également d'avoir réclamé

---

1 Bobovinovitch, «La tromperie comme stratagème d'Axworthy», *Démanarchie*, vol.1, no 3, hiver 1994, p.10.

2 Jean-Pierre Wilsey, «Une menace pour notre pain quotidien», *Rebelles*, vol.4, no 5, avril-mai 1995, p.3.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

5 J-C Laporte, «Bloquer ce bloc», *Rebelles*, vol.5, no 2, avril-mai 1994, p.3.

l'intervention de l'armée contre les Mohawks lors de la crise d'Oka à l'été 1990 et, dans un même esprit militariste, de s'opposer à la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean au Québec en 1994<sup>1</sup>. De plus, en février 1994, le gouvernement canadien annonce qu'il permet aux États-Unis la poursuite des essais de missiles Cruise en territoire canadien. *Démanarchie* soutient que ces missiles sont une arme nucléaire offensive et que ces essais ont des conséquences écologiques désastreuses<sup>2</sup>. Pourtant, le Bloc québécois se réjouit de cette décision d'Ottawa, ce qui fait dire au journal:

On le savait déjà mais on va le répéter, le Bloc Québécois ne représente pas d'autres intérêts que les siens, ceux d'une bourgeoisie nationale en manque d'instruments économiques que seul un État-nation souverain pourra lui offrir<sup>3</sup>.

Tous les partis fédéraux sont ainsi condamnés. Quoiqu'ils en disent eux-mêmes, ils sont tous de droite et soutiennent des politiques néolibérales qui, au nom de la lutte au déficit et à l'endettement du pays, coupent dans les budgets alloués aux programmes sociaux, à la santé et à l'éducation. Au niveau provincial, *Rebelles* remarque, dès 1992, que c'est sensiblement le même processus qui a été amorcé:

Voilà bien plus de dix ans que les États capitalistes ont entrepris le tournant néolibéral. Le Québec n'a pas fait exception même si nous pouvons constater que deux acquis de la révolution tranquille, l'éducation et les soins de santé, avaient réussi à sortir relativement indemne de la cure d'amaigrissement. Pas pour longtemps ! Depuis le mois de mars, pas une journée ne se passe sans que le gouvernement libéral sorte l'épouvantail des coupures pour contrer ce qu'il conçoit comme étant le problème: l'augmentation du budget de l'État québécois<sup>4</sup>.

---

1 J-C Laporte, «Bloquer ce bloc», *Rebelles*, vol.5, no 2, avril-mai 1994, p.3.

2 Phébus, «Des missiles nucléaires ? Non merci !», *Démanarchie*, no 0, février-mars 1994, p.10.

3 *Ibid.*

4 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Vaut mieux être riche et en santé», *Rebelles*, vol.3, no 5, avril-mai 1992, p.4.



En 1993-1994, *Rebelles* dénonce aussi les politiques régressives du gouvernement libéral québécois qui effectue les réductions de budgets les plus importantes depuis des années dans les programmes sociaux, dans les services de santé et en éducation. Elles sont de 1,6 milliards cette année-là et seront de 7,2 milliards en 5 ans<sup>1</sup>.

Lorsque le Parti québécois prend le pouvoir en 1994 (le PLQ ne le reprendra qu'en 2003), *Hé...Basta !* considère que le Québec continue toujours dans la même voie. Et peu importe ce qu'en disent les membres du parti, *Hé...Basta !* refuse de considérer le PQ comme social-démocrate:

Avec des coupures dépassant le milliard de dollars dans les programmes sociaux, la santé et l'éducation qui sont dictés par le F.M.I., l'état québécois et canadien comme bien d'autres pays entre avec ses gros sabots dans l'ère de la mondialisation des marchés à l'ombre du néolibéralisme. Suivant comme un mouton les coupures sadiques venant du souffle de la droite à la Mike Harris ou Ralph Klein, le gouvernement québécois qui se définit comme un social-démocrate mais qui manque à sa tâche met à sac non seulement tous les dures acquis des générations précédentes mais aussi tout les contribuables québécois de tout acabis<sup>2</sup>.

*Rebelles* partage cette analyse. Pour faire comprendre au lectorat que le PQ n'a jamais été un parti de centre gauche, il rappelle l'attitude de ce dernier envers les travailleuses et les travailleurs du secteur public:

Qui des partis politiques au Québec a développé un discours totalement méprisant à l'égard des travailleuses et des travailleurs, des fonctionnaires des secteurs public et para-public ? Le PQ. Qui a dit que les employé-e-s de l'État étaient des paresseux et paresseuses [...] ? Le PQ. Qui a voté la loi des services essentiels, loi visant à anéantir la force de la grève dans les secteurs public et para-

---

1 François Saillant, «Les crédits de Daniel Johnson: un avertissement», *Rebelles*, vol.4, no 4, avril-mai 1993, p.1.

2 Anonyme, «Éditorial», *Hé...Basta !*, no 9, p.2.

public ? Le PQ. Qui a décidé de réduire les salaires de 20 %, de faire payer la crise de 1982 aux salarié-e-s des secteurs public et para-public, d'abolir par conséquent la négociation collective ? Le PQ...<sup>1</sup>

En 1997, *Rebelles* soutient que, sous prétexte de solidarité, le PQ réduit les effectifs de la fonction publique, réduit les prestations de l'aide sociale (de 800 \$ par année), démantèle le réseau de la santé, permet de nouvelles évasions fiscales pour les entreprises, etc<sup>2</sup>.

Ainsi, pour ces anarchistes, le Parti québécois, comme le Parti libéral, est un parti de droite. La seule chose qui le distingue fondamentalement du PLQ, c'est qu'il détient l'art de créer des consensus avec les syndicats et les groupes populaires pour mettre de l'avant ses programmes d'austérité. Cela est manifeste lors des Sommets sociaux-économiques de 1996. Ces sommets organisés par le gouvernement visent à consulter les «partenaires sociaux» afin de déterminer les grandes politiques à adopter dans les années à venir. Suite à ces sommets, *Démanarchie* affirme que le PQ a pu réaliser la «grande messe» du consensus avec ses partenaires sociaux prêts à «croquer l'ostie du néolibéralisme»<sup>3</sup>. Parmi ceux-ci: les centrales syndicales (FTQ, CSN, CEQ), les fédérations étudiantes (FEUQ, FECQ<sup>4</sup>) et féministe (Fédération des femmes du Québec).

*Rebelles* est solidaire de cette analyse. D'après lui, les syndicats, en participant à l'atteinte du déficit zéro par des compressions de 3 milliards dans la santé et les programmes sociaux, acceptent de se faire «couper un bras, une jambe, ou les deux»<sup>5</sup>. Cette attitude, de l'avis de *Rebelles*, en dit long sur le rôle social que s'attribuent les grandes centrales syndicales, qui passent beaucoup plus de temps à collaborer

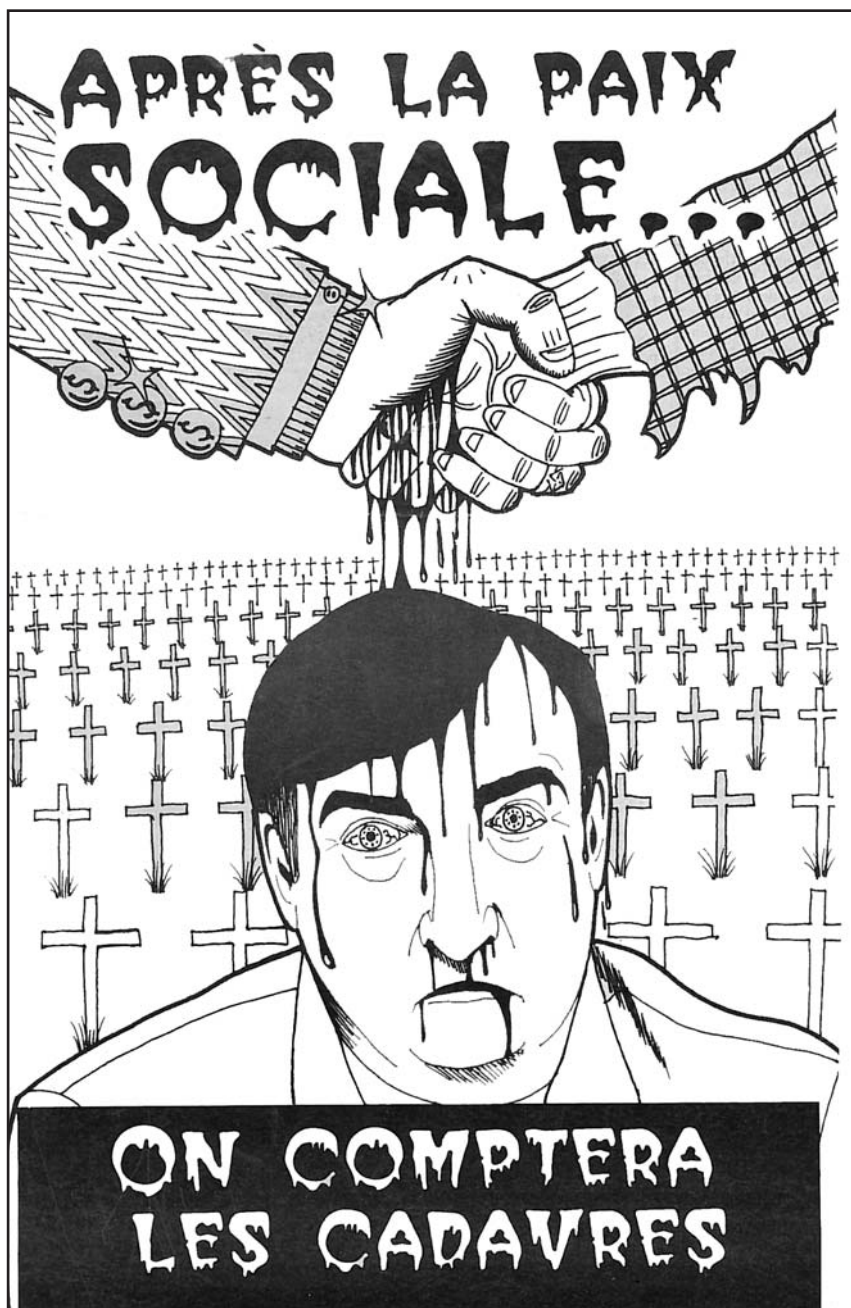
1 Simon Dumais, «Le PQ et le secteur public: mange d'la m...», *Rebelles*, vol.5, no 2, été 1994, p.8.

2 *Ibid.*

3 Popochien, «La capitulation du lobby social», *Démanarchie*, vol.3, no 1, Décembre 1996, p.12.

4 Fédération des étudiants universitaires du Québec et Fédération des étudiants collégiaux du Québec.

5 L'Équipe de *Rebelles*, «Editorial: Mordre en ces temps fous», *Rebelles*, vol.6, no 5, mars-avril 1995, p.1



Lucien Bouchard (PQ) Démanarchie,  
vol.2, no.3, avril-mai 1996.

avec le PQ qu'à s'y opposer. Mais il n'y a pas que les syndicats qui participent à ce jeu:

D'économie (a)sociale en Sommets, le PQ séduit la majorité du mouvement social. Celle-ci n'a aucune perspective claire d'action. Elle est incapable de concevoir une politique autonome. Elle est incapable de comprendre la riposte du capital contre le travail qu'est le néolibéralisme. Incapable de comprendre que le rôle de l'État a toujours été de garantir l'enrichissement des capitalistes et non de redistribuer la richesse, comme le veulent les fables sociales-démocrates. Même les personnes les plus combatives semblent refuser de comprendre que le pacte Keynésien est fini. Il est utopique d'imaginer revenir à ce pacte. L'avant garde réformiste a bien compris cela, elle est prête à assumer la gestion à rabais des programmes sociaux que lui offre son parti, le PQ<sup>1</sup>.

La question nationale est également un aspect non négligeable de l'actualité québécoise. À ce propos, les journaux sont divisés. *Rebelles* et *Hors d'Ordre* affirment que le Québec subit une oppression nationale; ils cherchent par conséquent à intégrer cette question à leurs projets et revendications. *Hé...Basta !* et *Démanarchie*, par contre, ne considèrent pas que le Québec vit une oppression spécifique; ils estiment ainsi que toute forme de libération nationale ou d'indépendance, du moins pour le Québec, est un leurre.

Nous en savons très peu sur la position de *Hé...Basta !*, qui ne parle presque pas de ce sujet. Sur la page couverture du numéro 4, on lit cependant «Ni patrie, ni État. Ni Québec, ni Canada», ce qui confirme que le journal rejette l'idée indépendantiste. *Démanarchie* est également anti-nationaliste. Pour lui, le nationalisme n'est rien d'autre qu'un outil de manipulation des classes dominantes:

Ce que cachent les émouvants discours sur «l'unité nationale» des chef-fe-s d'État, c'est la peur des classes dominantes de perdre le contrôle des ressources naturelles et des industries que peut

<sup>1</sup> L'Équipe de *Rebelles*, «Édito: La solidarité des coupures», *Rebelles*, vol.7, no 5, mai-juin 1997, p.4.

contenir un territoire en proie aux aspirations séparatistes. Et ce que cachent les luttes de libération nationales, ce sont les intentions d'une clique locale de s'emparer de ces mêmes ressources et industries afin de mieux pouvoir diriger, exploiter et martyriser la population, en toute SOUVERAINETÉ<sup>1</sup>.

*Démanarchie* s'oppose donc à tout nationalisme, quel qu'il soit. Il est néanmoins conscient que plusieurs peuples sont opprimés et qu'ils ont besoin de soutien:

Il n'y a pas de contradiction à soutenir la lutte d'un peuple soumis à l'extermination massive ou sélective tout en clamant haut et fort qu'aucun peuple ne sera souverain tant et aussi longtemps que l'État sera souverain. Aspirer à détruire un état pour en construire un autre relève d'une monstrueuse absurdité qui, si elle n'avait pas tant d'aspects tragiques, se limiterait à n'être qu'une blague de mauvais goût<sup>2</sup>.

En 1995, lorsque le PQ demande aux Québécoises et aux Québécois s'ils désirent accéder à la souveraineté-association, *Démanarchie*, comme s'il n'avait aucun intérêt pour la question, n'en traite pas du tout.

L'analyse de *Hors d'Ordre* est bien différente. D'après lui, le Québec, sans subir d'oppression violente, est constamment confronté à une problématique de survie, car son identité est soumise au pouvoir fédéral uniformisant et centralisateur<sup>3</sup>. Le mouvement révolutionnaire, s'il désire avoir une prise sur le réel, se doit donc d'inclure l'affirmation de l'identité collective québécoise dans son projet. Toutefois, le journal considère qu'il faut éviter les «écueils du nationalisme et de l'État-nation»<sup>4</sup>:

Confier le soin à un État national québécois de transformer la société en fonction des intérêts des

---

1 Popov, «L'État-nation victime de sa popularité», *Démanarchie*, vol.1, no2, automne 1994, p.16.

2 *Ibid.*

3 Serge Roy, «Au Québec, on cherche encore la bonne réponse», *Hors d'Ordre*, no 2, décembre 1993, p.3.

4 *Ibid.*

classes populaires est une illusion, voire une chimère. Le mouvement social est le seul à pouvoir produire les bases d'une société libre, juste et égalitaire<sup>1</sup>.

C'est plutôt par la libération des communautés locales que passe la libération du Québec. Par indépendance, le journal entend «droit à l'autodétermination qui revient à toute collectivité», autoréalisation et «rupture avec toute forme de dépendance»<sup>2</sup>. Ce projet devrait être un outil de libération individuelle et collective contre toute forme de domination ou de contrainte. L'indépendance devrait aussi permettre aux autres identités (anglophone et autochtone) de cohabiter avec l'identité québécoise. Elle devrait permettre aux identités collectives de s'associer librement et sur une base égalitaire<sup>3</sup>.

Cette position est similaire à celle du *Q-Lotté* lors du référendum de 1980. Il n'y a là rien d'étonnant car l'article qui annonce les couleurs de *Hors d'Ordre* sur la question nationale est signé par Serge Roy, anciennement du *Q-Lotté*. C'est un peu la même position que défend *Rebelles*, qui, comme nous l'avons vu au chapitre I, soutient une indépendance progressiste du Québec:

En encourageant les composantes étudiantes, féministes, populaires et ouvrières à prendre leur place sur la base de leur vécu et de leurs espoirs dans la lutte de libération nationale, nous visons plus que la simple démarcation avec les forces nationalistes bourgeoises. Ce que nous voulons c'est aussi préserver l'autonomie et construire la force des structures et des mouvements de contre-pouvoir. Pour réaliser notre objectif, la révolution sociale, il faut qu'un possible état québécois sanctionnant notre souveraineté soit le plus faible possible face à un peuple québécois le plus fort possible<sup>4</sup>.

1 Serge Roy, «Au Québec, on cherche encore la bonne réponse», *Hors d'Ordre*, no 2, décembre 1993, p.3.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

4 L'équipe de *Rebelles*, «Qui est menacé», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.1.

Pour *Rebelles*, l'oppression nationale du Québec est bien réelle: le salaire annuel moyen y est de 3000 \$ plus bas qu'en Ontario et de beaucoup inférieur à la moyenne canadienne; les francophones sont presque au dernier rang concernant le revenu per capita (tout juste devant les autochtones); le revenu moyen des familles québécoises francophones est de 18,7 % inférieur aux familles québécoises anglophones; le taux de chômage est plus élevé au Québec; les institutions scolaires francophones sont nettement désavantagées par rapport aux anglophones, etc<sup>1</sup>. En conséquence, le journal considère que les révolutionnaires ne peuvent nier cette dimension de la lutte sociale sans créer de dangereux précédents, car:

Plus la dimension nationale de la lutte sociale sera niée par la gauche, plus les réponses fournies par les forces chauvines et bourgeoises prendront racine dans les couches populaires (racisme, xénophobie, natalisme)<sup>2</sup>.

Lorsqu'arrive le référendum sur la souveraineté-association, *Rebelles* ne prend pas de position collective sur le sujet. Un seul article analyse les tenants et aboutissants du référendum. Il est signé par Mario Tardif qui y défend une position abstentionniste. Pour lui, le projet de souveraineté-association n'a absolument rien de progressiste:

C'est à l'intérieur du régime constitutionnel actuel que s'est formé une bourgeoisie pure laine, avec bien sur, l'aide généreuse de l'État québécois. Ces gens d'affaires sont la preuve vivante que le capital québécois peut se développer et prospérer au sein du statu quo. Pourquoi ces gens aspireraient-ils au moindre changement ?<sup>3</sup>

Pour l'auteur, c'est l'absence de saveur et de désir qui caractérise le débat souverainiste. Sans idée, sans idéal, ni pro-

---

1 L'équipe de *Rebelles*, «Qui est menacé», *Rebelles*, vol.1, no 1, mars-avril 1989, p.1.

2 *Ibid.*

3 Mario Tardif, «Aux questions sociales: une réponse nationale?», *Rebelles*, vol.6, no 2, septembre-octobre 1995, p.7.

jet, la souveraineté-association ne serait qu'un «rêve de boutiqueur», un nouveau statu quo:

Il est dans ce contexte illusoire de parier sur un OUI progressiste lors du prochain référendum. Il faut parfois savoir accepter que l'on a perdu la mise et que peu importe la victoire d'un Oui ou d'un Non à ce référendum, les conséquences seront loin d'être positives. Il y aura beaucoup à faire le lendemain du référendum, peu importe les résultats, pour construire autre chose qu'une illusion de liberté, qu'une illusion de pouvoir populaire, qu'une illusion d'autonomie pour l'ensemble des personnes qui habitent le territoire du Québec. S'il est impossible de ne pas tenir compte de la question nationale québécoise dans un projet de libération un peu véritable [...] seule une solution sociale pourra donner un début de réponse. [...] En attendant de construire une alternative socialiste basée sur l'initiative des gens qui ne niera pas les questions nationales, je veillerai à ne pas avoir mon nom sur la liste électorale, sinon à annuler le jour du prochain référendum<sup>1</sup>.

Suite à la consultation, qui se termine par une très mince victoire du Non (Oui: 49,4 %; Non: 50,6 %), *Rebelles*, en éditorial, analyse les résultats<sup>2</sup>. Le journal admet que ses membres étaient divisés entre le Oui et l'abstention, mais que toute l'équipe partage un «malaise commun face au profond fossé qui existe entre l'indépendance progressiste telle que nous la concevons et le projet actuellement mis de l'avant». *Rebelles* rappelle qu'il a toujours soutenu que l'indépendance se devait d'être réellement progressiste:

Pour nous, il s'agit d'affaiblir un maillon de l'impérialisme, d'établir une certaine résistance face à la mondialisation des marchés (en répudiant entre autres le traité de libre-échange). Ces objectifs

1 Mario Tardif, «Aux questions sociales: une réponse nationale?», *Rebelles*, vol.6, no 2, septembre-octobre 1995, p.7.

2 L'Équipe de *Rebelles*, «Tout ce qui brille n'est pas or», *Rebelles*, vol.6, no 3, novembre-décembre 1995, p.1.



immédiats et minimaux n'ont cependant jamais constitué une fin en soi, notre contribution vise à radicaliser au maximum le projet sur la base de notre orientation socialiste libertaire<sup>1</sup>.

Pour ce journal, l'indépendance, si elle n'entraîne pas de changements réellement progressistes, ne mérite pas d'attention. Ainsi, même s'il était divisé sur la question référendaire, *Rebelles* fondait très peu d'espoir en la souveraineté-association. À ses yeux, le résultat très serré du vote annonce plutôt que rien n'est réglé: «Pour nous, le verdict signifie surtout que l'horizon politique risque plus que jamais d'être réduit à ce débat pour au moins les deux ou trois prochaines années. Débat qui escamote les enjeux fondamentaux»<sup>2</sup>.

Encore une fois, cette position de *Rebelles* n'est pas sans rappeler celle du *Q-Lotté*, lui aussi divisé sur la question référendaire en 1980. Les deux journaux sont en faveur de l'indépendance du peuple québécois, mais refusent de se prononcer pour la souveraineté-association. La position de *Hors d'Ordre* est semblable. Pour eux, la solution se trouve dans des changements sociaux profonds et non dans la construction d'un nouvel État-nation libéral et bourgeois.

L'analyse de *Démanarchie* est bien différente. Pour lui, l'oppression nationale du Québec n'existe pas et l'État, de par sa nature même, est oppressif. Il n'est donc pas question d'en construire un autre, peu important ses prétentions progressistes.

La question nationale est donc un facteur de division chez les anarchistes québécois. Continuons ce portrait du pouvoir avec un sujet sur lequel les journaux s'entendent: le contrôle social et la répression. Tous considèrent que le Québec est une société, comme toutes les autres d'ailleurs, hautement répressive. *Démanarchie* est sans aucun doute le plus assidu dans cette dénonciation - de nombreux dossiers traitant de la répression sont publiés dans ce journal. Son discours envers les forces de l'ordre est d'ailleurs des plus vindicatif: il traite les policiers d'«ordures», de «flicaille», de «porcs», de «beux», de «chiens sales», d'«effectifs bovins», etc., et se réjouit chaque fois que l'un d'eux est blessé ou tué. À de nombreuses reprises, *Démanarchie*

---

1 L'Équipe de Rebelles, «Tout ce qui brille n'est pas or», *Rebelles*, vol.6, no 3, novembre-décembre 1995, p.1.

2 *Ibid.*

dénonce la répression dont sont victimes les jeunes de la rue à Montréal (au carré Berri) et à Québec (au carré d'Youville). Il accuse les policiers de se livrer à des abus de pouvoir honteux envers ces jeunes que n'aiment pas voir les touristes et les marchands.

Pour sa part, *Hors d'Ordre* dénonce plus particulièrement le contrôle social exercé par les gouvernements canadien et québécois. En juin 1996, il affirme qu'Ottawa et Québec envisagent d'imposer à la population des cartes d'identité dotées d'empreintes digitales<sup>1</sup>. À ses yeux, cela est représentatif des différentes mesures de contrôle social que prennent les gouvernements depuis quelques années:

La prise d'empreintes digitales n'est qu'un exemple des mécanismes de contrôle social qui se multiplient par les temps qui courent. Croisement des fichiers de différents ministères, «communautarisation» d'une police qui se dote d'équipements de plus en plus sophistiqués, «chèque d'emploi services», pour encadrer une partie du travail au noir... l'État est prêt à tout pour, prétend-il économiser quelques dollars<sup>2</sup>.

*Hors d'Ordre* souligne toutefois que l'État n'est pas seul à appliquer de telles mesures. L'entreprise privée surveille, elle aussi, de plus en plus les travailleuses et les travailleurs: tests d'urine, travail sous l'œil des caméras, sanctions pour activités syndicales, écoute téléphonique, etc<sup>3</sup>. Ce n'est donc aucunement le libéralisme qui permettra aux individus de se soustraire à ce contrôle.

Cette problématique intéresse aussi *Hé...Basta!* qui publie quelques articles concernant le SCRS (Service canadien de renseignement de sécurité). Cet organisme compte 2350 employés et possède des pouvoirs bafouant de plusieurs manières les droits de la personne: il peut espionner les citoyens, pénétrer clandestinement dans leur maison, y placer des dispositifs d'écoute électronique, exploiter une table d'écoute téléphonique pendant douze mois consé-

1 Nicolas Calvé, «Mot d'ouverture: présumés coupables», *Hors d'Ordre*, no 11, juin 1996, p.1.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.*

cutifs, intercepter et ouvrir le courrier, etc. De plus, il n'est pas tenu d'informer les personnes qu'il épie<sup>1</sup>.

*Hé...Basta !* parle aussi du CST (Centre de la sécurité des télécommunications), le plus secret de tous les services de renseignements. Ce centre relève de l'armée et n'a besoin d'aucun mandat judiciaire pour épier les citoyennes et les citoyens. Son équipement est d'ailleurs si sophistiqué qu'il peut écouter simultanément jusqu'à 10 000 personnes et capter tout autant les conversations de «deux marins russes qui déjeunent à bord de leur cargo au large de l'île de Vancouver» que les «petits secrets qu'un jeune homme murmure à sa dulcinée en Angleterre»<sup>2</sup>.

Ainsi, aux yeux des anarchistes, entre 1989 et 2001, le pouvoir québécois est caractérisé par son application des différents dogmes néolibéraux; par l'absence de contestation du mouvement social et des syndicats face à ceux-ci; par un débat constitutionnel sans intérêt (ou presque), et par un contrôle social et une répression grandissants. Face à cette réalité pour le moins désolante, il n'y a pour eux qu'une seule option: la révolte.

### *Les résistances*

Encore une fois, *Démanarchie* et *Rebelles* sont les journaux qui nous parlent le plus de féminisme. Dans plusieurs éditoriaux et dossiers spéciaux, ils dénoncent l'oppression patriarcale que subissent les femmes et appuient ces dernières lorsqu'elles s'unissent pour s'en libérer.

Certains événements d'actualité attirent particulièrement leur attention. En tête de liste, à l'été 1989, les tribulations d'une femme, Chantal Daigle, qui est l'objet d'une injonction demandée par son ex-mari, Jean-Guy Tremblay, lui interdisant de se faire avorter. L'injonction est maintenue par la Cour provinciale, la Cour supérieure du Québec et la Cour d'appel. Dans tous les médias, pendant plusieurs semaines, cette affaire remet le droit à l'avortement à l'ordre du jour. Lorsque, le 26 juillet 1989, la Cour d'appel du Québec maintient encore une fois l'injonction, *Rebelles* analyse ainsi la situation:

---

1 U.Knight, «Être en sécurité chez-soi ?», *Hé...Basta !*, vol.2, no 2, p.17.

2 *Ibid.*

Ce pouvoir des hommes signifie que tout géniteur, soutenu bien sûr par l'ensemble des institutions patriarcales, qu'elles soient religieuses, politiques, judiciaires, médicales ou autres, pourrait garder le dernier mot sur la poursuite, ou l'interruption, de la grossesse d'une femme. Ainsi, cette «lutte des sexes» est portée dans ce qu'elle a de plus intime, jusque dans l'utérus des femmes<sup>1</sup>.

*Rebelles* soutient que ce jugement devrait rappeler aux gens qu'aucun droit n'est acquis de façon définitive. C'est pourquoi il appuie sans condition les manifestations qui ont lieu pour l'avortement libre et gratuit. Entre autres, le 27 juillet de cette même année, plus de 10 000 personnes descendent dans les rues de Montréal pour soutenir le droit à l'avortement:

Dans le manifeste écrit à l'occasion, on pouvait lire: «forcer une femmes à mener à terme une grossesse non désirée est un viol. La forcer, sous la menace d'emprisonnement, à porter dans son corps un enfant qu'elle ne veut pas mettre au monde, c'est de la violence, physique et psychologique». Nous soutenons cette analyse<sup>2</sup>.

D'autres manifestations ont lieu dans les semaines suivantes. L'affaire se retrouvera finalement devant la Cour suprême du Canada. Le jour même de la première audience, Chantal Daigle annonce qu'elle est allée se faire avorter aux États-Unis. La Cour, de façon désormais symbolique, lève tout de même l'injonction.

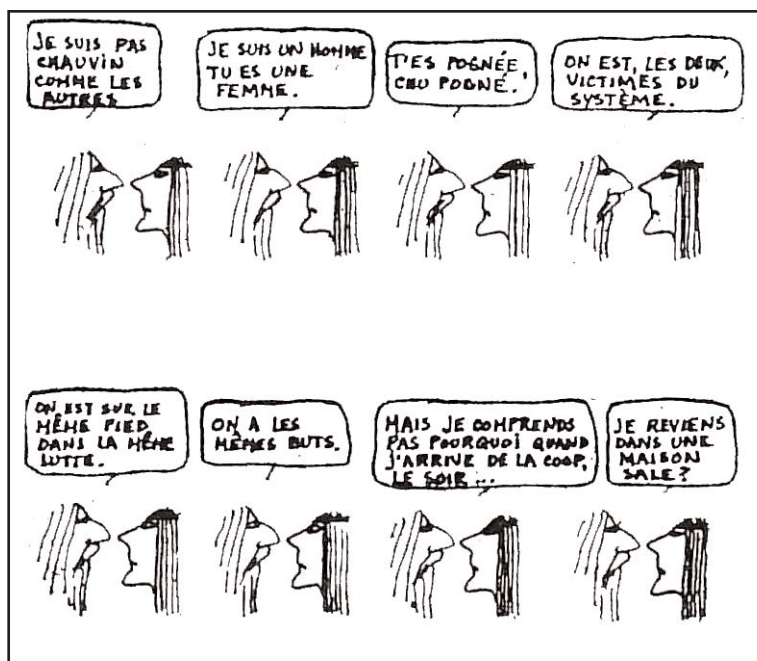
En 1997, *Démanarchie* nous parle pour sa part du congrès d'un parti de droite, le Parti réformiste<sup>3</sup>. Ce parti est selon lui le plus gros moteur de l'antiféminisme et des valeurs patriarcales. Il est contre les subventions aux garderies et aux groupes féministes, contre les lois antidiscriminatoires envers les homosexuels, contre l'avortement. De plus, fait assez inquiétant, ce parti, qui forme l'opposition officielle au

---

1 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: une lutte à poursuivre!», *Rebelles*, vol.1, no 4, septembre-octobre 1989, p.2.

2 *Ibid.*

3 Le collectif de *Démanarchie*, «Idiotiorial: Le grand retour des fous!», *Démanarchie*, vol.3, no7, octobre-novembre 1997, p.2.



Rebelles, vol.10, no.2,  
printemps 1999, p.3.

parlement canadien en 1997, est appuyé par tous les «intégristes protestants» et les groupes pro-vie du pays.

Les journaux ne font toutefois pas que de la dénonciation; ils traitent également des activités menées par certaines organisations féministes. À l'été 1992, par exemple, des militantes de l'UQAM décident de s'organiser en collectif afin de lutter contre le patriarcat à l'intérieur de l'université:

La Brigade Rose vise, par des actions concrètes et radicales, à contrer le sexisme généralisé et institutionnalisé. Ce collectif féministe veut créer des solidarités et briser l'isolement des femmes en les accompagnant, entre autres, dans les démarches qu'elles choisissent d'entreprendre. Il s'agit d'exposer les violences faites aux femmes comme problème social, collectif et politique. La Brigade Rose rejette le discours qui fait des femmes des victimes passives et mises plutôt sur les stratégies de luttes de ces dernières<sup>1</sup>.

Entre autres, la Brigade dénonce le fait que le bureau institutionnel des plaintes contre le harcèlement sexuel de l'UQAM n'est pas fonctionnel (il n'a enregistré qu'une plainte en trois ans) et que le Centre des femmes et l'Association des gais et lesbiennes n'ont pas de locaux.

À l'été 2000, *Rebelles* nous renseigne également sur un autre groupe féministe radical, les Bloodsisters, qui viennent d'ouvrir un local, le Elle Corazon:

Les Bloodsisters se sont constituées en collectif en 1996 à l'occasion d'une foire du 8 mars tenue à l'Université Concordia. Issues de la mouvance punk, elles en ont retenu, outre un héritage anti-capitaliste, les techniques de graffiti et de la sérigraphie, de même que la publication de fanzine<sup>2</sup>.

Les Bloodsisters dénoncent grandement l'industrie de la «santé menstruelle», qui met l'accent sur la discrétion et la gêne des femmes face à leurs menstruations. Elles produisent d'ailleurs des serviettes de coton et distribuent des pro-

1 Sonia Haddad, «Brigade Rose: Elles voient rose», *Rebelles*, avril-mai 1993, vol.4, no 4, p.1.

2 Jean Sébastien, «Solidaire pour reprendre en main la santé menstruelle», *Rebelles*, été 2000, vol.11, no2, p.14.

duits alternatifs aux tampons et aux serviettes sanitaires jetables.

*Rebelles et Démanarchie* affirment donc leur féminisme de deux façons: d'une part, ils dénoncent les autorités qui désirent restreindre les droits des femmes; de l'autre, ils informent leurs lectrices et lecteurs à propos des actions des groupes féministes. Ces organisations qui ont l'appui des journaux, généralement, se disent ouvertement radicales et anticapitalistes.

Encore une fois, plusieurs éditoriaux et dossiers spéciaux traitent du mouvement étudiant. Cependant, tous ne s'entendent pas sur le potentiel combatif et révolutionnaire des organisations étudiantes. Pour *Hors d'Ordre*, elles ne sont aucunement des outils révolutionnaires car le temps où les étudiantes et les étudiants voulaient changer le monde est bel et bien révolu:

[...] la participation étudiante, à travers les instances universitaires et les associations étudiantes, n'est plus qu'un échafaud administratif et bureaucratique construit sur les décombres de la communauté universitaire et les ruines de l'engagement politique des étudiants dans la société (le pouvoir étudiant de mai 1968 en fut une expression significative). [...] Ils ne font que s'initier à ce rôle de commis de la société qu'ils veulent incarner<sup>1</sup>.

Le journal prétend que les communautés universitaires n'existent plus et que les universités ne sont désormais que des lieux de passage vers le marché du travail. Ceci explique pourquoi le militantisme étudiant est presque nul et que la cotisation est désormais le seul lien fondamental entre l'association et l'étudiant. Les associations bureaucratiques sont donc à l'image même des étudiantes et des étudiants, ces professionnels en apprentissage qui veulent davantage s'intégrer à la société qu'en questionner les fondements. Loin d'être un outil d'émancipation, elles ne sont plus qu'un régulateur de système:

---

1 Érik Le Rouge Breton, «Ce qui reste du mouvement étudiant au Québec», *Hors d'Ordre*, no 4, février 1994, p.8.

[...] les étudiants et les étudiantes désirent contrôler une partie de l'appareil qui les contrôle, afin de participer à la production des normes qui définissent l'étudiant. Où, si l'on préfère, l'étudiant – tel un rat de laboratoire qui serait doté d'une conscience – cherche à doré sa cage<sup>1</sup>.

*Rebelles* et *Démanarchie* ont aussi énormément de reproches à faire à ce mouvement. Suite à l'éclatement de l'ANEEQ (Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec), en 1990, la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), fondée en 1990 et 1991, prennent la tête du mouvement.

*Démanarchie* et *Rebelles* s'entendent là-dessus: la FECQ et la FEUQ sont des associations étudiantes de droite. Contrôlées par l'aile jeunesse du Parti québécois, elles travaillent en concertation avec les gouvernements, s'opposent sciemment aux grèves ainsi qu'à toute forme de confrontation et incitent les étudiants à voter pour le PQ et la souveraineté-association. En juin 1996, *Démanarchie* offre d'ailleurs le prix de la «Dégueulasserie du mois» à «un des pires collabos existant au Québec», François Rebello, le président sortant de la FEUQ<sup>2</sup>. Selon le journal, ce «carriériste puant l'opportunisme», en plus de «saboter les luttes étudiantes», vient de publier un livre où il «avoue fièrement» qu'il manipulait le mouvement étudiant au profit de la souveraineté. La même année, le collectif publie un autre article concernant le nouveau président de la FEUQ, Patricio Salgado<sup>3</sup>. À son tour, Salgado est accusé de faire de la politique partisane pour le PQ, de corruption, de mauvaise gestion, d'autoritarisme et d'antisindicalisme. On l'accuse aussi d'avoir censuré un éditorial de l'association étudiante de l'UQAM (il en était alors le responsable général) qui défendait une position non partisane lors du référendum de 1995<sup>4</sup>.

1 Mark Fortier, «Étudiants poils aux dents», *Hors d'Ordre*, no 4, février 1994, p.13.

2 Anonyme, «La dégueulasserie du mois: François Rebello», *Démanarchie*, vol.2, no 4, juin-juillet 1996, p.17.

3 Tabarnaco, «Portrait d'un collabo», *Démanarchie*, vol.2, no 5, août-septembre 1996, p.19.

4 *Ibid.*



Ces quelques exemples le montrent, les journaux n'ont aucun respect envers ces fédérations étudiantes. Mais il n'y a pas que la FECQ et la FEUQ qui sont actives dans le mouvement étudiant, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), fondé en 1995, est considéré comme étant beaucoup plus combatif. Le MDE regroupe environ 4 collèges et 3 départements universitaires. En 1996, alors que la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, annonce une hausse des frais de scolarité et des coupures considérables en éducation, le MDE lance le mot d'ordre de grève générale. *Démanarchie* se réjouit que celui-ci soit suivi par les étudiantes et les étudiants:

Lorsque celui-ci décida de lancer le mot d'ordre de grève générale illimitée, personne ne croyait que le MDE allait être capable de réaliser cet exploit. Mais la base étudiante, littéralement écoeurée par la situation, allait gifler de plein fouet les conceptions politiques des carriéristes puants qui leur font office de direction<sup>1</sup>.

La grève est très bien couverte par *Démanarchie* et *Rebelles*. Elle touche au total 43 cégeps et 2 universités. Tout au long de celle-ci, des actions sont menées par les étudiants qui veulent se faire entendre, *Rebelles* explique:

Les étudiantes et étudiants profitent de l'occasion pour accentuer la pression sur l'État par de nombreuses manifestations et occupations. Les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal seront occupés par 400 personnes les 5 et 6 novembre 1995. Les bureaux à Montréal du Conseil du trésor sont occupés pendant plus de 100 heures. Les bureaux à Montréal de la Direction générale de l'enseignement du collégial seront occupés pendant 121 heures d'affilées. Plusieurs cégeps seront occupés par les grévistes, qui y organiseront toutes sortes d'activités, des «bed-in», des cours «populaires», etc.<sup>2</sup>

---

1 L'équipe de *Démanarchie*, «La grève fracasse le consensus néolibéral», *Démanarchie*, vol.3, no1, décembre 1996, p.2.

2 Mario Tardif, «L'école de la grève», *Rebelles*, vol.7, no 3, décembre 1996, p.12.

Après plus d'un mois de grève ponctué par plusieurs dizaines d'occupations et de manifestations, Pauline Marois annonce le maintien du gel des frais de scolarité à l'université, le maintien du plafond des frais dans les cégeps et le maintien intégral du régime des prêts et bourses<sup>1</sup>. Malgré quelques reculs, comme le retour de la «taxe à l'échec», les journaux s'entendent pour dire qu'il s'agit d'une victoire pour le mouvement étudiant. Cette victoire est d'autant plus significative qu'elle s'est faite aux dépens de la FEUQ et de la FECQ, qui ont été complètement dépassées par les événements (quoique leurs tentatives de récupération furent nombreuses).

De façon globale, ce n'est pas tout dans le mouvement étudiant qui plaît aux journaux. Au contraire, *Hors d'Ordre* n'y voit absolument rien de révolutionnaire. *Démanarchie* et *Rebelles*, pour leur part, s'intéressent aux éléments les plus combatifs, à cette frange minoritaire qui opte pour un syndicalisme de combat et qui, entre 1995 et 2000, se regroupe autour du MDE.

Les journaux attachent aussi beaucoup d'importance au mouvement autochtone. En 1989, *Rebelles* renseigne le lectorat sur le combat que mènent les Innus contre les essais militaires qui ont lieu sur leur territoire; ces contestations ont déjà mené à l'arrestation de 80 personnes et à 250 accusations criminelles<sup>2</sup>:

Depuis 10 ans, les Innus (Montagnais) du Nitassisan (Côte Nord et Labrador) sont victimes des préparatifs de guerre du Canada et de ses alliés de l'OTAN. Le territoire des Innus sert de base d'entraînement pour les vols à basse altitude (50 à 100 m.) à très haute vitesse, ainsi que de champs de tir à l'aviation des pays de l'ouest<sup>3</sup>.

En 1990, à quelques kilomètres de Montréal, des Mohawks dressent des barricades sur le pont Mercier afin de protester contre la construction d'un terrain de golf sur leur cimetière ancestral. Les barricades étant bien défen-

1 Snoopy, «Des occupations, en veux-tu, en v'la !», *Démanarchie*, vol.3, no 1, décembre 1996, p.5.

2 Mario Tardif, «Libérez le Nitassinan !», *Rebelles*, vol.1, no 4, septembre-octobre 1989, p.16.

3 *Ibid.*

dues par des «Warriors» armés, c'est l'Armée canadienne qui intervient pour rétablir l'ordre. Pendant presque tout l'été, le Québec vit à l'heure de la Crise d'Oka. *Rebelles* dénonce alors les «nationalistes bourgeois» du Québec, comme Jacques Parizeau, chef du PQ et porte-parole de l'opposition officielle à ce moment, qui ont démontré leur chauvinisme en étant les premiers à réclamer une intervention militaire<sup>1</sup> et, de façon plus générale, la campagne médiatique haineuse et la flambée de haine et de racisme des Québécois envers les autochtones<sup>2</sup>. Du même souffle, le journal dénonce le gouvernement fédéral qui s'est donné des «airs de grands seigneurs» pendant cette crise alors qu'il est lui aussi grandement responsable de l'oppression subie par les premières nations.

De plus, en 1991, *Rebelles* présente un dossier sur le mégaprojet de Grande Baleine 2 mis de l'avant par Hydro-Québec afin d'exporter de l'électricité aux États-Unis. Ce projet de construction de 114 000 km de lignes à haute tension, qui entraînera le détournement de nombreuses rivières, met en danger l'écosystème, mais également les nations Cris<sup>3</sup>. C'est pourquoi *Hé...Basta!* se réjouit lorsque le gouvernement annonce que le projet ne verra pas le jour:

Vous souvenez-vous de grande baleine 2 ? LE projet qui avait comme but d'approvisionner New York en électricité. Il a été refusé dernièrement grâce aux pressions venant de New York. Ces pressions venaient des efforts des autochtones, écologiste, sympathisant(es) de partout qui sont réunis ensemble pour manifester. Leur but était d'expliquer à New York que ce projet pourrait comporter des dangers sérieux pour l'environnement et devaient refuser cette électricité. Sans l'aide de ces pressions extérieures, ce projet aurait passé comme dans le beurre<sup>4</sup>.

---

1 Richard Saint-Pierre, «Vers un accord à deux tracés», *Rebelles*, vol.2, no 3, septembre-octobre 1990, p.1.

2 *Ibid.*

3 L'équipe de *Rebelles*, «Un développement à rejeter», *Rebelles*, vol.3, no 2, septembre-octobre 1992, p.4.

4 Anonyme, «Hypo-Québec», *Hé...Basta!*, no 4, p.27.

Les journaux soutiennent donc les combats menés par les autochtones et dénoncent sans ménagement le racisme dont ils sont victimes. Ils font d'ailleurs de la lutte au racisme et au fascisme une priorité pour le Québec. *Rebelles* et *Démanarchie* sont ceux qui s'intéressent le plus à cette question. En 1995, *Rebelles* s'inquiète de la montée du racisme et de l'intolérance dans les quartiers populaires de Montréal, où le mouvement skinhead prend une ampleur considérable. Le journal tente d'expliquer pourquoi a lieu cette montée des groupuscules d'extrême droite dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve:

[...] auparavant, ce quartier était un quartier ouvrier, et les gens avaient un mécanisme d'identification à leur travail. Maintenant de nombreuses usines sont fermées. Beaucoup de personnes dépendent de prestations gouvernementales. La seule façon dont ils peuvent s'identifier, c'est en opposition à ceux qui ont une origine différente d'eux-mêmes. Si on peut être relativement fier d'appartenir à la classe ouvrière productive, on perd le sens de son existence lorsqu'on est membre d'un groupe marginalisé, ballotté dans le labyrinthe bureaucratique des garderies pour adultes que sont les programmes bidons d'employabilité, et privé dans les faits d'une grande partie de son autonomie, de sa capacité d'initiative, de ses droits civiques, et contrôlés jusque dans sa vie privée<sup>1</sup>.

*Démanarchie* est sans doute celui qui fait de la lutte au fascisme la plus grande priorité. En 1995, il nous parle de Human Life International (HLI), une organisation homophobe, patriarcale, raciste et antisémite<sup>2</sup>. Plusieurs entrevues réalisées par ses dirigeants confirment ces faits: HLI croit, entre autres, que Satan utilise les femmes pour ses desseins et qu'il y a plus de catholiques que de juifs qui ont été gazés lors de la Deuxième Guerre mondiale<sup>3</sup>. Fondée en

---

1 L'équipe de *Rebelles*, «Éditorial: Intolérable intolérance», *Rebelles*, vol.5, no 6, avril-mai 1995, p.4.

2 Phébus, «Non à Human Life international», *Démanarchie*, hiver 1994-1995, vol.1, no 3, p.3.

3 *Ibid.*

1981, HLI a 49 bureaux dans le monde et un budget de 4,7 millions de dollars par année. L'organisation est également soutenue par l'Église catholique de Montréal qui lui prête la basilique Notre-Dame afin d'y tenir une messe en avril 1995. Alors de passage à Montréal afin d'y ouvrir une succursale, HLI a été accueilli par 5000 manifestantes et manifestants - dont un contingent anarchiste de 200 personnes - qui les attendaient de pied ferme<sup>1</sup>. Des affrontements ont eu lieu avec les policiers.

*Démanarchie* dénonce aussi la présence de la droite catholique dans plusieurs sphères de la société québécoise. En 1996, le journal s'inquiète grandement de la présence de fascistes dans la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). Cette commission décide des budgets des écoles, engage les directeurs, choisit les conférences qui seront présentées pendant l'année scolaire, etc. Michel Pallascio, président de la CECM, serait «un pilier de l'intégrisme au Québec»<sup>2</sup>. Pallascio est membre de l'Association des juristes catholiques du Québec, dont le président a déjà dit, en 1987, que le sida serait éradiqué par l'élimination des homosexuels et des prostituées<sup>3</sup>. Plusieurs membres élus de la CECM font également parti du Mouvement pour une immigration restreinte et francophone, qui entretient des liens avec des organisations fascistes comme Campagne Québec-Vie, Cercle jeune nation, SOS génocide, etc.

Pendant toute la période, *Rebelles* et *Démanarchie* font de la dénonciation du racisme et du fascisme une priorité et de l'antifascisme une composante importante de la résistance au Québec. Un dernier élément doit s'ajouter à ce portrait pour qu'il soit complet; il s'agit des manifestations entourant le Sommet des Amériques.

En avril 2001, des représentants de 34 États d'Amérique se rencontrent à Québec afin de discuter d'un nouveau projet de libre-échange économique, la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques). À l'initiative de la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes) et de la CASA (Comité d'accueil du Sommet des Amériques), des dizaine

---

1 Phébus, «Chronique d'une lutte», *Démanarchie*, vol.1, no 4, printemps-été 1995, p.3.

2 Cédé elle, «La droite catholique au Québec», *Démanarchie*, février-mars 1996, vol.2, no 2, p.7

3 *Ibid.*

de milliers de manifestantes et de manifestants se rendent à Québec afin de dénoncer le projet. Les Services de police municipaux (environ 6000 policiers), la Sûreté du Québec, la Gendarmerie Royale du Canada et l'Armée canadienne les attendent de pied ferme. Ils ont d'ailleurs construit un périmètre de sécurité de 4 km afin de les empêcher de s'approcher des lieux où se tiennent les conférences. Le seul journal qui existe encore à ce moment-là est *Rebelles*, qui consacre son tout dernier numéro au bilan des événements. Voyons ce qu'il en dit.

*Rebelles* considère que l'opposition anticapitaliste au Sommet fut un franc succès. Entre les «nuages de lacrymos et la pluie des balles de plastique», les militants anticapitalistes ont créés une «brèche de liberté». Pendant toute la durée de la rencontre, des milliers de militantes et de militants ont manifesté jour et nuit. Non seulement ils ont réussi à abattre le mur de sécurité à plusieurs reprises, ce qui constitue une victoire symbolique, mais ils ont surtout créé un réel rapport de force face aux autorités. Aux yeux du journal, la détermination et le courage des militants radicaux ont porté fruit. Leurs actions ont touché l'imaginaire, stimulé la réflexion et la politisation. Des actions non violentes en passant par la désobéissance civile et l'action directe, les militantes et les militants de différents horizons ont également cohabité dans le respect:

L'un des éléments les plus positifs de la mobilisation contre le Sommet des Amériques, c'est qu'elle a permis à des milliers de gens de vivre collectivement, durant trois jours, une lutte basée sur l'action directe, sans direction centralisée, dans un climat d'entraide et de respect extraordinaire. Une expérience forte, où les manifestants et les manifestantes ont été capables de construire, malgré tout, un réel rapport de force aux États et à la police<sup>1</sup>.

Cette solidarité entre militants de différents horizons a donné lieu à une ambiance des plus spéciale:

---

<sup>1</sup> Mario Tardif, «Des Sommets et de leurs restes», *Rebelles*, vol.12, no2, été 2001, p.5.

Il y avait là une ambiance de carnaval surréaliste. À cent mètres des combats de rue, des gens dansaient, d'autres jouaient de la guitare à la fenêtre ou offraient de l'eau devant leur porte d'entrée. Ça ressemblait parfois à un festival d'été avec des gens qui buvaient leur bière tout en regardant les gens bombardés de lacrymos et de balles de plastique<sup>1</sup>.

Ce succès des manifestations anticapitalistes a littéralement volé la vedette à l'opposition «respectable», organisée celle-là par les syndicats, les groupes de femmes, les groupes environnementaux et les groupes populaires. Afin de protester contre la ZLÉA, ce bloc réformiste a plutôt organisé un sommet parallèle, le Sommet des peuples, ainsi qu'une marche. Les groupes réformistes n'ont appuyé d'aucune façon les initiatives anticapitalistes. Au contraire, ils ont tenté de bâtir leur crédibilité en participant à la «guerre psychologique» menée par les autorités:

Depuis plusieurs mois, leur mobilisation s'était constituée sur la promesse que tout serait sécuritaire, allant jusqu'à mettre sur pied un imposant service d'ordre qui verrait – le ridicule ne tuant décidément pas – à bannir quiconque porterait un foulard...<sup>2</sup>

*Rebelles* soutient néanmoins que cette attitude de la part de l'opposition soi-disant respectable ne leur a pas été bénéfique: «Après tout, la Marche des peuples, avec une mobilisation de 60 000 militant-e-s, n'a constitué qu'une innocente promenade alors même que la bataille faisait rage près du périmètre de sécurité»<sup>3</sup>.

Le journal dénonce plus particulièrement les grandes centrales syndicales qui ont négocié avec les gouvernements et la police l'endroit où se tiendrait la marche pour finalement, après l'avoir éloignée trois fois, la tenir à plusieurs kilomètres du périmètre de sécurité<sup>4</sup>. Pire encore,

---

1 Entrevue avec Sarita Ahooja par Louise Boivin, «Réflexion sur la diversité des tactiques», *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001, p.5.

2 Le Comité de rédaction, «Éditorial: Précarité du triomphe», *Rebelles*, no 53, été 2001, p.3.

3 *Ibid.*

4 Louise Boivin, «Le champ de fraises pour toujours...», *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001, p.5.

cette quête de crédibilité a mené les réformistes à dénoncer la violence des militants radicaux. La porte-parole du Sommet des peuples, Françoise David (alors présidente de la Fédération des femmes du Québec), a d'ailleurs dénoncé la brutalité des manifestants lors d'un point de presse. Pourtant, soutient *Rebelles*, la véritable violence provenait de l'État et de ses valets qui ont pratiqué une répression totale allant même jusqu'à utiliser des moyens illégaux<sup>1</sup>: 463 arrestations ont été effectuées et les policiers n'ont aucunement respecté les droits des individus arrêtés tel que le prévoit la loi:

Les arrêté-e-s ont parfois subi jusqu'à vingt heures d'attente, menotté-e-s et privé-e-s d'eau, dans les fourgons aux abords des lieux de manifestations ou du Centre de détention, sans possibilité de communiquer avec l'extérieur ou de faire appel aux services d'un avocat ou d'une avocate. Déshabillage en public, «décontamination» à l'eau froide, confiscation des vêtements et des objets personnels et interdiction de se rhabiller dans l'enceinte de la prison. Enfermement 24 heures sur 24 à 5 dans une cellule de 12'X6' (avec une couchette, sans oreiller ni couverture, lumière allumée en permanence), sans aération adéquate. Privation d'eau potable, de nourriture et de soins médicaux. Prévenu-e-s escorté-e-s par des flics anti-émeute et menotté-e-s dans tous leurs déplacements, mise en isolation, fouilles à nu, menaces, abus physiques, verbaux et psychologiques, propos sexistes et racistes<sup>2</sup>.

De plus, les forces de l'ordre s'en sont également pris aux équipes de premiers soins qui tentaient de soutenir les manifestantes et les manifestants:

Plusieurs témoignages de ces secouristes racontent que, dès vendredi, des policiers prenaient un certain plaisir à tirer systématiquement des grenades

1 Marc-André Houle, «Du bon usage de la violence», *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001, p.5.

2 Dominique Ritchot, «La dictature comme si vous y étiez», *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001, p.5.



de gaz lacrymogène sur des équipes de secouristes qui étaient en train de porter secours à des blessés [...] Aussi, plusieurs témoignages indiquent que samedi, des policiers se faisaient un devoir de confisquer aux secouristes leur matériel de protection, masques à gaz, lunette de plongée, foulards, vinaigre, etc<sup>1</sup>.

Les policiers ont même fait évacuer la clinique médicale de la côte d'Abraham sans égard à l'état de santé des gens. Plus tard en soirée, de «supposés manifestants» incitaient la foule à lancer des pierres sur cette même clinique. Les militants qui ont tenté de s'opposer à ces actes de vandalisme se sont fait tirer dessus à coup de balles de plastique. La police est intervenue un peu plus tard pour faire évacuer les lieux et saisir le matériel médical<sup>2</sup>.

*Rebelles* prétend aussi que les policiers ont utilisé le kidnapping comme stratégie répressive. L'«Opération Renard» mise en branle par la police avait pour but de kidnapper des militantes et des militants un peu partout en ville afin de créer un climat de terreur. Le journal parle du cas de M. Lapan qui confirme l'utilisation de cette technique:

Alors que plusieurs manifestantes et manifestants de l'UQAM terminaient leur repas dans un restaurant situé au coin du Chemin Ste-Foy et de la rue Cartier, M. Lapan décide de sortir pour fumer une cigarette. Il a entre les mains un drapeau noir et un masque à gaz. Tout à coup, une voiture de la police de Québec arrive à pleine vitesse et se gare sur le trottoir. Aussitôt, quatre policiers surgissent et se dirigent vers M. Lapan. Ne sachant quoi faire, celui-ci retourne à l'intérieur du restaurant, où les forces de l'ordre procéderont à son arrestation de façon brutale, devant les clientes et les clients médusés<sup>3</sup>.

Deux des camarades de M. Lapan sont également arrêtés pour avoir tenté de l'aider. Les policiers l'informeront ensuite qu'il est accusé de port d'un masque à gaz et d'inci-

---

1 Mario Tardif, «Médecine policière», *Rebelles*, , vol.12, no 2, été 2001 p.5.

2 *Ibid.*

3 Benoit Marsan, «Québec: c'est enlevant», *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001 , p.5.

tation à l'émeute - le fait d'arborer un drapeau noir étant considéré comme une incitation à l'émeute<sup>1</sup>.

*Rebelles* considère donc que les manifestations entourant le Sommet des Amériques représentent un moment fort de l'histoire de la gauche radicale québécoise. Un moment qui met en évidence à la fois la force que peuvent avoir les révolutionnaires lorsqu'ils sont unis, les contradictions qui minent les milieux réformistes et la violence avec laquelle peuvent réagir les autorités lorsqu'elles perdent un tant soit peu le contrôle de la situation.

### Conclusion

Entre 1989 et 2001, pour *Hors d'Ordre*, *Hé...Basta !*, *Démanarchie* et *Rebelles*, la situation du Québec est semblable à celle des autres pays du monde. C'est une période qui marque la fin définitive de l'interventionnisme de l'État au profit de ce qui devient la seule idéologie dominante, le néolibéralisme. Tous les partis, fédéraux comme provinciaux, inscrivent leurs politiques dans le cadre de cette logique dominante. En prétendant lutter contre le déficit et la dette, les gouvernements, quels qu'ils soient, travaillent en fait à détruire les acquis sociaux. Le Parti québécois, comme les autres, travaille en ce sens. Seulement deux éléments le distinguent des autres: il prétend agir comme un gouvernement social-démocrate et fait ces coupures en collaboration avec une large part du mouvement syndical, social et étudiant.

Heureusement pour les anarchistes, la résistance est tout de même active. Les organisations féministes, les grèves étudiantes, les mouvements autochtones, antifascistes, écologistes, etc, rappellent à la classe dirigeante que des gens refuseront toujours de participer au pouvoir afin de mieux s'y opposer. Cette résistance, celle qui intéresse les journaux, se situe en opposition permanente aux gouvernements et à la bourgeoisie. Elle est également démocratique et, bien entendu, révolutionnaire.

À leurs yeux, la violence systématique et brutale de l'État justifie toutes les formes de contestation: éducation populaire, syndicalisme de combat, actions directes et lutte ar-

---

<sup>1</sup> Benoit Marsan, «Québec: c'est enlevant », *Rebelles*, vol.12, no 2, été 2001, p.5.

mée. Par voie de conséquence, ils partagent un intérêt marqué pour les mouvements qui n'enferment pas leur actions et revendications dans un cadre légal. Pour eux, ce cadre est celui de l'adversaire et n'a aucune légitimité. Ils considèrent d'ailleurs que les actions dites illégales, tel le sabotage, l'action directe ou la grève sauvage, peuvent parfois avoir une efficacité beaucoup plus grande que celles qui se confinent à la légalité.



## Conclusion

Le portrait du monde dessiné par les anarchistes québécois est infiniment sombre et brutal. C'en est un d'exploitation, de guerres, de souffrance et d'injustice. Sans l'ombre d'un doute, le message qu'ils propagent est celui d'un refus global, d'un rejet sans compromis de cette société qui n'a, et ce jusque dans ses fondements mêmes, rien à offrir. Ce vaste rejet, si on le réduit à sa plus simple expression, peut être regroupé selon trois principaux axes de lutte: contre l'État, le capitalisme et le patriarcat.

Cela est bien connu, les anarchistes, toutes tendances confondues, s'opposent à l'État. Les anarchistes québécois, tout au long de ce dernier quart de siècle, trouveront d'ailleurs dans l'actualité de quoi alimenter ce rejet. Que ce soit la course aux armements, la situation palestinienne, la guerre civile yougoslave ou, au niveau québécois, la Crise d'Oka ou le Sommet des Amériques, ces événements d'une violence parfois extrême viennent les conforter dans leur opposition à cette institution autoritaire et despotique.

Une nuance s'impose toutefois. Comme il a été dit au Chapitre I, *Rebelles* ne s'oppose pas à l'État dans l'absolu; et, quoique *Le Q-Lotté* se positionne théoriquement contre ce dernier, il adopte des positions qui ne sont pas toujours antiétatiques. Entre autres, certains membres de ces journaux appuient l'action politique au niveau municipal et la souveraineté du Québec. Ces positions ne constituent toutefois que des nuances, car le lecteur ou la lectrice trouvera dans les pages de ces journaux un message qui, règle générale, s'oppose fermement au concept étatique.

Le même rejet s'applique au capitalisme. De leur avis, ce dernier est un système d'exploitation fonctionnant selon une logique unique, sauvage et barbare: celle du profit. Tel est son fondement, le socle sur lequel il repose, et aucun gouvernement n'ira jamais à l'encontre de cette logique et des nécessités qu'elle impose. Les droits des travailleuses et des travailleurs, les lois environnementales, le respect des citoyens et de la vie humaine en générale sont considérés, au mieux comme secondaires et négligeables, au pire comme un obstacle au profit qu'il faut éliminer. Pour preuve, les journaux remarquent que tous les partis politiques au pouvoir - de centre gauche comme de droite -

se lancent dès les années 1980 dans l'ère du néolibéralisme. En agissant ainsi, ils transforment l'État en fonction des nouvelles nécessités qu'imposent les développements de la mondialisation capitaliste. À cet égard, les journaux dénoncent grandement les politiques du tandem FMI-Banque mondiale qui obligent les États du monde à couper dans les programmes sociaux. Ces politiques ont des conséquences souvent désastreuses pour les pays du Sud et les classes populaires du monde entier.

Les anarchistes québécois, particulièrement *Hé...Basta !*, accuse également le capitalisme d'être responsable de la destruction de l'environnement. Ils reprochent d'ailleurs aux environnementalistes de ne pas se positionner clairement contre le capitalisme et de ne pas développer d'analyse cohérente des causes de la pollution industrielle. Pour *Hé...Basta !* comme pour tous les anarchistes, les changements authentiques ne peuvent s'opérer qu'en marge de ce système, contre lui et sans espoir de réforme.

Leur rejet intégral du capitalisme ne signifie pas pour autant qu'ils ne croient pas que certains changements immédiats soient possibles et nécessaires. Au contraire, les journaux soutiennent les réformes qui peuvent améliorer les conditions sociales. Ce qu'ils rejettent, ce ne sont pas ces réformes – la plupart du temps obtenues par la lutte – mais le réformisme en tant qu'idéologie désirant donner un «visage humain» à un système qui ne le sera jamais, et qui, en agissant à la surface, ne touche jamais au cœur des problèmes.

Enfin, comme les anarchistes sont pour l'égalité des individus, ils s'opposent par conséquent au sexisme. Pour eux, la société actuelle est alimentée par le patriarcat, qui réduit les femmes aux rôles de bonnes à tout faire et de procréatrices dociles; il est responsable des inégalités économiques et juridiques des femmes, des agressions et de la violence qu'elles subissent.

Toutefois, il faut le souligner, des trois axes de lutte, la lutte au sexisme est celui qui occupe le moins de place dans les journaux: *Le Q-Lotté*, *La Nuit* et *Hé...Basta !* publient presque uniquement des textes théoriques sur le sujet, et *Hors d'Ordre* ne présente aucun article en traitant de façon spécifique. En fait, les seuls à être relativement en accord

avec leurs positions féministes sont *Démanarchie* et *Rebelles*, qui publient de nombreux articles, des éditoriaux et des dossiers sur la question.

Comment expliquer ce phénomène ? Une seule réponse semble valable. Les anarchistes québécois, quoique féministes, sont tout de même imprégnés, justement, par une société aux valeurs patriarcales. C'est un lieu commun de le dire: en confinant les femmes à la sphère privée, le patriarcat éloigne majoritairement les femmes de la sphère politique. C'est pourquoi la grande majorité des membres des collectifs sont des hommes. Malgré l'empathie dont ils font preuve en adoptant des principes féministes, les militants, en ne subissant pas eux-mêmes cette oppression, ont presque inévitablement tendance à la secondariser.

Le rejet de ces trois systèmes de domination représente le point de rencontre du combat anarchiste, le lieu commun de leur lutte. Ainsi, les anarchistes québécois, au-delà de leurs analyses souvent divergentes, s'attaquent le plus souvent à la société autoritaire en s'en prenant aux mêmes systèmes de domination, aux mêmes institutions. Cette unité, on la retrouve également dans l'évolution relativement commune de leur discours.

La dénonciation du phénomène de la mondialisation économique, par exemple, devient de plus en plus présente. Dès 1982, *La Nuit* et *Le Q-Lotté* remarquent que les gouvernements québécois et canadien sont influencés par la nouvelle droite américaine et anglaise. Déjà ils commencent à associer ces politiques conservatrices au néolibéralisme; mais c'est surtout après 1989 que les anarchistes cernent clairement la nouvelle phase de développement capitaliste qu'est en train de vivre le monde. À partir de ce moment et jusqu'à la fin de la période, les concepts de mondialisation et de néolibéralisme sont définitivement intégrés à leur analyse.

Progressivement, les anarchistes deviennent aussi de plus en plus critiques envers les syndicats. Dès le début des années 1990, on remarque que *Hors d'Ordre* et *Hé...Basta !* ne croient tout simplement plus au syndicalisme. Quant à *Démanarchie* et *Rebelles*, chaque fois qu'ils en parlent, c'est presque inévitablement pour dénoncer le manque de combativité des grandes centrales. Ce haussement de ton

est en lien avec l'analyse du système capitaliste dont il a été question ci-haut. Les syndicats, étant bien intégrés à l'ordre marchand et désirant préserver la paix sociale, doivent se conformer aux nouveaux changements économiques. À l'ère de la mondialisation, s'adapter à la conjoncture signifie adopter des politiques néolibérales. Les réformistes, syndicalistes ou politiciens, doivent se rendre à l'évidence: ou ils acceptent les coupures permettant au capitalisme de poursuivre son expansion, ou ils s'y opposent. S'ils s'y opposent, ils se positionnent alors en faveur d'une inévitable rupture, et cessent, justement, d'être réformistes. Évidemment, les syndicats québécois ne prennent pas ce tournant anticapitaliste. Au contraire, de concert avec le gouvernement et la majorité du mouvement social et étudiant, ils participent à l'atteinte des objectifs néolibéraux du gouvernement péquiste lors des Sommets socio-économiques du Québec (1995). En agissant de la sorte, ils prennent le tournant néolibéral et s'attirent, inévitablement, les foudres des anarchistes québécois.

La question nationale québécoise est également un élément en évolution tout au long de la période. Entre 1976 et 1995, une partie des anarchistes reconnaît que le Québec vit une oppression nationale; même *La Nuit*, qui n'est aucunement indépendantiste, l'admet. Les journaux, par contre, se désintéressent progressivement de cette question. *Démanarchie* et *Hé...Basta !*, qui apparaissent en 1994, s'en moquent éperdument, et même *Rebelles*, pour qui l'indépendance était jusque-là un élément de discours incontournable, n'en parle presque plus après 1995.

Pour *Le Q-Lotté*, *Rebelles* et *Hors d'Ordre*, la solution à l'oppression nationale se trouve dans un changement social profond. Ils se positionnent pour une véritable libération, pour une indépendance progressiste, pour l'autonomie des individus et des communautés; mais disent, du même souffle, fuir le nationalisme et l'État nation. Or, ces positions théoriques ne changent rien au fait que la majorité de la population, ainsi qu'une large part de la gauche, considèrent que la seule façon de régler la question nationale québécoise se trouve dans la souveraineté-association. Pour la majorité des Québécoises et des Québécois, indépendance, libération nationale et autonomie sont tous des syno-



nymes de «souveraineté»; et cette souveraineté, c'est le PQ, un parti de droite, réactionnaire et bourgeois, qui la met de l'avant.

Tout au long de la période, contrairement à ce que désiraient les anarchistes, la gauche indépendantiste ne développe pas de voie autonome au Parti québécois, mais s'engage en faveur du projet péquiste. Ces journaux soutiennent donc des positions théoriques qui, compte tenu du monopole impossible à soutirer au PQ concernant cette question, ont peu d'échos dans la population. Les anarchistes défendant l'indépendance se retrouvent ainsi dans une impasse difficile à surmonter, ce qui les mène peu à peu à abdiquer sur cette question. Après 1995, simultanément à l'arrivée de l'ancien conservateur Lucien Bouchard à la tête du PQ, l'antinationalisme devient alors dominant dans le discours anarchiste québécois. À ce jour, c'est encore cette analyse qui prédomine au sein du mouvement.

À l'évidence, la conjoncture politique en 2001 n'était plus la même qu'en 1976, la carte du monde avait changé tout autant que le contexte québécois. Ces transformations influencèrent assurément l'analyse des militantes et militants des journaux. En fait, c'est littéralement deux générations d'anarchistes qui firent tourner les presses pendant cette période, car les militants de *Démanarchie* et de *Hé...Basta !*, selon toute vraisemblance, étaient encore enfants lorsque *Le Q-Lotté* et *La Nuit* imprimaient leur premier numéro. Et entre ces deux générations des changements majeurs eurent lieu non seulement dans le monde, mais au sein du mouvement anarchiste lui-même. Alimentés, d'une part, par la chute de l'URSS et la fin du capitalisme d'État et, de l'autre, par le mouvement antimondialisation, les anarchistes vivent, à partir des années 1990, un renouveau de leurs idées et font parler d'eux comme ce ne fut pas le cas depuis longtemps.

Au Québec, le ras-le-bol des jeunes concernant la question nationale a certainement aidé les anarchistes, qui ont vu leur force grandir à un tel point qu'ils sont présents dans quasiment tous les mouvements de contestation: lutte des femmes, pour le logement, pour les droits des réfugiés, contre la brutalité policière, contre le néolibéralisme, etc; ils possèdent leurs librairies: *L'Insoumise* (Montréal), *La Page*

Noire (Québec) et même une bibliothèque, le DIRA, à Montréal; leurs organisations: la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes), la NEFAC (Fédération des Communistes Libertaires du Nord-Est), et publient leurs journaux et revues: *Le Trouble*, *Cause Commune*, *La Mauvaise Herbe*, *Ruptures*, ect.

Sans doute le mouvement anarchiste est-il en train de dépasser le statut éphémère de tendance à la mode, comme l'est justement le mouvement antimondialisation, et de s'implanter solidement en sol québécois pour la première fois de son histoire. S'il désire maintenant passer à la seconde étape et - tâche ardue on en conviendra - sortir de la marginalité, il a tout intérêt à s'intéresser, et ce davantage qu'il ne le fait présentement, à son histoire au Québec. Étant plutôt bien informé concernant les mouvements de lutte latino-américains et européens, qui sont effectivement très combatifs, le mouvement anarchiste connaît peu de chose des luttes d'ici qui poursuivaient, quoique dans un tout autre contexte, les mêmes objectifs que les anarchistes d'aujourd'hui. Car s'il est vrai que la gauche québécoise a longtemps vécu sous l'égide du nationalisme ou du marxisme-léninisme, il n'en demeure pas moins que l'anarchisme - entendu comme un vaste mouvement en lutte contre l'autorité, le pouvoir et l'oppression - traverse toute l'histoire des peuples du Québec.

Plonger dans cette histoire permettrait aux militantes et aux militants de s'enrichir des réflexions concernant des sujets touchant particulièrement le Québec - le colonialisme, le nationalisme, la situation des autochtones, le coopératisme, etc. Et, de façon plus générale, de prendre conscience, au-delà du romantisme souvent inhérent à l'observation d'une lutte extérieure, des contradictions qui animent les mouvements de révolte, et, par le fait même, d'être mieux outillé pour les dépasser.

Maintenant que les anarchistes ont les pieds solidement ancrés au Québec, ils doivent écrire leur histoire. Celle-ci, si elle évite les écueils de l'idéalisme et du dogmatisme, pourra être grandement bénéfique au mouvement. Ce livre, quoique modestement, se veut un pas dans l'accomplissement de cette lourde tâche.

# Idées noires

## Les anarchistes et leurs journaux au Québec (2000-2006)<sup>1</sup>

Francis Dupuis-Déri

Paradoxe apparent: les anarchistes se disent antinationalistes mais plusieurs livres d'histoire de l'anarchisme se limitent à un récit national de l'anarchisme, que ce soit aux États-Unis<sup>2</sup>, en France<sup>3</sup>, en Russie<sup>4</sup>, ou ailleurs. Des études plus générales sur l'anarchisme consacrent souvent des chapitres spécifiques à l'anarchisme dans des pays spécifiques, ou au moins dans des régions du monde. Peter Marshall, dans son ouvrage imposant sur l'anarchisme, propose ainsi des chapitres sur la France, l'Italie, l'Espagne, la Russie, les États-Unis, l'Europe du Nord, l'Amérique latine et l'Asie<sup>5</sup>. À ce titre, l'histoire de l'anarchisme au Québec est particulièrement mal documentée<sup>6</sup>. Nous attendons avec impatience la publication du livre de Michel Nestor sur le sujet, qui reprendra des éléments d'articles déjà parus sur le sujet dans *Ruptures*, la revue de la NEFAC (North-Eastern Federation of Anarcho-Communists - Fédération des communistes libertaires du Nord-Est). On comprendra ainsi l'importance et l'originalité de la recherche de Marc-André Cyr, qui

- 
- 1 Merci à Geneviève, Marie-Eve et Félix de la bibliothèque anarchiste D.I.R.A. (Documentation, informations, références alternatives), pour leur aide avec les archives, merci à Marc-André Cyr et Eve-Marie Lampron pour des commentaires sur ce texte, dont les opinions n'engagent bien sûr que leur auteur. À noter que plusieurs citations de journaux anarchistes comptent des fautes d'orthographe et de conjugaison, conservées car elles apparaissaient dans les textes originaux.
  - 2 Ronald Creagh, *Histoire de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique (1826-1886)*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1981; Corinne Jacker, *The Black Flag of Anarchy: Antistatism in the United States*, New York, Charles Scribner's Son, 1986.
  - 3 Jean Mariton, *Le mouvement anarchiste en France* (2 vols.), Paris, Gallimard, 1975; André Nataf, *La vie quotidienne des anarchistes en France: 1880-1910*, Paris, Hachette, 1986
  - 4 Paul Avrich, *The Russian Anarchists*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1967.
  - 5 Peter Marshall, *Demanding the Impossible: A History of Anarchism*, Londres, Fontana Press, 1993. Voir aussi George Woodcock, *Anarchism: A History of Libertarian Ideas and Movements*, Chicago, Meridian, 1962. Book
  - 6 Il y a quelques exceptions, dont Dimitri Roussopoulos, «Perspectives anarchistes sur le Québec», *L'Arc*, nos. 91-92, 1984, p. 78-84.

ouvre enfin une fenêtre sur l'anarchisme québécois des années 1976-2001 à travers son analyse des journaux. Cette étude nous révèle que les anarchistes réagissent souvent aux actions de «leur» État et des compagnies privées enracinées dans «leur» pays, non pas par nationalisme, mais bien parce que l'anarchisme, comme tant de mouvements sociaux, accorde une grande importance aux enjeux locaux, sans abandonner pour autant une réflexion transnationale, comme l'indiquent les nombreux textes consacrés dans leurs journaux aux guerres, à l'impérialisme politique et économique et aux divers mouvements de résistance en Occident et dans les pays du «Tiers monde».

L'histoire de l'anarchisme étant souvent peu documentée, une plongée dans les archives des journaux anarchistes permet de saisir quels thèmes et débats ont animé le mouvement à une certaine époque. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que plusieurs éditeurs ont jugé cette histoire journalistique suffisamment importante pour regrouper des articles d'un même journal ou de diverses publications sous forme de livres, offrant ainsi au lectorat un ensemble de textes généralement peu ou pas accessibles. Des journaux anarchistes ont ainsi le privilège de connaître une deuxième vie: *Le père peinarde* d'Émile Pouget<sup>1</sup>, *Mother Earth* d'Emma Goldman<sup>2</sup>, *The Blast* d'Alexander Berkman<sup>3</sup>, *Mujeres Libres* du mouvement de femmes anarchistes espagnoles du même nom<sup>4</sup>, *Le Monde libertaire* de la Fédération anarchiste de France<sup>5</sup>, *Love and Rage* de la fédération anarchiste révolutionnaire du même nom<sup>6</sup>, *Anarchy*<sup>7</sup> et *Freedom*<sup>8</sup>. Pour le Québec, il n'y avait de disponibles jusqu'à présent que deux

---

1 Émile Pouget, *Le père peinarde*, Paris, Paris, Galilée, 1976.

2 Peter Glassgold (dir.), *Anarchy: An Anthology of Emma Goldman's Mother Earth*, Washington, D.C., Counterpoint, 2001.

3 Barry Pateman (dir.), *The Blast*, Edimbourg-Oakland, AK Press, 2005.

4 Mary Nash, *Femmes libres: Espagne 1936-1939*, Paris, Pensée sauvage.

5 *Et pourtant ils existent: 1954-2004 Le Monde libertaire a 50 ans*, Paris, Cherche-Midi, 2004.

6 Roy San Filippo (dir.), *A New World in Our Hearts: Eight Years of Writings from the Love and Rage Revolutionary Anarchist Federation*, Edimbourg-Oakland, AK Press, 2003.

7 Colin Ward (dir.), *A Decade of Anarchy (1961-1970)*, Londres, Freedom Press, 1987.

8 *The State is your Enemy: Selections from the Anarchist Journal Freedom 1965-86*, Londres, Freedom Press, 1991.

anthologies, soit celle du *Q-Lotté*<sup>1</sup> et *Only a Beginning*, qui retrace les débats dans diverses publications canadiennes de 1976 au début des années 2000<sup>2</sup>.

Marc-André Cyr, par son travail minutieux d'analyse des journaux anarchistes, montre bien que les militantes et militants mobilisent la pensée anarchiste pour analyser de façon critique des événements de l'actualité nationale et internationale. Stimulés par l'actualité, ces anarchistes prennent position au Québec sur divers sujets, dont la «question nationale» à l'occasion des référendums tenus par le gouvernement du Parti québécois (PQ), la dérive des syndicats vers l'approche de partenariat, les luttes autochtones et les mobilisations contre le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, pour ne mentionner que quelques exemples. Les années qui suivent la période étudiée par Marc-André Cyr sont marquées par l'apparition de nouveaux journaux anarchistes, mais aussi par un surgissement important des anarchistes dans les médias officiels, qu'ils soient publics ou privés. La discussion que je propose ici s'ouvre sur cette popularité des anarchistes dans les médias «de masse», pour ensuite présenter les journaux anarchistes nés vers l'an 2000, indiquer les thèmes qu'ils abordent et réfléchissent à quelques débats entre anarchistes qui s'expriment dans leurs journaux sous la forme de textes polémiques.

### *L'anarchiste comme figure médiatique*

La montée en visibilité médiatique du mouvement «anti-mondialisation» ou «altermondialiste» doit beaucoup à la figure de l'anarchiste «casseur», surtout depuis la mobilisation contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, à la fin de 1999. Cette visibilité dont jouissent les anarchistes peut s'expliquer de diverses façons. Premièrement, les anarchistes autoproclamés ou non ont joué un rôle important dans les mobilisations dites «radicales» ou «anti-capitalistes» du mouvement altermondialiste. De plus, dix ans après la chute du Mur de Berlin, l'Occident est en manque d'un ennemi intérieur, figure toujours utile pour favoriser une certaine cohésion sociale autour des institu-

---

1 *La pensée en liberté: les meilleurs textes de Q-lotté*, Montréal, Ecosociété, 1996.

2 Allan Antlif (dir.), *Only A Beginning: An Anarchist Anthology*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 2004.

tions et des valeurs officielles et justifier la répression des mouvements contestataires. L'Amérique du Nord avait ainsi connu depuis la fin du XIXe siècle des vagues de paniques anticommunistes, connues en anglais sous l'appellation de red scares (peurs rouges). Le Maccarthysme des années 1950 aux États-Unis, de loin la plus connue aujourd'hui, participait de cette stratégie de peur menée par des membres de l'élite pour contrer directement le mouvement ouvrier ou simplement pour discréditer des adversaires politiques modérément à gauche<sup>1</sup>. Avec l'effritement brutal de la crédibilité de l'idéologie marxiste-léniniste et la perte d'effectifs des mouvements et des groupes communistes dans les années 1980, doublés du sentiment de toute puissance d'un libéralisme sorti victorieux de la Guerre Froide, la peur du communiste a perdu du ressort. L'anarchiste tout de noir vêtu et qui fracasse des vitrines de McDonald's et de banques vient remplacer adéquatement le communiste dans le registre des «barbares» qui menacent le système de l'intérieur, tout en restant identifié à un individu irrationnel et peu sérieux<sup>2</sup>. Les anarchistes ont acquis une telle notoriété publique que les personnalités politiques elles-mêmes les épinglent publiquement. «Si les anarchistes veulent détruire la démocratie, nous ne les laisserons pas faire», a ainsi déclaré le premier ministre du Canada Jean Chrétien lors du Sommet du G8 à Gênes, en juillet 2001<sup>3</sup>.

Cela dit, les anarchistes sont peu nombreux et partagent l'espace à l'extrême gauche du spectre politique avec plusieurs organisations et groupes de diverses tendances marxistes qui ont perdu la capacité d'initiative et de mobilisation qu'ils avaient vingt ans plus tôt, mais dont les effectifs sont approximativement aussi nombreux que ceux du mouvement anarchiste. Les rouges participent tout comme les anarchistes au mouvement altermondialiste et aux manifestations contre l'État, le capitalisme et la brutalité policière. Bref, nombreux sont les drapeaux rouges qui flottent au-

1 Marie-France Toinet, *La chasse aux sorcières: Le Maccarthysme*, Bruxelles, Complexe, 1988.

2 Murray Edelman, *The Politics of Misinformation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 41; F. Dupuis-Déri (dir.), *Les Black Blocs: Quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 2003.

3 Frédéric Garlan [AFP], «Sommet du G8: Les Huit affirment qu'ils ne se laisseront pas intimider par les casseurs», *La Presse*, 23 juillet 2001, p. A4.

dessus des manifestations radicales, mais celles-ci sont le plus souvent organisées par des anarchistes. Les anarchistes ont toutefois aux yeux des journalistes un niveau plus élevé de «valeur médiatique» que les communistes. L'anarchisme est *newsworthy* (vaut la nouvelle), pour reprendre l'expression consacrée en sociologie des médias. Les journalistes sportifs eux-mêmes portent attention aux anarchistes! Ainsi, le quotidien *La Presse* consacre un article au début du tournoi de tennis à Wimbledon, en Angleterre en 1999, précisant que l'événement commence deux jours «[a]près que 6 000 anarchistes de tout poil eurent manifesté et viré la ville à l'envers pendant une couple d'heures vendredi après-midi (les dommages ont été évalués à plus de 15 millions de dollars)<sup>1</sup>». Suite à la manifestation du 1er mai 2004 à Montréal, à laquelle participaient environ 100 000 personnes, les noirs et les rouges défilent côtes à côtes dans deux cortèges d'égale ampleur (environ 500 participants chacun) et ils affrontent une quinzaine de policiers en armures anti-manifestant qui s'étaient infiltrés en fin de parcours. Traitant de l'événement, le journal *La Presse* ne mentionne que «quelques groupes d'anarchistes, qui ont fait du grabuge<sup>2</sup>». «Des anarchistes appuient la CASSÉE» (Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie), annonce le titre d'un article de *La Presse* lors de la grande grève étudiante de l'hiver 2005, même si l'article mentionne que «des militants de groupes anarchistes, des partis communistes révolutionnaires et marxiste-léniniste» sont tous solidaires des étudiants<sup>3</sup>. Quant au président de la Campagne Québec-Vie Luc Gagnon, qui organisait un congrès contre le droit à l'avortement en novembre 2005 à Montréal (qui provoqua la formation de la Coalition avortons leur congrès), il se plaint aux médias que les «[I]es militants anarchistes nous accusent de tous les maux. D'être violents, réactionnaires» [je souligne]. L'étiquette «anarchiste» attribuée à l'ensemble de la Coalition avortons leur con-

1 Michel Blanchard, «Les femmes fascinent Wimbledon», *La Presse*, 21 juin 1999, p. S9.

2 Nathaëlle Morissette, «Imposante manifestation dans les rues de Montréal: 'Il faut changer de cap', disent les travailleurs au gouvernement Charest», 2 mai 2004, *La Presse*, p. A1.

3 Hugo Meunier, «Des anarchistes appuient la CASSÉE: La coalition étudiante y va d'un coup d'éclat devant le centre de distribution de la SAQ», *La Presse*, 6 avril 2005, p. A9.

grès masque la présence en son sein de militantes et militants de diverses tendances, dont des féministes et des rouges<sup>1</sup>. Quelques rares journalistes ont l'honnêteté de mentionner l'hétérogénéité des mouvements sociaux d'extrême-gauche. Un article sur le squat de Montréal, pendant l'été 2001, indique la présence de «communistes», mais aussi d'«anarchistes [...] et activistes de tout acabit»<sup>2</sup>. Le plus souvent, l'ensemble d'un groupe militant est toutefois identifié comme anarchiste, comme dans un article de *La Presse* où les squatteurs sont présentés comme un «ramassis hétéroclite de militants» réunis sous «le drapeau noir des anarchistes»<sup>3</sup>.

L'intérêt porté aux anarchistes reste mal intentionné, puisque l'anarchisme rime généralement avec jeunesse irrationnelle, violente et nihiliste. Dans un article au sujet des manifestations contre le Sommet des Amériques publié dans *La Presse*, la journaliste Marie-Claude Lortie explique que le «vandalisme» est le fait de «groupuscules d'anarchistes»<sup>4</sup>. Des «experts», dont Marcel Belleau (chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM), affirment également que des «groupes anarchistes et des individus de tout acabit profiteront probablement aussi du Sommet pour se livrer à leur jeu favori: la casse», soit «du vandalisme, [...] des vols et autres délits»<sup>5</sup>. Même à l'occasion de manifestations très calmes, la présence d'anarchistes enflamme les esprits. Ainsi, suite à une manifestation étudiante en mars 1999, *La Presse* publie une photo accompagnée d'une légende qui mentionne des «casseurs qualifiés d'anarchistes», alors que l'article ne fait pas référence à des «anarchistes» et qu'il précise que «les manifestations se sont généralement déroulées dans l'ordre» et que la police «n'a signalé aucun incident majeur»<sup>6</sup>.

1 Laura-Julie Perreault, «Un congrès pro-vie à Montréal soulève la grogne», *La Presse*, 11 novembre, 2005, p. A12.

2 Silvia Galipeau, «Pour un squat à Montréal», *La Presse*, 28 juillet 2001, p. A7. Voir aussi Yves Boisvert, «La fissure», *La Presse*, 8 septembre 2001, p. A4.

3 Michèle Ouimet, «Rouler dans la farine», *La Presse*, 5 septembre 2001, p. A17.

4 Marie-Claude Lortie, «Sommet des Amériques – Les bons, les brutes et les méchants», *La Presse*, 21 avril 2001, p. B3.

5 Marcel Belleau, «Sommet de Québec: Une dynamique de confrontation ?», *La Presse* [section «Opinion»], 23 mars 2001, p. A10.

6 Marc Thibodeau, «Des milliers d'étudiants dans la rue: Ils demandent 500 millions pour les universités et 250 millions pour les cégeps», *La Presse*, 25 mars 1999, p. A7.



Quelques journalistes admettent enfin que les médias officiels pratiquent systématiquement l'amalgame entre «anarchisme» et violence. Une journaliste de *La Presse* remarque dans un article qu'elle signe au sujet du premier Salon du livre anarchiste de Montréal en 2000 que «l'anarchisme fait peur: associé aux vitrines fracassées et aux voitures renversées, le courant carbure pourtant à la liberté et à la non-violence<sup>1</sup>.» Une de ses collègues admet à l'occasion de la couverture des manifestations contre le Sommet des Amériques que les anarchistes sont présentés sous un angle «caricaturé» et elle précise que «le personnage le plus proche de cette caricature se retrouve probablement au sein de la CASA<sup>2</sup> ou de la CLAC<sup>3</sup>. Il s'agit en fait de deux coalitions de groupes de gauche opposés au libre-échange, avec des ramifications chez certains anarchistes et autres militants révoltés contre le 'système'. Ce sont les purs et durs<sup>4</sup>».

Les «anarchistes» ne sont présentés qu'en de très rares occasions sous un angle plutôt favorable par des journalistes. C'est parfois le cas lors de la couverture du Salon du livre anarchiste. *La Presse*<sup>5</sup> qui couvre l'événement parle alors plutôt avec sérieux de l'anarchisme, évoquant même les idéaux chers aux anarchistes. Le même journal offre en mai 2001 une série d'articles sous le thème «La nouvelle gauche»<sup>6</sup> et en juin 2004 un dossier «Qui sont les anars?»<sup>7</sup>, où des anarchistes prennent la parole et présentent leurs idées. En général, pourtant, les anarchistes sont réduits à l'image d'individus aux idées inacceptables pour les «bons

---

1 Martine Roux, «Le premier Salon du livre anarchiste connaît un franc succès», *La Presse*, 7 mai 2000, p. A3.

2 Comité d'accueil du Sommet des Amériques, un groupe de la ville de Québec.

3 Convergence des luttes anti-capitalistes, un groupe de Montréal.

4 Marie-Claude Lortie, «Sommet des Amériques – Les bons, les brutes et les méchants», *La Presse*, 21 avril 2001, p. B3.

5 Yves Boisvert, «L'anarchie n'est pas un parti», *La Presse*, 8 mai 2000, p. A5 ; Martine Roux, «Le premier Salon du livre anarchiste connaît un franc succès», *La Presse*, 7 mai 2000, p. A3 ; Judith Lachapelle, «L'anarchie passe au salon», *La Presse*, 20 mai 2001, p. A4.

6 Marie-Claude Lortie, «La nouvelle gauche: Comment investir le terrain politique ?», *La Presse*, 27 mai 2001, p. A7 ; Marie-Claude Lortie, «La nouvelle gauche: L'élection dans Mercier a tout déclenché», *La Presse*, 26 mai 2001, p. A1.

7 Caroline Touzin, «L'information rebelle», *La Presse*, 12 juin 2004, p. A2 ; Caroline Touzin, «Adeptes de l'ordre sans le pouvoir», *La Presse*, 12 juin 2004, p. A3.

citoyens». Le chroniqueur Yves Boisvert de *La Presse* se permet d'accuser les anarchistes d'incohérence tout en admettant: «je ne suis pas anarchiste. Comment peut-on l'être quand on a des enfants à élever ? Ce n'est pas un sport de famille, l'anarchie<sup>1</sup>.» Pierre Foglia, lui aussi chroniqueur à *La Presse*, affirme en discutant des manifestations contre le Sommet des Amériques que les «anarchistes [...] ne font pas toujours la différence entre Robin des bois et Bakounine. Même les plus documentés font commencer l'anarchisme avec Noam Chomsky qu'ils citent dans le texte<sup>2</sup>». Sa collègue Lysiane Gagnon mentionne les mêmes manifestants qui «se disent anarchistes ! Un peu de lecture ne leur ferait pas de tort<sup>3</sup>.» Lorsqu'on accorde à l'anarchiste une pensée politique, c'est donc pour ajouter qu'elle est incohérente ou mal informée<sup>4</sup>.

Or quand on prend la peine de discuter et d'écouter des anarchistes, voilà qu'apparaît une pensée politique. Les journaux anarchistes, parce qu'ils sont précisément des lieux où des anarchistes font l'effort de présenter leur conception du monde, révèlent cette pensée et les axes autour desquelles elle s'articule. Depuis 2000, plusieurs journaux anarchistes sont apparus au Québec. J'ai analysé, quoique plus superficiellement que Marc-André Cyr, six journaux qui me paraissent importants: *Le Trouble*, *Ruptures*, *Cause commune*, *La Mauvaise herbe*, *Anarkhia* et *Les Sorcières* (je suis désolé de ne pas avoir traité d'autres publications, dont je n'ai pas connaissance, qui ne m'étaient pas accessibles ou par manque de temps).

### *Le Trouble*

Fondé en 2000, l'équipe présente *Le Trouble* sur un ton ironique comme «un journal de propagande anarchiste autogéré, qui est composé d'individus louches, futiles et malveillants.» De tous les journaux discutés ici, il est sans doute le plus important en raison de sa longévité (de 2000 à

1 Yves Boisvert, «La société c'est pas de la tarte», *La Presse*, 24 mai 2000, p. A5.

2 Pierre Foglia, «Pour chasser les dernières fumées», *La Presse*, 26 avril 2001, p. A5.

3 Lysiane Gagnon, «Un bon Sommet !», *La Presse*, 24 avril 2001, p. A17.

4 À noter qu'on ne se demande jamais à propos des patrons dans quelle mesure ils ont lu ou non les classiques du libéralisme économique, comme Adam Smith et Friedrich von Hayek...

2005), du nombre de ses numéros (28) et de leur volume (parfois jusqu'à 16 pages). La «plate forme» du journal, reproduite en page éditoriale de chaque numéro, l'identifie comme «révolutionnaire et anarchiste», anticapitaliste, athée, antinationnaliste et antipatriarcal. Ces enjeux ne se voient toutefois pas attribuer la même importance dans le journal, en termes d'espace et d'articles leur étant consacrés.

*Le Trouble* accorde une attention très grande aux luttes socioéconomiques, dont les grèves et les arnaques des compagnies privées ou les politiques d'austérité économique des gouvernements. Il y a peu de textes d'analyse conceptuelle, *Le Trouble* optant plutôt pour les discussions d'événements ou de dynamiques particulières, comme le phénomène de la gentrification et la construction de condos<sup>1</sup> ou l'agro-industrie<sup>2</sup>. En toile de fond, *Le Trouble* adopte généralement l'approche de la lutte de classe<sup>3</sup> et propose une discussion sur l'origine de la classe moyenne<sup>4</sup>. Quelques textes sont plus didactiques, expliquant l'anarchisme en général<sup>5</sup>, ou l'anarchisme au travail, illustré par des exemples d'auto-gestion contemporaine en Argentine et ailleurs<sup>6</sup>. À partir de 2003, des textes théoriques sont publiés dans la rubrique non régulière «L'anarchie de A à Z», débutant par une présentation de l'auto-gestion<sup>7</sup>.

*Le Trouble* offre de nombreuses analyses de la politique internationale. Il s'agit par exemple de critiques des élections américaines dont George Bush sort vainqueur<sup>8</sup>, des politiques impérialistes d'Israël et des États-Unis, dont l'invasion de l'Irak, mais le plus souvent de présentations des

---

1 «La gentrification: Place aux sales condos», *Le Trouble*, vol. 1, no. 3, 2000, p. 5; «Pas de condos dans nos quartiers», *Le Trouble*, vol. 1, no. 6, 2001, p. 3; «Entrevue avec le Comité logement de la CLAC», *Le Trouble*, vol. 3, no. 16, 2003, p. 4; «La gentrification: Des luttes coulées dans le béton», *Le Trouble*, vol. 4, no. 20, 2003, p. 6.

2 «L'agriculture industrielle comme outil d'un système destructeur!», *Le Trouble*, vol. 2, no. 1, 2001, p. 8-9.

3 «Nous sommes prêt-e-s... pour la lutte de classes!», *Le Trouble*, vol. 3, no. 17, 2003, p. 5.

4 «L'origine de la classe moyenne», *Le Trouble*, no. 1, 2000, p. 6.

5 «Qu'est-ce que l'anarchisme?», *Le Trouble*, vol. 1, no. 3, 2001, p. 15.

6 *Le Trouble*, vol. 3, no. 17, 2003, p. 6-7.

7 «A comme Auto-gestion», *Le Trouble*, vol. 4, no. 21, 2003, p. 9.

8 Plusieurs articles, *Le Trouble*, vol. 1, no. 3, 2001, p. 8-9.

lutttes de résistance en Bolivie<sup>1</sup>, en Irak<sup>2</sup>, au Venezuela<sup>3</sup>, en Palestine<sup>4</sup> (dont l'Intifada<sup>5</sup>), au Bengladesh<sup>6</sup> et en Haïti<sup>7</sup>. *Le Trouble* consacre également un article sympathique à la résistance Mohawk en région montréalaise<sup>8</sup>. Suite à l'attaque aérienne du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, *Le Trouble* publie un texte incendiaire, au titre provocateur: «La destruction des États-Unis est indispensable au salut de l'humanité». On s'y réjouit de la frappe contre la superpuissance, tout en espérant que le peuple américain profite de l'occasion pour renverser le pouvoir autoritaire (mais en prévoyant que la propagande médiatique détourne le peuple de cette direction)<sup>9</sup>. Cet article lui vaudra d'être abandonné par l'imprimeur qui craint des problèmes légaux en raison des lois «antiterroristes» et d'être menacé par l'écrivain réactionnaire Maurice Dantec<sup>10</sup>, qui est épinglé régulièrement dans le journal pour ses accointances avec l'extrême droite.

*Le Trouble* se rapproche quelque peu du style de Démanarchie dans son iconographie et ses propos au sujet des manifestations et de la répression policière. Les manifestations contre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à Prague le 26 septembre 2000 et la mobilisation contre le Sommet des Amériques sont ainsi présentées comme des moments exaltants de la révolte contre les élites. *Le Trouble* appuie le principe du respect de la diversité des tactiques, tel qu'énoncé par la Convergence

- 1 «Les prolos bolivienNEs en ont... ras-le-bol», *Le Trouble*, vol. 1, no. 7, 2001, p. 6.
- 2 «Irak: Les révoltes inconnues», *Le Trouble*, vol. 3, no. 16, 2003, p. 8; «Guerre de classes en Irak», *Le Trouble*, vol. 4, no. 25, 2004, p. 6-7.
- 3 «La marmite vénézuélienne», *Le Trouble*, vol. 3, no. 16, 2003, p. 9.
- 4 «Chroniques palestiniennes», *Le Trouble*, vol. 3, no. 19, p. 11; dossier sur Israël (*Le Trouble*, vol. 5, no. 28, 2005, p. 5).
- 5 «Intifada, ou l'émeute permanente», *Le Trouble*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 8-9.
- 6 «Grève générale au Bengladesh», *Le Trouble*, vol. 4, no. 23, 2004, p. 6.
- 7 «Haïti: Les dessous de l'histoire», *Le Trouble*, vol. 4, no. 23, 2004, p. 7.
- 8 «Kanehsatake: La communauté Mohawk résiste encore!», *Le Trouble*, vol. 4, no. 25, 2004, p. 4.
- 9 «La destruction des États-Unis est indispensable au salut de l'humanité», *Le Trouble*, vol. 1, no. 7, 2001, p. 5. Pour éviter toute confusion, le peuple et les pauvres aux États-Unis sont clairement distingués des élites, dans un autre article («L'anti-américanisme pour et contre», *Le Trouble*, vol. 2, no. 12, 2002, p. 8).
- 10 «Le Trouble: Trop risqué!» et «La guerre sainte de Maurice Dantec», *Le Trouble*, vol. 2, no. 1, p. 3.

des luttes anti-capitalistes (CLAC) en prévision des manifestations à Québec, en avril 2001<sup>1</sup>. Le squat Overdale-Préfontaine (été 2001) est quant à lui présenté comme un «laboratoire des principes libertaires<sup>2</sup>». La répression contre le mouvement anti-mondialisation en particulier<sup>3</sup> et la répression policière en général<sup>4</sup> sont régulièrement documentées et dénoncées.

Les élections fédérales et provinciales sont autant d'occasions pour *Le Trouble* de critiquer le cirque électoral et d'appeler à l'abstention<sup>5</sup>. La politique canadienne et québécoise est également abordée, lorsque des politiciens sont pris dans le trafic de la drogue, par exemple, ou quand ils prennent des décisions contestables. Contrairement aux journaux anarchistes des décennies précédentes, la «question nationale» est pratiquement absente des préoccupations du *Trouble*, si ce n'est lorsqu'il dénonce le Mouvement pour la libération nationale du Québec (MLNQ), dont les membres infiltrent des manifestations progressistes à partir de 2003. *Le Trouble* lance d'ailleurs un appel «pour l'expulsion du MLNQ des mouvements sociaux»<sup>6</sup>.

De ces principes déclarés, *Le Trouble* accorde une place privilégiée à l'anarchisme, à l'anticapitaliste et à l'internationalisme, mais dénote un faible intérêt pour la critique de la religion et du patriarcat, deux sujets auxquels il ne consacre que très peu de textes. La culture est par ailleurs inté-

---

1 «Sommet des Amériques: Attentat à la pudeur démocratique», *Le Trouble*, vol. 1, no. 3, 2001, p. 3; «Québec 2001: Entre le spectacle et la réalité», *Le Trouble*, vol. 1, no. 4, 2001, p. 3 et d'autres textes: p. 4-7; et plusieurs articles dans la «Section Sommet en tout genre», *Le Trouble*, vol. 1, no. 5, 2001, p. 8-13. Voir aussi, au sujet d'autres manifestations contre d'autres Sommets (Washington D.C., Gênes), *Le Trouble*, vol. 1, no. 7, p. 8-10.

2 «Éditorial: Le squat comme laboratoire des principes libertaires», *Le Trouble*, vol. 1, no. 7, 2001, p. 2, et autres textes dans le même numéro, p. 3-4; voir aussi «Squat: Expulsion forcée et musclée», *Le Trouble*, vol. 2, no. 1, p. 4; «Un été complet de squats dans tout le pays!», *Le Trouble*, vol. 2, no. 13, 2002, p. 8-9.

3 «La panique étatique contre l'anti-capitalisme», *Le Trouble*, no. 1, 2000, p. 12.

4 Plusieurs textes, dont «Éditorial: Tout État est policier», *Le Trouble*, vol. 2, no. 10, 2001, p. 2; et un dossier spécial, *Le Trouble*, vol. 2, no. 11, 2001.

5 «Éditorial: Votez bien, votez rien!», *Le Trouble*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 2 (voir aussi les articles en p. 3-4).

6 «La déroute inévitable du nationalisme québécois», *Le Trouble*, vol. 3, no. 16, 2003, p. 10; voir aussi «Le MLNQ hypocrite, menteur et délateur!», *Le Trouble*, vol. 3, no. 19, p. 10; «MLNQ... Nouvelle étiquette, même marde», *Le Trouble*, vol. 4, no. 26, 2004, p. 8.

grée dans *Le Trouble* sous la forme d'entrevues avec des musiciens sympathiques, dont ceux de Jeunesse apatride, René Binamé, Xplicit Noize, Beauty Dropout<sup>1</sup>, UN1-T<sup>2</sup>, et quelques recensions de livres<sup>3</sup>. Enfin, une section rédigée par RASH (Red Anarchist Skinheads) présente divers textes sur la musique, l'antiracisme et le mouvement skin d'extrême gauche<sup>4</sup>.

Après avoir tiré à 1000 exemplaires, *Le Trouble* se saborde en tant que journal sur support papier en 2005, sur un constat d'échec politique exprimé sur son site Internet, où il entend continuer à vivre. L'équipe rappelle que le journal avait eu pour objectif à ses débuts de rallier «les forces des propagandistes libertaires, autrefois éparpillées à l'intérieur de petits fanzines contestataires», pour les fusionner «à l'intérieur du *Trouble* pour accroître notre impact agitationnel. Comme on dit dans le monde merveilleux de la physique nucléaire, l'union de plusieurs atomes légers à très haute température donne un grand dégagement d'énergie. Donc, *Le Trouble* est l'équivalent de la bombe thermonucléaire sur le plan de l'agitation-propagande.» Or cinq ans plus tard, le collectif déclare: «nous sommes forcés de constater que le but de rassembler les forces des propagandistes anarchistes a été un échec. Nous sommes revenus au point de départ, avec divers collectifs sortant leurs divers fanzines, quoique sur du plus beau papier. Nous espérons pouvoir continuer un travail de trouble-fêtes et de troublionEs.» Ce travail continue pour l'instant sur Internet.

---

1 «Contre-culture: Jeunesse apatride», *Le Trouble*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 16; «Entrevue avec René Binamé», *Le Trouble*, vol. 1, no. 5, 2000, p. 15; «Entrevue avec Xplicit Noize: La fin du monde en 2012 selon Explicit Noize», *Le Trouble*, vol. 2, no. 1, 2001, p. 16; «Entrevue avec Beauty Dropout: Femmes plus câlice!!!», *Le Trouble*, vol. 2, no. 10, p. 12.

2 «UN1-T sans face cachée!!!», *Le Trouble*, vol. 3, no. 19, p. 15.

3 L'Histoire populaire des États-Unis de Howard Zinn («Les États-Unis vus autrement», *Le Trouble*, vol. 3, no. 15, 2003, p. 12); Dommages de guerre, de Claude Guillon (*Le Trouble*, vol. 3, no. 16, 2003, p. 12); L'Amérique pauvre: Comment ne pas survivre en travaillant, de Barbara Ehrenreich (*Le Trouble*, vol. 4, no. 25, 2004, p. 9) et de mon livre Les Black Blocs (*Le Trouble*, vol. 3, no. 17, p. 11) – merci! Voir aussi *Le Trouble*, vol. 5, no. 28, 2005, p. 6-8.

4 Débutant dans *Le Trouble*, vol. 1, no. 7, 2001.

## Ruptures et Cause commune

La NEFAC s'est dotée de deux publications, *Cause commune*, un petit journal distribué gratuitement et réagissant à l'actualité, et *Ruptures*, une revue proposant des textes d'analyse. Selon la NEFAC, leur journal *Cause commune* est tiré à 3000 exemplaires. Les textes sont également disponibles sur le site Internet de la fédération. Ce journal «se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.» On y retrouve une chronique au titre identique que dans *Le Trouble*, soit «L'anarchie de A à Z», qui propose d'expliquer certains concepts d'un point de vue anarchiste, comme le fédéralisme (no. 6), la gratuité (no. 7), l'homophobie (no. 8) et l'individualisme (no. 9).

*Cause commune* traite principalement de l'actualité, critiquant la farce électorale et la victoire du parti conservateur aux élections fédérales de 2006<sup>1</sup>, ou encore l'approche consultative du gouvernement provincial de Jean Charest<sup>2</sup>. *Cause commune* propose également une «chronique syndicale» et divers textes portant sur les stratégies gouvernementales ou patronales pour faire reculer les acquis des travailleuses et travailleurs, mais aussi sur les luttes de résistance – dont les grèves – contre les employeurs. Quelques textes portent sur des mobilisations progressistes, comme celles de la Coalition avortons leur congrès<sup>3</sup>, sur la répression contre des immigrants et réfugiés, dont le cas de Mohamed Cherfi<sup>4</sup>, sur des mouvements de résistance dans le monde, dont les zapatistes<sup>5</sup> et sur la nuisance du MLNQ<sup>6</sup>. Quand l'urgence l'exige, la NEFAC produit *Cause Commune*

---

1 «Harper et ses chums au pouvoir: Votez bleu, mangez brun», *Cause commune*, no. 9, 2006 [source: site Internet].

2 «Le gouvernement Charest nous consulte... Répondez 'oui monsieur'!», *Cause commune*, no. 9, 2006 [source: site Internet].

3 «Les anti-choix se réunissent à Montréal: Avortons leur congrès!», *Cause commune*, no. 8, 2005 [source: site Internet].

4 Un réfugié algérien militant pour ses droits et celui de ses semblables, et expulsé aux États-Unis par le gouvernement canadien («Après seize mois d'emprisonnement injustifié, Cherfi reconnu comme réfugié politique aux États-Unis», *Cause commune*, no. 7, 2005 [source: site Internet]).

5 «Le mouvement zapatiste de nouveau en marche!», *Cause commune*, no. 7, 2005 [source: site Internet].

6 «Le MLNQ à Québec: Fachos, hors de nos rues!», *Cause commune*, no. 7, 2005 [source: site Internet].

plus rapidement, comme dans le cas de la grève étudiante de 2005 où le journal prend l'allure d'un grand tract imprimé recto-verso.

La revue *Ruptures* apparaît pour sa part dès son premier numéro comme la voix officielle - quoique pas toujours homogène - de la NEFAC, même si ses pages sont en principe ouvertes à des collaborations venant de l'extérieur de la fédération. *Ruptures* propose d'entrée de jeu un dossier spécial sur l'organisation et y défend le mode organisationnel adopté par la NEFAC, soit la «plate-forme», associée, entre autres, à Nestor Makhno. Le dossier comprend un texte manifeste: «Nous sommes platformistes!». À vocation à la fois programmatique et didactique, ce texte explique que «là où la plate-forme détonne vraiment»:

c'est au niveau de ses propositions organisationnelles et des positions qui en découlent. [...] La Plate-forme propose plutôt «le ralliement des militants actifs de l'anarchisme sur la base de positions précises: théoriques, tactiques et organisationnelles, c'est-à-dire sur la base plus ou moins achevée d'un programme homogène». [...] La plate-forme postulait donc la nécessité d'une unité théorique et tactique, formulée en un programme. Cette nécessité était rejetée par les partisans de la "synthèse" qui soit n'en voyait pas l'utilité (Faure) ou la croyait prématurée et jugeait la méthode proposée par la plate-forme "mécanique" (Voline). [...] Dielo Trouda introduit ensuite un principe pourtant simple, la responsabilité collective, mais qui a attiré les foudres des critiques. L'idée de base de la responsabilité collective c'est que «si nous acceptons collectivement des positions politiques et une ligne d'action déterminée, c'est pour que chaque membre l'applique dans son travail politique. De plus, en nous entendant sur un travail à faire et une façon de le faire, nous devenons responsables, les uns envers les autres, de son exécution. **La responsabilité collective**, finalement, n'est rien d'autre que la méthode collective d'action.» Cette idée fut cependant attaquée comme étant une



volonté d'embrigader l'anarchisme militant, Malatesta allant même jusqu'à la comparer à la discipline de caserne. Pour faire tenir le tout ensemble, la plate-forme propose l'incontournable principe du fédéralisme, qu'on présente comme «concili[ant] l'indépendance et l'initiative de l'individu ou de l'organisation, avec le service de la cause commune»<sup>1</sup>.

Les critiques adressées au platformisme et bien connues de la NEFAC se réactiveront au Québec, tout particulièrement – pour ce qui est des journaux – au sein de *La Mauvaise herbe*, et dans une ampleur moindre dans *Anarkhia*, qui attaqueront explicitement ou non cette forme organisationnelle (débat dont je discute plus loin dans ce texte).

Chaque numéro de *Ruptures* comprend un dossier spécial: sur le patriarcat (no. 2), sur les classes sociales (no. 3), sur le nationalisme, le racisme et l'extrême droite (no. 4), sur les contre-pouvoirs (no. 5). Chaque dossier contient plusieurs articles qui abordent le sujet sous des angles différents, soit en termes descriptifs et historiques, soit en termes plus analytiques. Le numéro sur le nationalisme comprend ainsi des textes sur la tradition anti-impérialiste et anti-fasciste chez les anarchistes, un portrait de l'extrême droite au Québec qui détaille les liens historiques et actuels entre diverses personnalités et organisations, les liens entre le racisme et la lutte de classe et le racisme envers les communautés autochtones au Canada. Le numéro sur les contre-pouvoirs discute de la gauche révolutionnaire dans les mouvements sociaux et critique le film *La Prise* (sur l'autogestion d'entreprise en Argentine) ainsi qu'un numéro de la revue *Possibles* sur l'autogestion. Pour accroître la diffusion, certains textes sont regroupés et distribués sous forme de brochures, comme ceux sur la mouvance antiféministe «masculiniste» (un sujet abordé dans le no. 5)<sup>2</sup>.

*Ruptures* propose au fil de ses numéros de suivre «les traces de l'anarchisme au Québec», à travers une série d'ar-

---

1 «Question d'organisation: NOUS SOMMES PLATEFORMISTES !», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

2 *Les masculinistes: Qu'est-ce que c'est? Par E. Morraletat – Qui sont-ils? Par Joa*, Montréal, éditions Ruptures, 2005, 22 p.

tibles historiques et un «petit lexique révolutionnaire» offre des définitions de termes tels «classe», «prolétariat», «révolution», etc. Divers livres sont recensés, soit ceux de Normand Baillargeon, Noam Chomsky et Howard Zinn. *Ruptures* propose également – comme *Le Trouble* quelques années plus tôt – une entrevue avec le groupe de musique Jeunesse apatride (dans son no. 5).

En général, *Ruptures* et la NEFAC s'inscrivent dans un projet «révolutionnaire<sup>1</sup>» et accordent «la primauté [à] la lutte de classe dans la société» en insistant sur «son rôle moteur dans le changement social<sup>2</sup>». Cela dit, «lorsqu'il y a un syndicat en place il est souvent inefficace et/ou vendu aux patrons». Conséquemment, «l'auto-organisation sur le lieu de travail devient une nécessité et non plus seulement un choix stratégique<sup>3</sup>». L'auto-organisation sur le lieu de travail consiste premièrement à :

se regrouper entre travailleurs et travailleuses pour discuter de ce qui se passe à job, [pour] ensuite élaborer ensemble une stratégie pour faire valoir nos intérêts face à ceux des patrons et finalement c'est mettre en action nous-mêmes cette stratégie. Concrètement, ça consiste à ralentir le rythme de travail par des grèves du zèle; ça consiste aussi en des actes de destruction de la propriété privée de nos boss par du sabotage. En bout de ligne, l'auto-organisation sur les lieux de travail mène à des grèves sauvages, des grèves contrôlées par la base des travailleurs et travailleuses débarrassés d'intermédiaires indésirables comme des bureaucrates syndicaux<sup>4</sup>.

---

1 Voir le dossier du troisième numéro sur la lutte de classes, plus particulièrement «Lutte de classe et anarchisme révolutionnaire», *Ruptures*, no. 3 [source: site Internet].

2 «Question d'organisation: NOUS SOMMES PLATEFORMISTES !», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

3 Nik Robertson, «Tir groupe: de la nécessité de l'auto-organisation», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

4 Nik Robertson, «Tir groupé: de la nécessité de l'auto-organisation», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

Ce discours axé sur l'idée d'une lutte de classe est parfois nuancé par une approche inclusive, «notre classe<sup>1</sup>» comprenant des locataires, des femmes, des gens de couleur, des gais, des lesbiennes et des bissexuelles<sup>2</sup>. Mais *Ruptures* tend à concevoir les conflits sociaux à travers le prisme binaire d'une lutte entre deux classes, affirmant par exemple l'«inexistence de la classe moyenne<sup>3</sup>», puisqu'il n'y a, au final, que deux camps opposés dans la lutte économique, les exploités et les exploités-e-s.

### *La Mauvaise herbe*

De facture plus artisanale, *La Mauvaise herbe* se présente sous forme de petite brochure comme une publication au rythme de parution aléatoire et qui regroupe diverses tendances: «anticivilisationiste, autonomistes, insurrectionnistes, individualistes, écoanarchistes, anarcho-punks, anarcho-primitiviste, néo-lutte de classiste, lutte contre les classes, luddistes, biorégionalistes, situationnistes et autres anarchistes sans étiquettes<sup>4</sup>.» Ce journal se positionne rapidement de façon critique face à l'approche platformiste de *Ruptures* et de la NEFAC. Au-delà de ce différend, les thèmes abordés par *La Mauvaise herbe* contrastent avec ceux croisés dans *Le Trouble* et *Ruptures*, deux publications qui accordent une grande importance aux enjeux socio-économiques classiques et à la lutte de classe. *La Mauvaise herbe* consacre pour sa part de très nombreux textes (en majorité français, mais aussi anglais et espagnols) à discuter de l'écologie au sens large, soit de l'écologisme radical<sup>5</sup>, de l'anarcho-écologie<sup>6</sup>, de la domination des êtres humains sur

1 Nik Robertson, «Tir groupé: de la nécessité de l'auto-organisation», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet]. Sur l'importance des classes sociales et de penser en termes de «classes» pour préparer la révolution, voir aussi: «Où est-ce qu'on va maintenant?: Vers une nouvelle stratégie révolutionnaire», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

2 Nik Robertson, «Tir groupé: de la nécessité de l'auto-organisation», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

3 Voir le dossier du troisième numéro sur la lutte de classes, plus particulièrement l'article «De l'inexistence de la classe moyenne», *Ruptures*, no. 3 [source: site Internet].

4 «La mauvaise herbe en quelques mots...», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 3 [2003], pas de pagination.

5 *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 12-13.

6 «Essai sur l'anarcho-écologie», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 3 [2003], pas de pagination.

les animaux à travers la domestication<sup>1</sup> ou l'élevage industriel<sup>2</sup>. *La Mauvaise herbe* propose d'adopter la position du «biocentrisme», c'est-à-dire une «théorie morale affirmant que tout être vivant mérite le respect moral<sup>3</sup>». Cela dit, *La Mauvaise herbe* dénonce la récupération de l'écologisme par la droite, dont le Front national de Jean-Marie LePen en France<sup>4</sup>.

Proposant une «critique anarchiste de la civilisation<sup>5</sup>» dans l'esprit de John Zerzan, *La Mauvaise herbe* explique que la «nouvelle culture» émergeant d'une éventuelle révolution biocentriste ne «va pas être un retour strict à la cueillette de nourriture, mais au moins, elle va restaurer la liberté, la naturalité et la spontanéité que nous avons échangée contre les artefacts de la civilisation, et elle peut inclure une nouvelle version de formes culturelles avec nos anciennes cultures<sup>6</sup>.» En réponse à des critiques régulièrement énoncées contre l'anarchoprimitivisme, *La Mauvaise herbe* précise qu'il ne faut pas croire que «les êtres humains sont fondamentalement bons [...]. Les qualités humaines changent selon l'environnement naturel et social. [...] La civilisation comme mécanisme répressif est devenue un traumatisme à chaque génération, préservant et régénérant sa base de répression et d'auto-répression psychosociale<sup>7</sup>.» En termes de militantisme et d'agitation, l'attention se porte vers des groupes écologistes radicaux et leurs actions directes<sup>8</sup>, sur le

1 «La domestication comme processus de domination», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 3, [2002], p. 7-10.

2 «L'élevage: Véritable système carcéral», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 3, [2002], p. 26-28.

3 «Diversité anarchiste vs anarchisme monolithique», *La Mauvaise herbe*, numéro sans indantification de date, portant le sous titre «A bas les monocultures militantes», p. 11.

4 «Attention, v'la les écolo-fascistes!», *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 4 [2004], sans pagination.

5 «Critique anarchiste de la civilisation», *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 1 et suite vol. 3, no. 2.

6 «Critique anarchiste de la civilisation» [2e partie], *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 2.

7 «Critique anarchiste de la civilisation» [2e partie], *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 2.

8 «Earth Liberation front», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 2 [2003], pas de pagination; «Les dernières actions d'ELF», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 4 [2003], pas de pagination; «Un dernier souffle pour la vie: Earth Liberation Front/Front de libération de la Terre», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 5 [2002], pas de pagination; «Actions de libération animale et planétaire d'à travers le monde», *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 4 [2004], pas de pagination.

néoluddisme<sup>1</sup>, voire sur les actes de révolte d'animaux<sup>2</sup>. *La Mauvaise herbe* s'oppose également à des projets d'autoroute à Montréal et propose comme alternative une île de Montréal sans voiture, dotée d'«un système de transport autonome et d'entraide», avec des tramways, un réseau de métro et de pistes cyclables élargi et une transformation de tous les espaces vacants en espaces verts<sup>3</sup>.

Comme le journal *Hé...Basta !* à une autre époque, *La Mauvaise herbe* encourage les individus à pratiquer ici et maintenant un mode de vie plus écologique, offrant des conseils au sujet de médicaments naturels, dont l'échinacée<sup>4</sup>, expliquant les vertus du pissenlit<sup>5</sup> et proposant des recettes pour fabriquer son propre «shampoing maison»<sup>6</sup> et des «produits nettoyants écologiques»<sup>7</sup>. On y croise aussi des critiques des compagnies qui font des profits en vendant aux femmes des tampons et des serviettes sanitaires dangereuses pour leur santé, en raison de leur saturation de produits chimiques, dont le chlore<sup>8</sup>.

Quelques textes portent sur la politique internationale, dont des critiques d'Israël qui profite de la «complicité états-unienne»<sup>9</sup> et du «Plan Colombie» des États-Unis qui relève d'une volonté néocoloniale<sup>10</sup>. Un auteur de *La Mauvaise herbe* partage également ses réflexions sur les squats en Europe, suite à un séjour qui l'a conduit dans plusieurs d'entre eux<sup>11</sup>, ce qui s'inscrit en continuité des

- 
- 1 «Ludd dépassé?», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 2 [2003], pas de pagination.
  - 2 «Quand les animaux sauvages (et les moins domestiqués) contre-attaquent! Les animaux comme force révolutionnaire», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 5 [2002], pas de pagination.
  - 3 «Encore une autoroute à Montréal», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 1-4.
  - 4 «Le mythe de l'échinacée», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 18.
  - 5 «Le pissenlit: La fleur du soleil», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 5, [2002], pas de pagination.
  - 6 *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 5.
  - 7 *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 8.
  - 8 «Le sang coule du couloir obscur», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 20-23, avec une suite dans *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 5, [2002], pas de pagination. À noter qu'il existe à Montréal un journal bilingue de féministes radicales uniquement consacré à cette question, soit *Alerte rouge/Red alert*.
  - 9 *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 5-6.
  - 10 *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 14-16.
  - 11 «Petit voyage dans les squats en Europe», *La Mauvaise herbe*, vol. 4, no. 3 [2005], sans pagination.

récits sur le squat d'Overdale à Montréal publiés au cours de l'été 2001<sup>1</sup>.

Le journal compte aussi des critiques de Marx<sup>2</sup> et du maoïsme au Québec<sup>3</sup>, du spectacle électoral<sup>4</sup>, de l'exclusion sociale des autochtones<sup>5</sup>, de l'homophobie<sup>6</sup> et de la non-violence dogmatique de certains groupes militants<sup>7</sup>. Des manifestations sont annoncées, dont les manifestations contre la brutalité policière du 15 mars, une «simulation de Black Bloc» contre une «Simulation de l'OMC au HEC», le 8 février 2002, une masse critique à vélo et des projections de films. *La Mauvaise herbe* propose enfin régulièrement des poèmes.

### *Anarkhia*

Sous la forme d'un petit bulletin d'information d'une dizaine de pages, *Anarkhia* est un journal anarchiste qui se présente dans son bloc technique en faveur de l'«organisation horizontale, non-hiérarchisée, pour la démocratie directe. Pour l'autogestion et l'autonomie organisationnelle. Pour l'égalité économique et sociale donc contre le capitalisme et l'impérialisme. Pour l'humanisme radical et contre les écocides. Pour l'anarchie mondiale et contre l'aliénation religieuse.» S'inscrivant dans la tradition du *Trouble*, mais en rupture avec la NEFAC, *Anarkhia* déclare être ouvert «à toutes les écoles de pensées anarchistes reconnus.»

Chaque numéro comprend la présentation d'un penseur anarchiste, comme Élisée Reclus<sup>8</sup>, Sébastien Faure<sup>9</sup>, Errico Malatesta<sup>10</sup>, Ricardo Flores Magon<sup>11</sup>, Louise Michel<sup>12</sup> et régulièrement des textes sur l'origine anarchiste de la fête des travailleurs du 1er mai<sup>13</sup>. On cherche à y faire connaître

1 «Le squat vu par d'autres», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 10-18.

2 «Marx et crève», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 6-7.

3 *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 5, [2002].

4 «Le spectacle électoral», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 2 [2003], pas de pagination.

5 *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 6, [2002], non paginé.

6 *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 6, [2002], non paginé.

7 «Les mythes historiques», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 3, [2002], p. 22-24.

8 *Anarkhia*, no. 1, 2004, p. 10.

9 *Anarkhia*, no. 2, 2004, p. 9.

10 *Anarkhia*, no. 3, 2004, p. 6.

11 *Anarkhia*, no. 4, 2004, p. 7.

12 *Anarkhia*, no. 6, 2006, p. 11-12.

13 *Anarkhia*, no. 2, 2004, p. 7; *Anarkhia*, no. 5, 2005, p. 10.

les activités d'anarchistes locaux, par une entrevue par exemple avec des membres du D.I.R.A.<sup>1</sup>, on y critique la répression policière<sup>2</sup>, le budget militaire des États-Unis et la conquête américaine de l'Irak<sup>3</sup>. *Anarkhia* est le seul journal, à ma connaissance, qui détaille une critique de l'âgisme, soit «la discrimination fondée sur l'âge<sup>4</sup>», tout en proposant de surmonter cette fausse division basée sur la date de naissance des individus et de ne pas se laisser piéger par la «lutte des âges» et les rivalités intergénérationnelles.

### *Les Sorcières*

Journal à parution aléatoire produit par un collectif du même nom, *Les Sorcières* s'identifie en page couverture comme un «Collectif de féministes radicales contre le patriarcat, le capitalisme et l'État»<sup>5</sup>. S'il ne se revendique pas toujours explicitement de l'anarchisme, on y retrouve le symbole de l'anarchisme (le «A» cerclé) en toile de fond du premier éditorial qui mentionne les «bases libertaires» du collectif<sup>6</sup>. Les membres du collectif participent régulièrement aux activités du mouvement anarchiste, organisant des lancements à la coopérative du Café Chaos (2 mai 2000, 9 mai 2001), tenant kiosque au Salon du livre anarchiste où elles présentent des ateliers sur la langue macho et le patriarcat dans le mouvement militant (mai 2000) et sur le couple (mai 2006). Elles ont également organisé la Rencontre de féministes radicales à Montréal en collaboration avec le groupe d'affinité Némésis (février 2003)<sup>7</sup> et elles s'adressent sur un mode critique aux anarchistes pour dénoncer l'incohérence de leur position antipatriarcale. Dans leur premier éditorial, *Les Sorcières* expliquent d'ailleurs qu'elles doivent

---

1 *Anarkhia*, no. 1, 2004, p. 3.

2 *Anarkhia*, no. 1, 2004, p. 11.

3 *Anarkhia*, no. 1, 2004, p. 5-7.

4 *Anarkhia*, no. 5, 2005, p. 14.

5 L'historique du collectif est présenté dans *Les Sorcières*, vol. 3, no. 5, mai 2003, p. 16-17.

6 On retrouve d'autres symboles de l'anarchisme dans d'autres numéros, comme un drapeau noir avec le «A» cerclé et le slogan «No Gods – No Masters», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 16.

7 Au sujet de ce groupe, voir: Anna Kruzynski, «De l'Opération SalAMI à Némésis: Le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois», *Recherches féministes*, vol. 17, no. 2, 2004 (on retrouve aussi leurs documents sur le site: <[www.antipatriarcat.org](http://www.antipatriarcat.org)>).

lutter contre «l’oppression des femmes [...] même à l’intérieur du milieu militant» et que leur collectif est composé de «certaines femmes de la gauche militante [qui] ont jugé bon de se rassembler<sup>1</sup>.»

Il me semble donc logique d’inclure le journal *Les Sorcières* dans ce survol des publications anarchistes. Marc-André Cyr nous indique d’ailleurs dans son étude que plusieurs des journaux dont il discute sont portés, au moins en partie, par des féministes, comme *La Nuit*, où elles se retrouvent aux cotés de syndicalistes et de «personnes actives dans les regroupements de quartiers». D’autres journaux, comme *Rebelles*, étaient fondés et perçus comme un lieu de convergence entre diverses tendances, incluant le féminisme. *Rebelles* précisait d’ailleurs que le féminisme et l’antipatriarcat relèvent d’une logique spécifique: «Il serait naïf de croire qu’il suffit de mettre fin au capitalisme pour mettre fin à l’oppression des femmes. Le patriarcat est profondément ancré dans notre société et ne peut être extirpé sans une réelle et profonde volonté de changer nos valeurs, nos conditionnements, notre quotidien.» Ce qui est vrai pour les journaux anarchistes entre 1976 et 2000 l’est aussi pour ceux de 2000 à 2006: ils se déclarent généralement en lutte contre le patriarcat, à tout le moins dans leurs principes de base.

Le journal *Les Sorcières* compte surtout des articles d’analyse et d’opinion, mais aussi des illustrations et des poèmes. Le premier numéro non daté présente un texte sur une action contre une église, menée par le collectif et des allié-e-s le 7 mars 2000. On y critique aussi la Marche Mondiale des Femmes, lui reprochant son approche de concertation et affirmant que «la libération des femmes ne se fera pas par les mains de l’État<sup>2</sup>». Le journal aborde un ensemble de problématiques, dont les liens entre le sexisme et le racisme<sup>3</sup>, le sexisme de la psychologie officielle et les alternatives de l’«intervention féministe» dans le domaine<sup>4</sup>, la socialisation des mâles<sup>5</sup>, le mouvement antiféministe

1 «Éditorial: Un collectif radical», *Les Sorcières*, vol.1, no. 1 [2000], p. 2.

2 Ajua, «Marche des femmes de l’an 2000: Un pas de plus vers la concertation», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 1 [2000], p. 6-7.

3 «Éditorial», *Les Sorcières*, no. 4, mars 2002, p. 2-4.

4 *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 9-11.

5 «Rites d’affirmation de la masculinité ou l’École des mâles», *Les Sorcières*, no. 6, automne 2005, p. 14-16.



«masculiniste»<sup>1</sup> et l'inégale répartition du travail domestique (avec une affiche en pages centrales intitulée: «Nous ne sommes pas des bonnes-à-tout-faire», et en sous-titre: «Ce n'est pas seulement les mentalités qu'il faut changer mais la pratique !»)<sup>2</sup>. L'implication de l'Église et de l'État dans le contrôle, l'oppression et l'exploitation des femmes est analysée et dénoncée de façon récurrente. Au fil des numéros, le journal propose des dossiers sur la prostitution<sup>3</sup>, la pornographie<sup>4</sup>, le contrôle du corps des femmes et les mutilations sexuelles<sup>5</sup>.

*Les Sorcières* s'identifient à travers leur journal à divers mouvements de contestation et consacrent plusieurs textes aux mobilisations contre le Sommet des Amériques<sup>6</sup>, avec à l'appui une illustration d'une catapulte avec comme projectile la tête de Françoise David, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec et porte-parole du Sommet des peuples (un groupe s'était présenté avec une catapulte projetant des ours en peluche à la manifestation radicale de la CLAC contre le Sommet des Amériques, et Françoise David avait pour sa part dénoncé la «violence» des manifestants anticapitalistes). *Les Sorcières* dénoncent la répression policière et le sexisme des policiers et discutent également des actions féministes sur différents fronts de lutte, dont le droit au logement<sup>7</sup>.

Le journal présente aussi divers courants féministes<sup>8</sup>, l'histoire de la Journée internationale des femmes du 8 mars, lancée en 1908 par des militantes d'extrême gauche en Europe, et des portraits de groupes de féministes radicales, dont Riot GRRRL<sup>9</sup> et les Rote Zoras, un groupe créé dans les années 1970 en République fédérale allemande et qui prô-

---

1 «Fathers 4 Justice ou Fighters 4 Injustice?», *Les Sorcières*, no. 6, automne 2005, p. 12-13.

2 *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 12-13.

3 *Les Sorcières*, vol. 1, no. 1 [2000] ; *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2 [2000].

4 *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2 [2000].

5 *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 18-19; *Les Sorcières*, no. 4, mars 2002, p. 8-10.

6 *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 9-11.

7 «Des femmes dans la rue il y en a trop: Déménageons les proprios!!!», *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 26-27.

8 «Les divers courants féministes», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2 (sans date), p. 4-5; «Du féminisme marxiste au féminisme matérialiste», *Les Sorcières*, no. 6, automne 2005, p. 8-11.

9 *Les Sorcières*, no. 3, mai 2001, p. 25.

nait la lutte armée. Ce groupe a incendié en 1977 les bureaux du Conseil de l'ordre des médecins pour contester leur position sur une approche plus restrictive du droit à l'avortement et il a lancé des frappes contre des sex-shops et posé des bombes contre des compagnies de textiles exploitant les travailleuses dans les pays asiatiques<sup>1</sup>. Si un journal comme *La Mauvaise herbe* discute des squats européens en général, *Les Sorcières* offrent quant à elles des informations sur des squats spécifiquement féministes et non-mixtes en France.

*Trois débats: l'organisation, la lutte de classe et le patriarcat*

L'étude de Marc-André Cyr révèle que les journaux anarchistes engagent entre eux explicitement ou implicitement des débats. À l'époque analysée par Marc-André Cyr, les débats portent par exemple sur la position à adopter lors des référendums au Québec, ou encore sur la portée du syndicalisme étudiant et ouvrier. Pour la période que j'ai étudiée, un débat divise divers journaux au sujet de la meilleure forme organisationnelle que devraient adopter les anarchistes pour maximiser leur efficacité. L'importance de ce débat, qui s'incarne aussi au sein des groupes et dans des discussions polémiques informelles entre militant-e-s, s'explique sans doute en partie par une sorte de renouveau de l'anarchisme depuis 2000, qui a mené à la formation de nombreux groupes se réclamant de l'anarchisme, mais fonctionnant selon des structures distinctes.

Comme indiqué précédemment, la NEFAC fait la promotion à travers *Ruptures* du mode d'organisation «plateformiste», mais déclare du même souffle – avec un brin d'autocritique – être déçue des anarchistes qui n'adoptent pas leur point de vue:

Une des erreurs des premiers 'plateformistes' fut, paradoxalement, d'avoir placé trop d'espoir dans le mouvement anarchiste existant. En effet, ils et elles étaient persuadés pouvoir rallier la majorité des militantEs à leurs conceptions. Peut-on réellement se surprendre, étant donné les attaques viru-

---

<sup>1</sup> KêZakô, «Les Rote Zoras: L'action directe», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 1 (sans date), p. 8-9.

lentes que contient la plate-forme, que ça n'ait pas marché? Pourtant, même aujourd'hui, c'est un piège dans lequel l'on tombe encore facilement. La NEFAC n'y a pas échappé. Nous avons passé un temps considérable à discuter et tenter de convaincre les militantEs de notre région. Force est de constater que ça n'a pas marché... Est-ce un mal? Pas sûr. En effet, eut égard à ce qui se fait concrètement – et non pas seulement ce qui se dit –, il est loin d'être certain que l'avenir de l'anarchisme révolutionnaire réside dans les militantEs anarchistes. Peut-être que si les anarchistes cessent d'essayer de se convaincre les uns les autres, ils auront plus de temps à consacrer au reste de la population? Pour notre part, nous avons pris le parti d'entériner le fait tout simple de la division de notre mouvement et nous avons décidé «d'arrêter d'en parler et de commencer à le faire»<sup>1</sup>.

*La Mauvaise herbe* se déclare pour sa part ouvertement contre la plate-forme<sup>2</sup>, n'hésitant pas à publier une caricature polémique d'une famille préhistorique intitulée «homo platformis, le chaînon manquant?». «Formons des comités, adoptons une plateforme, nous avons besoin d'une organisation...», y affirme le personnage paternel, une déclaration qui se voit qualifiée d'une phrase assassine: «papa recommence à délirer»<sup>3</sup>. La tension qui fracture les groupes et journaux anarchistes au sujet du mode d'organisation se double d'un clivage quant à la priorité de la lutte. *La Mauvaise herbe* s'élève contre une approche militante par trop axée sur l'enjeu de la lutte de classe et par trop obsédée par l'«ouvriérisme». Il y a ici des éléments de convergence qui côtoient des points de divergences entre *La Mauvaise herbe* et la NEFAC. *La Mauvaise herbe* déclare que dans «une société industrielle en expansion, le syndicalisme passe d'un instrument de lutte à un instrument supportant la

---

1 «Question d'organisation: NOUS SOMMES PLATEFORMISTES!», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

2 «La mauvaise herbe en quelques mots...», *La Mauvaise herbe*, vol. 2, no. 3 [2003], pas de pagination.

3 Quatrième de couverture, *La Mauvaise herbe*, vol. 3, no. 5.

structure de production elle-même<sup>1</sup>», ce qu'admet la NEFAC dans des textes publiés dans *Cause commune*. Mais puisque la NEFAC se présente néanmoins comme participant de la tradition de la lutte de classe, la critique de *La Mauvaise herbe* du «mouvement lutte de classiste<sup>2</sup>» ne peut être tout à fait innocente, surtout lorsque ce journal insiste pour condamner l'ouvriérisme, cette «attitude de ceux qui considèrent les ouvriers comme seuls qualifiés pour diriger un mouvement de tendance socialistes», une posture associée au «communisme autoritaire<sup>3</sup>».

Dans le texte «Guerre sociale et la question de classe», *La Mauvaise herbe* enfonce le clou et reproche aux «luttes de classistes» d'oublier «souvent que la classe ouvrière n'est pas la seule à être opprimée, et qu'on retrouve souvent plusieurs défenseurs du système dans la classe ouvrière<sup>4</sup>.» Au contraire, souligne *La Mauvaise herbe*, «la diversité de forme de luttes, par affinité, [...] encourage un épanouissement complet de l'individu dans la communauté<sup>5</sup>.» *La Mauvaise herbe* propose enfin une analyse originale de la structuration en deux classes sociales antagonistes, affirmant que les «classes sociales sont un fruit de la volonté de domination et elles continuent d'évoluer en s'adaptant à une nouvelle légitimation de l'ordre social établi<sup>6</sup>.»

Pour être en phase avec la complexité et le pluralisme social et politique, *La Mauvaise herbe* propose un réseautage anarchiste hors du système capitaliste, sur des bases affinitaires. L'organisation évoquée doit être flexible et composée de cellules de base, «n'ayant pas les caractéristiques de structures syndicales [...]»<sup>7</sup>. Les cellules seront autonomes de «toutes forces politique, d'unions ou syndicales, participeront au 'conflit permanent'», soit en agissant «chaque

1 «Au-delà de l'ouvriérisme – au-delà du syndicalisme», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 9.

2 «Au-delà de l'ouvriérisme – au-delà du syndicalisme», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 9-10.

3 «Au-delà de l'ouvriérisme – au-delà du syndicalisme», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 9-10.

4 «Guerre sociale et la question de classe», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 19.

5 «Guerre sociale et la question de classe», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 19.

6 «Guerre sociale et la question de classe», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 1, [2002], p. 19.

7 «Cellule autonome de base», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 3.

fois» qu'il est possible «dans tous les aspects de la vie», en mode offensive, c'est-à-dire par «le refus de compromis - le plus souvent possible au moins<sup>1</sup>». On retrouve ici le fonctionnement par «groupe d'affinité», un mode d'organisation introduit à la fin du XIXe siècle par des anarchistes en Espagne<sup>2</sup>.

Pour *La Mauvaise herbe*, «l'affinité entre individus ne dépend pas de la sympathie ou du sentiment. Avoir de l'affinité signifie avoir la connaissance de l'autre, connaître comment pensent-ils, où elles s'orientent sur les questions sociales et comment pensent-elles ou ils, qu'ils ou elles peuvent intervenir dans l'affrontement interne<sup>3</sup>». Enfin, *La Mauvaise Herbe* se présente comme «une coalition d'individus et de groupes d'affinités qui ont trouvé des intérêts à se réunir<sup>4</sup>» et encourage «l'organisation informelle<sup>5</sup>» et la «diversité anarchiste» par opposition à l'«anarchisme monolithique<sup>6</sup>».

*Anarkhia* prend également position dans ce débat au sujet de l'organisation, s'affirmant:

par sa nature même synthésiste, car il a été fondé par des personnes issues de différentes écoles de pensée anarchistes. De ce fait, *Anarkhia* est ouvert à toutes les écoles de pensées reconnues. Par école reconnue, nous désignons l'anarcho-communisme, l'anarcho-écologisme, l'anarcho-syndicalisme, l'anarcho-punk, etc... Nous rejettons certaines écoles car elles sont des non-sens par exemple l'anarcho-capitalisme ou l'anarcho-nationalisme. Malgré nos petites différences liées à nos écoles respectives, nous oeuvrons ensemble dans un but

---

1 «Cellule autonome de base», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 4.

2 J'ai retracé l'histoire et l'actualité de ce mode d'organisation dans «L'altermondialisation à l'ombre du drapeau noir: L'anarchie en héritage», E. Agrikoliansky, O. Fillieule, N. Mayer (dirs.), *L'altermondialisme en France: La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

3 «Les groupes d'affinité», *La Mauvaise herbe*, numéro sans identification de date, portant le sous titre «A bas les monocultures militantes», p. 13-16.

4 «Les groupes d'affinité», *La Mauvaise herbe*, numéro sans identification de date, portant le sous titre «A bas les monocultures militantes», p. 15.

5 «L'organisation informelle», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 3, [2002], p. 20-21.

6 «Diversité anarchiste vs anarchisme monolithique», *La Mauvaise herbe*, numéro sans identification de date, portant le sous titre «A bas les monocultures militantes», p. 3-4.

commun, celui de combattre l'état et le capitalisme par la révolution<sup>1</sup>.

Retraçant comme l'avait fait *Ruptures* l'histoire de la tradition platformiste, *Anarkhia* l'oppose à l'approche synthésiste, proposée par Sébastien Faure et Voline, puis reprise de façon explicite par la Fédération anarchiste en France et de manière implicite par la Convergence des lutte anti-capitalistes (CLAC) à Montréal. L'approche synthésiste cherche à regrouper les diverses tendances anarchistes au sein d'un même mouvement ou d'un même réseau. *Anarkhia* mentionne que son collectif a été confronté au sein de la CLAC par des membres de la NEFAC en raison même du principe platformiste de «responsabilité collective»<sup>2</sup>, suite à une manifestation où quelques membres d'*Anarkhia* auraient agit de malheureuse façon. *Anarkhia* conclut par un appel au dialogue et au rapprochement, déclarant que les «partisans de la plate-forme et ceux de la synthèse ont focalisé sur les divergences qui les opposaient. Ils ont ainsi évité de constater certains points essentiels qui les unissent et sont ainsi passés à côté du véritable débat. [...] L'urgence est de cultiver, dans nos têtes et dans nos actes, une conception de la diversité qui ne soit pas sectaire<sup>3</sup>».

*La Mauvaise herbe* s'élève contre l'approche synthésiste, quoique pas aussi régulièrement que contre le platformisme. Dans un article intitulé «Au-delà de la structure synthésiste», il est affirmé que la «synthèse devient contrôle<sup>4</sup>» lorsqu'un groupe qui propose une telle approche a «comme objectif d'amener la lutte [sociale] dans son projet de synthèse, plutôt que l'inverse, c'est-à-dire d'élaborer une structure cohérente avec la lutte telle qu'elle existe et la

1 «La Synthèse anarchiste Keksek ça?», *Anarkhia*, no. 6, 2006, p. 2.

2 On se rappelle que, selon *Ruptures*, «L'idée de base de la responsabilité collective c'est que 'si nous acceptons collectivement des positions politiques et une ligne d'action déterminée, c'est pour que chaque membre l'applique dans son travail politique. De plus, en nous entendant sur un travail à faire et une façon de le faire, nous devenons responsables, les uns envers les autres, de son exécution. La responsabilité collective, finalement, n'est rien d'autre que la méthode collective d'action.'» (voir: «Question d'organisation: NOUS SOMMES PLATEFORMISTES !», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet]).

3 «La Synthèse anarchiste Keksek ça?», *Anarkhia*, no. 6, 2006, p. 4.

4 «Au-delà de la structure synthésiste», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 2.

pousser ainsi vers sa réalisation insurrectionnelle. L'un des objectifs principaux est la croissance quantitative des membres [...] en oubliant le respect de la diversité réelle du mouvement<sup>1</sup>.»

Si je peux me permettre quelques remarques personnelles, indépendamment de la qualité des journaux discutés, il me semble évident que certaines personnes dans chaque camp adoptent dans ce débat des postures dogmatiques et jouent de processus d'exclusion qui encouragent la fragmentation au sein du mouvement. J'ai ainsi assisté à de très nombreux débats qui ressemblaient à des dialogues de sourds au sujet de la meilleure forme d'organisation pour parvenir à la «révolution». Or je ne crois pas que le mouvement anarchiste en Occident et au Québec soit dans un contexte prérévolutionnaire qui justifierait de tels clivages. Je pense aussi qu'il y a un risque d'aveuglement volontaire à considérer la révolution comme la simple conséquence d'une meilleure organisation militante. Dans l'histoire, la plupart des révolutions ont été avant tout le résultat d'un affaiblissement de l'État et des élites suite à une guerre internationale qui tourne à la débâcle, à une crise financière majeure ou à des rivalités fratricides entre élites qui minent la stabilité du système. C'est d'ailleurs bien plus en raison de problèmes de cette sorte que les mouvements radicaux avaient adopté une organisation adéquate que des moments révolutionnaires ont eu lieu dans les années 1990 et 2000 au Mexique, en Argentine et en Bolivie. Sans de tels problèmes minant l'élite, on peut rêver sans fin de la révolution sans jamais en voir même le début du commencement, quelle que soit l'«efficacité» de notre organisation militante<sup>2</sup>.

---

1 «Au-delà de la structure synthésiste», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 2, [2002], p. 2.

2 J'ai proposé dans un article («Révolte au cœur de l'Empire: Pourquoi?», *Argument*, vol. 5, no. 2, 2003) une analyse du déclin de l'espoir révolutionnaire chez les anarchistes d'aujourd'hui, dans une perspective comparative avec l'imaginaire politique des membres de l'extrême gauche en Occident dans les années 1960. La lecture des journaux anarchistes de 2000 à 2006 me pousse à relativiser mon affirmation qui s'inspirait d'entrevues avec des dizaines de militant-e-s, dont la plupart ne croyaient plus à la possibilité d'une révolution systémique. Les journaux étudiés, dont au premier plan *Le Trouble* et *Ruptures*, accordent encore une place importante à la «révolution». Mon article avait été mal interprété par plusieurs personnes, sans doute parce que mes propos n'y étaient pas très clairs. Je ne voulais ni cultiver le fatalisme, ni encourager un renouveau de la rhétorique révolutionnaire, car il me semble un peu futile d'annoncer la révolution quand celle-ci n'est pas possible en raison d'un rapport de force extrême-

Si de tels propos peuvent sembler désespérants, ils ont en fait pour objet d'encourager une certaine lucidité politique au-delà du plaisir que je partage à me laisser bercer par les mythes révolutionnaires lyriques. Il importe, selon moi, de porter son attention sur les possibilités réelles du moment présent et donc d'accepter que toutes et chacun puissent s'engager dans des luttes de résistance et dans des formes de contestation selon des modes organisationnels qui reflètent leur sensibilité politique à court, moyen ou long termes. J'ai pour ma part milité auprès d'individus et d'organisations avec lesquels je n'étais pas en parfaite symbiose idéologique, parce que la convergence m'apparaît plus importante, plus stimulante et plus efficace que le refus de collaboration pour désaccord idéologique. Comme le dit la Curious George Brigade dans son livre *Anarchy in the Age of Dinosaurs*:

[L]es anarchistes ne devraient pas se considérer les uns les autres comme des ennemis ou des concurrents potentiels [...]. Avant d'être obsédés par l'idée d'atteindre des organisations extérieures au mouvement, ou les masses dépolitisées de la classe ouvrière, ou quiconque hors de nos communautés anarchistes, nous devrions apprendre en priorité à établir des liens entre nous fondés sur la solidarité, l'aide mutuelle, la compréhension et le respect. [...]

ment déséquilibré en faveur des forces réactionnaires et conservatrices. J'espérais en fait expliquer qu'il importe – selon moi – d'être conscient des limites systémiques d'un contexte particulier, et de ne pas oublier que si les forces radicales doivent planifier une stratégie révolutionnaire, les forces conservatrices et réactionnaires planifient quant à elles au quotidien la défense du statut quo et pratiquent ici et maintenant la contre-révolution. Dans un contexte comme celui d'aujourd'hui en Occident, où les forces conservatrices et réactionnaires me semblent infiniment plus puissantes que les forces radicales, il me paraît un peu vain de consacrer trop de discours et d'énergie à la «révolution» et il me semble donc plus lucide de penser nos actions en termes de résistance et de contestation du système, sans que cela nous empêche de vivre ici et maintenant certaines victoires radicales. En fait, je pose l'hypothèse, en m'inspirant des Sorcières, que de trop croire à la possibilité d'une réelle révolution globale risque au final de nous entraîner sur la pente du découragement et du décrochage pour «éventuellement aboutir à une déradicalisation». Ne pas croire la révolution globale possible aujourd'hui ne signifie pas pour autant adopter un discours et des pratiques réformistes. «En connaissant ses limites et surtout en les respectant, on peut éviter de se brûler [...]. Aussi, bien connaître ses limites, c'est peut-être éviter de se rendre à un point de non-retour. Il faut également reconnaître ses bons coups, car il y en a. Chaque petit geste de résistance est le bienvenu» («Société, tu m'auras pas ! Pour ne pas se faire récupérer par le système», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 19).



Nous n'avons pas besoin d'unité en théorie, mais de solidarité en pratique. [...] Le sectarisme mène directement à l'autoritarisme, puisque sitôt qu'on s'identifie à l'anarcho-secte respectable, tous les autres ont tort. [...] Il est plus facile pour nous de s'attaquer les uns les autres que de détruire l'État<sup>1</sup>.

Ainsi, je considère légitime que certains anarchistes jugent nécessaire de s'engager auprès des travailleurs, d'autres auprès des étudiants, des femmes, des immigrants jugés «illégaux» par l'État, des animaux menacés. Je trouve aussi pertinent que des anarchistes s'inspirent du platformisme, d'autres du synthésisme, d'autres encore de l'affinitaire, dans la mesure où ces formes d'organisation leur semblent plus adaptées à leur objectif, à condition que cet objectif ne soit pas, justement, d'imposer leur mode d'organisation partout où s'inscrit leur engagement. Il me semble donc important de pratiquer un respect de la diversité des tactiques, tout autant qu'un respect de la diversité des stratégies et des formes organisationnelles, plutôt que de consacrer temps et énergie à critiquer les autres parce que leur priorité ne nous semble pas réellement prioritaire et leur mode d'organisation ne nous paraît pas adapté à un objectif «révolutionnaire». Cela dit, le débat au sujet de l'organisation s'enracine à la fois dans une réflexion qui traverse l'histoire anarchiste et dans des dynamiques concrètes où des individus et des groupes se pensent ou se savent en rivalité politique. Le débat est donc important, comme l'indique la lecture de divers journaux, d'autant plus que les divergences d'opinions quant à la meilleure forme d'organisation ou à la lutte prioritaire peuvent aussi provoquer des rapports de force au sein même du mouvement, comme c'est le cas par exemple au sujet du patriarcat.

Les journaux discutés ici s'identifient tous à la lutte anti-patriarcale, mais force est de constater qu'ils accordent – sauf, bien sûr, *Les Sorcières* – une place très limitée à cet enjeu, en comparaison aux autres thèmes abordés. *La Mauvaise herbe* propose un article intitulé «L'anarca fémi-

---

1 Curious George Brigade, *Anarchy in the Age of Dinosaurs*, Canada, CrimethInc., 2003, p. 56-57 (le texte du livre est disponible libre de droit sur Internet: [www.ageofdinosaurs.net](http://www.ageofdinosaurs.net)).

nisme et une petite critique du féminisme marxisme<sup>1</sup>». On y affirme que les «féministes radicales voient la racine, l'origine de l'oppression des femmes dans un système qui existe depuis des siècles, des millénaires et qui s'appelle patriarcat. Leur objectif n'est pas de remplacer le système patriarcal par un matriarcat», car elles veulent plutôt «l'égalité, pas la domination», pour reprendre le slogan d'Emancypunk, un groupe polonais anarcho-punk, anti-viol de Varsovie<sup>2</sup>. Dans *Anarkhia*, on compte pour six numéros un seul article sur les femmes (contre la religion)<sup>3</sup> et une page couverture frappée du slogan: «Luttons contre toutes formes de violence faites aux femmes<sup>4</sup>».

*Ruptures* consacre sans conteste plus d'espace à réfléchir au patriarcat, abordant ce thème de façon autocritique dès son premier numéro dans son texte programmatique sur la plate-forme, où il est noté que la première présentation de l'approche plateformiste dans les années 1920:

se démarque d'avec l'anarchisme traditionnel [...] sur la question du patriarcat, et c'est, malheureusement, pour enregistrer un recul marqué. En effet, aucune des questions liées au patriarcat - que ce soit l'oppression des femmes, la répression sexuelle ou la famille et l'éducation des enfants - n'est abordée. Le mot 'femme' n'apparaît même pas dans le document! [...] Bref, cet 'oubli' est réellement une lacune théorique importante, qui a encore des répercussions aujourd'hui<sup>5</sup>.

Pour tenter de rattraper le coup, *Ruptures* prend position dès ce premier numéro en faveur de l'autonomie des femmes dans leur lutte d'émancipation:

N'est-il pas d'abord absurde qu'un homme, aussi "anarchiste" soit-il, intervienne de façon directe dans les affaires d'un groupe de femmes non-mixte sans leur permission ? Non pas que les

1 «L'anarcho féminisme et une petite critique du féminisme marxisme», *La Mauvaise herbe*, vol. 1, no. 3, [2002], p. 2-4.

2 *Ibid.*

3 *Anarkhia*, no. 2, 2004, p. 10.

4 *Anarkhia*, no. 6, 2006, p. 1.

5 «Question d'organisation: NOUS SOMMES PLATEFORMISTES !», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

hommes n'ont pas leur part de tâches à accomplir dans la lutte anti-patriarcale, mais ils doivent respecter, lors d'une lutte commune avec des groupes de femmes, les limites d'intervention pour les hommes fixées par ces divers groupes de femmes. Par exemple, certaines femmes ne se sentent mieux qu'entre femmes pour se réunir et discuter; il est alors très logique qu'elles optent pour cette forme d'organisation. Dans ce cas l'auto-organisation se lie avec un principe qu'on pourrait appeler l'autonomie organisationnelle. C'est à dire que les groupes de femmes non-mixtes appliquent l'autonomie organisationnelle en se regroupant entre femmes seulement<sup>1</sup>.

*Ruptures* consacre également au thème de patriarcat un numéro entier, qui présente des articles traitant de l'histoire du féminisme et de la lutte des femmes et du mouvement des femmes révolutionnaires en Afghanistan, et la revue propose des textes sur l'antiféminisme dans sa forme «masculiniste» dans d'autres numéros, qui sont repris et diffusés ensuite sous forme de brochures. On retrouve dans le numéro spécial sur le patriarcat un autre appel en faveur de l'autonomie des femmes en lutte contre le patriarcat, signé par Marc-Aurel dans son article «Quel intérêt pour les hommes dans la lutte antipatriarcale ? Un point de vue anarchiste»:

Que les femmes veuillent garder le contrôle du mouvement des femmes, rien de plus logique. Dans la mesure où le sexisme est la principale incarnation concrète du patriarcat, que celles qui le vivent veuillent le nommer et le combattre en toute autonomie, c'est légitime et nécessaire. Que, dans ce contexte, les hommes solidaires soient relégués à un rôle de soutien --s'occuper de la garderie, par exemple-- et que tout ce qui est utile soit fait pour que le contrôle de la lutte soit assumé par des femmes, c'est tout aussi légitime et trop souvent nécessaire. Ce serait bien le comble s'il fallait qu'on

---

1 Nik Robertson, «Tir groupé: de la nécessité de l'auto-organisation», *Ruptures*, no. 1 [source: site Internet].

accepte que la domination masculine se fasse sentir jusque dans la lutte pour son abolition<sup>1</sup>!

Marc-Aurel précise qu'il faut bannir du milieu militant «l'image d'une lutte de classes viriles, entre hommes<sup>2</sup>». Cela dit, d'autres textes du numéro spécial jouent sur plusieurs registres, et le patriarcat n'y est pas toujours pensé comme un système spécifique d'oppression de la classe des femmes par la classe des hommes. Un texte de Michel Nestor distingue l'oppression de l'aliénation, expliquant que «l'idéologie patriarcale aliène tant les hommes que les femmes, tandis que le système patriarcal opprime essentiellement les femmes (tout particulièrement celles provenant des milieux populaires) ainsi que certains hommes (victimes de l'homophobie)<sup>3</sup>.»

Abordant la question d'un angle bien différent, Sid signe un texte intitulé «Le patriarcat nous opprime toutes et tous!», dans lequel il explique que son analyse «est celle d'un prostitué homosexuel polygame non-possessif et partiellement conscient de sa condition depuis l'âge de douze ans.» Son analyse s'orchestre «autour de trois axes: l'oppression des hommes (et aussi des groupes sociaux dominants) sur les femmes (et les groupes marginalisés), l'hétérosexualité forcée et le contrôle social par la conformité des relations et liaisons entre individu-e-s<sup>4</sup>.» Au final, le patriarcat opprime tout le monde, indistinctement de leur sexe social et biologique. Un texte de E. Moraletat présente pour sa part le patriarcat non plus comme un système d'oppression spécifique, mais comme le résultat d'un désir du capitalisme et de l'État, principalement, d'exploiter les femmes. Les «lutttes féministes dans leur version contemporaine» sont alors analysées «en lien avec le développement du capitalisme et de la société de classes<sup>5</sup>.»

1 Marc-Aurel, «Quel intérêt pour les hommes dans la lutte antipatriarcale ? Un point de vue anarchiste», *Ruptures*, no. 2 [source: site Internet].

2 Marc-Aurel, «Quel intérêt pour les hommes dans la lutte antipatriarcale ? Un point de vue anarchiste», *Ruptures*, no. 2 [source: site Internet].

3 Michel Nestor, «Quelques commentaires sur la domination patriarcale», *Ruptures*, no. 2, [source: site Internet].

4 Sid, dans «Le patriarcat nous opprime toutes et tous!», *Ruptures*, no. 2, [source: site Internet].

5 E. Moraletat, «Les femmes, l'État et la famille», *Ruptures*, no. 2, [source: site Internet].

De son côté, le journal *Les Sorcières* se déclare anticapitaliste mais rejette toute conception qui réduirait le patriarcat à un sous-système du capitalisme, où seuls les hommes bourgeois tireraient avantage de l'exploitation des femmes. Les Sorcières disent plutôt que tous les hommes — y compris les militants anarchistes — profitent de l'oppression collective des femmes. Certes, le milieu anarchiste du Québec est influencé par les transformations de la société québécoise dans son ensemble, et le dynamisme du mouvement féministe autant réformiste que radical explique sans doute que plus d'hommes militants qu'auparavant vont hésiter à exprimer ouvertement leur sexisme, que probablement plus de femmes militantes qu'avant ont réussi à acquérir leur juste place dans le milieu militant, et que certains groupes (comme la CLAC) ont adopté des procédures pour réduire les inégalités d'influence entre les hommes et les femmes, dont l'alternance de parole homme/femme en assemblée générale.

Pour les groupes non-mixtes de féministes radicales, toutefois, nous sommes encore très loin d'une véritable égalité entre les hommes et les femmes, à la fois dans la société en général, dans le milieu militant et dans les rapports interpersonnels entre des militants et des militantes. *Les Sorcières* se sont d'ailleurs constituées suite à des conflits au sein du mouvement militant de gauche, comme le rappelle une membre du collectif:

Il y en a beaucoup dans le milieu militant, dans le milieu de la gauche, qui disent encore que la lutte féministe est parcellaire, identitaire, pas nécessaire et que le patriarcat va tomber de lui-même quand on va faire la fameuse révolution du jour J. Donc, la question des femmes est souvent mise au second plan, elle n'est pas intégrée, elle ne va pas de soi. On s'est formées en réaction à un événement qui s'est passé dans le milieu. Puis, on était écoeurées d'être toujours des sous-comités, des comités femmes de tel groupe.

Une autre militante du même groupe, ajoute:

On est bien bon pour dire «pauvres femmes, au Mexique, qui se font violer et assassiner», on est

d'accord pour dire qu'il faut que ça cesse. C'est quand ça se situe dans notre milieu que ça choque, que ça dérange et c'est très violent comme réactions. Les comportements machos et les agressions qu'on voit dans la société se retrouvent aussi dans les milieux dits progressistes et c'est encore plus aberrant quand ça arrive dans le milieu militant. *Les Sorcières*, on s'est réunies à cause de ça [...] mais on ne cible pas seulement le milieu militant<sup>1</sup>.

Aux aguets à l'égard de leurs camarades anarchistes, *Les Sorcières* ont réagi à un éditorial du journal *Le Trouble*, intitulé «Alice au pays des merveilles: De l'autre côté du miroir !», publié à l'hiver 2005. Sur l'ensemble de ses numéros, *Le Trouble* n'avait consacré que très peu de textes au féminisme, traitant par exemple de façon à la fois sympathique et critique de la manifestation du 7 mars à Montréal en 2004<sup>2</sup>, de l'action féministe contre le Ligue des propriétaires à Montréal<sup>3</sup> et présentant les BloodSisters (Zone rouge, en français), un groupe de féministes radicales fondé en 1996<sup>4</sup>. En 2005, l'éditorial du *Trouble* adoptait une approche nettement plus critique à l'égard des militantes féministes parce qu'elles se lanceraient «ventre premier» dans la maternité et parce qu'elles feraient passer la lutte contre le patriarcat avant la lutte contre le capitalisme. Le journal *Les Sorcières* propose en 2006 un numéro spécial sur la maternité, un sujet déjà abordé dans un numéro précédent<sup>5</sup>, mais qui cette fois s'articule en tant que réponse directe au *Trouble*, par des textes tels que «La maternité vue par une mère trouble-ée» et «Dédicace... à la propagande patriarcale du Trouble»<sup>6</sup>. Les deux textes rappellent que «l'appropriation du corps des femmes s'exerce tout autant (et entre autres) via la contrainte à la maternité que via l'obligation imposée aux

1 Marie-Hélène Côté, «Les nouvelles sorcières», *À Babord !*, no. 2, novembre-décembre 2003, p. 39.

2 «Journée internationale des femmes: 10 000 femmes manifestent à Montréal», *Le Trouble*, vol. 4, no. 23, 2004, p. 3.

3 «Des femmes dans la rue il y en a trop, ce qu'il faut c'est déménager les proprios!», *Le Trouble*, vol. 1, no. 4, 2001, p. 13.

4 «Prendre en main son vagin avec les... BloodSisters», *Le Trouble*, vol. 1, no. 4, 2001, p. 14.

5 «Une nouvelle maman s'exprime...», *Les Sorcières*, no. 4, mars 2002, p. 16-17 et le no. 6, pour son dossier spécial sur le sujet.

6 *Les Sorcières*, no. 6, 2005.

femmes de ne pas avoir d'enfants<sup>1</sup>» et qu'il convient d'un point de vue féministe de «favoriser un choix véritable» pour les femmes en matière de maternité et d'avortement, «sans jugement et sans pression<sup>2</sup>».

*Les Sorcières* rappellent surtout «que l'oppression SPÉCIFIQUE des femmes est rendue possible par l'existence de deux catégories de sexe<sup>3</sup>», ce que tend à oublier *Le Trouble* qui affirmait dès sa fondation que le patriarcat «opprime et aliène les femmes, les enfants et même les hommes<sup>4</sup>», reprenant l'idée d'un système totalitaire sans dominants, où les hommes comme les femmes sont dominé-e-s (idée que l'on retrouve aussi parfois dans *Ruptures*). L'éditorial du *Trouble* de 2005 appelait «à dépasser cette fausse opposition homme/femme, car ce qui nous unit c'est notre condition d'exploitées, d'opprimées par le capitalisme planétaire», tout en rappelant qu'il faut être unis dans le «combat [...] fondamental, contre l'exploitation et l'oppression capitaliste<sup>5</sup>.» Paraphrasant les déclarations du *Trouble*, *Les Sorcières* ironisent alors «à la simple pensée d'entendre quelqu'un-e dire qu'il existe une fausse opposition entre les possédant-e-s et les dépossédé-e-s dans le système capitaliste et qu'il faut maintenant s'unir aux bourgeois pour mener les luttes contre le capitalisme<sup>6</sup>.»

Une rumeur a circulé dans le milieu anarchiste voulant que l'éditorial du *Trouble* aurait été rédigé par une femme (cela dit, *Le Trouble* lui-même indique sur son site Internet en 2006 que les «articles publiés jusqu'à ce jour dans les catégories Articles, Anarchie avec un grand A et Éditoriaux, avaient été débattus et acceptés en comité de lecture et étaient donc endossés et défendus par l'ensemble du collectif [c'est la raison pour laquelle nous ne signons pas ces textes].»). *Les Sorcières* admettent alors avec tristesse «que

---

1 «Dédicace... à la propagande patriarcale du *Trouble*», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 4.

2 «La maternité vue par une mère trouble-ée», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 2.

3 «Dédicace... à la propagande patriarcale du *Trouble*», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 4.

4 «Plate forme», *Le Trouble*, no. 1, 2000, p. 2.

5 Éditorial anonyme, «Alice au pays des merveilles: De l'autre côté du miroir !», *Le trouble*, vol. 5, no. 28, avril-mai 2005, p. 2.

6 «Dédicace... à la propagande patriarcale du *Trouble*», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 4.

des femmes peuvent véhiculer les discours patriarcaux» et disent pouvoir comprendre:

qu'il est difficile pour une femme de lutter contre l'oppression des femmes dans une perspective féministe radicale. C'est difficile, parce qu'être féministe radicale, c'est être en colère lorsque nous ressentons, vivons ou observons l'oppression [...]. C'est difficile parce que cette oppression est à côté de nous, dans notre chambre à coucher, dans notre cuisine, dans les institutions et les emplois que nous fréquentons.

Enfin, *Les Sorcières* rappellent qu'elles savent bien qu'en tant que féministes radicales dans le milieu d'extrême gauche, il est fatigant «d'être marginalisées parmi les marginaux<sup>1</sup>».

Marginales parmi les marginaux, parce que porter la critique féministe au sein des groupes d'extrême-gauche suscite généralement une contre-attaque et un dénigrement sur le mode du sarcasme. L'éditorial «Alice au pays des merveilles» contient en effet des attaques contre les féministes réformistes, mais aussi contre des féministes radicales qui joueraient à «la police des mœurs» et aux «nouvelles bonnes sœurs d'une moralité [...] plus que douteuse» qui veulent «faire régner un politicly correct sectaire déplorable». Ces attaques sont accompagnées d'une critique contre les femmes qui auraient le mauvais goût de ne pas rire des blagues sexistes d'un homme militant. *Le Trouble* lui-même avait pourtant publié en 2003 un article condamnant «des blagues entre camarades» qui, devant des femmes qui ne rient pas, les accusent d'être «susceptibles», «fermées» et «puritaines», une stratégie de dénigrement utilisée également lors de débats sous la forme d'accusations envers la féministe qui serait «émotive», «hystérique» ou «sur le point d'être menstruée<sup>2</sup> ». *Les Sorcières*, rappelant l'épuisement et la frustration qui guettent toute féministe radicale,

1 «Dédicace... à la propagande patriarcale du Trouble», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 4-5.

2 «Féminisme: Partout, mais pas chez nous!», *Le Trouble*, vol. 4, no. 21, 2003, p. 4. Voir aussi: «Les inégalités hommes-femmes persistent», *Le Trouble*, vol. 4, no. 26, 2004, p. 4.



indiquent «comprendre que nous finissions par ne plus ‘réagir’ aux blagues sexistes<sup>1</sup>».

Dans un autre texte du même numéro du *Trouble*, «L’anarchie avec un grand A: L’amour libre<sup>2</sup>», la sexualité et l’amour sont déterminés, selon l’auteur anonyme, par tout, sauf le patriarcat. Dans ce texte d’une quinzaine de paragraphes, le mot «patriarcat» n’apparaît pas une seule fois. On y croise par contre deux fois le mot «capitalisme» et vingt fois «bourgeoisie» (ou «bourgeois»), des systèmes identifiés comme la source de l’oppression sexuelle et de la monogamie. Selon cette logique politique étrange, abattre le capitalisme aurait pour conséquence de libérer la sexualité et l’amour. Dans un précédent numéro, le journal *Les Sorcières* offrait également une réflexion sur les couples «libres et libertins»<sup>3</sup>. Elles y critiquaient le couple monogame tout en l’identifiant comme le moindre mal pour certaines femmes, et expliquaient qu’il pouvait être problématique pour les femmes de diversifier leurs relations avec des hommes, car même si le libertinage peut sembler plus cohérent avec les principes anarchistes, les hommes et les femmes ne sont pas égaux dans ce mode de rapports sexuels et affectifs. La socialisation rend plus facile pour des hommes de multiplier les «conquêtes», le vieillissement réduirait chez les femmes plus que chez les hommes leur pouvoir de séduction, le libertinage diminuerait enfin d’autant la responsabilité d’un homme envers d’éventuels enfants.

Dans tous les cas, *Les Sorcières* reprochent à leurs camarades d’arrimer leur analyse du patriarcat à une analyse anticapitaliste, ce qui permet de faire porter le blâme à un système (le capitalisme) ou à une classe spécifique (la bourgeoisie), évacuant du coup l’inégalité des rapports entre les hommes et les femmes qui traversent aussi les classes défavorisées et le mouvement anarchiste. *Les Sorcières* n’hésitent pas à analyser l’impact du capitalisme<sup>4</sup>, de l’État<sup>5</sup> ou de la

---

1 «Dédicace... à la propagande patriarcale du *Trouble*», *Les Sorcières*, no. 6, 2005, p. 4.

2 *Le Trouble*, vol. 5, no. 28, avril-mai 2005, p. 12.

3 *Les Sorcières*, no. 4, mars 2002, p. 18-19.

4 «Capitalisme et santé», *Les Sorcières*, no. 4, 2002.

5 «L’État complice du patriarcat», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 7.

religion<sup>1</sup> sur les femmes, mais insistent plus souvent que tous les autres journaux anarchistes pour penser le patriarcat comme un système d'oppression spécifique, dans lequel la classe des hommes opprime et exploite la classe des femmes, indépendamment des influences exercées par le capitalisme, l'État ou l'Église.

Ce débat au sujet du patriarcat semble à première vue un peu disproportionné, puisqu'il ne s'agit après tout que d'un seul éditorial du *Trouble*, sur un total d'une trentaine de numéros. La réaction des *Sorcières* s'explique peut-être précisément parce que cet éditorial du *Trouble* met en lumière des tensions qui traversent le milieu militant au sujet des féministes radicales, qui se heurtent à des critiques ouvertes ou sous forme de blagues et qui ne peuvent que constater le peu d'attention portée à la lutte antipatriarcale par tant de leurs soi-disant alliés anarchistes (*Ruptures* étant la seule publication à avoir consacré un nombre de textes substantiel au patriarcat et à l'antiféminisme). Un malaise régulièrement évoqué lors de discussions informelles au sujet du féminisme radical fait indirectement écho au débat au sujet du mode d'organisation, puisqu'il semble embêtant pour plusieurs que des féministes radicales militent en non-mixte, ce qui diviserait d'autant les forces «révolutionnaires» et serait discriminatoire à l'égard d'hommes qui se disent antisexistes. Comme indiqué précédemment, certains textes publiés dans *Ruptures* admettent ouvertement l'importance pour des féministes de s'organiser de façon autonome, entre femmes. *Les Sorcières* indiquent pour leur part qu'il peut être politiquement risqué pour des féministes radicales de s'intégrer à des groupes mixtes, soient-ils anarchistes et officiellement antisexistes.

Le débat laisse entendre que des féministes radicales qui s'impliquent avec des hommes dans une organisation militante, qu'elle soit synthésiste ou plateformiste, devront régulièrement porter seules leur analyse antipatriarcale et dépenser temps et énergie pour débattre avec des camarades qui tenteront de se déresponsabiliser en faisant porter le blâme du sexisme aux bourgeois ou au capitalisme. Les féministes devront aussi mener ces débats dans des condi-

---

1 «La religion et les femmes font vraiment bon ménage», *Les Sorcières*, no. 4, 2002.

tions difficiles, des hommes n'hésitant pas – à en croire *Le Trouble* lui-même – à jouer la carte de l'humour (et reprocher aux femmes de ne pas rire de leurs blagues) et du dénigrement pour miner la crédibilité des femmes. Et cela sans parler des diverses inégalités politiques entre hommes et femmes au sein du mouvement militant.

En phase avec certains textes de *Ruptures* cités précédemment, les féministes radicales des Sorcières optent donc pour une stratégie qui implique:

l'autonomie et la non-mixité des groupes de femmes ainsi que l'absence de rapports autoritaires [...] afin d'aboutir à la prise en charge par les femmes de leurs luttes contre le patriarcat [...]. Même si elles luttent aussi contre les autres formes d'oppression et militent dans des groupes mixtes pour le faire, la lutte contre le patriarcat doit être menée par celles qui le subissent, les femmes. Les féministes radicales remettent en cause les aspects patriarcaux de certaines dynamiques des groupes mixtes<sup>1</sup>.

Ces débats viennent marquer le caractère relatif de l'importance de l'organisation anarchiste définie en fonction d'une éventuelle révolution globale. L'oppression étant vécue quotidiennement par des femmes, elle peut aussi être combattue ponctuellement, sans attendre le grand soir. Au sujet de la question récurrente à l'extrême-gauche à savoir comment les féministes peuvent aider les forces anticapitalistes à triompher par la révolution, la féministe radicale Christine Delphy explique:

La formulation de cette question me gêne. Elle implique que c'est aux femmes de trouver les bases de leur solidarité avec les autres exploités; elle les met dans la position, en fait, de faire tout le chemin; elle présuppose que les femmes ont des preuves à faire et des comptes à rendre à des exploités patentés. La solidarité, c'est par définition quelque chose de mutuel. Et cette mutualité exige que cette question soit retournée ou, plus exactement, rendue réciproque: comment les victimes du capitalisme –

---

1 «Les divers courants féministes», *Les Sorcières*, vol. 1, no. 2, 2000, p. 5.

entre parenthèse, ce ne sont pas elles, mais l'extrême-gauche qui pose cette question – voient-elles leur solidarité avec les victimes du patriarcat ? [...] C'est à lui (cet interlocuteur indéfini) de voir si l'alliance avec les femmes contre le capitalisme vaut le coût de l'abandon des bénéfices patriarcaux, ou s'il préfère garder ces bénéfices, au risque de ne pas pouvoir renverser le capitalisme tout seul. Sa décision nous en apprendra beaucoup – son indécision nous en apprend déjà beaucoup<sup>1</sup>.

Devant l'indécision d'anarchistes quant à l'importance à accorder à la lutte contre le patriarcat en tant que système d'oppression spécifique qui traverse le milieu militant et ses organisations, certaines comprendront mieux que *Les Sorcières* entretiennent un espace non-mixte où elles ont la possibilité de collectiviser leur colère et leur analyse politique et où elles peuvent prendre entre femmes des décisions pour lutter contre le patriarcat dans la société en général et dans le milieu anarchiste en particulier. Cette réflexion féministe pourrait aussi encourager des questionnements quant à d'autres rapports inégalitaires au sein du milieu anarchiste, sur l'axe par exemple de l'hétéronormativité et du racisme, problématiques complexes dans un réseau composé principalement d'hétérosexuels et de «Blancs». Certains adeptes de l'organisation de masse accuseront peut-être les féministes radicales de se replier dans l'affinitaire et de miner d'autant la possibilité de constituer un vaste mouvement révolutionnaire. À noter toutefois que *Les Sorcières* n'affirment pas que toutes les militantes doivent par principe privilégier la non-mixité et l'affinitaire. *Les Sorcières* savent elles-mêmes s'engager régulièrement collectivement ou individuellement dans des espaces et des actions mixtes, dont le Salon du livre anarchistes et la Coalition anti-masculiniste (2004-2005) à laquelle j'ai participé et où j'ai commis des actes qui relevaient des dynamiques de privilèges masculins. Ces expériences décevantes pour certaines militantes de mixité avec des camarades qui sont en principe leurs alliés confirment des féministes dans leur certitude que pour des femmes opprimées,

<sup>1</sup> Christine Delphy, *L'Ennemi principal I: Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 2002, p. 268-269.

la priorité reste trop souvent la lutte contre le patriarcat ici et maintenant et non pas la révolution demain et là-bas. La faute n'en revient pas aux opprimées qui seraient réticentes à travailler à faire advenir la révolution globale, mais aux dominants, mêmes anarchistes, qui oppriment des femmes au quotidien et les forcent à militer au jour le jour, ainsi que tard dans la nuit... Lorsqu'il est porté par des individus et des organisations consciemment ou inconsciemment sexistes, le projet de révolution globale qui exigerait une forme d'organisation de masse ne peut avoir comme résultat qu'une amère déception pour des femmes, à la fois lors d'une éventuelle révolution qu'au cours du voyage devant y mener. On peut toutefois se réjouir de constater le dynamisme entre 2000 et 2006 des luttes anti-patriarcales orchestrées par les groupes affinitaires non-mixtes de femmes (*Les Sorcières, Cyprine, Némésis*, etc.) et menées selon les objectifs poursuivis de façon autonome ou coalisée. Comme quoi le mode d'organisation affinitaire n'empêche aucunement d'agir, ni de créer des alliances et des actions collectives.

### *Ouverture*

Si je comprends que militantes et militants sont généralement et avec raison sensibles face aux critiques à l'égard de leurs projets collectifs dans lesquels est investi tant d'énergie et de temps, j'espère que mes commentaires ne seront pas entendus comme des remises en question de l'ensemble de la production de tel ou tel journal. Les journaux anarchistes de 2000 à 2006 m'apparaissent intéressants dans leur ensemble, de par les enjeux spécifiques qu'ils approfondissent et qui les distinguent les un des autres, la diversité étant selon moi une force plutôt qu'une faiblesse. Mon étude malheureusement plutôt superficielle des journaux anarchistes de 2000 à 2006 au Québec confirme la thèse de Marc-André Cyr, déjà démontrée par son analyse détaillée, que les anarchistes sont interpellés par l'actualité et le contexte dans lequel s'élaborent leurs réflexions et leurs actions. La Guerre froide n'étant plus que de l'histoire ancienne, les journaux anarchistes accordent après 2000 peu ou pas d'attention aux marxistes et aux quelques régimes qui survivent

à la défaite du bloc de l'Est (Cuba, la Corée du Nord). Quelques thèmes qui ont mobilisé les esprits dans les années 1990 ont disparu de l'écran radar (Yougoslavie, Timor Oriental) et d'autres y restent en raison même de l'actualité (Irak). L'importance accordée à certaines luttes populaires sur la scène internationale, dont celles des Palestinien-ne-s et des Zapatistes, diminue de façon relative dans la mesure où d'autres mouvements de résistance émergent en Bolivie, au Venezuela et en Afghanistan. Ainsi, on ne parle plus des protestas au Chili, mais de celles en Argentine. Le Québec ayant été épargné d'un autre référendum et les anarchistes appartenant à une nouvelle génération, la «question nationale» a pratiquement disparu de leurs préoccupations, si ce n'est pour critiquer le MLNQ qui tente de s'infiltrer dans les manifestations des mouvements sociaux auxquelles participent les anarchistes. Il est possible aussi de noter d'autres *ruptures*, mais aussi des continuités, à la fois dans la forme et le fond. On retrouve en 2000-2006 des différences de forme qui existaient déjà auparavant, *Le Trouble* reprenant — quoique de façon moins marquée — la forme incendiaire et provocatrice de *Démanarchie*, *Ruptures* l'approche plus analytique de *Rebelles* et — quoique dans un style moins abstrait — de *Hors d'Ordre*, *La Mauvaise herbe* des thématiques chères à Hé... Basta!. On note aussi des débats sur les modes organisationnels, plus importants dans la mesure où le mouvement anarchiste est plus dynamique que dans les années 1970-1980-1990.

Cela dit, l'analyse du discours et de la pensée anarchiste à travers les publications gagnerait à prendre en considération les nombreux sites Internet qui sont directement liés à un journal ou à un groupe, ou ceux sur lesquels circulent de l'information et des discours anarchistes (comme <[www.cmaq.net/fr/](http://www.cmaq.net/fr/)> et <[www.ainfos.ca](http://www.ainfos.ca)>). Quelques maisons d'édition au Québec consacrent également une bonne part de leurs énergies à publier des ouvrages anarchistes ou d'extrême gauche (comme Écosociété et Lux). Il serait également intéressant d'étudier d'autres publications qui intègrent des analyses anarchistes (comme *Alerta ! Le cri de la wawa*, produit par le Komité CLAC-Amérique latine) et les documents disponibles dans certains lieux de vente et d'information anarchistes, comme les librairies l'Insoumise

à Montréal et La Page Noire à Québec, le D.I.R.A., le Salon du livre anarchiste et L'Index et le majeur (UQAM) qui organisent aussi des ateliers de discussion sur divers thèmes. De même, le réseau de vidéastes engagés Les Lucioles ([www.leslucioles.org](http://www.leslucioles.org)) produit et diffuse des dizaines de vidéos à saveur politique qui relèvent également de la pensée explicitement anarchiste, ou à tout le moins antiautoritaire au sens large. Voilà autant de pistes et d'éventuels objets d'étude pour approfondir la connaissance du discours, de la pensée et des mouvements anarchistes au Québec au début du troisième millénaire. Le survol des journaux dont j'ai discutés ici dénote déjà un dynamisme chez les anarchistes et une pluralité de points de vue qui débouche sur des débats souvent douloureux, mais n'empêche pas pour autant des alliances et des convergences fructueuses qui faisaient souvent défaut au cours des décennies précédentes.





# Bibliographie

## *Articles de journaux*

*La Nuit*: volumes 1, 2, 4, 5, 6, 7 sauf vol.7, no 1.

*Le Q-Lotté*: numéros 1-64 (collection complète).

*Rebelles*: collection complète, sauf les 9 numéros suivants: vol.1, no 3, vol.2, no 4, vol.3, nos 1, 6, vol.5 no 1, vol.7, no 2, vol.8, vol. 9, vol.11, no 1, 4.

*Hors d'Ordre*: numéros 1-11. (collection complète).

*Hé...Basta !*: numéros 3, 4, 6, 9, 10.

*Démanarchie*, no 0. - vol.3, no7. (collection complète).

Nestor, Michel, «Sur les traces de l'anarchisme au Québec 1. Aux origines : le 19e siècle», *Ruptures*, no 1, automne 2001.

Nestor, Michel, «Sur les traces de l'anarchisme au Québec. 2. L'essor d'un mouvement ? (1900-1910)», *Ruptures*, no 2, printemps 2002.

## *Ouvrages de références*

Baillargeon, Normand, *Anarchisme*, Montréal, L'île de la torture, 1999.

Baillargeon, Normand, *L'ordre moins le pouvoir : histoire et actualité de l'anarchisme*, Montréal, Agone Comeau et Nadeau, 2001.

Baillargeon, Normand, *Les chiens ont soif*, Comeau et Nadeau, 2001.

Baillargeon, Normand, *La lueur d'une bougie: Citoyenneté et pensée critique*, Les Éditions Fides, 2001.

Nicole Beaudrain et Christiane Passevant, *Des Mujeres Libres aux anarchaféministes*, L'homme et la société: actualité de l'anarchisme, revue internationale de recherches et de synthèses en science sociale, Éditions L'Harmattan, Paris, 1996 p.84.

Beaudry, Lucille, *Le marxisme au Québec: une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980)*, Sillery, Presse de l'Université du Québec, 1990.

Biard, Roland, *Histoire du mouvement anarchiste en France 1945-1975*, Paris, Éditions Galilée, 1976.

Chossudovsky, Michel, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Les éditions écosociété, 1998, p.20.

Couture, Francine (dir.), *Les arts visuels au Québec dans les années soixante : la reconnaissance moderne*, Montréal, VLB Éditeur, 1993.

Creigh, Ronald, *Histoire de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique (1826-1886)*, la Pensée sauvage, France, 1981.

Desgagné, Sébastien, *Le mouvement m-l «En lutte !» et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire, UQAM, juin 1998.

Désy, Marielle, Ferland, Marc, LÉVESQUE, Benoît, Vaillancourt, Yves, *La conjoncture au Québec au début des années 80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Montréal, La Librairie sociale du Québec, 1980.

Fournier, Louis, *FLQ: histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982.

Fréchette, Johane, *Pratique de presse féministe autonome et radicale au Québec de 1971 à 1987 : innovations et impasses*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en communication, UQAM, janvier 1989.

Frémont, Claire, *Le cas Goldman : vie et œuvre d'une anarchiste, 1869-1940*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, UQAM, juin 1988.

Gagnon, Henri, *Les militants socialistes au Québec: d'une époque à l'autre*, Saint-Lambert, Héritage, 1985.

Gauvreau, Claude, *De Mainmise à Voir : l'évolution de la presse alternative au Québec (1970-1990)*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en communication, UQAM, juin 1992.

Gauvreau, Claude, *Les oranges sont vertes*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1994.

Goldman, Emma, *La tragédie de l'émancipation féminine, suivi de Du mariage et de l'amour*, Paris, Éditions Syros, 1978.

Guérin, Daniel, Ni Dieu ni Maître, *Anthologie de l'anarchisme*, tome I-II, Paris, François Maspero, 1999.

Guérin, Daniel, *Pour un marxisme libertaire*, Paris, R.Laffont, 1969.

Hamel, Pierre, LÉONARD, Jean-François, *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981.

Jourdain, Jacques, *De Cité Libre à l'Urgence de choisir: Pierre Vallière et les palinodies de la gauche québécoise*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, UQAM, septembre 1995.

Kropotkine, Pierre, *L'entraide un facteur de l'évolution*, Éditions Écosociété, Montréal, 2001.

Lénine, *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, Éditions du Peuple, Pékin, 1964.

Leval, Gaston, *L'Espagne libertaire (1936-1939)*, Paris, Éditions du monde libertaire, 1983.

Mazalto, Marie, *L'humour comme facteur de l'identité collective: le cas du Québec*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, UQAM, juin 2000.

Mailot, Laurent, Nepveu, Pierre, *La poésie québécoise des origines à nos jours*, L'Hexagone, Montréal.

Michel, Louise, *Prise de possession*, Paris, Jean-Paul Rocher Éditeur, 1999

Milot, David, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1972)*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire, avril 2000.

Milot, Pierre, *Le paradigme rouge: l'avant-garde politico-littéraire des années 1970*, Montréal, les Éditions Balzac, 1992.

Monière, Denis, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Ottawa, Éditions Québec-Amérique, 1977.

Roy, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec: des origines à nos jours*, Ottawa, Éditions Québec-Amérique, 1977.

Roy, Serge, (dir.), *La pensée en liberté: les meilleurs textes du Q-Lotté*, les Éditions Écosociété.

Russell, Bertrand, *Le monde qui pourrait être: Socialisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme*, trad. de l'anglais par Maurice de Cheveigné, Éditions Denoel, Saint-Lubin, 1973.

Saint-Denis, Janou, *Claude Gauvreau: le signe*, Montréal, Éditions de noroît, 1978.

Thibert, Manon, *Le courant radical du féminisme au Québec (1969-1984)*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique, août 1986.

Vincenthier, Georges, *Histoire des idées Québec: des troubles de 1837 au référendum de 1980*, Montréal, VLB éditeur, 1983.